









MÉMOIRES
SUR
CARNOT

PARIS — IMP. SIMON BAÇON ET COMP., RUE D'ERFLEUX, 1.





James B. Chalmers, M.D.

MÉMOIRES

—
1861

Droits de traduction et de reproduction réservés.



Fig. 2. Portrait of the artist

MÉMOIRES
SUR
CARNOT
PAR SON FILS

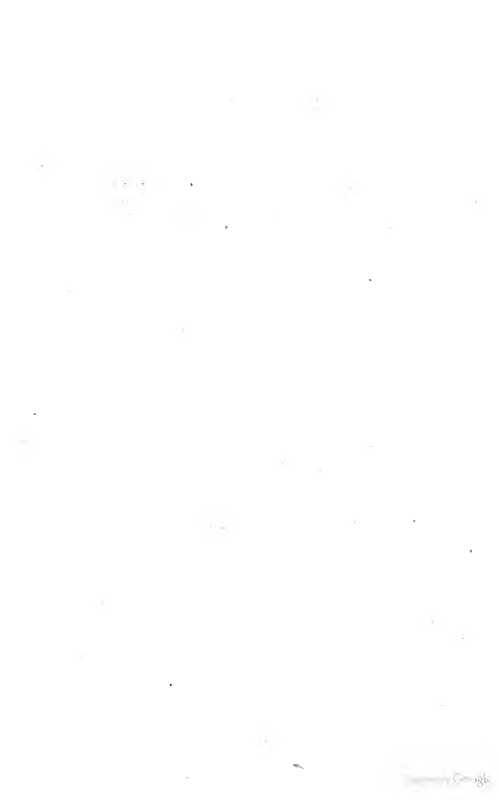
TOME PREMIER



PARIS
PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
RUE DE SEINE, 18

1861

Droits de traduction et de reproduction réservés.



A MESSIEURS

SADI ET ADOLPHE CARNOT

ÉLÈVES DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

INTRODUCTION



MES CHERS ENFANTS,

Je vous dédie un livre commencé avant votre naissance.

Quand le dernier silence succéda aux conseils paternels qui avaient dirigé ma jeunesse, je résolus de chercher dans l'étude de la vie de mon père une boussole à ma propre vie. Je repassai dans ma mémoire les entretiens d'un tête-à-tête de huit années au foyer de l'exil ; je m'entourai de tous les documents historiques qui pouvaient compléter mes souvenirs, et je pris la plume. Dirai-je combien ce travail m'a procuré de jouissances ! Les événements extérieurs, ou des devoirs impérieux, l'ont souvent et pour longtemps suspendu ; mais j'y suis toujours revenu avec une satisfaction nouvelle : chaque fois il me semblait rentrer d'une absence forcée dans le domicile paternel. Je l'ai discontinué volontairement, j'y ai mis une lenteur calculée, pour réserver à mes der-

nières années un peu de cet heureux labeur. Après les épreuves de la vie publique, j'allais chercher dans la contemplation d'une âme sereine le rassérènement de la mienne; j'allais y puiser des consolations, des espérances, des forces. Celui qui respire la fraîcheur après avoir traversé le désert doit ressentir quelque chose de semblable.

6

Depuis que vous êtes nés, mes enfants, depuis que je vous vois grandir, j'ai attaché une nouvelle idée à mon ouvrage : celle de vous encourager au bien. Rien n'est plus propre à ce but que le récit d'une existence utilement et sagement remplie. Il n'est pas vrai d'ailleurs que l'opinion publique manque à la loi de justice et d'égalité lorsqu'elle nous rend responsable du nom que nous avons reçu, soit pour le soutenir, soit pour le relever, s'il en a besoin. Protestons contre les privilèges sociaux attribués à la naissance, mais chérissons les devoirs qu'elle impose : tout ce qui donne du ressort aux âmes est dans les voies de la Providence. Le souvenir de votre aïeul m'a valu presque toujours bienveillance, égards, au moins attention, et c'est déjà beaucoup que l'attention pour celui qui débute dans la vie. Plus d'une fois aussi ce souvenir m'a détourné des mauvaises routes et préservé des faux pas. Vous rencontrerez les mêmes sentiments, je ne crois pas les avoir amoindris, et vous aurez le même frein salutaire : on puise le respect de sa propre personne dans celui qu'on porte à ses pères.

Votre pensée s'attachera avec émotion à cet homme, qui mérita d'écrire son nom sur une page spéciale dans l'histoire de la France, et qui fut, je vous l'atteste, plus

grand encore dans l'intimité. Elle ne se bornera pas à étudier sa carrière publique; elle le suivra, enfant, sous le toit patriarcal que vous avez pieusement visité, dans le paysage natal que vous avez parcouru; elle le suivra, époux et père, dans la chère retraite d'où je vous écris, où vous avez été élevés, comme je l'avais été moi-même; elle le suivra, vieillard, dans l'expatriation, supportée avec cette dignité simple qui fut admirée des étrangers.

En voyant votre aïeul sortir d'une famille honorable, où les bons exemples se sont transmis de loin, vous remercerez Dieu de ce bonheur, l'un des plus vrais qui puissent nous accueillir au seuil de l'existence. C'est dans un milieu doux et pur qu'il fit l'apprentissage des vertus privées; nul ne savourait avec plus de délices les joies du foyer domestique. Vous aussi, chers enfants, vous serez initiés par l'amour de la famille à celui de la patrie, qui l'inspira si heureusement, et à cette bienveillance universelle dont il s'était formé une théorie morale.

Carnot était, en effet, arrivé à cette conviction, fortifiée même par les douloureuses épreuves de sa vie, qu'une bonne éducation doit suffire pour rendre l'homme bon, pour développer en lui les instincts affectueux et lui faire de la pratique des vertus une habitude agréable et facile. Il était arrivé à cette conviction, vraiment religieuse, qu'il n'y a pas antagonisme entre l'amour de soi et l'amour du prochain, que toutes les destinées sont associées, et que nul ne peut être heureux que par le bonheur des autres, dogmes philanthropiques appelés

à transformer la dure loi du sacrifice, appelés peut-être à résoudre les grands problèmes sociaux qui nous troublent si profondément.

On peut contester cela, on l'a souvent contesté; mais ce qu'il y a de certain, c'est qu'une pareille estime du cœur humain ne saurait naître, et surtout se consolider, que dans les cœurs d'élite. Faut-il ajouter que pour ceux-ci le bien moral est le premier de tous, et que l'idée de solidarité ne se renferme pas dans les limites de la vie terrestre?

De là, chez votre grand-père, cette croyance que la prospérité des sociétés dépend beaucoup moins de la perfection de leurs lois que du progrès des individus, et cette conclusion que l'enseignement du peuple est la première fonction de tout gouvernement. L'objet de la politique ne consiste pas tant à faire des règlements qu'à en obtenir l'observation; la meilleure politique est donc une éducation qui propage et affermit le sentiment du devoir par le développement des affections réciproques.

Il est très-louable de chercher à prouver aux hommes qu'ils doivent faire le bien pour le bien lui-même; mais des preuves laissent toujours ouverture à la controverse, et rarement elles suffisent pour déterminer à l'action. Il faut que l'éducation du cœur précède celle de la raison, et qu'avant tout elle nous exerce à aimer nos semblables. Si nous formions véritablement une famille, aurions-nous besoin, plus que des pères, des enfants et des frères, qu'on nous démontrât le devoir de nous assister les uns les autres? Pourquoi le beau et le

vrai; pourquoi le bonheur et la vertu ne se confondraient-ils pas dans l'âme humaine? Votre grand-père a-t-il eu tort de définir la vertu : « le désir éclairé du bonheur? » Il a du moins supérieurement montré que cette opinion peut servir de base au dévouement. Je croirais pouvoir résumer en deux mots toute la pensée de Carnot : aplanir la route du bien.

Et cependant il entendait que la morale devînt une science, même une science très-positive, ayant pour but d'enseigner comment l'amour du prochain peut se traduire en pratique; et dans son projet de *déclaration des droits* rédigé pour la Convention, il inscrivait au profit de chaque citoyen un *droit de bienveillance*, ou de protection sociale, qui ne devait pas rester une vaine parole.

Ceci éclaire des points mal compris par ses biographes.

Carnot avait foi dans toute espèce de progrès : « La devise de l'homme est espoir, » s'écrie-t-il.

Quant à ses principes religieux, ils reposaient sur un déisme affranchi de toute mythologie, sur une confiance sérieuse en l'immortalité. Il avait fixé ses opinions de bonne heure : c'est peut-être la condition la plus favorable pour que leur recherche ne devienne pas une préoccupation douloureuse, et pour que notre horizon ne soit jamais sans étoile polaire.

« Nier l'Être suprême, disait-il, c'est nier l'existence de la nature, car les lois de la nature sont la sagesse suprême elle-même. Qu'est-ce que l'Être suprême, si ce n'est la grande vérité qui contient toutes les vérités, la

justice inmuable, la vertu sublime qui embrasse toutes les vertus, l'affection qui renferme toutes les affections pures ? »

« Quoi ! l'amitié n'existerait pas ? La paix de l'âme, la douce égalité, la tendresse maternelle, la piété filiale, seraient autant de chimères ? Il n'y aurait sur la terre ni justice, ni humanité, ni amour de la patrie, ni consolation pour celui qui souffre, ni espérance d'un meilleur avenir ? Eh bien ! ce sont toutes ces choses ensemble qui sont l'Être suprême ; il est le faisceau de toutes les pensées qui font le bonheur de l'homme, de tous les sentiments qui sèment des fleurs sur la route de sa vie. Invoquer l'Être suprême, c'est appeler à son secours le spectacle de la nature, les tableaux qui charment la douleur, l'espérance qui console l'humanité souffrante. »

Ai-je besoin de dire qu'il était aussi tolérant pour les opinions des autres que sincère dans les siennes ? Non, mais je veux rappeler en quels termes simples il exprimait cette tolérance :

« Je pense qu'il ne faut pas tuer les hommes pour les forcer de croire, qu'il ne faut pas les tuer pour les empêcher de croire ; mais qu'il faut compatir aux faiblesses des autres, puisque chacun de nous a les siennes, et laisser les préjugés s'user par le temps, quand on ne peut les guérir par la raison. »

Soyez, comme lui, mes enfants, éloignés de l'incrédulité hautaine et de l'intolérance atrabilaire ; croyez, comme lui, que l'encens de tous les autels porte à Dieu le même parfum, et que toute prière monte au ciel en

quelque langue qu'elle soit dite. Entrez donc avec un égal respect dans la maison de Dieu, qu'elle se nomme église, synagogue, temple ou mosquée. Quand j'interroge les sages de tous les siècles et de tous les pays, et que je vois les mêmes maximes fondamentales diriger leurs actions, je crois fermement à cette admirable droiture humaine qu'on nomme le bon sens, qui traverse tous les dogmes sans dévier.

L'ensemble des doctrines morales de Carnot, qu'il proclamait *toutes de sentiment*, lui composait un fonds inépuisable d'indulgence, en même temps que la solidité de son commerce lui attachait les âmes fortes. Aussi vécut-il entouré d'amitiés et de dévouements dont l'histoire est liée à la sienne.

Vous savez cela, mes enfants, parce que je vous ai souvent parlé de votre grand-père; mais des lecteurs qui n'auraient pu le juger que sur de banales traditions seront sans doute étonnés de l'aspect nouveau sous lequel il leur apparaîtra dans ce livre.

« J'ai vu des personnes, dit Carnot, qui, d'après la peinture que certains journaux leur avaient faite de moi, ne revenaient pas de leur surprise en me voyant, et ne pouvaient comprendre que ce fût là ce terrible membre du Comité de salut public, cet associé de Robespierre. »

Il existe, en effet, de Carnot, des portraits peu aimables. Je ne parle pas de ceux qui en ont fait un homme violent et sanguinaire, ils ne sont que ridicules. Mais tel, sans le connaître, lui suppose un caractère rude, concentré, sans animation, sans idéal, ou des habitudes

de travail solitaire, exclusivement scientifique, qui l'auraient rendu étranger aux plaisirs du monde et aux jouissances des arts. Arago lui-même, qui l'avait fréquenté pourtant, semble passer condamnation sur un peu de roideur militaire dans sa tenue.

Aucun de ces traits ne lui ressemble : j'en appelle aux quelques personnes encore existantes qui l'ont connu.

Dans la société Carnot était un causeur agréable et enjoué, fécond en saillies originales, content volontiers et content bien, attentif et délicat auprès des femmes. Sorti de son cabinet, il en oubliait parfaitement les préoccupations. Il était réservé dans ses manières, avec une certaine timidité dont on ne se rendait pas compte aisément, et qui lui venait sans doute des premières habitudes de sa vie. Scrupuleusement décent dans son langage, soigné dans sa mise, par une extrême répugnance pour le débraillé en tout genre; on ne l'a jamais vu rien adopter du vocabulaire ni du costume démagogiques. Dès son premier rapport à la Convention il s'élève contre la nouvelle éducation qui tend à remplacer des modes efféminées par une affectation de dureté et de sauvagerie. Lui-même se déridait sans peine et montrait un abandon de bon goût avec ses amis. « Sa sagesse était gaie et sa joie était sage, » dit le grand Frédéric en parlant d'un homme qu'il avait choisi pour gouverneur de son frère. Vous verrez d'ailleurs par les recommandations réitérées de votre aïeul à ses enfants, et par des plans d'éducation qu'il eut occasion d'ébaucher, combien il attachait de prix à l'usage du monde.

Comme père de famille, c'était la bonté même. Moi qui ai peut-être abusé de son indulgence en enfant gâté, si je ne l'avais vu dans d'autres situations, j'aurais peiné à me figurer l'inflexible républicain qui jeta ce mot à la face de ses proscripteurs : « Vous êtes les plus forts, mais je suis le plus fier. »

Sa sensibilité naturelle lui faisait trouver une vive jouissance dans la lecture de Racine, malgré son admiration pour Corneille, dont le mâle accent répondait mieux à son caractère politique.

Un de ses traits essentiels était son respect pour les femmes. « Le spectacle le plus ravissant dont j'aie été le témoin, écrit-il sur ses tablettes, est celui de la femme forte luttant contre le malheur. » Il vous sera facile de l'imiter, vous, mes enfants, qui savez tout ce que le cœur d'une mère renferme d'intelligence, de tendresse et de courage.

Plutarque reproche à Caton un excès de rigidité qui rendait son commerce difficile et diminuait son influence auprès du peuple. Carnot ressemblait plutôt au portrait que fait Tacite de son beau-père Agricola : « Rien de dur et de hautain dans sa vertu républicaine; il ne cherchait point la renommée du martyr en affectant de braver les puissants, et il prouva qu'avec de la prudence et de la modération on arrive au même degré de gloire que ceux qui se rendent victimes de leur propre orgueil. »

En toutes choses, la tempérance était sa règle de conduite : « exercer sans excéder, » disait-il. La tempérance, c'est-à-dire l'empire que l'homme pratique sur

lui-même, pour maintenir ses passions dans un désirable équilibre, et qui ne permet à aucune d'elles de l'entraîner par sa prépondérance hors des limites de la raison.

La jeunesse de Carnot n'avait pourtant pas été exempte de passions; il était loin d'en rougir, parce qu'il avait su de bonne heure les éclairer et les diriger. C'est sur cette expérience personnelle qu'il se fondait sans doute pour recommander l'éducation de ces forces qui donnent aux peuples, comme aux individus, le goût et la puissance des grandes choses : « Les grandes passions, écrivait-il, font les grandes nations. »

Et il s'efforçait d'inspirer au peuple de salutaires enthousiasmes.

Aussi lui fut-il accordé, en récompense, de conserver jusque sous les glaces de l'âge toutes les sensibilités du cœur et toutes les ardeurs de l'imagination; il lui fut accordé de mourir septuagénaire sans avoir vieilli.

Lorsque, après de longues années de retraite, Carnot reparut dans la vie publique, on s'étonna de lui voir retrouver, pour servir la France, l'élan d'un jeune homme, et, disons-le à sa gloire, les illusions d'un jeune homme. C'est qu'il n'avait pas laissé refroidir en lui la passion du bien public. Il livrait volontiers sa pensée aux utopies de progrès. Ne repoussez pas, mes enfants, ces belles visions, dédaignées par nos trop jeunes sages; abandonnez-y votre âme, au risque d'être appelés rêveurs. Non-seulement elles exercent le meilleur de nos sentiments, l'amour de nos semblables, mais elles sont le bon chemin de la vérité. Les sciences

les plus positives procèdent par l'utopie. Quelle grande application scientifique n'a pas été précédée et préparée par des inventions, fantastiques en apparence, que les habiles du temps regardaient comme des jeux stériles? Dans sa carrière de savant, votre aïeul n'a point craint les hardiesses d'imagination; il a eu fréquemment ce qu'un autre savant contemporain appelait des *percées*. Ne craignez pas de placer très-haut votre idéal : plus le regard s'élève, plus il embrasse d'étendue. Rêvez donc, mes enfants, rêvez d'immenses progrès pour l'humanité, et dans le cercle, étroit ou large, qui vous sera ouvert, réalisez ce que vous pourrez.

Peu de personnes se doutent que Carnot, homme de guerre, de science, de politique, aimait et cultivait la poésie. Quelque chose manquerait pourtant à son portrait moral, si l'on négligeait de le dire. Les vers qu'il a composés, sortant d'une plume spécialement consacrée aux travaux littéraires, mériteraient à peine une mention. Mais il faut bien songer que ces pensées affables et sereines se sont, pour la plupart, épanchées d'une âme qui venait de se mesurer un instant auparavant avec les crises les plus vives ou les problèmes les plus ardens. Lui-même, d'ailleurs, n'a jamais demandé à la poésie que ce qu'elle lui a donné, des distractions ou des consolations.

Mais pour tous ceux qui ont connu mon père, elles sont un miroir où son image est restée. Ils y retrouvent sa conversation enjouée, spirituelle, sage, et cette candeur d'enfant, si touchante chez le vieillard qui a fait tant d'expériences du monde. En les lisant par

ordre chronologique, et en les rapprochant des diverses situations qui les ont inspirées, on possède sa biographie intime. C'est d'abord un jeune homme bon, sensible, gai, frondeur sans amertume, philosophe dans le sens que l'on donnait alors à ce mot, mais non point philosophe irréligieux. Dans l'âge mûr, dans l'âge de l'ambition, et cette ambition plus que satisfaite, il reporte avec bonheur ses souvenirs vers les habitudes modestes de la campagne; il se crée des tableaux propres à reposer ses regards attristés par les manéges de la bassesse et de l'intrigue. Après des jours de grandeurs et d'agitations, rentré dans un intérieur paisible et cher, il étudie Horace (la note grave seulement), on cherche à élever son âme par quelques imitations des livres bibliques. Enfin, condamné à passer les dernières années de sa vieillesse loin de cette France qu'il idolâtre, on le voit encore appeler la poésie à son aide pour adoucir les rigueurs de l'exil. Il a conservé toute la fraîcheur de son imagination, toute l'aménité de son cœur; il sait être plaisant comme au temps de son jeune âge, il sait être sévère aussi comme les événements qui ont pesé sur sa tête.

Chaque phase de sa vie se reflète ainsi dans quelques effusions poétiques; c'est une lumière qui ne manque presque jamais à l'observateur. Exceptons-en toutefois le moment des grandes luttes révolutionnaires : nous ne connaissons pas un vers de Carnot que l'on puisse dater de cette époque. Agrippa d'Aubigné nous raconte qu'il composait « ses plus gentilles pièces à cheval et dans les tranchées; » mais on a des loisirs d'esprit en cou-

rant la campagne ou en piétinant sous les remparts d'une forteresse, tandis qu'il est permis de croire qu'on n'en avait guère au Comité de salut public. Hormis donc dans cette période dévorante de sa carrière, tous les instants que mon père pouvait se réserver il les donnait à la science ou aux lettres. Dès qu'il sentait venir la fatigue, il ouvrait un volume de vers ou bien il en composait lui-même, comme on place ses doigts sur les touches d'un clavier pour en tirer quelques accords et rendre à sa pensée le calme et l'équilibre.

Mais la science ! c'était sa vocation, son enthousiasme, sa forteresse, son Éden. Interrompu cent fois par des devoirs publics, il y retournait avec empressement, s'y consacrait tout entier, et la reprenait sans effort au point où elle était parvenue en son absence. Déployant un génie original, cherchant des routes nouvelles, il eut parfois l'heureuse fortune de devancer ceux qu'il se plaisait à nommer ses maîtres, celui-là même qu'il plaçait au-dessus de tous, Lagrange. Lagrange, en effet, dans ses deux principaux ouvrages, a développé, sur le calcul infinitésimal et sur la mécanique plusieurs idées fondamentales que Carnot avait déposées dans des publications moins importantes. Ceci ne veut pas dire que Lagrange ait utilisé les idées de Carnot. Je suis même en mesure de témoigner le contraire : Prieur (de la Côte-d'Or) raconta un jour devant moi qu'à l'époque où le grand géomètre travaillait à sa théorie des fonctions, il l'avait engagé à prendre connaissance de l'écrit de Carnot; mais que Lagrange s'y refusa, en disant : *Nous pouvons nous rencontrer sans nous voir*. Plus tard, ce-

pendant, Lagrange écrivit à Carnot : « Si j'avais connu votre ouvrage, je n'aurais pas entrepris le mien. »

Dans tous les genres Carnot s'est élevé par ses propres forces. En le voyant marquer sa place parmi les savants, vous prendrez une confiance toujours plus ferme dans le travail, qui a déjà eu pour vous ses récompenses. C'est dans la voie des sciences que l'un et l'autre vous avez l'ambition de servir comme lui votre pays ; comme lui vous emploierez vos labeurs à augmenter les richesses intellectuelles de la France ; mais, comme lui aussi, n'oubliez pas que le savant doit éviter de se laisser absorber tout entier, qu'il doit, sous peine de demeurer impuissant dans la science même, joindre à son culte rigoureux celui des arts et des lettres. C'est ce que comprenait admirablement l'homme que je vous propose en modèle : les œuvres de l'imagination le charmaient comme celles de l'intelligence, comme celles du travail matériel ; chez lui tous ces sentiments se confondaient.

C'est un malheur que l'homme se voie obligé si souvent de faire deux parts de son existence, celle de sa profession et celle de ses goûts. Vous en serez préservés, je l'espère, puisque vous choisissez librement votre carrière. Mais plaignez ceux qui se laissent aller sans résistance à séparer la vie réelle de l'idéal. La poésie est partout, dans le métier, dans la vie domestique ; celui qui sait l'y chercher la trouve. La nature n'a-t-elle point ses côtés âpres et grossiers en apparence ? Mais ils se fondent dans une si merveilleuse harmonie que l'ensemble est d'une beauté ravissante. Faites que l'en-

semble de votre vie atteigne ces nobles et poétiques proportions dont la nature nous offre l'image¹.

Faites surtout que jamais les devoirs de la profession la plus attrayante ou la plus fructueuse n'entrent en rivalité avec des devoirs d'un ordre plus élevé. Si la patrie réclame de vous, comme elle a réclaté de votre aïeul, des services austères et périlleux, ouvrez l'oreille à son appel ; quittez le cabinet d'étude ou l'atelier, le laboratoire ou l'usine, pour la défense du sol national ou pour celle de la liberté. Puis, comme lui toujours, cette dette payée, hâtez-vous d'aller retrouver vos paisibles occupations, fécondes en jouissances bien plus précieuses que les enivrements de la vie publique. « L'ami du peuple, dit Carnot dans un de ses premiers discours politiques, et comme s'il esquissait d'avance le programme de sa vie, l'ami du peuple est celui qu'il faut chercher longtemps pour l'obliger à remplir les fonctions publiques, qui s'en retire le plus tôt qu'il peut, et

¹ Ce concours nécessaire de toutes nos facultés pour chaque œuvre complète était présent sans doute à la pensée de Goethe lorsqu'il traçait le portrait du mathématicien : « Le mathématicien n'est parfait comme tel qu'autant qu'il est un homme parfait, et qu'il sent en lui toute la beauté du vrai. Alors seulement il peut agir par la profondeur, la pénétration, l'étendue, la pureté, la clarté, l'agrément, même l'élégance. Il faut réunir tout cela pour être un Lagrange. » (*Aphorismes sur les sciences naturelles.*)

Quel idéal ! Ne vous en effrayez pourtant pas ; mais à cette parole d'un génie moderne, opposez, ou plutôt ajoutez, celle d'un génie ancien qui lui ressemble par son caractère d'universalité : « Quel est le savant, dit Cicéron, qui, sur le point même de trouver le nombre des étoiles et les dimensions de l'univers, ne quitte tout sans hésiter pour courir au secours de sa patrie, s'il apprend qu'elle soit menacée ? tant l'amour des hommes pour leurs semblables l'emporte dans les cœurs honnêtes sur l'étude des sciences les plus séduisantes. » (*Offices.*)

plus pauvre qu'il n'y était entré, qui s'y dévoue par obligation, agit plus qu'il ne parle, et retourne avec empressement dans le sein de ses proches reprendre l'exercice des vertus privées. »

Il n'est permis à aucun citoyen, sous peine d'abdiquer sa dignité, de demeurer étranger aux affaires générales de son pays. Mais il n'est donné qu'à un petit nombre de faire de la politique leur occupation habituelle. Serez-vous de ce petit nombre? Je ne le désire pas pour vous. Sachez cependant vous disposer d'avance à cette épreuve si elle doit vous échoir. Ainsi fit votre aïeul, au début de la Révolution, quand on put présager l'avènement prochain du tiers état. Ce devoir n'était jamais négligé dans les républiques anciennes : quiconque ambitionnait l'honneur d'intervenir dans les affaires de l'État dirigeait ses études en conséquence, et nul n'aurait osé sans cela briguer les suffrages de ses concitoyens. Lorsque l'on songe, en effet, à toutes les connaissances générales et spéciales qu'exige le gouvernement, on ne saurait trop accuser la légèreté de ceux qui vont siéger dans les conseils de la nation avec moins de préparation qu'ils n'en apporteraient à l'exercice d'un art ou d'une industrie. Étudiez donc sérieusement l'économie sociale et les institutions de la France, étudiez le caractère de son peuple dans l'histoire du passé et dans vos expériences de chaque jour, et ne demandez pas à le servir avant de vous en sentir dignes.

Chacun a ses types de prédilection. Parmi les personnages de l'antiquité, votre grand-père admirait le Phocion de Plutarque ; parmi les modernes, il affection-

nait Franklin, et il disait souvent : « La renommée que j'envie le plus est celle de Franklin. » De tels choix jettent une vive lumière sur l'âme de celui qui les avait faits. J'aime à rêver qu'un jour l'histoire l'en récompensera en le plaçant lui-même à côté de ces héros du bon sens et de la vertu républicaine.

Il est difficile à la faiblesse humaine de se contenter d'un modèle abstrait, et je n'ai pas besoin de vous dire que lorsqu'à mon tour j'ai voulu personnifier le guide de ma vie, je n'ai pas cherché loin. Quand je suis tombé dans l'erreur, c'est que mes yeux ont perdu la trace des pas que j'avais le désir de suivre, ou c'est que la force m'a manqué.

Plaise à Dieu qu'elle ne vous manque pas, mes amis, pour marcher dans cette même voie, car je ne saurais vous en recommander une meilleure. Il n'y a pas plusieurs routes en morale : si des obligations plus ou moins étroites dérivent de la différence des positions, l'homme d'État estimable et le père de famille éclairé puisent cependant leurs règles de conduite à la même source. Dans l'étude biographique que nous allons faire ensemble, la morale privée et la morale publique ne se trouveront pas un moment en désaccord.

C'est pourquoi je n'ai pas éprouvé moins de jouissance à exposer la vie politique de votre aïeul qu'à le peindre dans son intimité. Chaque découverte que j'y faisais amenait une satisfaction nouvelle.

Quelle douceur, en effet, que celle de raconter une carrière admirée et chérie, sans y voir rien à dissimuler, rien à éluder, rien à colorer, une carrière où tous

les faits s'enchaînent comme les grains d'un beau collier !

Jamais biographe ne s'est senti plus à l'aise : si l'abondance de mon cœur vient à forcer ma bouche, nul ne songera à m'en faire reproche ; nul ne s'étonnera de m'entendre parler avec amour d'un homme dont le nom respecté a tant de fois suffi pour m'aplanir les routes difficiles, d'un homme auquel je dois, avec l'existence, tous les bons sentiments qui ont pu m'animer.

Mon père n'a pas eu un seul jour la velléité de publier des *Mémoires* : sa conscience lui disait qu'il n'avait pas besoin de justification, et personne ne posait moins que lui. En vain on le provoqua souvent à écrire l'histoire des grandes circonstances qu'il avait traversées : il n'aimait point à arrêter son souvenir sur les événements contemporains. Qui ne comprend cette répugnance ? Après s'être consacré à l'élévation d'un édifice politique qu'il croyait destiné à garantir la France des révolutions, il l'avait vu s'écrouler, sans pouvoir espérer d'employer un jour à sa reconstruction des bras déjà affaiblis par l'âge. Cependant mon père corrigeait volontiers les erreurs dont la propagation lui semblait dangereuse. Les nombreux fragments inédits qui se trouvent dispersés dans ces études sont empruntés à sa correspondance ou à des notes écrites par moi sous sa dictée, en réponse aux questions qui lui étaient fréquemment adressées. Jamais il n'a refusé aucun éclaircissement sur les faits, aucun renseignement sur les hommes.

Écrire sa biographie quand il a volontairement né-

gligé de le faire, ce n'est donc pas contrevenir à ses vœux. Pas plus que lui je ne crois pour lui à la nécessité d'une apologie. D'ailleurs, depuis que le grand livre de l'histoire s'est ouvert sur sa tombe, il n'a pas à se plaindre de ses arrêts : aucune renommée contemporaine ne s'est conservée plus pure que la sienne au milieu de tant de naufrages. Mais est-il permis de dérober à ceux qui viendront après nous des documents qui leur appartiennent ? Ce n'est pas seulement pour la satisfaction de mon cœur que j'ai parlé ; ce n'est pas seulement pour vous, mes chers enfants ; c'est, j'ose le dire, pour l'éducation morale de ce temps.

Les entretiens de mon père pendant son exil sont la principale source à laquelle j'ai puisé. J'ai essayé de les reproduire aussi fidèlement que possible. Les erreurs que sans doute offre mon récit sont celles de ma mémoire.

Quelquefois pourtant je n'ai point hésité à émettre, en les expliquant, sur certains personnages ou sur certains faits, des appréciations qui ne furent pas celles de Carnot. M'abstenir de cette liberté eût été presque lui manquer de foi. Nul n'est exempt de préventions à l'égard des hommes ou des événements qui ont traversé ou secondé ses projets ; et puis, les aspects se modifient par l'éloignement, et l'histoire, en marchant, sème chaque jour ses révélations et ses rectifications. Au reste, les divergences d'opinions dont il s'agit sont rares : plus j'ai vérifié dans les documents nouveaux les traditions que j'avais recueillies de la bouche de mon père, mieux il m'a été permis d'estimer la justesse et l'étendue de son coup d'œil.

Les amateurs de personnalités trouveront peu d'aliment dans ces pages. D'après les fonctions dont Carnot fut investi, d'après les relations qu'il entretenait, on suppose bien qu'il a dû laisser entre mes mains beaucoup d'autographes qu'il eût été facile de rendre piquants en les rapprochant des faits et gestes de leurs auteurs. Mais ce malicieux plaisir m'a semblé peu digne de la tâche que je m'étais donnée. Je m'en suis défendu avec trop de soin pour n'avoir pas réussi..

Les principes de la Révolution sont demeurés victorieux, malgré les échecs des gouvernements qu'on avait vus s'établir sous leur invocation, malgré les succès de ceux qui semblaient créés pour leur domage. Ces principes sont tellement forts, tellement vrais; tellement forts parce qu'ils sont vrais, que leur triomphe s'accomplit à travers tous les obstacles, par les ennemis de la Révolution à défaut de ses amis.

L'Empire cherche à étouffer en France le sentiment libéral; et il développe en Europe le sentiment démocratique;

La Restauration veut ruiner la pensée démocratique; elle relève, en dépit d'elle-même, la pensée de liberté.

Ainsi des gouvernements qui leur ont succédé et de ceux qui leur succéderont : une main pèse sur eux, plus puissante qu'eux.

Les principes de la Révolution pénètrent chaque jour davantage dans les lois de tous les peuples; ils s'imprègnent dans les âmes par l'éducation de la famille

aussi bien que par l'éducation publique; l'école du monde parachève ce que celle de l'enfance a ébauché.

La réforme protestante avait proclamé le droit de la raison humaine à choisir elle-même sa croyance religieuse; il n'est pas un homme éclairé aujourd'hui qui n'use de ce droit : en ce sens tous sont protestants.

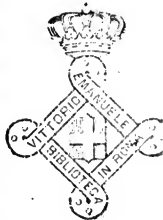
La Révolution française a proclamé le droit des nations à choisir elles-mêmes leur gouvernement; il n'est pas un homme éclairé aujourd'hui qui ose sérieusement contester ce droit : en ce sens tous sont révolutionnaires.

L'émancipation morale est donc faite dans le domaine de la religion et de la politique : conclusion marquée par tous les progrès antérieurs.

Mais si la Révolution française offre avec le protestantisme l'analogie que nous venons de signaler, elle s'en est éloignée en un point essentiel : elle a fait dominer le sentiment de la solidarité sur celui de l'individualisme. N'est-ce point là le secret de son influence universelle et de la sympathie irrésistible qu'elle inspire?

La Révolution n'a pourtant pas fait son œuvre sans rencontrer des adversaires obstinés et aveugles; elle devait les vaincre : elle les a vaincus par la force quand elle n'a pu y réussir par la persuasion. De là ces luttes où se sont développés de cruels instincts et de sublimes vertus.

A côté d'efforts héroïques, à côté de traits de grandeur et de dévouement, ses annales présentent des actes odieux; plus d'une fois la Providence s'est servie d'instruments détestables. Cela lui arrive souvent, et ce n'est



pas un des moindres mystères que rencontre le philosophe dans l'histoire.

Sans doute, un grand nombre des actes auxquels nous faisons allusion ont été dénaturés par l'ignorance ou la mauvaise foi; des hommes ont été décriés indignement, d'autres exaltés outre mesure. Il est toujours intéressant de rétablir la vérité historique et de faire casser des arrêts erronés. Mais la gloire de la Révolution n'est point attachée à l'apologie de tel fait ou de tel personnage : « périssent leur mémoire, s'il le faut; » eux-mêmes l'ont dit. Accoutumons-nous à juger la Révolution par sa pensée et par ses résultats.

Ne soyez irrités ni surpris d'entendre des vieillards s'exprimer au sujet de ces événements avec amertume. Quelques-uns sont encore sous l'impression des douleurs qu'ils ont éprouvées, ils ont vu de trop près la crise pour n'en pas ressentir un ébranlement qui durera autant que leur vie; d'autres n'ont pas eu le regard assez fort pour dépasser un étroit horizon, les sacrifices du présent leur ont caché l'avenir. Mais quand vous rencontrerez un jeune homme incapable de s'enthousiasmer pour notre régénération nationale, soyez certain qu'il y a chez lui un vice de cœur ou d'intelligence.

Si votre aïeul a vu les calomnies, qui ne l'avaient pas épargné, tomber à ses pieds, vaincues par les témoignages de l'estime publique, c'est peut-être parce qu'il a, mieux que beaucoup d'autres, allié deux sentiments souvent séparés dans les plus grands caractères, l'élan qui fait les révolutions et l'humanité qui en adou-

cit les malheurs; c'est parce qu'il fut du très-petit nombre des hommes de son temps qui surent également en comprendre les principes et les nécessités.

La France ne pouvait exécuter le mouvement d'émancipation dont elle a donné l'exemple, sans mettre en jeu toutes ses forces. Les révolutionnaires avaient une double mission : renverser l'ancien édifice féodal, et rejeter au delà des frontières les innombrables ennemis qui se ruaient contre les fondations de l'édifice nouveau; déblayer le sol et maintenir son intégrité.

Pour accomplir cette double mission, la France trouva des guerriers et des administrateurs, des orateurs et des proconsuls, même, hélas! des bourreaux.

La violence nous est odieuse : nous ne la condamnons pas seulement au nom de la charité, nous la regardons comme une mauvaise politique; nous sommes persuadé que, loin de servir nos principes, la Terreur n'a fait qu'ajourner leur avènement. Nous ne pardonnons pas à ses auteurs d'avoir fait haïr la Révolution. Mais nous avons lu l'histoire, et nous ne pardonnons pas davantage à ceux qui avaient rendu la Terreur inévitable. Car nous savons comment de folles résistances ont changé l'esprit de réforme en esprit de révolution, comment la haine et la trahison n'ont laissé à cette révolution d'autre voie que celle qu'elle a suivie.

Dans le sein de la grande Assemblée qui concentra en elle tous les pouvoirs, le travail s'était divisé selon l'aptitude des hommes, et presque selon leur tempérament. Les uns, impitoyables logiciens, qui ne reculaient pas devant le sang, appesantissaient la répression sur

les ennemis intérieurs; d'autres, soldats et généraux improvisés, représentants du peuple qui joignaient le courage du champ de bataille à celui de la place publique, choisissant une part moins triste, mais aussi laborieuse, se vouaient à la défense du territoire national.

Carnot fut du nombre de ces derniers; il fut même leur principal chef; ce devoir absorbait sa vie; et quand il intervenait dans d'autres services, c'était presque toujours pour faire œuvre de clémence. Cela était d'une notoriété si grande, qu'un an après la cessation de la Terreur, un écrivain royaliste disait : « Carnot a sauvé plus de victimes que Robespierre n'en a fait périr. »

Mais s'il s'opposa souvent à des rigueurs qui ne lui semblaient pas commandées par une inflexible exigence, Carnot comprenait qu'une réforme combattue avec tant d'acharnement ne se préserve pas sans des efforts suprêmes. Aussi, quand vint le jour de la réaction, quand elle voulut punir les terroristes de leurs cruels offices, Carnot refusa le bénéfice d'une exception que lui offrait la reconnaissance publique : il réclama la solidarité générale des actes du gouvernement révolutionnaire, de ce gouvernement qui avait sauvé la France.

Dans ces jours difficiles où la raison d'État, nommée alors le salut public, était devenue, non pas seulement la loi des circonstances extraordinaires, mais la règle de toutes les heures, parce que les dangers aussi étaient de toutes les heures, Carnot n'avait point protesté contre une doctrine de détresse, à laquelle, en temps plus

apaisés, vous le verrez donner des preuves de grande antipathie. Mais lui-même n'y avait fait appel que dans l'intérêt de la sainte nationalité. Alors il l'avait fait sans ambages et sans hésitation, selon son caractère : « Toute mesure politique est légitime dès qu'elle est commandée par le salut de l'État. » On trouve aussi cette exclamation dans une de ses lettres, adressée à un général d'armée faisant face à l'ennemi : « Tous les moyens sont bons pour écraser la tyrannie. » Mais, devant quelle énormité sent-il donc le besoin de rassurer ses scrupules par cette maxime d'État ? Devant l'emploi des espions en temps de guerre. Voilà un aveu qui pourrait bien le rabaisser dans l'opinion des docteurs politiques.

La marche de la Révolution nous présente deux périodes qu'il importe de distinguer avec la pensée calme de l'historien. Un sentiment de rivalité trompe souvent sur leur caractère et les met en opposition, tandis que l'une est la continuation de l'autre par des moyens nouveaux et des hommes nouveaux.

La première procède directement des doctrines philosophiques accréditées au dix-huitième siècle, période d'idéal humanitaire; la France ne songe qu'à déclarer des droits sacrés, à enseigner au monde l'émancipation qu'elle vient de conquérir.

Puis la Révolution voit s'élever contre elle une ligue formidable, celle des préjugés et des intérêts menacés; les conspirateurs appellent la guerre étrangère à leur aide. La Révolution alors contracte impétueusement ses passions; elle se replie sur elle-même, de cosmopolite elle devient nationale; son lyrisme se change en colère

et la colère double son énergie. Sans cette transformation convulsive, héroïque, elle eût été vaincue par la coalition; vaincue, elle retournait à la féodalité, au moins à la monarchie absolue; l'œuvre de la philosophie et de 89 était arrêtée et le progrès ajourné pour un siècle, peut-être.

La France a procédé dans sa révolution comme doit procéder l'esprit humain : partie du droit, elle s'est guidée par l'expérience. Carnot a eu la rare fortune de reconnaître l'unité du but poursuivi dans cette double voie.

Il avait appartenu à la première période révolutionnaire par son éducation et par ses sentiments de philanthropie universelle : « Le philosophe devance son siècle, écrivait-il en 1785 ; il franchit les barrières qui séparent les empires ; il ne reconnaît pas d'ennemis ; il est citoyen de tous les lieux et contemporain de tous les âges. »

Et cependant l'action toute nationale qui allait succéder devait trouver Carnot préparé : après avoir partagé les généreuses aspirations d'une ère d'enthousiasme, il concevra les devoirs d'une époque de lutte, ou plutôt il saura s'élever à un autre enthousiasme pour protéger le berceau de la civilisation nouvelle. J'aime à lui appliquer cette grande image sous laquelle un Allemand a peint son noble concitoyen Fichte, mettant le génie philosophique au service de la patrie menacée : « C'était l'ange armé d'une épée flamboyante, placé au seuil de l'Allemagne pour la défendre contre les oppresseurs. »

La vie politique de Carnot se manifeste, en effet, à qui veut bien l'étudier, par un caractère essentiel : c'est le patriotisme qui en fait l'unité. L'indépendance nationale est sa préoccupation incessante ; il lui sacrifie sans hésitation le soin de sa popularité ; il fait taire devant elle tantôt ses sympathies particulières, tantôt ses opinions les plus arrêtées sur la forme du gouvernement. Autour de la table du Comité de salut public siègent des personnages qu'il n'aime pas ; ses collaborateurs du Directoire lui inspirent plus d'éloignement encore ; il n'hésite pourtant pas à travailler avec eux à l'affranchissement du pays. Après une longue opposition à l'Empire tout-puissant, il offre ses services à l'Empire ébranlé, et l'ancien dictateur militaire de la France court s'enfermer dans une citadelle pour interdire à l'ennemi l'accès du territoire. En 1815, un nouvel et dernier acte d'abnégation lui semble ordonné ; il n'hésite pas : le vieux républicain devient ministre impérial ; il n'hésite pas, car à cette heure, avec Napoléon assailli par l'Europe coalisée, c'est encore pour la France qu'il s'agit de combattre.

Cette persévérante pensée de patriotisme éclaire également ses travaux de cabinet. Dans ses études sur l'art de la guerre, la défense des places tient le premier rang, et lorsqu'il expose le fruit de ses méditations sur ce sujet, c'est moins une théorie générale qu'il prétend créer qu'un système essentiellement approprié au caractère de notre peuple. Il rêve une organisation civique de l'armée, impropre aux conquêtes, mais puissante à la frontière. Dans sa doctrine sur la discipline militaire,

il condamne l'obéissance passive des soldats devant leurs concitoyens, mais il la veut absolue devant l'ennemi, comme il admet contre celui-ci les dures exigences de la raison d'État. S'étonnera-t-on de voir le même homme qui avait opiniâtrément repoussé toute prétention de dictature politique, approuver en 1815 celle d'un général d'armée en présence de l'invasion ?

C'est encore le même patriotisme qui l'animait lorsque, voulant éviter à tout prix les luttes intestines du pouvoir, dans un temps où la France était menacée, et considérant l'intégrité de la représentation nationale comme la plus sûre garantie de l'ordre, il avait blâmé l'attaque de la Gironde par la Montagne, et plus tard défendu les Montagnards contre les Girondins devenus réactionnaires, plaidé pour Danton, qu'il n'aimait pas, contre la haine de Robespierre, et suspendu les coups destinés à Robespierre par le Comité de salut public jusqu'à ce que Robespierre lui-même, en se déclarant agresseur, eût fait la crise inévitable.

Mais si, dans les jours de péril commun, Carnot se montre disposé aux plus pénibles sacrifices pour le maintien de l'unité, s'il se décide à accepter personnellement les solidarités les plus compromettantes; dès que le péril a disparu, il ressaisit son indépendance, il s'éloigne des gouvernements qui contrarient ses principes. Avant d'aborder la vie politique, il s'est fait un idéal républicain; il y demeurera fidèle : une seule voix s'était élevée en 1804 pour protester contre la reconstruction du pouvoir monarchique par Napoléon; c'était la sienne. Une seule voix, et ce sera la sienne en-

core, osera protester publiquement, en 1814, contre la restauration de l'ancienne royauté par les Bourbons.

Carnot a pour dogme fondamental la souveraineté du peuple; il professe que la volonté collective doit prédominer sur toute volonté particulière, que les droits de la cité maîtrisent ceux du citoyen, et il donne un très-rare exemple de sincérité en faisant sur lui-même l'application de cette doctrine: quand ses opinions personnelles ne sont point d'accord avec l'opinion générale, il s'incline devant celle-ci sans murmure. Mais s'il est le disciple de Rousseau, du moins dans sa jeunesse, il n'est son esclave en aucun temps: loin d'arriver, comme l'auteur du *Contrat social*, à la négation de la liberté politique et religieuse, il ne consent point à abdiquer le droit individuel; il le revendique dans l'occasion; il résiste au despotisme de la société dès que l'injustice lui apparaît.

La règle de sa conduite est bien simple: il ne prétend pas décider dogmatiquement entre l'autorité et la liberté, et s'il entrevoit, avec l'intelligence de l'avenir, que le pouvoir ne doit être que la protection de l'indépendance individuelle, il tâche pratiquement de faire dans le présent une juste part à chacune des deux forces, dont l'antagonisme accuse seulement notre imperfection sociale: « C'est entre la liberté absolue et le pouvoir absolu qu'existe le maximum de la prospérité nationale, » dit-il; et il penche vers l'autorité dans les heures agitées, vers la liberté dans les heures de calme. C'est ce qui a fait dire de lui par un écrivain: « Personne n'a mieux compris le genre de gouvernement qui con-

venait à la France dans chaque situation de son histoire contemporaine. »

La résignation, d'ailleurs, lui est moins difficile qu'à bien d'autres, car il croit que des institutions incomplètes, pourvu qu'elles soient loyalement interprétées selon le sentiment public, peuvent suffire longtemps au gouvernement des peuples. A l'Assemblée législative, il se range parmi les défenseurs de la Constitution, sans se dissimuler ses défauts; au Directoire, il soutient, jusqu'à succomber avec elle, une constitution si défectueuse à ses yeux qu'il l'avait publiquement critiquée d'avance; en 1814, il se place sur le terrain de la *Charte* pour repousser le rétablissement de l'ancien régime: en 1815, il accepte l'*acte additionnel*, avec l'espoir d'en faire sortir, par la pratique, des libertés que son auteur n'avait pas voulu y inscrire. Quelle que soit sa hardiesse à réformer les abus, il ne se lance qu'à regret et à la dernière extrémité dans le champ des révolutions: « On ne peut pas être excusé, dit-il, de jouer continuellement et sans nécessité à pair ou non le sort de son pays, quand même on réussirait toujours. » Il a horreur de l'anarchie, mais il a confiance dans le peuple organisé; il ne refuse jamais de lui donner la force, pourvu que cette force soit réglée. Il a surtout confiance dans les progrès de la raison publique: c'est de l'éducation nationale qu'il attend l'avenir de la patrie, c'est à l'éducation nationale qu'il fait appel de tous les sacrifices qu'exige de lui le présent. Aussi le voit-on s'immiscer rarement dans les querelles des partis; l'esprit de secte ou de coterie lui inspire une invincible répù-

gnance. Mais il prend une part d'autant plus large aux grandes fondations qui doivent développer l'intelligence du peuple. Il n'y a presque aucun de ses rapports aux assemblées où il ne trouve occasion de recommander le soin de l'instruction publique. Tous ses efforts tendent à donner à l'individu l'instrument de la liberté morale; toute sa politique est d'éclairer la nation pour la rendre maîtresse d'elle-même¹.

On a fait, et non sans justesse, un rapprochement entre les répugnances de Carnot pour les évolutions violentes de l'ordre politique, et l'insistance avec laquelle, dans son premier ouvrage scientifique (*Essai sur les machines*), il tâche de mettre les mécaniciens en garde contre tout brusque changement. L'unité de tendance est un des attributs essentiels des natures complètes.

Cela explique parfaitement les prédilections de Car-

¹ Je ne puis me refuser la satisfaction de transcrire ici une page où Carnot semble avoir déposé plus particulièrement l'expression de ses sentiments politiques; elle est de 1798 :

« Lorsque les obligations des citoyens sont réduites à un petit nombre de devoirs simples et immuables, chacun venant bientôt à les connaître, s'y conforme avec plaisir et élève ses enfants dans la pratique de ces devoirs; il se forme insensiblement une morale publique qui s'identifie avec l'existence de la nation, lui donne son caractère propre et en éternise la durée. Voilà pourquoi les grands législateurs ont vu moins d'inconvénients dans un code imparfait, mais immuable, que dans des lois meilleures, mais sans cesse amovibles. Le meilleur gouvernement est celui où tout se fait par habitude, par éducation, et non par des préceptes variables; celui, en un mot, où il y a le moins à faire pour les gouvernants; de même que la meilleure horloge est celle où il y a le moins à faire pour l'artiste. Mais l'erreur de la plupart des hommes qui sont à la tête des affaires est de croire qu'ils seraient des êtres inutiles et que les choses ne marcheraient pas si, en tout lieu et à toute heure, on ne sentait leur influence, leur action immédiate. La tolérance universelle et la sobriété dans l'émission des lois sont le plus sûr moyen de rendre les peuples satisfaits et d'éviter les révolutions »

not pour le parti modéré, dans chacune des phases de la Révolution. Mais quand ce parti modéré devient un parti stationnaire, il n'hésite pas, il marche avec ceux qui marchent ; car, si nous le voyons empressé à ménager des transitions, nous ne le verrons jamais rêver un équilibre impossible, un accord entre des principes opposés, quelque chose comme un juste milieu fixe entre la négation et l'affirmation, entre le droit divin et la souveraineté populaire.

La Révolution peut être considérée comme une barque qui change de pilotes suivant les besoins de sa navigation. Veulent-ils jeter l'ancre dans un courant irrésistible ? elle les dépose au rivage ou les lance par-dessus le bord, pour confier son gouvernail à d'autres mains et continuer sa route. La France a trouvé successivement, selon les exigences de sa situation, les Constitutionnels avec leur esprit de réforme, la Gironde et sa ferveur révolutionnaire, les Montagnards et leur audace, les Jacobins et leur inflexible unité. Heureux qui puisa dans son dévouement assez de lumières pour ne se laisser circonscrire et immobiliser par aucune des sectes politiques auxquelles l'histoire a donné ces noms, et pour avancer d'un pas ferme et sûr dans la droite ligne nationale.

Votre aïeul n'en a pas un moment dévié. Et pourtant son caractère public a donné lieu à des interprétations tout aussi fausses que son caractère privé. Certains écrivains ont eu découvrir chez lui un esprit systématique, opiniâtre, intraitable ; il y en a même un (riez, mes amis !) qui l'a traité de *fanatique*, lui, le bon

sens incarné, très-résolu dans ses doctrines, mais comprenant admirablement que le sentier de l'idéal traverse la terre des réalités et qu'il faut le paver de concessions.

D'autres ont imaginé d'expliquer la vie de Carnot comme on avait expliqué celle de Jean-Jacques, par le désir de la célébrité. Suivant eux, si, dans quelques graves circonstances, on l'a vu marcher au rebours du courant général, s'avancer *contre la foule*, comme Diogène, c'était un calcul pour se mettre en évidence. Si, par exemple, il vota seul contre l'établissement de l'Empire, c'est qu'il voulait se singulariser. J'ai lu dans une biographie qu'il s'était montré désintéressé pour ne pas faire comme tout le monde.

Nul au contraire ne fut plus que Carnot ennemi de toute affectation, et il a souvent blâmé l'orgueil de l'originalité. Il pensait qu'à moins des raisons les plus fortes, on doit tenir pour juste le sentiment universel. Quand sa conscience lui commanda de résister aux entraînements de l'opinion, et alors même que cette résistance dût se traduire par un acte public, destiné à servir d'exemple, il l'accomplit sans appareil théâtral.

Comment, d'ailleurs, concilier cette prétendue recherche du bruit avec le sentiment qui porta Carnot à servir, même dans un rang modeste, des gouvernements qu'il avait combattus?

Ce qui le distingue précisément, c'est la sobriété des moyens dans la poursuite des plus grands résultats. Les démonstrations exagérées, les paroles à effet ne furent point à son usage dans un temps où on les prodiguait.

Il y a des âmes si bien trempées qu'elles n'ont pas besoin de se roidir pour faire acte d'énergie.

Mais cette discrétion dans la force l'a exposé à un reproche contraire à celui que nous venons de repousser : des esprits sincères, déconcertés de ne point trouver en lui le type d'absolutisme qu'ils avaient rêvé, lui ont attribué un excès de complaisance ou d'indifférence politique.

Carnot possédait au plus haut degré l'entente du gouvernement collectif et l'abnégation qui lui est essentielle. S'il se trouvait vaincu dans le conseil par un vote de majorité, il savait prendre sur lui-même assez d'empire pour mettre à exécution, avec le zèle d'un approbateur, telle mesure qu'il venait de contester. Personne, en dehors de son intimité, n'a connu (sinon longtemps après) ni ses luttes périlleuses au sein du Comité de salut public, ni les ennuis de sa position au Directoire, ni ses véritables relations ministérielles avec Napoléon ; et des observateurs trompés ont cru voir des condescendances d'opinion, peu d'accord avec sa vigoureuse personnalité, dans le désir de conjurer des ébranlements capables souvent de briser la machine gouvernementale. Qu'on nous permette un rapprochement historique : Franklin, chef de l'opposition démocratique, désapprouva dans le principe la constitution qui régit les États-Unis ; mais dès que cette constitution eut été votée, il lui donna très-publiquement son adhésion, ne voulant pas que son exemple pût encourager de fâcheuses désobéissances. Carnot s'est trouvé dans des situations analogues et n'a point agi autrement ; plusieurs fois il

a dissimulé un mécontentement qui lui aurait valu la faveur publique. Sensible, comme il l'était, aux arrêts de l'opinion, jugez quels efforts il lui fallut faire pour s'exposer à la calomnie, pour la subir en silence, pour aller même au-devant d'elle dans une circonstance célèbre, attendant de l'avenir seul la révélation de la vérité.

Nul n'a cherché l'explication de la conduite de Carnot dans l'ambition des honneurs et des richesses : sur ce point, au milieu de leurs plus grandes méprises, ses biographes sont tombés d'accord. Dans l'intérieur de sa maison régnait l'économie, sans mystère et sans étalage de pauvreté ; quand ses fonctions l'obligèrent à déployer quelque luxe, il s'y résigna, en conservant, pour ce qui le touchait personnellement, la même simplicité. Jamais il ne s'est rapproché des gouvernements aux jours de leurs prospérités ; mais il a, sans balancer, accepté les hautes positions de l'État dans des heures difficiles, plusieurs fois lorsque tout semblait désespéré.

Au temps où l'action militaire de la France était pour lui une source de gloire et d'autorité, on le vit recommander avec persistance la solution pacifique des questions internationales, conforme en ceci à un grand exemple :

« Phœcion suada toujours le repos et la paix, et neantmoins fut plus souvent élu capitaine, et eut plus de fois charge d'armées, non-seulement que tous les hommes de guerre de son temps, mais aussi de tous ceulx qui ont esté devant luy, ne prochassant ny ne demandant point telles charges, ny aussi ne les fuyant ny re-

jettant point quand le besoin de la chose publique l'y appelloit. »

C'est un rare phénomène que l'amour de la paix sous l'uniforme. Le sentiment de votre aïeul, à cet égard, est demeuré invariable : il datait du temps où, jeune officier de naissance bourgeoise, la guerre seule pouvait lui offrir des chances d'avancement. Les premières pages qu'il a écrites sur l'organisation militaire de la France nous le montrent envisageant à la manière des anciens la pratique des armes, non comme une profession spéciale, mais comme une des fonctions du citoyen : sous la république romaine un candidat n'aurait pas osé solliciter du peuple la moindre magistrature avant d'avoir porté les armes pour la patrie.

Plus tard, constant dans ses principes, Carnot appliquera son savoir à la guerre défensive, « la seule légitime. » S'il paraît sur un champ de bataille ou sur les remparts d'une ville assiégée, ce sera pour y déployer autant d'humanité que d'énergie ; il laissera des souvenirs de reconnaissance même à ceux qui ne l'auront vu que l'épée ou la mèche du canonnier à la main.

Mais, à part la considération d'humanité, celle qui le rend surtout favorable aux idées pacifiques, c'est celle de la prépondérance que les guerres prolongées ne manquent jamais de donner aux chefs militaires, presque toujours au grand dommage de la liberté.

Après ce résumé rapide de la vie de votre grand-père, où j'ai pris à tâche de suivre sa pensée, cher-

chons à le classer dans le drame de la Révolution française.

Il y a des hommes qui supportent impatiemment toute espèce d'ordre : avides de changements, ce qu'ils cherchent ce n'est pas toujours le bien, c'est le mieux ; quelquefois c'est tout simplement l'*autre*, plus préoccupés par le besoin de détruire ce qui les gêne que par celui de réaliser ce qui leur plairait. La turbulence permanente de leur âme se reflète sur leurs mœurs et trouble parfois chez eux le sens moral. Capables de grandiose dans l'exploit comme dans le crime, ces puissants agitateurs, que la Providence suscite aux heures décisives, définissent ainsi leur propre génie : « De l'audace, de l'audace, toujours de l'audace ! »

D'autres hommes, sans aimer le progrès moins sincèrement, le comprennent et le pratiquent d'une façon différente. Ils cherchent en lui les bienfaits qu'ils en espèrent pour l'humanité ou pour la nation. Ils s'efforcent surtout de le rendre durable en lui donnant pour base le consentement général, et ne se décident à en forcer la marche que quand la résistance de ses adversaires devient un désordre public. Le sentiment de la solidarité tient la première place dans leur âme. Veulent-ils peindre leur idéal, voici comment ils s'expriment :

« Ce fut un de ces hommes que la nature donne au monde tout formés à la bienfaisance, doués, comme l'abeille, d'une activité innée pour le bien général, qui ne peuvent séparer leur sort de celui de la république, et qui, membres intimes de la société, vi-

vent, prospèrent, souffrent et languissent avec elle. »

Lorsque votre grand-père caractérisait ainsi Vauban, certes Vauban lui apparaissait comme un type républicain. Le républicanisme en effet n'est pas une opinion de parti; c'est un ensemble philosophique qui offre des solutions à l'homme privé, au père de famille, comme au citoyen. Quiconque ne satisfait pas la morale sous ce triple aspect, jurât-il haine à la monarchie, ne lui prodiguez pas, mes enfants, le beau nom de républicain.

Et maintenant, disons avec un juste retour d'orgueil : d'autres contemporains personnifient mieux que Carnot la passion révolutionnaire qui nous a délivrés de l'ancien régime; mais il personnifie au plus haut degré le sentiment républicain dans son acception morale et étymologique. Le dogme de sa vie fut celui-ci : ne jamais distinguer sa cause de celle du peuple.

Est-ce à dire qu'il manquât de sympathie pour l'œuvre de la Révolution? toute sa vie prouve le contraire. Mais il la servait sans fanatisme, avec une raison courageuse, convaincu de sa justice et de sa nécessité. Un mot de lui le révèle tout entier : Un fonctionnaire administratif, auquel il offrait une mission politique, se défendait de l'accepter en disant : « Je ne suis pas révolutionnaire. — On n'est pas révolutionnaire, lui répondit Carnot; on le devient. »

Et il sut l'être, en effet, dans les circonstances les plus décisives : ce fut lui qui proposa à la Convention la suppression du conseil des ministres, pour rendre

aussi forte et aussi directe que possible l'action du Comité de salut public sur les fonctionnaires de tous les ordres, et pour que sa responsabilité fût égale à son pouvoir. Cette mesure compléta la vigoureuse organisation du *gouvernement révolutionnaire* ; le fait et le mot étaient mis d'accord.

La Révolution, comme une forteresse en état de siège, avait dû se hérissér de défenses formidables ; elle avait institué une dictature de détresse et suspendu tous les droits qu'elle-même ne cessait d'affirmer. L'Assemblée conventionnelle, reconnaissant l'impossibilité de gouverner pendant la guerre avec des lois faites pour la paix, avait mieux aimé mettre la Constitution à l'écart que de la violer. C'est ainsi que, par une coutume empruntée aux Lacédémoniens, Rome faisait *dormir la loi* dans les circonstances difficiles.

Mais cette mesure de salut a fourni le prétexte d'une erreur ou d'une calomnie bien fatale au développement de l'idée républicaine en France :

Les ennemis de la Révolution, trompeurs peut-être plus encore que trompés, ont affecté de voir dans un ordre de bataille et dans les efforts d'une défense à outrance la condition normale du régime républicain ; ils lui ont attribué les violences de l'état révolutionnaire, et peignant cet état comme l'idéal de la liberté, ils ont crié anathème à la liberté. « Il est des personnes, dit Carnot, que le nom seul de la liberté épouvante, parce qu'ils en jugent sur la Révolution, sans penser que cette Révolution, au contraire, a été un despotisme continu.

Vous voyez que les fondateurs du gouvernement révolutionnaire ne se faisaient aucune illusion sur sa nature. Le titre que ce gouvernement s'était donné lui-même n'était-il pas, d'ailleurs, significatif?

D'un autre côté, trompés plus que trompeurs, certains partisans de la république, voyant que la Révolution s'est protégée par une concentration et par une intensité du pouvoir inconnues même de l'ancienne monarchie, sont arrivés à regarder la dictature comme une condition de l'existence des républiques; ils ont fondé sur la théorie de Rousseau, mise en œuvre par Robespierre, une doctrine toute monarchique dans son esprit : un pouvoir fort ! se sont-ils écrié.

Les républicains ont de tout temps reconnu la nécessité des dictatures temporaires en présence des dangers de la patrie, comme on reconnaît la nécessité des traitements héroïques contre les maladies périlleuses. « Mais, dit Carnot dans son manifeste d'opposition à l'Empire, parce qu'un remède violent a sauvé un malade, doit-on lui administrer chaque jour un remède violent? Les Fabius, les Cincinnatus, les Camille, sauvèrent la liberté romaine par le pouvoir absolu; mais c'est qu'ils se dessaisirent de ce pouvoir aussitôt qu'ils le purent; ils auraient tué la liberté par le fait même qu'ils l'eussent gardé. »

Le pouvoir absolu, en effet, même exercé sans rigueur, démoralise la nation qui le tolère; exercé despotiquement, il n'est pas funeste seulement par le mal qu'il accomplit, mais surtout par l'exemple qu'il donne. Le despotisme prolongé fait école de despotisme, ses

victimes elles-mêmes finissent par croire que sa voie est bonne à suivre quand on devient le plus fort : le despotisme empeste jusqu'à ceux qu'il écrase.

Aux yeux de bien des gens, la centralisation du pouvoir serait l'œuvre capitale de la Révolution française, et peut-être son meilleur titre à leur reconnaissance. Mais en accroissant passagèrement, pour faire face aux dangers publics, cette centralisation qui existait sous l'ancien régime, la Révolution a seulement prouvé que l'unité de pouvoir n'est pas un attribut essentiel des monarchies ; ce préjugé reçoit un autre démenti des États-Unis d'Amérique. M. de Tocqueville déclare que les gouvernements qui forment cette grande fédération lui paraissent « aussi centralisés et plus énergiques que les monarchies absolues de l'Europe. »

L'œuvre de la Révolution française, c'est l'heureux et magnifique achèvement de notre unité nationale ; c'est là qu'il faut chercher la véritable raison de notre force et de nos triomphes.

Cette mission d'unité, qui semble particulièrement échue à la France dans la distribution du travail civilisateur, s'est poursuivie sous tous les régimes politiques, par ses penseurs, ses hommes d'État et ses guerriers. Plusieurs fois le peuple français a constitué sa personnalité autour d'un chef. Mais la Révolution, en lui apprenant à sentir sa vie en lui-même, a fait succéder l'unité nationale à l'unité monarchique ; il est devenu républicain en même temps qu'il devenait une nation.

Une opinion très-répandue chez nous se plaît à invoquer des traditions pour montrer la France plus roya-

liste dans ses mœurs et dans ses lois qu'aucun autre pays européen. Parmi les peuples de race germanique ou slave, au contraire, l'esprit de fédéralisme se révèle, ici par des influences quasi féodales, là par des habitudes municipales enracinées. L'émancipation populaire, que les rois de France ont parfois aidée à contre-cœur, quand l'aristocratie leur causait trop d'ombrage, fut en Angleterre l'œuvre des hauts barons, qui voulaient affaiblir le pouvoir royal et lui donner un contre-poids. Dans ce grand pays, comme en Suède, en Belgique, les mœurs municipales soutiennent le régime représentatif; en Suisse, en Amérique, elles servent de colonnes à l'édifice républicain; en Allemagne, l'imperfection ou l'absence des constitutions politiques se trouve jusqu'à un certain point compensée par des garanties individuelles qui s'appuyent sur les institutions communales. L'Italie aussi conserve telles forces locales dont on a pris quelquefois les agitations pour un réveil du sentiment patriotique¹. Enfin la France serait, sous ce rapport, en arrière de l'Espagne, de la Russie, de la Turquie et des tribus de Kabyles.

Si l'on remontait à de plus anciennes traditions, on trouverait aussi nos ancêtres divisés en cités ou en États associés, avec des chefs électifs subordonnés aux comices du peuple. Les libertés locales survécurent même à la conquête romaine, entretenues par l'esprit du municipe. Plus tard notre pays fut convert de petites ou grandes individualités féodales; au treizième siècle

¹ Ceci était écrit avant le réveil véritable dont nous sommes les heureux et enthousiastes témoins.

il a réalisé l'émancipation des communes, au quatorzième la ligue des bonnes villes ; jusque vers la fin du dix-septième, on a vu des villes s'administrer par des magistrats de leur choix. Le fédéralisme sous ses diverses formes n'est donc pas historiquement plus étranger à la France qu'au reste de l'Europe. Il est vrai qu'un travail énergique en sens contraire s'y est accompli, et que la royauté s'est élevée sur les ruines de toutes ces indépendances. Mais en détruisant des modes d'association empreints de l'esprit du moyen âge, elle n'a point porté atteinte au principe du groupement communal, qui nous apparaît comme l'indispensable noyau de toute aggrégation nationale. Ce que Louis XI, Richelieu et Louis XIV ont détruit ressemblait probablement au régime municipal de l'avenir aussi peu que le régime politique de l'avenir ressemblera aux procédés de Louis XI, de Richelieu et de Louis XIV.

Mais peut-être, au fond de tout cela, n'y a-t-il qu'une confusion de mots.

Je ne crois pas que l'on puisse dire des Français qu'ils sont particulièrement épris de la forme monarchique ; je n'en voudrais pour témoignage que les grandes choses inspirées chez eux par l'enthousiasme républicain. L'histoire nous raconte que les Gaulois se distinguaient de toutes les nations de leur temps par une vive personnalité, et César lui-même dit qu'ils avaient une profonde aversion pour le despotisme ; elle nous apprend aussi que la tradition des assemblées nationales est plus vieille en France qu'en Angleterre.

Non, le Français est moins monarchiste qu'on ne le

croit ; mais il obéit plus volontiers à des chefs qu'à des livres, à la loi vivante qu'à la loi écrite ; il ne cherche pas sa règle dans une bible législative : c'est là son côté catholique. La règle a besoin de se personnifier devant lui et de revêtir un costume pour se faire reconnaître. Le Français est doué d'une impatience de mouvements qui lui rend pénible le joug de la loi : dès qu'elle le gêne, il fait effort pour en sortir ; il n'attend pas qu'elle soit réformée, il la brise. Le prétexte du salut public justifie à ses yeux tout acte arbitraire, et il accepte, et il acclame le despotisme éclairé, parce qu'il en espère toujours des progrès que la loi ne saurait lui promettre. Ceci explique bien des phénomènes que l'on ne comprendrait pas autrement. Il n'y a pas un pays en Europe, même l'Autriche ou la Russie, que nous regardons comme les domaines choisis de l'absolutisme, où l'on osât se permettre les illégalités, grosses et petites, dont la terre de France est journellement le théâtre. Tout le monde chez nous est révolutionnaire ou contre-révolutionnaire, et chacun admet sans scrupule que l'on viole la loi dans l'intérêt de ses opinions. Un gouvernement respectueux envers la loi semble un gouvernement timide, insuffisant, inhabile au progrès.

Je dévoile ici notre plaie morale. Nous savons maintenant pourquoi la France a conservé si longtemps le pouvoir absolu, pourquoi elle est presque le seul pays où l'on ait pu le rétablir après une période d'indépendance.

La domination de l'homme sur l'homme peut quelquefois aider les vastes entreprises ; elle amène tôt ou

tard le règne du caprice et la servitude morale. La souveraineté de la loi met quelquefois obstacle aux réformes; mais elle garantit la dignité personnelle, source des grandes pensées et des grandes vertus. En un mot, sous la loi la plus sévère on se sent libre; on ne l'est pas sous l'arbitraire le plus modéré.

Carnot, avec son esprit tout français et ses sentiments d'indépendance, me semble avoir distingué la vérité pratique entre le fétichisme des textes, qui se traduit en immobilité, et le fétichisme du pouvoir personnel, prêché par de Maistre, qui frappe de nullité toute constitution « par cela seul qu'elle est écrite. » Nous savons le respect de Carnot pour la légalité, mais nous savons aussi qu'il n'exige point d'elle une perfection idéale: « La liberté pratique, dit-il, consiste moins dans la loi écrite que dans la manière de la faire exécuter. » Voilà une pensée répétée vingt fois par sa plume politique. Je serais bien trompé si sa plume d'ingénieur n'en avait pas tracé le corollaire. En effet, après avoir démontré l'importance des savantes fortifications, il ne manque pas d'ajouter que la meilleure garantie des citadelles est l'habileté de leurs commandants et le courage de leurs garnisons. En termes variés, n'est-ce pas toujours la traduction de cet adage où nous le retrouvons tout à fait: Il n'y a ni loi ni gouvernement qui vaille une bonne éducation nationale.

L'éducation nationale sera la loi vivante de l'avenir. Mais, au rebours du passé, au lieu de maintenir les masses à l'état d'infériorité, afin de les disposer à suivre aveuglément leurs chefs, elle fera briller aux yeux

de chacun assez de lumières pour qu'il concoure librement au but de tous.

Certes, je suis de ceux qui reconnaissent à chaque race un génie particulier, et je suis de ceux qui tiennent grand compte des traditions. Mais l'exagération du système des races nous mettrait dans l'impossibilité d'expliquer les fusions et les transformations nationales dont l'histoire est remplie. Si l'éducation individuelle, sans effacer les types originaux, les modifie de manière à leur faciliter la vie en commun sous l'empire des mêmes lois, l'éducation générale modifie également les peuples de telle sorte que leurs institutions, différentes en des points importants, contractent cependant une similitude sans laquelle les relations internationales ne pourraient pas s'établir.

Lorsque je parle de république, je ne comprends donc pas un cadre uniforme et inflexible, un lit de Procuste pour les peuples de tous tempéraments. Mais je me garde aussi de conclure, d'après la variété des nations, qu'elles s'acheminent vers des destinées politiques opposées, que les unes vont à l'unité, les autres à la décentralisation. Il n'y a pas deux modèles de perfection, cela serait absurde : l'idéal est le même pour toutes, quoique chacune puisse le réaliser à sa manière.

La perfection relative à laquelle aspire chaque société nationale est une juste proportion entre ses diverses tendances, qui toutes lui furent données pour aller au mieux. Mais, dans chaque société, tout progrès doit se traduire en une conquête de la liberté indivi-

duelle: le triomphe définitif de l'idée de liberté est marqué par la logique de l'histoire.

Dans les tribus primitives, la personne humaine ne se distingue point et n'est point distinguée; dans les sociétés antiques, elle est sacrifiée ou se sacrifie. Les masses sont condamnées à l'esclavage, le grand citoyen à l'ostracisme. Aux yeux de la philosophie elle-même, la volonté publique y semble légitime jusque dans ses tyrannies: témoin Socrate refusant de se soustraire à l'injustice des Athéniens. Mais son acte, volontaire, présage le rôle de l'individu dans l'avenir: un jour viendra où la *déclaration des droits de l'homme*, gravée au frontispice des constitutions, sera la base de toute législation, quelle que soit la forme politique du gouvernement. Si l'on a vu l'un des écrivains qui avaient le plus travaillé à cette conquête de l'intelligence moderne, aboutir à des conclusions pratiques opposées aux données de sa propre philosophie, si l'on a vu un gouvernement populaire le suivre dans cet écart, n'imputons de pareilles anomalies qu'à la misanthropie du grand écrivain et aux terribles nécessités qui pesèrent sur le gouvernement. Quoique jamais l'action de l'État n'ait été plus énergiquement concentrée que pendant une certaine période de la Révolution, si l'on étudie avec sincérité l'esprit de cette Révolution, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il fut profondément opposé au système despotique. La Révolution ne proclama-t-elle pas en toute occasion toutes les libertés? N'introduisit-elle pas l'élection dans tous les degrés du pouvoir? Ne créa-t-elle pas des foyers administratifs dans tous les départements?

Ne cherchons pas l'idéal du gouvernement républicain dans les exemples d'une époque de combats, fût-elle héroïque; nous serions exposés à d'amères déceptions. Cherchons-le dans les dogmes qui ont été invoqués, sinon toujours respectés, pendant ces combats, et qui leur ont survécu. Et l'œil fixé sur cet idéal, que votre aïeul comprenait comme nous, sans que de tristes expériences l'eussent découragé, répétons avec lui : « Il est moins difficile de former une république sans anarchie qu'une monarchie sans despotisme. » Et encore avec lui : « Mon cœur me dit que la liberté est possible ! »

Serait-il vrai, pourtant, qu'en ouvrant chez eux une plus large part à l'action individuelle, les Français fussent menacés de perdre quelque chose des qualités brillantes qui font d'eux un peuple initiateur à l'égard des autres peuples? Je ne saurais le croire. Le concours des citoyens doublerait la force de l'État; mais il lui a toujours manqué parmi nous, hors des temps de révolution.

Il ne faut pas nous le dissimuler : si nous manifestons une appétence insatiable de changements, et si nous demandons sans cesse à l'autorité de nous conduire dans les voies du progrès, nous ne laissons pas que d'être assez routiniers, et nous n'admettons guère les nouveautés que lorsqu'elles ont la sanction de la mode. Peuple de premier mouvement avec la prétention de ne se diriger qu'en vertu de théories, qui semble le plus inconstant des peuples par sa manie de tout remettre en question à propos des moindres incidents, nous avons

une tendance contraire aussi évidente : celle d'ériger les faits en doctrine, de systématiser et de réglementer nos habitudes. Pour s'accommoder à ce double caractère, nos institutions devraient peut-être offrir à la fois stabilité dans la forme du gouvernement, mobilité dans son personnel. L'autorité la plus active s'alanguit par la durée et ne songe plus qu'à durer davantage ; elle devient gênante sinon oppressive, stationnaire sinon rétrograde. Qu'elle change de mains sans occasionner des secousses dans l'État, mais qu'elle change assez souvent pour faciliter l'accès aux idées nouvelles. Ici je retrouve encore votre aïeul : « C'est bien moins en bornant le pouvoir des autorités dans leur étendue qu'en abrégeant leur durée qu'on échappe au despotisme. »

Où chercher, si ce n'est là, une sauvegarde contre cette infirmité de notre esprit national : l'idolâtrie qu'inspire aux Français toute incarnation du pouvoir ? Où chercher, si ce n'est là, un remède à ce mal d'impatience qui n'a trouvé jusqu'ici de soulagement que dans des révolutions pour ainsi dire périodiques ?

Mais l'établissement de ce régime exige celui d'une institution qui doit servir de base à toutes les autres. Disons-le, au risque de nous répéter, c'est une éducation combinée de manière à faire émerger du sein des masses toutes les supériorités naturelles, et à mûrir par de forts enseignements celles qui se montrent appelées aux fonctions gouvernementales. Platon veut que l'on éprouve dès l'enfance les futurs gardiens de sa république, et il la déclare constituée avec la culture de la jeunesse. Quand la France aura cela, il lui sera facile

d'organiser une société véritablement démocratique, ce qui veut dire tout autre chose que démagogique. La démagogie s'allie volontiers au despotisme ; la démocratie est sœur de la liberté.

En vous tenant ce langage, mes chers amis, je ne me suis pas éloigné de mon sujet : j'ai résumé la vie de Carnot. Il est temps que je vous la laisse lire, cette vie. Mais d'abord contemplez un moment le portrait de votre aïeul. Je dois vous dire qu'il n'a pas été moins souvent travesti, même calomnié, par le crayon que par la plume. J'ai sous les yeux vingt-sept images de lui, tant gravées que lithographiées : à peine deux offrent-elles une lointaine ressemblance avec le modèle. Les autres lui sont aussi étrangères par les lignes du visage que par son expression¹.

Enfin, j'appelle encore votre attention sur ce portrait moral, tracé par un Allemand qui avait connu votre grand-père pendant ses dernières années :

« Carnot est d'une haute stature, et son maintien est plein de noblesse ; les traits de son visage sont expressifs et réguliers ; son front est large et élevé ; ses yeux bleus, purs et remplis de sagacité ; son nez bien formé est un peu aquilin ; ses lèvres sont fines et sa bouche porte le trait d'une sérénité bienveillante. Il parle vite et avec feu ; sa diction est toujours claire, ornée de saillies et d'un charme entraînant ; les muscles de son front

¹ J'ai choisi pour figurer en tête de cet ouvrage un portrait peint à l'huile par Boilly en 1813, qui représente Carnot tel que l'ont vu ses amis dans la familiarité de la vie privée. Ceux qui veulent voir l'homme historique le trouveront dans le beau médaillon de David, que ce grand statuaire a reproduit sur le fronton du Panthéon.

mobile semblent révéler d'avance ses pensées. Il s'épanche volontiers dans la conversation, et l'étranger même qui cause avec lui recueille plus qu'il n'oserait attendre. L'ensemble de son expression est un paisible sentiment de lui-même; ingénieux, moins circonspect que plein d'assurance, point déliant, mais scrutateur. Souvent son front décele un mouvement subit de vivacité; mais le calme de ses yeux est inaltérable, et l'agrément de sa bouche n'est jamais troublé.

« Après avoir étudié sa vie, voici l'idée que l'on prend de son caractère : Carnot est un homme juste et vertueux, simple et modéré dans ses besoins personnels; grand, sublime dans ses conceptions pour la gloire de sa patrie; amant idolâtre de la liberté et citoyen soumis aux lois; animé d'un zèle ardent pour les sciences, il cultive la poésie avec enjouement et sans prétention; ami des plaisirs avoués par le sage, il est infatigable et plein d'ordre dans les affaires; d'une justice exacte, sans acception des personnes; patient et indulgent envers les autres, il est sévère pour lui-même; désintéressé jusqu'au scrupule, et n'ayant d'autre pensée que celle du bien public; audacieux dans la guerre, courageux avec sang-froid, doué d'une admirable présence d'esprit; comme César il oublia les outrages, et ne les vengea point ainsi que Napoléon; mais on ne le vit jamais perdre de vue l'homme qui lui avait rendu service. Tout désir de fortune ou de puissance lui étant étranger, la loyauté la plus délicate a pris racine dans son âme; la feinte et l'orgueil ne lui furent jamais connus que de nom. Modeste dans la prospérité, il se montra grand,

inébranlable dans les revers. Son ambition est pure, elle ennoblit tous les degrés de l'échelle qu'il monta et descendit tour à tour; doué d'un sens exquis pour l'honneur, il n'en a point pour les honneurs; les dignités ont moins versé d'éclat sur lui qu'il n'en a versé sur elles. Après avoir été membre de l'Assemblée législative, de la Convention et du Directoire, lieutenant-général, ministre de la guerre et de l'intérieur, comte et pair de France, grand officier de la Légion d'honneur et membre de l'Institut, nous le voyons aujourd'hui dépouillé de toutes ses dignités, proscrit et jouissant d'une fortune extrêmement bornée; nous le voyons, dis-je, l'objet de l'estime et de la vénération de tous les hommes éclairés, de tous les amis de la gloire et de la vertu, des sciences et de la liberté, l'objet des regrets et du juste orgueil de sa patrie¹. »

Un autre Allemand, le célèbre Niebuhr, l'historien de la Rome antique, sans avoir jamais connu personnellement Carnot, s'était épris pour lui d'une admiration touchante. Niebuhr, ardent patriote au delà du Rhin, ne fut, comme on le sait, ni ami de la France ni partisan de sa Révolution :

« Carnot, dit-il dans sa correspondance, est en quelques points le plus grand homme de ce siècle; sa vertu est d'une nature exquise. Mes idées politiques diffèrent des siennes, et mon amour pour lui peut sembler une anomalie; mais cet amour existe. S'il ne me restait au monde qu'un morceau de pain, je serais fier de le partager avec Carnot. »

J'entends déjà, mes chers enfants, la question que

¹ Wilhelm Kœrte, *Das Leben Carnots*. Leipzig, 1820, p. 350.

votre cœur brûle de m'adresser : Fut-il heureux, cet homme qui méritait si bien de l'être ?

Il vous répondrait volontiers avec Pascal :

« Toute la félicité de l'homme consiste dans l'estime des autres hommes. »

Mais vous voulez l'entendre lui-même.

Peu d'existences ont été plus cruellement éprouvées que la sienne : privations, travaux excessifs, dangers, injustices, persécutions, voilà l'histoire d'une vie terminée par de longues années d'exil, avec la perspective de laisser une famille sans patrimoine et de ne pas même jouir d'un tombeau sur le sol natal. Cependant écoutez si celui qui supporta tout cela maudit la Providence : « Malgré les proscriptions, malgré les calomnies dont je n'ai cessé d'être assailli pendant ma carrière politique, je me suis toujours considéré comme un des êtres les plus heureux du siècle, non point sans doute d'une manière absolue, mais dans ce sens que de tous les malheurs qui me sont arrivés, il n'en est aucun qui ne m'ait préservé d'un malheur plus grand. Je ne conçois pas encore aujourd'hui comment, au milieu de tant de périls, j'ai pu traverser cette Révolution qui en a dévoré tant d'autres, bien moins exposés que moi à tous ses orages. »

Quelles que soient les douleurs de l'homme de bien au spectacle des maux qu'il a vainement tenté de soulager, ne le plaignez pas : il trouve des trésors de calme, qui n'appartiennent qu'à lui, dans la fermeté de ses convictions et dans le sentiment du devoir accompli.



MÉMOIRES

SUR

CARNOT

FAMILLE, ENFANCE, JEUNESSE

1753-1769

I

Il était rare autrefois qu'un manoir de famille, obscur ou illustre, ne contînt pas, sur quelque rayon poudreux, un vieux volume en parchemin ou en papier jauni, servant d'archives généalogiques. Il était rare aussi que, dans une lignée nombreuse, l'amour de la tribu ne suscitât pas quelque archiviste volontaire, jaloux de continuer le registre patriarcal. A peine aujourd'hui certaines maisons, qui tirent vanité de leur noblesse, offriraient-elles un pareil exemple. Tant pis, vraiment ! Ce respect pour les ancêtres et pour le foyer domestique attestait la présence de plus d'une vertu et en assurait la perpétuation.

Plût à Dieu que toute chaumière eût ses annales ! Les dévouements modestes y tiendraient une place aussi légitime que les actions éclatantes, et chacun pourrait chercher dans la vie de ses pères des exemples à suivre ou à éviter. Mais comment songer à l'histoire des familles lorsque tant de familles n'ont pas même encore le domicile, première base de cette solidarité héréditaire ?

Ces réflexions me sont inspirées par un souvenir commun aux deux parentés dont je tiens la vie.

Mon aïeul maternel, Jacques Dupont, de Saint-Omer, ancien administrateur des armées, avait gardé de ses fonctions des habitudes de comptable qu'il appliquait à tout. Auprès de ses cahiers de recettes et de dépenses, tenus par livres, sous et deniers, avec une régularité exemplaire, figuraient des états de filiation où régnait le même ordre : pas une naissance, pas un mariage, pas un décès, pas un événement intérieur qui ne s'y trouve soigneusement consigné. Ce tableau est en même temps rétrospectif : il nous dit comment, en l'année 1551, Charles Du Pont, conseiller au présidial de Poitiers, fut conjoint à la fille du savant Éguinard Baron, auteur de l'*Économie des Pandectes*, que Cujas appelait le Varron de la France¹. La famille Dupont se transplantait dans le Nord, un de ses membres ayant été nommé conseiller du roi et receveur général de ses domaines à Arras.

¹ Ce Charles Du Pont fut enterré dans l'église de Saint-Cybard à Poitiers, avec cette épitaphe :

VOTA FERUNT ANIMÆ REQUIEM,
NEC CURET AMICUS
MOLLITER AN DURE PULVERIS
UMBRA QUÆDET.

Je me suis quelquefois reproché d'être trop de mon siècle et de n'avoir pas la patience de poursuivre ce pieux catalogue.

Dans ma famille paternelle, un de mes oncles s'était attribué la charge d'historiographe; ses preuves remontent beaucoup plus haut, mais je les soupçonne d'être moins authentiques. Il ne se contente pas d'un grand-oncle, Carnot, abbé de Chaloché en Bretagne et procureur général de l'ordre de Cîteaux, assez mal en cour pour que S. M. Louis XV lançât contre lui des lettres d'exclusion lorsque les religieux cisterciens voulurent en faire leur abbé. Il ne se contente pas d'un aïeul, capitaine au régiment d'Auvergne, compris dans une des premières promotions des chevaliers de Saint-Louis; d'un autre aïeul, docteur ès lois en 1573; ni même d'un Jean Carnot, brave commandant du château fort de Gevrey sous les ducs de Bourgogne. S'il faut en croire notre d'Hozier, la famille Carnot serait connue dans le pays depuis l'établissement des Bourguignons; elle aurait occupé des fiefs, elle aurait joui du droit de chasse au faucon, et d'un autre privilège beaucoup plus appréciable, celui d'affranchir de la mainmorte les terres qui passaient en sa possession dans un certain ressort.

Mais notre généalogiste n'était point infallible, témoin la petite anecdote que voici :

Il existait dans la maison un médaillon sans millésime, assez endommagé, sur lequel on lisait pourtant très-distinctement ces deux mots : *Dux Carnot*... Cette légende mystérieuse avait inspiré de grandes conjectures sur l'illustration de la famille; ce qui prouve, hélas ! qu'elle ne possédait aucun Saumaise. Élève de quatrième, j'eus le fâcheux honneur de dissiper ces ii-

lusions, en m'avisant un beau jour de deviner que *Carnot* était tout simplement l'abréviation de *Carnotensis*, et que la fameuse médaille, fort moderne, appartenait à quelque *duc de Chartres*. Je crois, Dieu lui pardonne! que mon bon oncle m'a su peu de gré de mon érudition d'écolier.

Quoi qu'il en soit, j'aime ce souvenir : il me dit que nous portons le nom de cette héroïque tribu des Carnutes, qui poussa contre César le premier cri de la liberté gauloise.

Le fait est que, avant la Révolution, notre famille possédait des titres qui durent être vérifiés par Chérin lorsque mon père et l'un de mes oncles se présentèrent pour entrer dans le corps du génie : la science ne tenait pas lieu d'ancêtres. Ces titres établissaient, m'a-t-on dit, une filiation non interrompue depuis le treizième siècle. Cependant les merlettes nageant qui figurent dans nos armoiries ne nous ont pas encore donné la tentation de nous dire fils de croisés outre-mer.

II

Mon père, comme on le pense bien, n'avait guère le loisir ni la curiosité d'étudier tout cela ; mais en revanche il racontait avec orgueil que son père, à lui, avait plusieurs fois obtenu la royauté à l'honorable jeu de l'*arquebuse*, et que son aïeul, le Nemrod du canton, avait érigé l'empire. Il est bon de savoir que lorsqu'un membre d'une compagnie de l'*arquebuse* abattait l'oiseau trois années de suite, on lui décernait le titre d'*empereur*, qui l'exemptait d'impôts pour toute sa vie. Celui qui abattait l'oiseau une fois en était exempt pour

l'année, et portait le nom de *roi*. Ces compagnies, organisées dans le principe par les communes pour résister aux seigneurs féodaux, étaient des milices bourgeoises que l'on mobilisait au besoin, et qui rendirent souvent de grands services. Les chevaliers de l'arquebuse aidèrent Bayard à défendre Mezières et Coligny à défendre Saint-Quentin. Du Guesclin s'y était enrôlé et il fut *roi du Papeguay*. L'institution avait un but grave et utile; l'Assemblée constituante le comprit, et, par un décret en date du 12 juin 1790, elle incorpora les compagnies de l'arquebuse dans la garde nationale. Celle de Paris s'y était enrôlées spontanément la veille du siège de la Bastille.

Outre l'avantage très-effectif de l'exemption d'impôts, les empereurs et les rois de l'arquebuse jouissaient de privilèges honorifiques, tels que celui de porter une couronne d'argent sur la tête dans les cérémonies publiques. Notre grand-père fut couronné à Beaune, dans une fête où se trouvaient réunies les compagnies de la Bourgogne. Tout le monde connaît celle de 1715 par la peinture burlesque de Piron, qui exaspéra si fort les chevaliers beaunois, et qui faillit coûter cher au poète.

III

Le village d'Épertully, l'une des plus petites communes du département de Saône-et-Loire, paraît avoir été le berceau de notre famille, qui possédait la presque totalité de son territoire. Elle avait doté sa chapelle; le grand puits du village s'appelle encore le *puits Carnot*; la *croix Carnot*, placée à la limite de la commune, est un petit monument de pierre assez élégant dans sa forme, qui porte, je crois, le millésime de 1646; je ne

parle pas du *noyer Carnot*, majestueux centenaire sur lequel mon oncle le généalogiste assurait être monté dans son enfance. Il règne dans ce pays, à l'égard de notre famille, des habitudes traditionnelles de respect affectueux qui parlent certainement en faveur de sa conduite passée.

Épertully s'élève sur une colline assez escarpée, à une demi-lieue environ de la petite ville de Nolay, autrefois duché de Bourgogne, aujourd'hui Côte-d'Or, sur les confins du département. *Vicus non lætus* (village peu riant), *Nolletus*, *Nolliacus*, *Nonlet*, enfin *Nolay*; malgré cette vilaine filière étymologique par laquelle les érudits font passer notre vallon, il est agréable et pittoresque. Ses rochers, ses bois, ses bruyères, pouvaient présenter jadis un aspect sauvage et servir de retraite aux bêtes fauves; mais ils alternent maintenant avec de riches coteaux et de verts pâturages, où l'œil aime à se reposer. Nolay est la première étape bourguignonne des Morvandaux, lorsqu'à l'automne ils descendent de leurs montagnes granitiques et neigeuses, cornemuses en tête, pour venir vendanger la Côte-d'Or. Saint Martin, le patron de son église, est celui des vigneron, et un peu celui des ivrognes, malgré sa dignité épiscopale; ni les uns ni les autres ne manquent à sa fête.

Pour les hommes positifs, nous dirons que Nolay, situé entre Beaune, Autun, Châlon, Arnay et Montcenis, doit à cette position une petite activité commerciale; que son cours d'eau, la Cousanne, alimente des tanneries; que la pierre noire de ses carrières est susceptible d'un assez beau poli pour en faire des cheminées, et que le minerai de fer abonde dans ses environs. Nous ajouterons que les vins de Chassagne et de Mont-Rachet se récoltent dans son canton, *purées septembrales* di-

gues d'être appréciées par le curé de Meudon. A d'autres nous apprendrons que l'on trouve beaucoup de pétrifications dans le voisinage de Nolay, surtout dans les roches de Saint-Philippe, petite chapelle qui domine la vallée, et où l'on fait des parties de dévotion et de plaisir. S'il faut en croire une chronique malicieuse, les murailles de l'ancienne abbaye de femmes, située à mi-côte au-dessous de la chapelle, pourraient avoir des réminiscences du même genre.

Un assez grand nombre de ruines et quelques fouilles attestent l'ancienneté de notre chère petite ville, qui existait quand les Bourguignons vinrent s'établir chez les Éduens; la colonne de Cussy, bien connue des archéologues, est citée comme un des monuments les plus intéressants de la Gaule romaine. Les traces et les souvenirs du grand peuple sont très-communs dans les environs de Nolay. En y arrivant par la route du département de Saône-et-Loire, on aperçoit deux montagnes posées vis-à-vis l'une de l'autre; ces montagnes portent les noms de *Rom* et *Rem*, et vous entendrez les paysans conter gravement que Romulus et Rémus y avaient établi leurs camps lorsqu'ils se disputaient l'empire.

Quant à l'enceinte formée de gros quartiers de roche, que l'on baptise, comme partout, du nom de camp de César, pour rendre hommage sans doute au talent du maître dans l'art de la castramétation, elle semblerait plutôt un reste de fortifications élevées par les Éduens pour empêcher l'ennemi d'arriver à Bibracte par le vallon de Nolay.

Voilà les plus anciennes légendes du pays.

Je me trompe : l'orgueil bourguignon s'est montré plus ambitieux. Sachez que le berceau du genre humain n'est point en Asie, comme on se l'imaginait;

c'est le pays des Éduens qui mérite ce titre. Comment en douter quand on réfléchit que le mot Éden est d'origine celtique? Je connais, certes, des gens disposés à croire que Vougeot et Chambertin sont le paradis terrestre.

Ce qu'il y a de sûr, c'est que la Bourgogne est une belle province, habitée par une population vaillante, où prospèrent les sentiments de loyauté et de patriotisme. Sans y être né, moi aussi j'ai été élevé dans l'amour de ce pays, cœur de la France. Un de mes oncles poussait la prédilection locale jusqu'à ne pas croire que la Bourgogne pût donner naissance à un méchant homme. Sa confiance naïve lui avait valu plus d'une déception; mais il trouvait toujours des motifs pour établir que ceux qui l'avaient trompé n'étaient pas de pur sang bourguignon, et le lendemain de chaque épreuve il répétait avec la même candeur : « Tous les Bourguignons sont d'honnêtes gens. »

Comme échantillon du moyen âge, nous avons à une lieue de Nolay les ruines assez pittoresques du château de la Rochepot, qui rappellent une famille célèbre à la cour des ducs de Bourgogne. Le grand sénéchal Philippe Pot, sire de la Roche, se distingua comme orateur aux états généraux de 1484. On le surnomma la *bouche de Cicéron*; mais il a mérité mieux encore de laisser un souvenir chez ses concitoyens par ses sentiments démocratiques. Ne semblerait-il pas que ces paroles ont été prononcées en 1789 : « Je veux qu'il soit bien convenu que l'État appartient au peuple, lequel l'a confié aux rois... Le peuple, ce n'est pas seulement la plèbe et les sujets, mais les hommes des trois états, et, sous le nom d'états généraux, j'embrasse les princes mêmes et tous les habitants du royaume. »

Vers le milieu du dix-septième siècle, Nolay fut le

séjour de deux filles qui se disaient inspirées et qui prophétisaient. Le nom de *saintes de Nolay* leur est resté. Jeanne Gros et Jeanne Boisson étaient probablement des convulsionnaires extatiques. Elles firent abjuration solennelle en présence de l'évêque et du clergé. Notre grand-père racontait que l'une d'elles, Jeanne Gros, était morte dans une étable, presque centenaire, au commencement du siècle dernier. Mais combien les traditions sont tenaces ! Il est rare que le pays ne possède pas quelque personnage adonné à des actes bizarres de piété, et que le voisinage ne lui transmette pas ce titre de *saint de Nolay*.

L'ermitage de Saint-Philippe a encore un habitant aujourd'hui. Toutefois admirez le progrès de la civilisation ! Après avoir passé plusieurs années sur sa montagne, il s'est ennuyé de la solitude ; un beau matin on l'a vu descendre avec une jeune paysanne des environs. Il s'est présenté chez M. le maire, qui les a mariés, et les nouveaux époux sont remontés là-haut, gaiement, bras dessus, bras dessous. Ils cultivent d'assez bonnes vignes, et leurs enfants les aident à entretenir la chapelle blanche que l'on aperçoit de si loin sur une terrasse de rochers. L'ermite propriétaire et père de famille ! Cela caractérise une époque.

Nous jaserions encore longtemps sur ce sujet si nos lecteurs pouvaient s'y intéresser autant que nous.

Terminons donc par un souvenir d'un autre genre, qui s'est conservé très-vivant à Nolay.

Le fameux Mandrin, dans une de ses dernières expéditions, en 1754, traversa cette petite ville avec ses fourgons remplis de tabac, dont il forçait un peu la vente, et de toiles peintes, pour lesquelles ce moyen était, dit-on, moins nécessaire, les étoffes de contre-

bande offrant aux femmes toute la séduction du fruit défendu. Comme il n'y avait à Nolay ni receveur des gabelles ni entreposeur des fermiers généraux, Mandrin se contenta de ranger ses hommes en bataille sur la place et fit charger les armes, au grand effroi des habitants, effroi qui dura peu cependant : la discipline des contrebandiers fut parfaite. Ils étaient déjà suivis par les hussards de Fischer, qui ne tardèrent pas à les exterminer. En quittant Nolay, Mandrin se dirigea sur Autun ; ayant rencontré les séminaristes en promenade, il leur dit : « Parbleu ! vous allez grossir ma troupe et me servir d'otages. » Il les emmena, en effet, en croupe de ses cavaliers. L'histoire ne dit pas s'il montait lui-même sa fameuse jument noire, dont on raconte dans les campagnes qu'il avait retourné les fers pour dérouter ceux qui le poursuivaient.

Nolay a donné naissance au savant abbé Gandelot, qui mérita doublement la reconnaissance de ses compatriotes, en écrivant l'*Histoire de Beaune* et en cultivant sur le sol bourguignon le plant de Malaga ; au capucin Hilarion Carnot, auteur de quelques livres ascétiques, et historien de l'ordre de Saint-François (1694) ; au médecin Lavirotte, homme de savoir, qui a composé un *Traité sur la chaleur* et traduit de l'anglais plusieurs ouvrages de science, entre autres l'*Exposition des découvertes philosophiques de Newton*.

IV

C'est dans cette bourgade que notre grand-père exerçait la double profession d'avocat et de notaire. Claude Carnot avait succédé dans cette dernière charge à son frère aîné, qui, lui-même, l'avait reçue de leur père.

Claude était un homme d'un mérite remarquable, d'une droiture proverbiale, et que son caractère à la fois conciliant et ferme rendait l'objet de l'affection et de la confiance universelles. Son souvenir n'est point effacé dans la contrée, et je n'ai jamais entendu ses enfants parler de lui sans un respect mêlé d'attendrissement.

Lorsqu'on arrive de Beaune ou d'Autun sur la place de Nolay, on voit en face de soi une maison assez vaste, précédée par une terrasse disposée en parterre de fleurs, et entourée d'un mur d'appui. Côte à côte avec cette maison, à l'entrée d'une rue qui va déboucher sur la campagne, s'élève un autre manoir, de moindre apparence, que distingue un balcon de fer orné de trois merlettes sur un écusson, blason de famille. Ce manoir était celui du notaire Claude Carnot; l'autre appartenait aux parents de Marguerite Pothier, dont un oncle avait été le premier échevin du bourg de Nolay. Marguerite épousa son voisin le tabellion, et, pour réunir les deux habitations, il ne fallut qu'ouvrir une porte dans le mur mitoyen. La fortune avait sans doute arrangé les choses de cette manière parce qu'elle prévoyait la fécondité de ce mariage.

Claude et Marguerite eurent ensemble dix-huit enfants, quatorze garçons et quatre filles. Sept seulement leur ont survécu. Claude assista de loin aux grandeurs politiques de celui de ses fils dont nous écrivons l'histoire, et il mourut en novembre 1797, à l'âge de soixante-dix-huit ans, alors que ce dernier s'exilait au fond de l'Allemagne pour dérober sa vie aux proscriptions directoriales.

Voici le portrait de Claude Carnot et celui de sa femme, tracés par leur fils aîné dans des mémoires de famille :

« Mon père avait cinq pieds six pouces et de belles proportions, l'œil très-fin, un visage noble et régulier quoique marqué de petite vérole, une grâce charmante dans tout ce qu'il faisait, dans tout ce qu'il disait. A soixante-dix-huit ans on l'aurait pris pour un homme de quarante : il avait les épaules effacées, la jambe fine, il pouvait marcher sans canne et lire sans lunettes. Le premier levé dans la maison, il commençait sa journée par quelques tours de promenade sur la terrasse; puis il se mettait au travail jusqu'au diner, et le reprenait tout de suite après.

« En même temps qu'il était notaire, notre père exerçait la profession d'avocat; il était aussi juge de presque toutes les seigneuries des environs.

« Le grand travail que lui imposaient ses fonctions ne l'empêchait pas de se livrer à l'étude et à la culture des lettres. Il lisait beaucoup, il y avait peu de matières qui lui fussent étrangères. Il parlait avec grâce, dictait avec facilité, son organe était agréable. C'eût été un homme marquant sur un plus grand théâtre.

« Il entendait parfaitement les lois et les affaires, et sa parole était écoutée comme un oracle. Il voyait juste et promptement, et saisissait toujours le vrai point des difficultés.

« Mais il excellait principalement dans la connaissance des hommes : il savait discerner même chez les enfants ce qu'on pouvait en attendre. Aussi voulut-il surveiller lui-même le développement des siens. Il employait d'ailleurs des moyens différents avec chacun d'eux, suivant leurs caractères. Il était très-vif, mais essentiellement bon, franc surtout : la seule faute qu'il pardonnât difficilement était le mensonge. Quand il en soupçonnait un de ses enfants, il le punissait avec une

extrême sévérité. Il s'entourait sans cesse de nous, à la promenade comme à la maison, et même dans nos amusements il trouvait l'occasion de nous instruire. Il nous vantait le bonheur d'une conscience pure; il nous recommandait le travail, nécessaire à tous, mais surtout dans une famille comme la nôtre, nombreuse et peu fortunée. Il nous prêchait l'union et l'affection entre nous, répétant souvent qu'un seul de ses enfants qui tournerait mal entraînerait la perte de tous les autres. C'est peut-être à cette idée de solidarité que nous devons de nous être toujours entr'aides et de n'avoir donné aucun sujet de chagrin à nos parents.

« Marguerite Pothier, notre mère, était la fille puînée de M. Pothier, bourgeois à Nolay. Elle se maria très-jeune; elle avait une belle taille et une charmante figure, des yeux bleus, un nez aquilin, la peau très-blanche; elle était pleine de douceur et d'amabilité, serviable, humaine et pieuse. Sa famille était un second culte pour elle. Mais elle était née avec un caractère jaloux, qui lui causa de grands chagrins. Son mari lui semblait le plus parfait des hommes, et elle craignait toujours qu'on ne cherchât à lui enlever son cœur. Du reste, si mon père faisait tout pour notre instruction, elle faisait tout de son côté pour former nos âmes à ses propres vertus.

« Notre mère avait les nerfs fort délicats, et les fatigues de dix-huit couches successives avaient, de bonne heure, miné son tempérament. Elle mourut à soixante-deux ans, avec une rapidité qui ne nous permit pas d'arriver à temps pour recevoir ses derniers adieux. Feulins seul (le quatrième des fils), qui se trouvait à Nolay en quartiers d'hiver, eut ce douloureux bonheur.

« Notre mère était morte sans tester; nous aurions

pu réclamer la jouissance de ses biens personnels. Nous décidâmes de les laisser à notre père ; mais, au bout de quelques mois, il nous signifia sa volonté formelle de nous les remettre. Lui, personnellement, avait fait un testament ; mais, avant de l'ouvrir, nous convînmes tous que, quelle qu'en fût la teneur, le partage serait égal entre nous. »

Je n'ai connu ni l'un ni l'autre de mes grands parents ; mais ils vivent à mes yeux dans de vieux portraits de famille. Voici le père avec sa physionomie franche, fine, spirituelle, énergique en même temps, sous son bonnet de laine brune ; voici la mère avec ses traits délicats et pâles, encadrés dans des barbes de tulle, coiffure du lieu et de l'époque. Ce qui m'intéresse surtout, c'est une excellente miniature de Claude Carnot, faite par un homme qui eut de la célébrité dans un autre genre. Le général républicain Cartaux, avant de devenir lieutenant de la cavalerie parisienne, exerçait, non sans talent, la profession de peintre ; il était, comme Louis David, élève de Doyen. Nommé chef de brigade, une expédition contre Marseille, plus heureuse qu'habile, le mit en évidence, et les représentants du peuple en firent un général d'armée. Il commandait le département de la Côte-d'Or en 1797. C'est alors que, visitant à Nolay la famille du directeur Carnot, il peignit le portrait du père pour en faire hommage au fils. Quelques mois plus tard éclatait le coup d'État de fructidor, et Cartaux se rangeait parmi les proscripteurs.

V

Claude Carnot tenait un livre de vie comme ceux dont j'ai parlé. Les dernières feuilles blanches, d'un vo-

lume manuscrit, contenant les *Institutes* de Justinien, commentées d'après les leçons qu'il avait suivies pendant ses études de licence, lui servait à cet usage. Dans les familles protestantes de l'Angleterre et de l'Amérique, c'est ordinairement une bible qui reçoit ce dépôt, et qui lui donne un caractère religieux en même temps qu'une valeur presque officielle.

Cependant la lignée de Claude Carnot venant à s'accroître au delà de toute prévision, la place réservée ne suffit pas. Claude commença par resserrer son écriture; puis il fut obligé d'empiéter sur la couverture même du volume. Celui de ses petits-fils qui a terminé ce registre d'État civil n'a fait qu'ajouter à chaque date de naissance une date de décès: hélas! la liste est maintenant complète.

Fortes creantur fortibus: — Les enfants de Claude Carnot qui atteignirent l'âge viril tenaient de lui cette énergique vitalité que les parents vertueux transmettent à leur postérité comme un témoignage de leur tempérance et de leur sagesse. Chaque honime est un livre où l'on peut étudier la vie de ses parents et même celle des générations qui les ont précédés. L'idée de faire marcher la noblesse à reculons n'est pas dénuée de sens.

L'éducation acheva l'œuvre de la naissance: c'est en partie dans la maison paternelle, en partie au collège de Nolay, sous de bons maîtres, que les jeunes Carnot reçurent leurs premières leçons, dirigées par le chef de la famille, qui avait eu lui-même pour précepteur un de ses oncles, docteur en Sorbonne et vicaire général du diocèse de Châlon-sur-Saône. Cette éducation, à laquelle servirent de base la piété profonde de l'instituteur, ses mœurs pures et son existence active et régulière, eut pour objet à la fois le développement moral

et physique des disciples; elle forma des hommes robustes de corps et d'âme, capables de résister à la carrière pénible à laquelle devait les appeler une époque féconde en agitations, et de parvenir presque tous à une saine et forte vieillesse.

Parini les sept enfants qui composèrent en définitive la famille Carnot, se trouva une fille, l'ainée de tous les autres. Sur le recueil patriarcal, à côté du nom de Jeanne-Pierrette, nous lisons ces mots écrits de la main de son père : « Que Dieu lui fasse la grâce d'être prudente, modeste et charitable ! » Jamais vœu ne fut mieux accompli : Jeanne-Pierrette se consacra au service des malades, et, pendant cinquante-deux ans, dirigea comme supérieure l'hôpital de la Charité, à Nolay. Elle avait été précédée dans cette fonction par une autre sœur, morte jeune et avant ses parents, mais qui avait déjà mérité d'être inhumée dans le cimetière de Nolay avec cette épitaphe : *Marguerite Carnot, mère des pauvres*. Jeanne-Pierrette hérita aussi de ce beau titre. Un peu plus âgée que ses frères, son affection pour eux avait un caractère presque maternel, et ses frères, de leur côté, lui portaient une tendresse respectueuse. Cette relation ne changea point de nature avec l'âge ni avec la haute fortune de quelques-uns d'entre eux. Jeanne-Pierrette continua de les appeler par leurs noms enfantins : celui qui occupa les plus éminentes fonctions dans le gouvernement de la France ne fut jamais pour elle le directeur de la république, le général, le ministre; il ne cessa pas d'être *le gentil*, comme lorsqu'ils jouaient ensemble au jardin de Nolay. La piété de cette excellente femme était simple et profonde; mais elle n'avait pas moins de fermeté que de dévotion dans le cœur : le matin même de sa mort,

elle visita le jardin et la pharmacie de l'hôpital, puis se remit au lit et dit paisiblement à l'un de ses neveux : « Ma mère est morte à pareil jour, il y a trente-sept ans; elle avait soixante-deux ans; j'en ai soixante-quatorze : tu vas me voir mourir aujourd'hui. » Son pressentiment ne la trompait pas.

Les vertus de sa fille inspiraient au père Claude une naïve admiration, et il en faisait une sainte par avance. Lorsqu'elle devint supérieure de l'hôpital, ayant à faire graver pour elle un cachet, il substitua deux palmes aux lions qui soutiennent l'écusson de la famille.

L'aîné des fils de Claude Carnot, nommé Joseph-François-Claude, né en 1752, est celui qui siégea à la cour de cassation jusqu'à l'âge de quatre-vingt-trois ans, après en avoir consacré plus de soixante à la magistrature.

Le second fut mon père. Sa note dans le livre de vie est ainsi conçue : « Le dimanche, 13 mai 1753, à l'issue des vespres, sur les quatre heures, ma femme a mis au monde un fils qui a été baptisé le même jour par M. Boussey, prêtre-vicaire, à Nolay; il a eu pour parrain sieur Nicolas Clément, fils de Marie Carnot, ma sœur, et, pour marraine, demoiselle Marguerite Pothier, fille de M. Pothier, demeurant à Nolay, oncle de ma femme. Il est appelé Lazare-Nicolas-Marguerite. Cet enfant est né dans un temps de calamité par les morts promptes et fréquentes qui affligent ce pays, ainsi que tous ceux de la province. Que Dieu lui présente ainsi sa colère, dans tout le cours de sa vie, pour qu'il s'y conduise avec crainte, et mérite sa miséricorde ! »

Quarante-trois ans plus tard, quand déjà ce fils avait éprouvé une partie des vicissitudes qui marquèrent sa carrière publique, la même main paternelle, près

de se glacer, écrivit ce quatrain à côté de son nom :

Je l'ai vu dès l'enfance au bien s'étudier :
Fils, frère, époux et père, orateur et guerrier,
Calomnié, proscrit, ou bien au rang suprême,
Sans fiel et sans orgueil, toujours il fut le même.

De tous les témoignages d'approbation dont la conduite de Carnot fut l'objet, aucun ne dut être plus sensible à son cœur que cette touchante devise, tracée pendant qu'il errait dans l'exil, et dont il n'eut connaissance qu'après la mort de son père.

J'hésitais à ouvrir dans toute leur naïveté ces archives intimes; mais il me semble qu'une telle publicité les honore plutôt qu'elle ne les profane, et que, malgré le contraste qu'elles forment avec nos habitudes, nul n'aurait le courage de les railler. Et puis, lorsqu'on veut juger un homme qui a joué un rôle sur la grande scène du monde, n'aime-t-on pas à connaître le petit monde d'où il est sorti?

C'est ce que pensait Franklin. En commençant ses mémoires, dédiés à son fils William, il raconte avec complaisance des particularités de famille qui lui ont été transmises par un de ses oncles : « De la condition pauvre et obscure où je suis né, et dans laquelle se sont passées mes premières années, dit-il, je me suis par moi-même élevé à un état d'opulence et à quelque célébrité dans le monde. Ma bonne fortune ayant continué, même jusqu'à une époque de ma vie déjà avancée, mes descendants seront peut-être curieux de connaître la manière dont je m'y suis pris, et qui, grâce à la Providence, m'a si bien réussi. Ils peuvent aussi juger à propos d'y puiser quelques leçons pour ceux d'entre

eux qui viendraient à se trouver dans des positions semblables. »

Le troisième fils du vénérable patriarche que mes lecteurs connaissent maintenant s'appelait Claude-Marguerite. Après avoir été destiné d'abord à l'état ecclésiastique, il fut reçu avocat au parlement de Dijon, en 1776, et devint successivement commissaire de la République près le tribunal de Châlon-sur-Saône, puis procureur impérial à la cour criminelle de la même ville. Il y jouissait, comme magistrat, d'une haute réputation de savoir et de probité.

Le quatrième a survécu à tous ses frères : né en 1755, il est mort en 1836, âgé de plus de quatre-vingts ans. Le nom de Carnot Feulins (Claude-Marie), député à l'Assemblée législative et lieutenant général du génie, sera souvent répété dans ces pages, sa vie militaire et politique ayant été presque constamment liée à celle de mon père.

Jean-François-Reine, né en 1760, succéda à la charge de notaire, héréditaire dans la famille depuis plusieurs générations. En vain la porte des honneurs s'ouvrit pour lui ; il aima mieux demeurer à la garde des pénates paternels. Maire de Nolay depuis vingt-trois ans, la Restauration le destitua pour s'être montré peu disposé à favoriser de coupables manœuvres électorales.

Gabriel-Bernard-Jean, le dernier né, celui qu'on nommait *Benjamin*, fut d'abord officier dans la légion de Luxembourg. Obligé bientôt de quitter le service militaire pour cause de santé, il alla faire son droit à Dijon, sous la direction de l'aîné des frères, avocat au parlement. Plus tard il entra dans l'administration des finances, et mourut, en 1826, receveur de l'enre-

gistrement à Beaune. Lui aussi avait refusé des postes plus brillants pour vivre en famille et consacrer quelques loisirs à ses goûts littéraires.

J'ai souvent entendu mon père et mes oncles évoquer dans leurs causeries les souvenirs de la maison paternelle. L'impression qui m'en est restée est celle d'un intérieur essentiellement doux et calme, présidé par des parents qui rivalisaient de tendresse dans l'exercice de leur autorité, sans pourtant en rien relâcher; où l'économie n'était que l'esprit d'ordre, et où les habitudes religieuses n'excluaient point la gaieté expansive et bruyante de la jeunesse.

Vigebat in illa domo patrius mos et disciplina : — Cicéron s'exprime ainsi lorsqu'il veut peindre le vieil Appius gouvernant sa nombreuse famille, ses clients et ses esclaves, craint par les uns, vénéré par les autres, aimé par tous. Avec une nuance bien moins austère, et surtout en écartant l'appareil de l'opulence et l'entourage patricien, la maison de Claude Carnot, habitée par sa tribu juvénile, devait rappeler en miniature celle du grand vieillard de Rome. Peut-être serait-il plus exact de chercher un objet de comparaison dans les clans écossais décrits par Walter Scott; car la domination de notre grand-père, appuyée sur quelques traditions d'origine inconnue, s'étendait sur la commune entière : il en était la loi vivante. Ces situations, que sans doute on pourrait étudier encore aujourd'hui dans quelques provinces isolées du centre, ouvriraient certaines perspectives sur notre vieille histoire nationale. Le présent éclaire singulièrement le passé : j'ai compris la nourriture antique en voyant installées chez mes parents bourguignons plusieurs de ces respectables femmes qui avaient allaité des membres de la famille.

Les mémoires manuscrits de l'un des fils de Claude Carnot, que j'ai nommé tout à l'heure, m'offrent une anecdote qui peut achever de peindre cet intérieur :

« Au mois de mars 1769, croyant avoir quelques sujets de plainte de la maison, je pris le parti de m'en éloigner, et je dirigeai mes pas vers le Bourbonnais. Quelquefois, dans notre enfance, nous avions fait, entre les frères, de telles fredaines, mais elles n'avaient duré qu'un jour ou deux. Celle-ci dura plus d'un mois. Je traversai la Loire à Bourbon-les-Bains et je fus visiter le couvent des Séphoristes. C'était la semaine sainte. J'y passai trois jours et partis édifié de la conduite des pères et des frères qui habitaient cette maison hospitalière. Enfin, ne sachant que devenir, en véritable enfant prodigue, je rentrai sous le toit paternel, où j'arrivai bien fatigué, le soir, à l'heure du souper. Je me mis à table, et jamais, ni mon père, ni ma mère, ne me firent aucun reproche de mon escapade; ils ne me demandèrent pas même où j'avais été pour ne pas aggraver ma confusion. »

VI

Il fallait quelque grande occasion pour décider la famille Carnot à sortir de sa vie intime et sédentaire. De loin en loin seulement on se permettait une excursion dans les villes voisines, Dijon, Beaune, Châlon. C'était, par exemple, pour conduire les enfants à la foire de la Saint-Ladre, à Autun, et leur faire admirer le clocher tout illuminé de feux d'artifice.

Un de ces petits voyages donna lieu, de la part de Lazare Carnot, à un trait que ses biographes ont recueilli comme caractéristique d'une vocation précoce. Nous en

empruntons le récit à M. Arago, parce que personne ne raconte comme lui ¹:

« Carnot n'avait que dix ans lorsque sa mère, dans un voyage à Dijon, l'emmena avec elle, et pour le récompenser de la docilité réfléchie qu'il montrait en toute circonstance, le conduisit au spectacle. On donnait ce jour-là une pièce où des évolutions de troupes se succédaient sans relâche. L'écolier suivait avec une attention imperturbable la série d'événements qui se déroulaient devant lui. Tout à coup il se lève, il s'agite, et malgré les efforts de sa mère il interpelle, en termes à peine polis, un personnage qui venait d'entrer en scène. Ce personnage était le général des troupes auxquelles le jeune Carnot s'intéressait; par ses cris, l'enfant avertissait le chef inhabile que l'artillerie était mal placée, que les canonniers, vus à découvert, ne pouvaient pas manquer d'être tués par les premiers coups de fusil tirés du rempart de la forteresse assiégée; qu'en établissant au contraire une batterie derrière certain rocher, qu'il désignait de la voix et du geste, les soldats seraient beaucoup moins exposés. Les acteurs interdits ne savaient que faire. Madame Carnot était désolée du désordre que son fils occasionnait. La salle riait aux éclats; chacun cherchait dans sa tête l'explication d'une *espièglerie* si peu ordinaire; et la prétendue espièglerie n'était autre chose que la révélation d'une haute intelligence militaire, le premier symptôme de cet esprit supérieur qui, dédaignant les routes battues, créait quelques années plus tard une nouvelle tactique, qui proposait de remplacer les forti-

¹ *Biographie de Carnot*, par M. Arago, lue à l'Académie des sciences en 1837.

fications si artistement, si ingénieusement combinées de Vauban par un tout autre système¹. »

Carnot, en racontant cette petite anecdote, transmise par les souvenirs de sa mère plutôt que par les siens, ne lui cherchait pas une explication si ambitieuse. Il songeait seulement qu'à l'âge où les jeux du théâtre semblent des réalités, l'élan spontané de son cœur lui avait inspiré le courage de résister aux remontrances maternelles, et de braver les rires de tout un public pour voler au secours de ceux qu'il croyait en danger.

Sans négliger les exercices du corps, auxquels il s'était rendu fort adroit, le jeune Lazare Carnot se montrait particulièrement studieux et réfléchi. Il est resté de tradition à Nolay qu'on le voyait, pendant des heures entières, se promener méditant et lisant sur la terrasse dont nous avons décrit la situation devant la maison maternelle. Son avidité d'instruction lui avait inspiré de très-bonne heure le désir de voyager. Il avait huit ans environ lorsqu'un de ses oncles, M. Rozand, officier de marine, partant pour une expédition de long cours, offrit à Claude Carnot d'emmener avec lui un de ses fils. Lazare pria instamment ses parents de faire tomber le choix sur lui. Le père y aurait consenti, mais la mère ne voulut se séparer d'aucun de ses enfants, qu'elle aimait tous également.

Est-ce quelque souvenir de cet incident, vieux de plus d'un demi-siècle, qui fournit à mon père le pseudonyme de Rozand lorsque, en 1815, il était obligé de cacher son nom pour échapper à ses proscripteurs ?

¹ Des écrivains qui aiment les rapprochements bizarres ont rappelé que le nom de *Carnot* a pour étymologie celui de crénau, de l'ancien langage celtique, ou plutôt que les deux mots avaient la même signification. *Karn*, en celtique, indique une *pièce sacrée*, et les monuments druidiques, en Irlande et en Écosse, sont encore appelés de ce nom.

Ces Rozand étaient originaires de Lyon ; l'un d'eux, échevin, périt écrasé par le carrosse de je ne sais quelle princesse qu'il était chargé de haranguer. Son mausolée en marbre blanc existe encore, je crois, dans une église de la ville.

VII

J'ai dit que les environs de Nolay sont accidentés. Le lecteur me permettra de lui faire faire une promenade dans le vallon de la Cousanne.

Nous remontons sous de frais ombrages de noyers, entre des haies de buis et d'aubépine, cette petite rivière dont les eaux limpides font tourner quelques roues de moulins ; nous traversons deux villages, le grand et le petit Cormot, en passant devant les chaumières où, de génération en génération, nos pères venaient chercher leurs nourrices. Nous rencontrons Vauxchignon. Il y avait là autrefois, dans un petit jardin, deux buis de haute futaie, comme en produisait le sol gaulois ; je les ai encore vus dans ma jeunesse. Ces hameaux n'ont pas l'aspect riche ; cependant tout le territoire qui les environne appartient à leurs habitants ; pas un *forain* n'y est propriétaire.

Poursuivons notre marche pendant une demi-lieue, montant toujours ; nous allons nous trouver au confluent des deux ruisseaux qui forment la Cousanne. A quelques centaines de pas de ce confluent, vers la gauche, un des ruisseaux sort d'une grotte profonde, creusée dans les flancs du roc vif, et dont l'ouverture est largement dessinée par une espèce de portique. C'est ce qu'on appelle *la Tournée*. Si, au lieu de quitter la route, nous l'avions suivie, à peu de distance un autre

spectacle se serait présenté devant nous. Là, le second ruisseau s'élance en cascade d'environ quatre-vingts pieds, et tombe en pluie, souvent en brouillard, dans une vaste cuvette que sa chute a fouillée. L'été, les eaux de la cascade réfléchissent les couleurs de l'arc-en-ciel; l'hiver, elles se gèlent en pyramide, et affectent les reliefs les plus variés. Ce joli tableau est encadré par de hautes murailles de rochers, qui s'élèvent comme celles d'une vieille forteresse, avec de profondes échancrures que l'on prendrait pour des ruines; leurs parois sont tapissées de plantes grimpantes, tandis que leur cime est couronnée d'arbres, les uns élancés vers le ciel, d'autres penchés vers la vallée, au-dessus de frais pâturages. C'est ce qu'on nomme le *Bout du monde*.

Il semble, en effet, qu'aucun sentier ne puisse franchir ce rempart, qui se dresse à pic devant les pas du voyageur. Au-dessus cependant s'étendent les vastes chaumes d'Auvenet, qui n'ont de terme que près de Dijon.

Le silence habituel de ces lieux n'est guère interrompu que par des bergers, des chasseurs ou par quelques amoureux qui viennent y cueillir la noisette et le muguet. Le mardi de Pâques cependant la solitude s'anime; c'est la fête du vallon. La jeunesse vient danser sur les vertes pelouses qui avoisinent la cascade.

L'une des saintes de Nolay, Jeanne Boisson, dont nous avons parlé, avait choisi pour retraite une grotte de cette thébaïde, où elle passait sa vie en prières et où un bon prêtre lui apportait chaque semaine le pain de la communion.

L'âme de mon père, ouverte aux impressions de la nature comme aux scènes les plus tendres de la vie in-

térieure, avait gardé l'image de ces sites pittoresques, embellis encore par le prisme des souvenirs d'enfance. Il ne revit la terre natale que pendant de courts instants dérobés au tourbillon du monde ; mais il l'aimait d'un si vif amour, qu'ayant un jour ouï dire qu'un spéculateur voulait abattre les vieux arbres de sa cascade favorite, il donna ordre d'acheter sur ses modestes économies le terrain où elle se trouve, afin de lui conserver son ornement. Souvent, dans les poésies qui donnaient un soulagement à son imagination fatiguée par les travaux de la science ou de la politique, il fait allusion aux campagnes où s'écoula sa première jeunesse ; une fois même, quarante ans après les avoir quittées, il les décrit avec une merveilleuse exactitude de mémoire. (*Une journée du mois de mai.*)

Avec quelle émotion, lorsque je quittai momentanément son séjour d'exil pour faire un voyage en France, il me recommanda de visiter la *Tournée* et le *Bout du monde*, et de bien graver leur aspect dans mon souvenir, afin de lui en parler au retour ! Avec quel empressement, à mon retour, il m'interrogeait ! Avec quelle joie touchante il contemplait une petite gouache peinte sur les lieux que je lui avais rapportée !

VIII

Quand leur première instruction fut complète, Claude Carnot envoya ses deux fils aînés au collège d'Autun pour y suivre les études classiques. C'est dans ce même collège que Charles Bonaparte, arrivant de la Corse, plaça Joseph et Lucien ; l'évêque Marbeuf, d'une famille qui protégeait la sienne, y avait introduit les oratoriens en remplacement des jésuites.

L'histoire semble assigner une destination spéciale à certaines villes. Celle d'Autun s'est toujours distinguée par ses établissements d'instruction publique. Sous le nom de Bibracte, la capitale des Éduens, *la sœur de Rome*, avait été l'un des foyers de la Gaule savante; sous celui d'Augustodunum, relevée deux fois de ses ruines, elle posséda l'un des plus célèbres collèges romains; on y enseignait la philosophie, la grammaire, la jurisprudence et la médecine, à plus de quarante mille étudiants. La renommée de ses institutions scolaires traversa le moyen âge, et elle était grande encore à l'époque dont nous parlons.

Le petit séminaire de la même ville jouissait d'une certaine réputation pour l'enseignement de la philosophie. Les jeunes Carnot y entrèrent après le collège; ils avaient fait leur rhétorique sous les oratoriens, ils firent leur philosophie sous les sulpiciens.

L'aîné manifestait déjà les qualités aimables et solides qui le firent plus tard chérir et respecter dans sa carrière d'homme du monde et de magistrat; le second se montrait doué d'une intelligence hardie et originale, qu'aucun obstacle ne déconcertait, et qui cherchait à se frayer des routes nouvelles. Son caractère annonçait une fermeté peu commune, une grande foi dans sa propre force. Un trait que nous allons citer en offre le témoignage :

Le jeune disciple du séminaire avait achevé son cours de philosophie d'une manière brillante. Le jour de la thèse arriva, et ses maîtres comptaient sur un succès qui ne serait pas sans honneur pour eux-mêmes. Ces actes, en province, n'étaient pas entourés du cérémonial usité dans l'Université de Paris. Cependant la thèse de philosophie se soutenait en public, devant

une assemblée ordinairement fort nombreuse, et celle-ci le fut exceptionnellement. Tout auditeur avait le droit d'adresser des questions au candidat et d'argumenter contre lui; mais il était d'usage que son professeur se tint à ses côtés pour lui prêter assistance en cas d'embarras. Lazare Carnot refusa très-positivement un pareil souffleur, et déclara qu'il entendait porter seul le poids de l'interrogatoire. Cette prétention inouïe fit scandale, et l'on n'y céda qu'après avoir vainement épuisé tous les moyens imaginables pour vaincre l'obstination du petit philosophe. Il se présenta donc seul devant l'assemblée, et gagna son procès avec éclat.

Un autre incident assez étrange signala ce jour de triomphe. Parmi les personnes qui vinrent croiser le fer avec le candidat se trouva une dame de la ville, épouse d'un médecin nommé, je crois, le docteur Lhomme; elle s'exprima en latin, seule langue admise dans ces joutes, avec une élégance et une habileté qui surprirent beaucoup l'auditoire.

Au terme de leurs humanités, les deux frères Carnot se séparèrent. L'aîné se rendit à Dijon pour y prendre ses inscriptions de droit, l'autre à Paris, pour se livrer à l'étude des mathématiques. Celui-ci avait alors seize ans. L'aptitude très-décidée qu'il montrait pour les sciences exactes avait frappé son père, qui, n'hésitant pas à le laisser suivre librement sa vocation, le plaça dans une des écoles établies à Paris pour l'instruction des jeunes gens destinés au service du génie, de l'artillerie ou de la marine.

Dans ce temps-là, les bénédictins de Saint-Maur, invités à aller visiter leurs frères de Bourgogne, s'excusaient sur la longueur, les fatigues et les dangers du voyage. Envoyer son fils à cent lieues, seul dans la

grande capitale, c'était bien une autre résolution. Quand les enfants quittaient la maison pour courir au loin tenter fortune, ce n'était pas sans aller recueillir les derniers conseils de la sagesse paternelle, les derniers baisers de la mère de famille. Ainsi firent les deux jeunes gens : ils passèrent quelques mois heureux dans le nid commun ; puis, les plus forts de la couvée, ils prirent leur vol, laissant après eux, pour peu de temps, ceux que retenait encore la faiblesse de leurs ailes.

ÉTUDES SPÉCIALES — SERVICE MILITAIRE
PREMIERS ÉCRITS — MARIAGE

1769-1791

I

Le jeune Carnot, en arrivant à Paris, et pendant tout son séjour dans cette ville, fut reçu de la manière la plus affable chez le duc d'Aumont, qui avait possédé, sous le titre de marquisat, la seigneurie de Nolay. (Claude Carnot, comme on l'a vu, y exerçait la fonction de juge.) Une dame Delorme, placée à la tête de cette grande maison, eut surtout pour lui des attentions maternelles qu'il n'oublia jamais. Plus tard les positions changèrent : Carnot, devenu directeur de la République, invita souvent cette excellente femme à sa table du Luxembourg, en reconnaissance d'une hospitalité dont il ne pouvait remercier la famille d'Aumont elle-même, demeurée en émigration. Enfin, en 1815, ministre de l'intérieur, il trouva l'occasion de rendre un service décisif et personnel à la duchesse d'Aumont, qui s'était compromise par des menées politiques dans l'intérêt des Bourbons.

Il y avait à Paris, avant la Révolution, deux écoles préparatoires pour le génie, l'artillerie et la marine : celle de M. de Longpré, au Marais, et celle de M. Berthaud (ou Bertaut), dans le faubourg Saint-Honoré. Ces deux institutions tenaient la place si glorieusement prise plus tard par l'École polytechnique. Elles ont, l'une et l'autre, formé des ingénieurs éminents. Meunier et Caffarelli du Falga étaient élèves de la seconde. C'est dans la première que Carnot fut placé. Moins nombreuse que l'autre, les études passaient pour y être généralement plus fortes.

Le directeur de cet établissement, homme fort distingué lui-même, entretenait des relations avec les principaux savants de l'époque. Il était particulièrement lié avec d'Alembert, qui fréquentait sa maison. L'illustre académicien venait s'asseoir au milieu des élèves et se plaisait à exercer leur intelligence en la mettant aux prises avec des problèmes embarrassants. Il avait remarqué le jeune Carnot, dont l'imagination s'élançait au-devant des difficultés et s'en créait même à plaisir pour les combattre ; il le choisissait volontiers pour objet de ses épreuves, manifestait sa satisfaction en voyant la promptitude et la vaillance rationnelles de l'apprenti mathématicien, et lui prédisait de grands succès. Mon père s'est rappelé toute sa vie avec reconnaissance les entretiens et les encouragements de d'Alembert, auxquels il attribuait une notable influence sur son développement scientifique. Pareil hommage a été rendu au célèbre encyclopédiste par un philosophe : « Une première éducation dirigée par d'Alembert, dit Henri Saint-Simon, m'avait tressé un filet métaphysique si serré qu'aucun fait important ne pouvait passer à travers. »

Le cœur de d'Alembert était au niveau de son génie. Il employait largement son crédit et celui de ses amis à soutenir les jeunes gens capables et laborieux. Parfaitement simple dans ses goûts, dans ses mœurs, tandis qu'il dominait le monde savant, il continuait à demeurer sous l'humble toit de l'ouvrière qui lui avait donné des soins maternels, et il ne la quitta ni pour l'hôtel d'une grande dame qui se souvenait qu'elle était sa mère depuis qu'il y avait de la gloire à partager avec lui, ni pour l'amitié d'un roi qui lui offrait la présidence de son académie, ni pour le palais d'une impératrice qui voulait lui confier l'éducation de son héritier.

Carnot avait conservé de précieux souvenirs de ce temps : il aimait à peindre le grand géomètre dans ses visites à l'école de Longpré, appuyé sur une canne qui dépassait sa hauteur, habillé de vert des pieds à la tête, entrant dans la salle d'étude, où l'accueillaient de respectueuses acclamations ; puis, s'asseyant, entouré des jeunes néophytes de la science, suspendus à ses lèvres ; interrogeant tantôt l'un, tantôt l'autre, et suivant de son œil scrutateur le travail de la pensée sur leurs mobiles physionomies ¹.

¹ Le nom de de Longpré manque à toutes nos biographies, dans lesquelles il mériterait une place. Quelques mots sur ce créateur d'une institution utile ne seront peut-être pas lus sans intérêt.

Louis-Siméon Mausserat de Longpré était né en 1757. Resté orphelin et sans fortune à quinze ans, il mit à profit la solide instruction que lui avaient laissée ses parents en donnant des leçons de mathématiques. Sa supériorité en ce genre le fit apprécier de plusieurs hommes haut placés dans la science, qui l'engagèrent à fonder une école spéciale pour les jeunes gens destinés aux armes savantes. Ce projet se réalisa vers 1767, si nous nous en rapportons à un certificat délivré par Lahande :

« Je soussigné, membre de l'Académie des sciences, professeur royal de mathématiques et censeur royal, certifie à qui il appartiendra qu'ayant été chargé il y a environ dix ans, comme censeur, par M. de Sartines, alors lieutenant de police, de lui rendre compte du programme d'enseignement

II

Cependant les études mathématiques n'absorbaient pas tellement le jeune Carnot qu'elles ne laissassent

que M. de Longpré voulait publier, j'examinai avec soin les connaissances et les talents dudit sieur de Longpré; d'après cet examen je lui donnai mon approbation, sur le vu de laquelle il obtint la permission de M. de Sartines, fit imprimer son prospectus, et ouvrit une maison pour l'instruction relative au service militaire, spécialement pour les aspirants au corps royal du génie, de l'artillerie et de la marine. Sa maison a acquis toute la considération possible par le mérite des élèves qu'elle a fournis; il en est sorti un nombre considérable d'ingénieurs, admis malgré la rareté des places et la rigueur des examens; ce qui prouve combien son établissement est utile et mérite protection et encouragement.

« Fait à Paris au collège royal de France, scellé et signé.

« DE LALANDE.

« Le 21 mars 1777. »

L'établissement prospéra. Les savants qui avaient encouragé son fondateur ne lui firent pas défaut : ils l'assistèrent de leurs conseils et de leurs recommandations. Monge et Bossut venaient faire subir aux élèves de M. de Longpré des examens de capacité. Lui-même leur enseignait les hautes mathématiques avec un tel succès que le duc d'Orléans désira le donner pour maître à ses enfants; mais M. de Longpré ne voulut point quitter une position notable et lucrative pour se soumettre à la direction du *gouverneur* des jeunes princes (madame de Genlis).

En 1780, le premier local de l'institution (rue Culture Sainte-Catherine) étant devenu insuffisant, M. de Longpré loua l'hôtel de Choiseul-Praslin, rue de Reuilly, vis-à-vis la célèbre manufacture de glaces fondée sous la protection de Colbert. Avant la manufacture de glaces, cet emplacement, destiné à de singulières vicissitudes, avait été occupé par une cour des miracles, établie sur les ruines de l'ancien palais de Dagobert. Aujourd'hui c'est une caserne, décorée par deux arbres de la liberté qui datent de 1789.

L'hôtel de Choiseul-Praslin était entouré de vastes jardins. M. de Longpré fit agrandir les bâtiments, et son école y devint plus florissante que jamais, surtout plus brillante. Des jeunes gens appartenant aux premières familles venaient s'y installer avec gouverneurs et domestiques. Leur tenue militaire était rigoureuse, et leur uniforme vert à galons d'or se distinguait

point chez lui une place importante aux idées qui préoccupaient alors tous les esprits. Il lisait avec avidité les philosophes du temps et professait pour eux un si chaud enthousiasme, qu'il fit avec un de ses camarades le projet d'aller chez Jean-Jacques Rousseau pour lui porter le tribut de leur juvénile admiration.

parmi les plus élégants; la reine les avait surnommés *les petits dragons de Longpré*. Les examens de fin d'année s'accomplissaient avec solennité et duraient trois jours. Les hommes d'étude se faisaient honneur d'assister aux deux premiers, consacrés aux sciences et aux lettres; et les femmes du monde ne manquaient pas au dernier, où les arts d'agrément avaient leur tour. Après le dessin, la musique, les assauts d'armes, la soirée se terminait par un bal. Toutefois, les travaux sérieux n'étaient pas négligés, et cette seconde période de l'institution de Longpré a fourni, comme la première, des officiers de mérite à nos armées.

Elle subsista jusqu'en 1798; mais, en 1787, le fondateur avait cédé sa maison à M. le François, entré chez lui comme professeur de mathématiques, et devenu son gendre. Lui-même alla vivre dans la retraite à Châlons-sur-Marne.

La Révolution détruisit sa fortune; les anciens amis de M. de Longpré, pour lui assurer des moyens d'existence par un travail conforme à ses goûts, le firent nommer, en l'an III, principal du collège de Châlons et professeur de mathématiques à l'école d'artillerie établie dans la même ville. Plus tard, cette école ayant été supprimée, M. de Longpré fut envoyé à celle de Valence, où se termina, en 1812, sa vie laborieuse et honorable. Les qualités aimables de son esprit, qui avaient fait de lui un homme aussi distingué dans les salons que dans la chaire du professeur, réunirent jusqu'à la fin un cercle de causeurs et d'amis, d'abord autour de son fauteuil, puis autour de son lit, quand la paralysie l'y retint. L'évêque de Valence, qui faisait partie de ce cercle, appelait cet excellent vieillard : le philosophe chrétien.

Il me reste à transcrire deux lettres adressées par mon père à son ancien maître; elles contribueront à les faire connaître l'un et l'autre. La première date du retour de Carnot en France après la proscription de fructidor; la seconde est relative à la nomination de M. de Longpré à l'école de Valence :

« Paris, le 16 pluviôse an VIII de la République.

« J'ai reçu, mon cher maître, la lettre que vous m'avez fait l'amitié de m'écrire. Parmi les nombreuses félicitations que j'ai reçues à mon retour, aucune ne pouvait être plus touchante pour moi que celle de l'homme respectable auquel je dois les premières instructions par lesquelles je suis entré

Au premier jour de vacances, nos deux écoliers s'acheminèrent vers la rue Plâtrière, où le philosophe habitait, au quatrième étage, une maison appartenant à M. Venant, épicier retiré. Rousseau n'avait pas ce jour-là, sans doute, causé avec madame Venant, dont le bon sens et la franchise avaient le privilège de le déridier : il était dans un de ses accès de défiance et de morosité. Il reçut fort peu gracieusement ses deux jeunes disciples, et ne répondit à leurs naïves effusions que par quelques rebuffades. Les pauvres enfants s'en allèrent tout déconcertés. Le mauvais résultat de cette visite leur ôta le courage de la renouveler ou d'en tenter de semblables, qu'ils avaient médité de faire chez d'autres célébrités contemporaines.

Carnot avait conservé de sa première éducation dans la maison paternelle une piété fervente, que les habi-

dans la carrière. Je me ferai toujours honneur de publier les obligations essentielles que j'ai contractées envers vous, et je ne cesserai, mon cher et respectable maître, de faire des vœux pour votre bonheur.

« Salut et tendre amitié.

« CARNOT. »

« Paris, 5 ventôse an II.

« Recevez, mon respectable maître, mes sincères félicitations sur la prompte justice que vous venez d'obtenir du ministre de la guerre. Je n'osais presque pas l'espérer. Vous avez raison de penser qu'une si bonne nouvelle influerait avantageusement sur mon physique, s'il était malade ; mais heureusement je n'ai pas infiniment à me plaindre ; j'ai seulement un peu de grippe, comme presque tous les Parisiens cette année.

« C'est un voyage en effet pénible et dispendieux que vous allez entreprendre ; mais le ministre n'a pu faire mieux : il vous a donné la seule place qui fût à sa disposition.

« Je vous prie de croire, mon respectable maître, à mon parfait et inviolable attachement.

« CARNOT.

« P. S. Je voudrais bien vous faire passer ma *Géométrie de position*, nouvellement imprimée ; mais je ne sais comment envoyer un ouvrage si volumineux. »

tudes du collège et du séminaire d'Autun n'avaient point diminuée. C'est avec de telles dispositions qu'il se vit tout à coup transporté au milieu de jeunes gens que la pensée de leur avenir militaire préoccupait de tout autre façon. Il se vit transporté aussi au milieu d'études positives et de déductions rigoureuses qui plaisaient à son intelligence, tandis qu'il avait accepté ses premières impressions, comme on le fait presque toujours, sans discussion, par respect et par confiance pour ceux qui les lui avaient données. Maintenant qu'il était en âge de comprendre toute l'importance d'une détermination en matière aussi grave, il résolut de soumettre ses croyances religieuses aux épreuves de l'examen, afin de se rendre compte à lui-même de ce qu'il en devait conserver, de ce qu'il en devait effacer. L'étude de la théologie devint pour lui une affaire de conscience ; il y donna le même soin, le même temps qu'à celle des sciences exactes. Il y employa le même esprit d'investigation ; il y porta la même opiniâtreté. Ce ne fut qu'au bout de dix-huit mois de lectures et de méditations qu'il jugea ses opinions suffisamment fixées. De ce moment il mit de côté les livres de théologie pour n'y plus revenir. Un déisme pur, dégagé de toute pratique extérieure, avait pris la place de ses premières habitudes de jeunesse ; il y demeura fidèle, sans affectation et sans intolérance. Un savant allemand, qui a écrit la vie de Carnot, s'exprime ainsi à cette occasion : « On voit assez communément chez les hommes doués d'un esprit actif et indépendant la religiosité de l'enfance se transformer, dans l'âge mûr, en une force libre et morale de la volonté, tandis que souvent un philosophisme précoce rend plus tard accessible aux impressions pieuses et va même jusqu'à s'abîmer dans la dévotion. »

Carnot conserva d'ailleurs de ses études théologiques une grande admiration pour les livres saints du christianisme ; il en sentait vivement les beautés, s'efforçait de les faire sentir aux autres, et plus d'une fois il essaya de les reproduire dans des paraphrases poétiques.

III

Le jeune Carnot, son instruction préparatoire étant achevée, se présenta aux examens et fut admis, le troisième de sa promotion, dans le corps du génie militaire ; les deux premiers étaient Damoiseau de Montregard (d'Autun) et Benezech de Saint-Honoré. Celui-ci surtout s'est distingué dans sa carrière ; c'était un esprit fort original et doué de grandes facultés.

Carnot n'avait pas encore dix-huit ans (en 1771). A cette époque, pour entrer à l'école des ingénieurs, établie à Mézières, il fallait faire preuve de noblesse ou tout au moins sortir d'une famille bourgeoise *vivante noblement*, c'est-à-dire n'ayant jamais exercé de profession qui dérogeât. Gaspard Monge, fils d'un rémouleur de Beaune, n'avait pu faire cette preuve et obtenir le titre d'élève ; on n'avait consenti à l'admettre que comme appareilleur. Mais ses talents l'ayant bientôt signalé à l'attention, Charles Bossut, qui occupait la chaire de mathématiques, se l'était adjoint avec l'emploi de suppléant : il devint le professeur de ceux dont on lui refusait d'être le camarade.

Son jeune compatriote fut plus heureux : il reçut l'épaulette de lieutenant en second et le titre d'élève de l'école. Monge ne tarda pas à remarquer Carnot parmi ses auditeurs ; il le rapprocha de lui, et bientôt

s'établit entre le maître et le disciple un lien d'affection, qui se continua quand leurs travaux de science et leurs opinions républicaines les eurent placés côte à côte à l'Institut et dans la vie politique.

Sous la direction du célèbre professeur, direction presque fraternelle, puisqu'il n'y avait entre eux qu'une distance d'âge de sept ans, Carnot approfondit avec rapidité toutes les branches des sciences naturelles. Mais les hautes mathématiques et leur application à la mécanique avaient surtout pour lui un attrait puissant; ce fut avec une sorte de passion qu'il se livra à leur culture. Les diverses parties de l'art militaire lui devinrent en peu de temps familières. Les *Commentaires de César* étaient alors sa lecture favorite.

IV

Sorti de l'école de Mézières le 1^{er} janvier 1773, Carnot se rendit en qualité de lieutenant en premier à Calais, pour y tenir garnison. Cette ville, où s'exécutaient de grands travaux militaires et hydrauliques, fut en quelque sorte pour lui une nouvelle école d'application.

Le prince de Croy, gouverneur général de la Picardie, grand seigneur qui aimait la science et les savants, dépensait alors beaucoup d'argent et beaucoup de soin à dresser des cartes pour les voyages tout récents du capitaine Cook. Il avait prié M. de Chaumont, ingénieur en chef à Calais, de chercher dans la garnison quelque jeune géomètre qui fût capable de coopérer à son œuvre. M. de Chaumont lui présenta le lieutenant Carnot. Celui-ci mit ainsi la main à ces cartes, qui sont devenues un travail remarquable, grâce aux collaborateurs

habiles que le prince avait attirés autour de lui. Je ne sache pas cependant qu'il en ait été rien publié.

M. de Croy est connu par la restauration du port de Dunkerque. Il avait fait construire à ses frais, à une lieue de Calais, sur le point le plus rapproché des côtes d'Angleterre, un édifice nommé la *Tour de Croy*, dont il se montrait passablement fier : il allait se poster dans cet observatoire, la lunette à la main, et prétendait distinguer la corde du fouet des postillons anglais.

Du reste, il faisait un large emploi de sa fortune, tenant table ouverte à Calais pour les officiers de la garnison. Afin de s'éviter tout embarras, il avait conclu avec son intendant un marché à forfait, d'après lequel celui-ci devait abondamment pourvoir au service. L'intendant entrepreneur ne manquait pas d'assister au dîner, faisant incessamment le tour de la table et voyant avec mauvaise humeur l'excellent appétit des convives réduire d'autant ses profits ; il épiait chaque morceau au bout de leurs fourchettes, et quelquefois son dépit grotesque s'exprimait par d'ironiques encouragements : « Allons, messieurs, buvez, mangez, bourrez-vous bien ! » et les sous-lieutenants de rire aux éclats en se conformant à son invitation. Mon père riait encore lui-même en racontant cette bouffonnerie.

Hors ces quelques anecdotes, qui n'intéressent guère que des lecteurs amis, les détails nous manquent sur cette période de la vie de Carnot, qu'il passa de garnison en garnison, à Calais, au Havre, à Béthune, à Aire, à Arras. Lui-même se peint quelque part comme ayant été à cette époque « négligé, solitaire, distrait, préoccupé, ce qu'on appelait une espèce de philosophe, c'est-à-dire une espèce d'original. » Ailleurs, dans une lettre au docteur Koerte, qui lui demandait des documents

pour écrire son histoire, il dit avec candeur : « J'aurais bien désiré satisfaire à l'envie que vous me témoignez d'avoir de plus amples matériaux pour composer la biographie que vous avez entreprise; mais il faudrait que je pusse me rappeler moi-même une infinité de choses qui ne m'ont laissé que de légères traces dans la mémoire. Il ne m'était jamais venu dans la pensée, lorsque j'étais jeune, que mon existence dût se rattacher aux grands événements du siècle, et que mon nom pût devenir historique. Les circonstances développent quelquefois des facultés dont on ne soupçonnait pas le germe, agrandissent l'âme et lui donnent du ressort. Jusqu'au moment de la Révolution j'ai vécu au jour le jour, comme le font tant d'autres jeunes gens, surtout dans l'état militaire, passant d'une garnison à une autre sans même tenir compte des époques. Ce ne serait que par les dates de mes brevets et des lettres ministérielles que je pourrais déterminer les périodes de cette partie de ma vie. » Puis il ajoute : « Dispensez-moi, monsieur le docteur, d'un examen de conscience trop rigoureux : il n'appartient pas à tout le monde d'intéresser, comme Jean-Jacques Rousseau, par les détails de sa vie privée; tout le monde n'a pas comme lui le courage de faire une confession générale et de mettre le public dans la confidence des erreurs de jeunesse qu'on voudrait pouvoir se dissimuler à soi-même. »

Ce que nous savons, nous, c'est qu'à l'époque dont il s'agit, Carnot s'était donné une noble et paternelle tâche : celle de préparer son jeune frère à le suivre dans la carrière où lui-même était engagé. La famille était nombreuse; elle avait fait des sacrifices pour l'éducation des trois fils aînés, qui devaient maintenant acquitter cette dette envers leurs cadets. Deux de ceux-

ci, en effet, allèrent étudier le droit sous la direction de leurs frères établis à Dijon et à Châlon ; un troisième, qui témoignait du goût pour les sciences exactes, se rendit à Calais pour y recevoir de son aîné les leçons que celui-ci avait trouvées dans l'institution de Longpré. Les deux jeunes gens vécurent ensemble sur une modeste solde de lieutenant, heureux par leur affection mutuelle et par l'échange de leurs pensées. Unique guide d'un disciple presque de son âge, en moins de six mois Carnot le mit en état de concourir avec les élèves sortis des écoles spéciales de Paris, et de débiter dans le corps du génie de la manière la plus brillante. Charles Bossut, collaborateur de d'Alembert à l'*Encyclopédie*, qui avait été le professeur de Carnot l'aîné, fut également à Mézières celui de Carnot-Feulins. (Les deux frères se distinguaient par ces noms.) Il conçut pour eux une vive amitié que rien n'altéra jamais. J'écris ces lignes devant un beau portrait de Newton, que Bossut envoya à mon père quelque temps avant sa mort comme un legs de sa vieille affection. Carnot-Feulins est celui que nous verrons figurer à côté de son frère sur les bancs de l'Assemblée législative et sur le champ de bataille de Wattignies, où il gagna ses épauettes de général de brigade. Il le seconda dans plusieurs occasions décisives de sa carrière politique et militaire.

V

Nous savons aussi que dès cette époque les occupations abstraites du raisonnement laissaient dans la vie de Carnot quelque place pour des jeux d'imagination. Il

préparait son premier ouvrage de mécanique ; il adressait au ministère de la guerre des Mémoires dont nous parlerons bientôt, et, en même temps, comme délassement à ses études scientifiques, sa plume laissait échapper des poésies empreintes, tantôt d'une franche gaieté ou d'une malice sans fiel, tantôt d'une sensibilité délicate. L'une de ses plus jolies chansons : *Jamais et pourtant*, fut attribuée au chevalier de Boufflers, qui ne se défendait pas trop de la paternité, et qui longtemps plus tard, collègue de l'auteur à l'Institut, en plaisanta beaucoup avec lui.

« Le nom de votre père, m'a dit un jour Béranger, s'est inscrit dans ma mémoire de chansonnier lorsque je n'étais pas encore d'âge à savoir combien il méritait de l'être dans celle de la France. Tout jeune, j'étais déjà à la poursuite des bonnes chansons, et l'*Almanach des Muses* m'en avait fait connaître d'excellentes, signées par M. Carnot, officier du génie. »

La société des Rosati, d'Arras, espèce d'académie littéraire qui jouissait d'une certaine renommée, avait envoyé, dès 1780, son diplôme à Carnot, alors en garnison dans cette ville. Robespierre fut membre de la même société, circonstance d'où l'on a cru pouvoir conclure qu'il avait existé entre eux des liaisons antérieures à la Révolution. Cette erreur se trouve répétée dans les *Mémoires authentiques de Maximilien Robespierre*, si authentiques d'ailleurs que l'on y cite un ouvrage composé par Carnot en 1810.

Mon père m'a raconté à quelle occasion il avait vu Robespierre pour la première fois :

Les deux frères Carnot habitaient ensemble Calais ; une vieille servante faisait leur ménage. Carnot-Feu-
lins, ayant lu dans une feuille publique qu'une dame

Duhamel venait de mourir en Artois sans héritiers directs, demanda à cette servante, qui s'appelait aussi Duhamel, si elle ne serait pas de la même famille, et si elle n'aurait pas droit à une portion de l'héritage. « Je n'en sais rien, répondit celle-ci ; voilà tous mes papiers. » Carnot-Feulins, après les avoir examinés, jugea que la parenté pouvait être établie, et il encouragea la pauvre femme à faire valoir ses titres devant les tribunaux, quoique les adversaires qu'elle allait y rencontrer appartenissent à une maison influente dans le pays.

M. de Robespierre, avocat à Arras, fut chargé de l'affaire. Comme il plaidait, Carnot-Feulins, qui assistait à l'audience, trouvant que l'orateur s'exprimait fort mal et compromettait sa cause, s'échauffa au point d'oublier qu'il était simple spectateur ; il se leva, interrompit Robespierre et commença à pérorer avec vivacité, malgré les signes réitérés du président, qui l'invitait à garder le silence. La servante néanmoins gagna son procès, qui la mit dans l'aisance pour le reste de ses jours.

Carnot l'aîné était aussi présent à la plaidoirie ; il en avait conservé le souvenir, et il fut assez surpris de la réputation acquise par l'avocat de madame Duhamel dans les assemblées politiques. En 1786, Robespierre, alors directeur de l'académie d'Arras, fut chargé de complimenter Carnot, élu membre de cette académie.

Voilà les seules relations qu'ils eurent ensemble ; ils se connaissaient à peine lorsqu'ils se rencontrèrent à la Convention.

Les *Mémoires* de Robespierre disent qu'il transforma la société des Rosati en une sorte de loge maçonnique, où l'on traitait les questions politiques à l'ordre du jour. Cet embryon du club des Jacobins est encore une

pure invention, fondée sans doute sur ce qu'on ne présume pas d'un homme tel que Robespierre qu'il ait pu avoir une jeunesse comme tout autre. Peut-être aussi a-t-elle pris sa source dans cette circonstance, qu'un oncle, ou même le père de Maximilien, avait présidé un chapitre maçonniqne institué par le prétendant Charles-Édouard, sous la dénomination d'*Écosse jacobite*. La famille de Robespierre, irlandaise d'origine, dit-on, s'était attachée aux Stuarts.

Je dois ajouter à cette occasion, seulement pour l'acquit de la vérité, que mon père n'a jamais fait partie d'aucune société secrète, pas même de la franc-maçonnerie.

Les *Rosati* d'Arras, qui ont trouvé un consciencieux historien dans M. Arthur Dinaux, étaient tout simplement de bons vivants, amateurs de poésie, qui se réunissaient dans un jardin au bord de la Scarpe, sous des bosquets de roses, pour justifier leur titre. Cette compagnie de la *gaie science*, née en 1778, dans une fête champêtre, au bruit des verres et des chansons, devait se disperser dix ans plus tard, au premier grondement de la foudre révolutionnaire. En attendant, la magistrature et l'armée se coudoyaient à sa table; un professeur de théologie y siégeait à côté du chevalier de Bertin, le rival de Parny. Le chancelier de l'ordre était M. Legay, dont le fils a dirigé en 1848 le lycée Bonaparte; on comptait parmi ses membres M. Lenglet, père d'un honorable magistrat qui fut à cette même époque de 1848 membre de l'Assemblée constituante; M. Caigniez, le fameux dramaturge des boulevards; M. Dubois de Fosseux, homme d'esprit et de goût, même en cuisine, dont la table était richement pourvue de bons mets et de bons mots. Voilà quels étaient les

Rosati, ne s'occupant de politique dans leurs réunions que pour chaussonner les ridicules et les préjugés, comme le fit Carnot dans son comique dialogue de madame Fagotin et de M. Barbichon sur le *Temps passé*.

VI

Ainsi que nous l'avons dit, tout en cherchant dans quelques essais littéraires un délassement aux occupations les plus arides de sa profession, Carnot se livrait à des travaux sérieux sur le perfectionnement même de cette profession ; mais ces travaux, empreints d'un cachet de hardiesse et d'originalité, le recommandaient médiocrement aux faveurs et à l'avancement. Les chefs de corps, en général, aiment assez peu les jeunes gens qui veulent se frayer une route personnelle, sans compter sur leur patronage. Aussi Carnot ne dut-il qu'à l'ancienneté, en 1785, son grade de capitaine.

Dans le cours de l'année précédente, l'académie de Dijon avait proposé comme sujet de prix l'éloge de Vauban ; mais aucun des ouvrages envoyés n'ayant été jugé digne de la palme, on ajourna le concours à 1784, en promettant au vainqueur une double médaille. Vauban, *ce grand patriote*, comme l'appelle Saint-Simon, Vauban, l'une des illustrations de cette Bourgogne, pour laquelle Carnot professa toujours un attachement filial, Vauban militaire, savant, homme d'État, ami du peuple surtout ! Carnot n'eût pas senti en lui-même la révélation de son avenir s'il ne fût pas entré en lice ; et son livre composé, pouvait-il lui choisir une plus digne épigraphe que ces paroles de Fontenelle sur le même héros :

« C'est un Romain qu'il semblait que notre siècle eût dérobé au plus heureux temps de la république. »

L'académie de Dijon jouissait d'une certaine célébrité : elle avait révélé au dix-huitième siècle le plus éloquent de ses écrivains. Il est vrai qu'après avoir couronné le discours de Jean-Jacques sur l'*Influence des sciences et des arts*, elle avait refusé le même honneur à son discours, beaucoup plus beau, sur l'*Origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes*, en lui préférant une œuvre de l'abbé Talbert.

Carnot remporta le premier prix ; Maret, plus tard duc de Bassano, obtint le second. Celui-ci, fort jeune alors, se préparait aux examens du génie ; son père, secrétaire perpétuel de l'académie, chargé de rendre compte du concours, le fit sans rancune d'amour-propre paternel.

Le prince de Condé, gouverneur général de la province de Bourgogne, allait y présider la tenue des États. Il était d'usage que, pour lui faire honneur, on fit plaider en sa présence, par les avocats les plus distingués du barreau, quelque cause intéressante. Le parlement de Dijon désigna pour cette tâche l'ainé des frères Carnot, et Daubenton, parent de l'illustre collaborateur de l'*Histoire naturelle*. On voulut aussi profiter de cette occasion pour tenir une séance solennelle à l'académie. L'auteur de l'*Éloge de Vauban*, qui se trouvait alors en congé dans sa famille, fut appelé à Dijon, et son ouvrage fut lu en présence des ordres assemblés, le 2 août 1784. Le prince de Condé voulut couronner lui-même le vainqueur.

« Il est encourageant et glorieux pour moi, dit celui-ci, de recevoir cette palme des mains d'un Condé, dont les lauriers sont immortels.

— Monsieur, lui répondit l'ancien général de la guerre de Sept Ans, si je suis jamais appelé à commander l'armée, j'aurai du plaisir à être secondé par un officier qui jouit à juste titre d'une haute réputation. »

Cette petite scène a fait supposer à des biographes que la faveur du prince n'avait pas été sans influence sur la carrière militaire de Carnot. Quelques-uns même sont allés jusqu'à dire que celui-ci, au début de la Révolution, avait joint l'armée de Coblenz et servi sous le chef des émigrés. Autant d'assertions, autant d'erreurs : Carnot était capitaine du génie lorsqu'il eut cette unique rencontre avec le prince de Condé ; il était encore capitaine lorsqu'il fut élu à l'Assemblée législative. Quant à la croix de Saint-Louis, il en fut décoré en 1792, peu de temps avant l'abolition de l'ordre, et après les vingt années de services rigoureusement exigées. La famille de Condé était émigrée depuis 1789.

Le prince Henri de Prusse, frère du grand Frédéric, et lui-même un des habiles capitaines de son temps (son frère disait, après la guerre de Sept Ans : « C'est le seul général qui n'ait pas fait une faute »), voyageait en France et se trouvait à Dijon quand l'*Éloge de Vauban* y fut couronné. Il assista à la séance de l'académie où lecture en fut donnée, et il écrivit de sa main une lettre de félicitations au lauréat. C'était une entrée en matière, suivie bientôt par l'offre d'un grade élevé dans l'armée prussienne ; mais dès lors, et comme il l'a prouvé maintes fois dans le cours de sa carrière, aucune considération personnelle ne put distraire Carnot de la pensée que sa vie appartenait à la France.

L'honneur de servir sous le grand Frédéric avait pourtant de quoi séduire les jeunes militaires, et il en séduisit effectivement quelques-uns. Carnot demeura

inébranlable, malgré la triste condition faite aux officiers sortis de la classe moyenne par les récentes ordonnances du ministre Ségur. Au rebours des idées du siècle, en contradiction avec la monarchie de Louis XIV, qui avait conféré le bâton de maréchal à plusieurs roturiers, comme Fabert et Catinat; en contradiction même avec une ordonnance rendue sous Richelieu, qui admettait tous les Français à *l'avancement militaire le plus élevé*, les nouveaux règlements venaient d'interdire le grade de capitaine aux officiers qui ne pourraient justifier de quatre quartiers de noblesse, et toute épaulette sans exception à quiconque n'était pas gentilhomme ou fils d'un chevalier de Saint-Louis. Mais comme, en même temps, une forte instruction était exigée pour entrer dans les corps du génie et de l'artillerie, il se produisit un fait que raconte très-plaisamment Chamfort : Le mathématicien Bossut, examinateur des élèves, ne trouvant que des plébéiens dignes du certificat d'aptitude, tandis que le généalogiste Chérin n'accordait ses attestations qu'à des nobles, parmi cent jeunes gens, quatre ou cinq à peine réunirent les deux conditions de la naissance et de la capacité. Le fils de Chérin lui-même ne serait pas devenu l'un des généraux de la République française, s'il avait dû subir l'épreuve exigée par son père.

La noblesse, en effet, qui regardait l'art de la guerre comme son domaine exclusif, ne laissait pas que de le négliger, perdant ainsi l'unique genre de supériorité qui justifiait encore son existence dans l'État. La génération des grands capitaines qu'avait vus le règne de Louis XIV ne se continua pas sous son successeur : un étranger, le maréchal de Saxe, occupa la première place dans l'armée française.

D'après les règlements antérieurs de M. de Choiseul, il suffisait, pour obtenir l'épaulette, de produire quatre témoignages notables, attestant que la famille du postulant *vivait noblement*. Or les intendants de provinces, chargés de vérifier ces témoignages, se montraient faciles : ils ouvraient largement la porte au tiers état. D'un autre côté, les généraux, jaloux de se procurer de bons officiers, donnaient aussi la préférence aux roturiers. La noblesse se plaignit, s'irrita ; pour qu'elle ne fût pas exclue du service militaire, on imagina de lui réserver tous les grades. De Maistre feint de ne voir dans cette fameuse loi qu'une *gaucherie ministérielle*. M. de Montlosier voit plus juste quand il la nomme *une mesure de détresse*. Les choses demeurèrent en cette situation jusqu'à la veille de la Révolution.

Ce n'est pas seulement pour l'armée que ces précautions furent jugées nécessaires. Partout la caste serrait les rangs. Plus la *vile bourgeoisie*, selon le langage de Saint-Simon, s'élevant en richesse et en talent, envahissait les fonctions publiques qui ne lui étaient pas interdites, plus la noblesse dégénérée dut se retrancher derrière des privilèges nouveaux, pour opposer au flot montant une digue infranchissable. On recruta dans son sein exclusivement le haut clergé, la haute magistrature, comme le corps des officiers.

Les ordonnances qui portent le nom de Ségur, quoique ce ministre s'y fût, dit-on, opposé dans le conseil, soulevèrent de graves irritations et précipitèrent la catastrophe....

Carnot avait reçu pour l'*Éloge de Vauban* le double prix consistant en deux médailles d'or. C'était un précieux trophée de sa victoire. Mais il y avait alors à Di-

jon une famille honorable, celle d'un officier du génie, qui se trouvait dans la plus profonde gêne; Carnot voulant venir à son aide, et sa modique solde ne pouvant y suffire, les deux médailles furent mises en gage pour une somme de cinq cent vingt-huit livres. Nous n'avons appris ce fait que par une lettre de remerciement de M. de G^{***}, qui s'est trouvée dans les papiers de mon père. Celui-ci employa ses premières économies à racheter ses médailles, que depuis il conserva soigneusement.

Pendant un de ses séjours en Bourgogne, Carnot alla rendre visite au fameux chevalier d'Éon, déclaré demoiselle par ordonnance royale, et tenu de porter le costume féminin. Il expiait au château de Dijon, (où la duchesse du Maine l'avait précédé, et où Mirabeau devait bientôt le suivre), une infraction à cette ordonnance, le chevalier s'étant un jour avisé d'endosser son ancien uniforme de dragon qui lui rappelait de très-honorables services, et sur lequel brillait la croix de Saint-Louis. Quand la guerre éclata, il s'adressa vainement à M. de Maurepas pour obtenir de reprendre l'épée : « J'ai bien pu, écrivait-il, par obéissance aux ordres du roi et de ses ministres, rester en jupe en temps de paix ; mais en temps de guerre cela m'est impossible. Je suis honteuse et malade de me trouver dans cette position quand je puis servir mon roi et ma patrie. »

Dans son entrevue avec Carnot, le chevalier parla de ses campagnes, et de l'état militaire en général, avec beaucoup de feu. Au moment de la Révolution il vivait retiré en Angleterre. Il offrit ses services à la République, et en souvenir sans doute de la visite que lui avait faite le jeune officier du génie, c'est à lui qu'il envoya sa pétition. Carnot en donna lecture à l'Assemblée, après y avoir fait quelques ratures; on l'écouta avec

bienveillance, mais la demande ne fut pas acceptée.

L'Éloge de Vauban doit occuper une place considérable dans la biographie de Carnot. Ce travail fut certainement pour lui la source d'un grand développement moral, et pour ainsi dire le point de départ de sa vie politique, en même temps que de sa carrière d'ingénieur.

La première production d'une intelligence originale est presque toujours curieuse à étudier : on y découvre en espoir toutes les autres. Il est rare que l'écrivain ne saisisse pas cette occasion pour épancher à flots les idées qui ont longtemps rempli son cerveau sans trouver d'issue. Il est rare aussi, par ce motif, que l'on rencontre dans un premier ouvrage les habiles combinaisons architecturales qui sont le produit de l'expérience.

L'Éloge de Vauban ne pèche cependant point par la composition. On voit que l'auteur n'est pas sans habitude de donner une forme à sa pensée. Quant au fond, il réalise la condition que nous avons indiquée comme caractéristique des premières œuvres : il contient des germes que nous verrons fructifier plus tard dans la vie ou dans les écrits de l'auteur.

C'est un militaire qui parle d'un militaire, et le sentiment du citoyen domine chez lui tous les autres ; la bravoure n'est pas à ses yeux cette ardeur pour qui les dangers sont une excitation, presque une jouissance, qui se complaît dans un tourbillon sanglant ; c'est plutôt le calme énergique que l'on a nommé courage civil. L'art de la guerre, dans sa pensée, n'a point pour but de vaincre un ennemi, mais de protéger la civilisation menacée. Après cette lecture, on n'a plus besoin d'étudier la vie de Carnot, on le connaît ; il est là tel qu'il se montrera toujours : opposé aux guerres d'a-

gression ou de conquête, et, même dans le perfectionnement de la science militaire, s'occupant avant tout de la *défense des places*. L'attaque, pour lui, quand il dirigeait les forces militaires de la France, a toujours été une mesure de défense. Cette proposition ressortira souvent de notre récit.

Mais il nous importe surtout en ce moment, de mettre en lumière la tendance morale de l'*Éloge de Vauban*. La rareté de ce premier écrit de Carnot, bien qu'il ait été imprimé deux fois, justifie l'étendue de nos citations :

« C'est la paisible philosophie qui découvre un nouveau moyen de ravager la terre ; c'est elle qui met le salpêtre aux mains du guerrier ; et le guerrier, armé de ce tonnerre, devient philosophe ; il veut combiner ses opérations, il calcule les coups qu'il doit porter ; bientôt exterminer est un art qui a besoin de sang-froid ; mais de sang-froid, l'homme sait recevoir la mort et ne sait point la donner. Ainsi, une généreuse bravoure prend la place du courage effréné, ainsi on pleure ses ennemis, et l'humanité devient la première des vertus militaires.....

« Né pour exercer un art destructeur, le plus grand soin de Vauban fut toujours la conservation des hommes. Toutes ses idées, toutes ses maximes étaient pour ainsi dire imprégnées de cet esprit de bonté qui faisait son caractère. Il ne cessait de recommander la modération, il ne pouvait supporter qu'on détruisit les édifices et qu'on tirât sur les maisons des villes assiégées ; il parlait avec complaisance des places d'armes qu'il avait imaginées, parce qu'elles contribuent, plus que toute autre chose, à épargner les troupes, en les dérochant à la vue de l'ennemi ; il s'étudiait à rechercher, suivant ses

propres expressions, *les voies les moins sanglantes qui se puissent mettre en usage*. Aussi fut-il adoré du soldat ; aussi en fut-il toujours obéi avec cet enthousiasme qu'inspirent la confiance et les succès. »

Voyons l'officier du génie peindre et caractériser sa profession :

« Aux yeux du militaire philosophe et citoyen, son état n'est point celui de la licence et des passions : c'est celui de la peine, des sacrifices, de la privation, de l'austérité...

« Il y a deux bravoures : l'une bouillante et qui fait oublier le danger ; soutenue par la présence des compagnons qui partagent le péril avec nous, elle s'augmente par le bruit des armes : c'est celle d'un guerrier qui vole à la victoire. L'officier du génie a besoin d'un courage différent : il est au milieu du péril, mais il y est seul et dans le silence ; il voit la mort, mais il doit l'envisager avec sang-froid ; il ne doit point courir à elle comme le héros des batailles ; son devoir est de la regarder venir tranquillement ; il se porte où la foudre éclate, non pour agir, mais pour observer, non pour s'étourdir, mais pour délibérer : tel fut le courage du maréchal de Vauban. »

La mission de l'ingénieur-inventeur se présente aux yeux de Carnot sous un aspect scientifique et moral, plein de grandeur et presque de poésie :

« Il est une science simple, exacte, lumineuse, profonde, sublime ; sa marche est lente, méthodique, conspecte ; elle assure la possession du cultivateur, guide le navigateur au travers des écueils de l'Océan, pèse les globes célestes, calcule leurs distances, décompose la lumière, connaît sa vitesse : c'est l'art d'Euclide. Mais il est une autre géométrie plus subtile en-

core, dont les principes sont pour ainsi dire dans le sentiment. Fille de l'imagination et non de l'étude, à laquelle un jugement exquis, un coup d'œil prompt, un tact heureux servent de nombres, de règle et de compas, ses opérations sont métaphysiques, ses résultats s'obtiennent par un calcul rapide que des signes extérieurs ne peuvent représenter: c'est celle qui guide l'artiste ingénieux de qui l'art d'Euclide est souvent ignoré; c'est la seule lumière qui nous reste lorsque la marche ordinaire devient trop lente, les objets trop multipliés, les rapports trop compliqués; elle aperçoit intuitivement, elle veut un génie aussi hardi que profond, plus vif que méthodique, plus vaste que réfléchi. Sans cette géométrie, l'autre est un instrument inutile: elle crée, l'autre polit; elle est mère de l'invention, l'autre l'est de la précision. C'est à l'aide de ces deux flambeaux qu'Archimède éclaira l'univers, que Newton s'éleva jusqu'au trône de l'éternel Géomètre, que Vauban fut le boulevard de la France et la terreur de ses ennemis.

« Dénuée longtemps de ces vives lumières, la fortification consista d'abord à se placer sur des hauteurs, à se retirer dans des marais, à chercher un refuge dans les lieux inaccessibles. On s'entourait d'un large fossé; on s'enfermait dans de hautes murailles, on les armait de grosses tours; mais l'épaisseur de ces murailles, bien plus que leur forme, était le fondement de la sécurité.

« L'usage des armes à feu produisit une grande révolution dans l'art hercotectionique: les bastions furent imaginés. Mais cette invention parut avoir épuisé tout d'un coup les ressources de l'imagination. Le pédantisme s'empara de la découverte; il prétendit la fa-

çonner, la perfectionner, la réduire en formules, lui donner des règles fixes et des principes invariables; de prétendus axiomes furent établis, et l'on n'osa plus sortir du cercle étroit, circonscrit par ces maximes erronées et insuffisantes. Alors la fortification devint ce qu'elle est encore aux yeux d'un certain vulgaire à prétention : ce fut l'art de tracer sur le papier des lignes assujetties dans leurs dispositions réciproques à ces conditions presque arbitraires, qu'on avait revêtues du titre imposant d'axiomes. Les ingénieurs employaient toute leur sagacité à trouver de nouvelles combinaisons géométriques, plus conformes à ces lois imaginaires; il n'était pas même venu à l'esprit de chercher le rapport de la fortification aux autres parties de l'art militaire, bien moins encore aux différentes branches de l'administration politique; fortifier, c'était élever des remparts; aujourd'hui, souvent c'est les détruire; c'était multiplier les forteresses : aujourd'hui c'est les réduire au plus petit nombre possible.

« Une lumière déjà si faible par elle-même, et obscurcie encore par tant de préjugés, attendait qu'un génie créateur s'élevât, assez hardi pour renverser, assez sage pour réédifier, assez vaste pour embrasser à la fois une immensité d'objets, assez grand pour être inaccessible à l'envie.

« Vauban paraît, et bientôt la France connaît qu'elle possède le grand homme dont elle a besoin. Son art, si restreint d'abord, paraît tout à coup embrasser le système des connaissances politiques et militaires; il ose attaquer les vieilles erreurs, s'ouvrir une carrière inconnue, la parcourir tout entière, et semble ne laisser à ses successeurs que le pouvoir, glorieux encore, de l'imiter.

« Obligé cependant de respecter d'abord les anciens usages, il ne propose qu'avec circonspection ses nouvelles idées; il déroge peu à peu aux principes établis; il enseigne par degrés à profiter des circonstances locales, à mettre pour ainsi dire de son parti les fleuves, les rochers, les marais, les montagnes et la mer; il indique de nouveaux rapports, ces rapports se multiplient, les idées s'agrandissent; la théorie se développe et les fausses maximes disparaissent insensiblement.

« Mais c'est peu d'avoir approfondi toutes les branches de l'architecture militaire, créé l'art des fortifications isolées, donné à chaque place en particulier toute la force dont elle est susceptible; il faut encore savoir choisir les positions, lier les divers postes, en faire un tout dont les parties se correspondent en se prêtant un secours mutuel pour la défense d'une frontière; il faut ensuite réunir ces défenses particulières, les faire concourir à la défense générale du territoire, considérer l'état entier comme une grande place forte dont les différents points se doivent une protection réciproque; faire régner enfin dans le système général cette économie de forces, cet accord étonnant dont Vauban seul était capable de former et d'exécuter le projet. Il va plus loin encore: il compare son art à chacune des branches de l'art militaire, il veut en connaître l'influence et les rapports. L'histoire lui fait voir les villes fortes, tantôt servir de retraite à une armée battue, en recueillir les débris, y remettre l'ordre et lui rendre le courage; tantôt de boulevard pour fermer un passage à l'ennemi dans les lieux que la nature a laissés sans défense; souvent servir d'entrepôt pour assurer la subsistance d'une armée qui protège la frontière ou porte la guerre en avant; quelquefois de lien pour

conserver entre les provinces une communication nécessaire; il voit qu'on les employa toujours pour se maintenir dans la possession d'une colonie éloignée, d'un port, d'une ville riche et commerçante; que leur objet est conforme aux principes de l'humanité, qu'elles sont le correctif des malheurs de la guerre, que les habitants des campagnes y trouvent un refuge pour se garantir du pillage et des contributions; qu'elles sont un puissant obstacle à ces grandes révolutions qui bouleversent la terre; que, grâce à elles, le sort des empires ne dépend plus, comme autrefois, des hasards d'une bataille; qu'elles protègent le faible en posant des bornes à l'orgueil des conquérants; qu'elles brisent le premier choc d'un agresseur trop puissant, et l'épuisent avant qu'il soit en mesure d'écraser son ennemi; qu'elles assurent ainsi la tranquillité des peuples et tendent à ramener le règne de la paix et de la philosophie. »

Le travail de Carnot est divisé en deux parties. Dans la première, que nous venons de feuilleter, il étudie la carrière militaire de Vauban : sa position personnelle l'appelait naturellement à considérer son héros sous ce point de vue. Dans la seconde, il étudie le citoyen, l'homme d'État philanthrope qui s'était brouillé avec son superbe maître (un maître fort aimé de lui), pour avoir osé *défendre la cause abandonnée des peuples*, et qui était, dit Saint-Simon, « porté dans tous les cœurs français. » On voit bientôt que ce dernier aspect séduit particulièrement les sympathies de l'écrivain.

« Au seul nom de Vauban, s'écrie-t-il, le patriotisme s'éveille, l'âme s'élève à de nobles pensées, le cœur sensible éprouve à la fois la vive impulsion qui porte à

l'héroïsme et la douce émotion qui ramène à l'humanité. »

Ce que nous devons signaler surtout dans cette première émission des idées de Carnot, c'est une profession de foi démocratique, que l'on dirait empruntée à une philosophie économique de notre temps.

« Partout où est le bonheur, il se trouve des hommes pour en jouir ; on fuit les lieux où il n'est pas, on afflue dans ceux qu'il habite, et la population fut toujours regardée comme l'effet et le signe de la prospérité des empires. Mais le nombre des citoyens est proportionnel à la somme de leurs travaux utiles réunis. Quel doit donc être l'objet du gouvernement, sinon d'obliger au travail tous les individus de l'État ? Et comment les y déterminer, si ce n'est en faisant passer les richesses des mains où elles sont superflues dans celles où elles sont nécessaires ? En fournissant à l'un les moyens de travailler, et privant l'autre des moyens de rester oisif ? Mais lorsque les impositions produisent un effet contraire, lorsqu'elles ôtent à celui qui a trop peu pour donner à celui qui a trop, lorsque l'opulence est un titre d'exemptions, lorsqu'on arrache au pauvre cultivateur le pain trempé de sueur qu'il allait partager avec ses enfants, que doit-on attendre de ce monstrueux système, si ce n'est de dépeupler les campagnes, semer la jalousie et la haine entre les citoyens, effacer de leurs cœurs la confiance et la gaieté, rendre indifférent sur le sort de la patrie, en brisant les liens qui unissent à elle ?

« Ainsi pensait le maréchal de Vauban : il croyait que tout droit nuisible à la société est injuste, que ceux qui ont également travaillé pour elle ont un droit égal à ses bienfaits, que le gouvernement doit établir un

équilibre entre les citoyens, ou prévenir du moins l'affreuse misère des uns, l'excessive opulence des autres, et cette odieuse multiplicité de prérogatives qui condamnent la classe la plus précieuse des hommes à l'indigence et au mépris. »

Sa confiance dans l'avenir est pleine d'enthousiasme.

« Oh ! combien il est rare que le sage puisse recueillir le fruit de ses travaux ! Il devance son siècle, et son langage ne peut être entendu que de la postérité ; mais c'est assez pour le soutenir : son imagination perce la nuit des erreurs ; il est l'ami des hommes qui doivent naître, il converse avec eux dans ses recherches profondes ; comme citoyen, il arrête ses regards sur sa patrie, il fait des vœux pour elle, il applaudit à ses succès, il prend part à ses triomphes ; comme philosophe, il a déjà franchi les barrières qui séparent les empires, il n'a plus d'ennemis, il est citoyen de tous les lieux et contemporain de tous les âges ; il suit l'homme depuis sa frêle origine jusqu'au terme de sa perfection, depuis l'instant où, faible et isolé, il est le jouet de tout ce qui l'environne, jusqu'à celui où, réuni à ses semblables par un concert de tous les moyens départis à son espèce, il commande en maître à l'univers. Entre ces deux extrémités, quel intervalle immense ! Non, l'homme ne le franchira point que la terre n'ait éprouvé par ses crimes des convulsions épouvantables ; mais lorsqu'enfin, dans ces convulsions même, il aura connu la somme de ses forces et l'immense étendue de son pouvoir, lorsqu'à des siècles de trouble et de mensonge auront succédé des siècles de lumière et de vérité, alors, dis-je, lui sera-t-il encore quelque chose d'impossible ? Ah ! si, malgré la dispersion et la contrariété de ses efforts individuels, il a su

maîtriser le tonnerre, forcer la pesanteur même à l'élever aux régions de la foudre; s'il a su composer les frimas et décomposer les éléments, que ne fera-t-il pas lorsqu'il pourra réunir tant de forces opposées et brisées par des chocs innombrables, lorsque toutes les volontés éparses dans l'univers seront condensées, lorsque l'intérêt particulier sera devenu l'intérêt général, et la vertu le désir éclairé du bonheur! Alors, les éléments soumis, l'homme, respecté de la nature entière, pénétrera dans le sanctuaire de ses lois; il en connaîtra l'enchaînement et les rapports, et la grande vérité qui contient toutes les vérités sera peut-être découverte. »

L'*Éloge de Vauban* valut à Carnot le titre de membre de l'académie de Dijon et de nombreuses félicitations, dont la plus flatteuse fut celle que lui adressa son illustre compatriote Buffon. Le grand écrivain, dans sa lettre au jeune débutant, le loue expressément de son style, et révèle ainsi sa prédilection; mais le compliment n'acquiert que plus de prix par ce caractère de spécialité.

Le style de l'*Éloge de Vauban*, comme en général celui de toute la prose de Carnot, porte un cachet d'énergie sévère qui va bien à la gravité des sujets: « Certaines pages de ses écrits politiques, a dit un publiciste, peuvent être citées comme des modèles de cette éloquence précise que donnent la logique et la conviction. »

L'ouvrage avait fait assez de sensation pour devenir aussi l'objet de quelques critiques. L'une d'elles émana de Choderlos de Laclos, l'auteur du roman trop fameux : *Les Liaisons dangereuses*. C'était presque une bonne fortune qu'une pareille agression. Laclos donna

à la sienne la forme d'une *Lettre à messieurs de l'Académie française*. Il n'y ménage guère plus le héros que son panégyriste : il se demande *si Vauban fut en effet un grand homme ? Si la génération présente lui doit de la reconnaissance ?* « J'avoue, ajoute-t-il, que depuis longtemps j'ai l'opinion contraire. Elle est le fruit d'un long et sérieux examen, fait peut-être avec trop peu de connaissances, mais avec un grand amour de la vérité. » Et plus loin : « Qui pourra louer M. de Vauban, passant toute sa vie à fortifier et ne faisant pas faire un pas à l'art de la fortification?... On ne doit à M. de Vauban, pour la défense des places, ni d'autres ni de meilleurs moyens qu'à ses prédécesseurs... On trouve que toutes les places ont continué à être construites avec des enceintes bastionnées de même espèce, couvertes de demi-lunes, de tenailles, de contre-gardes, d'ouvrages à cornes, d'ouvrages à couronne ; le tout semblable à tout ce qui avait été exécuté jusqu'alors. »

Carnot réfuta cette satire par des *Observations* écrites avec une verve polémique qu'il déployait alors pour la première fois, mais dont il a donné des preuves dans d'autres occasions.

« Vous ne voyez donc, monsieur, dit-il, dans les travaux du maréchal de Vauban, qu'un assemblage de pièces de fortification connues avant lui. Voilà des aveux, je ne dirai pas *précieux*, mais *fâcheux* pour celui qui les fait.

« *L'Esprit des lois* n'est aussi qu'un assemblage de mots imaginés avant Montesquieu ; cependant cet assemblage de mots est un chef-d'œuvre. De même, monsieur, la fortification de Vauban n'offre à l'œil qu'une suite d'ouvrages connus avant lui ; mais elle présente à l'esprit de celui qui sait observer, des combinaisons

profondes, des chefs-d'œuvre multipliés d'industrie. C'est dans l'art de disposer respectivement ces ouvrages, connus avant lui, c'est dans l'art de profiter de toutes les circonstances locales, c'est dans les manœuvres d'eau ingénieusement imaginées, c'est dans l'art de placer une simple redoute dans un lieu inaccessible, d'où elle prenne des revers sur les tranchées, c'est dans l'art de défiler une branche d'ouvrage si habilement qu'on ne puisse la battre, ni en brèche ni par ricochet, c'est, dis-je, dans tout cela que consiste le mérite de Vauban...

« La véritable fortification, dites-vous, *doit suppléer également au nombre et même à la qualité des troupes, ainsi qu'au génie des commandants.* Ce serait, monsieur, un beau secret à nous apprendre que celui d'une telle fortification ; quand vous l'aurez trouvé, je m'engage à vous montrer des canons si bien faits, qu'ils sauront se mettre en batterie d'eux-mêmes et tirer tout seuls. Les forteresses suppléent au nombre, mais non pas à l'intelligence ; elles ont au contraire été imaginées pour suppléer à la force matérielle par l'industrie de ceux qui sont chargés de les défendre. »

Laclos avait reproché au maréchal de Vauban d'avoir employé quatre cents millions pour élever d'une main les mêmes places qu'il renversait de l'autre si facilement, et d'avoir coûté à la France plus de la moitié de sa dette, pour laisser à découvert une partie de ses frontières. Carnot réduit ces chiffres à leur juste valeur et conclut ainsi : « Votre évaluation est dix fois trop forte : la dépense occasionnée par les constructions de M. de Vauban n'est pas, comme vous le prétendez, la moitié de la dette nationale ; elle n'en est pas la vingtième partie ; et toutes les fortifications du

royaume ensemble n'ont pas coûté, à beaucoup près, autant que le seul château de Versailles. »

En 1789, Laclos devint révolutionnaire; il travailla au journal des Jacobins, se lia avec le duc d'Orléans, qu'il accompagna en Angleterre, et servit, dit-on, d'intermédiaire entre ce prince et Mirabeau. Il envoya des projets de réforme à Robespierre; quelques historiens même lui font une part dans la composition des discours politiques de ce tribun, dont le frère avait cependant provoqué contre lui un décret d'accusation. D'autres attribuent à Laclos le récit du 9 thermidor publié sous le nom de Villate.

Brave militaire, d'ailleurs, autant qu'homme d'esprit, Laclos devint, en 1792, chef d'état-major de l'armée des Pyrénées, où Carnot en mission le rencontra. Employé sous le Consulat comme général de brigade, il mourut à Tarente en 1803.

L'*Éloge de Vauban* trouva un autre censeur très-passionné dans le marquis de Montalembert, qui en fit une édition accompagnée de notes critiques. Nous reviendrons sur ce sujet en parlant des relations de Carnot avec l'illustre inventeur de la fortification perpendiculaire.

VII

Nous avons cité l'*Éloge de Vauban* comme le premier écrit de Carnot, bien qu'il eût publié l'année précédente un *Essai sur les machines*, sans nom d'auteur, et seulement avec cette désignation : *par un officier au corps royal du génie*. Il y eut à peu près simultanéité dans la composition de ces deux ouvrages. Malgré le caractère spécial du dernier, si on l'étudie

attentivement, on reconnaît qu'il occupe, dans la vie scientifique de Carnot, une place analogue à celle de l'*Éloge de Vauban* dans sa vie morale et politique : il contient le germe d'une foule d'idées que les travaux successifs de l'auteur ont développées. Carnot lui-même revint plusieurs fois avec amour sur cette première production, qui avait obtenu les éloges de l'Académie des sciences, et après en avoir donné, en 1786, une nouvelle édition avec son nom, il l'étendit et l'amplifia sous un titre à la fois plus général et plus positif : *De l'équilibre et du mouvement* (1805).

L'*Essai sur les machines* est un livre destiné à éclairer les points les plus importants de la théorie mécanique. Le but de l'auteur est de faire bien comprendre que non-seulement toutes les machines connues, mais toutes les machines possibles sont soumises à un principe commun, et de ramener ainsi dans les voies de la simplicité les esprits qui s'évertuent à chercher l'impossible par des moyens extraordinaires. « C'est une loi inévitable, leur dit-il, *qu'on perd toujours en temps ou en vitesse ce qu'on gagne en force*. Tout le monde répète cela; mais après la lecture des meilleurs éléments de mécanique, où doivent se trouver la preuve et l'explication de ce principe, son étendue et même sa vraie signification sont-elles faciles à saisir? Sa généralité a-t-elle cette évidence irrésistible qui doit caractériser les vérités mathématiques? Si les mécaniciens éprouaient cette conviction frappante, ne les verrait-on pas renoncer à certains projets chimériques? Ne cesseraient-ils pas de soupçonner qu'il y a dans les machines quelque chose de magique? Les preuves qu'on leur donne du contraire ne s'étendent qu'aux machines simples; aussi ne croient-ils pas celles-ci capables d'un

grand effet. Mais on ne leur fait pas voir qu'il doit en être de même dans tous les cas imaginables; on ne parle que de celui où il y a seulement deux forces dans le système, et l'on se contente d'une analogie. Voilà pourquoi ces mécaniciens espèrent toujours que leur sagacité découvrira quelque ressource inconnue, quelque machine qui ne soit pas comprise dans les règles ordinaires; ils se croient d'autant plus sûrs de la rencontrer qu'ils s'éloignent davantage de tout ce qui paraît avoir de la relation avec les machines usitées. C'est en vain qu'on leur dit que toute machine se réduit au levier; cette assertion est trop vague pour qu'on s'y rende sans un examen profond. Ils ne peuvent se persuader que des machines qui paraissent n'avoir rien de commun avec celles qu'on nomme simples soient sujettes à la même loi, ni qu'on puisse prononcer sur l'inutilité d'un secret dont ils n'ont fait confidence à personne. De là vient que les idées les plus bizarres, les plus éloignées de la simplicité sont celles qui leur fournissent le plus d'espoir. »

Il faudrait n'avoir jamais assisté à la déception douloureuse de quelque pauvre inventeur, tombant du haut de ses illusions sous le coup d'une démonstration, et plus souvent encore sous celui d'une expérience ruineuse, pour ne pas comprendre l'utilité d'un phare destiné à éclairer l'écueil. Le livre de Carnot est donc en ce sens une pensée de philanthrope autant que de savant. Bien loin, pourtant, de vouloir décourager les véritables inventeurs, il leur dit, au contraire, que « s'il n'est pas raisonnable d'attendre des machines des prodiges hors de toute vraisemblance, elles offrent encore assez d'objets d'utilité pour exercer la plus ambitieuse imagination. »

Nous parlons de ce premier essai de Carnot au seul point de vue qu'il soit permis d'aborder dans un ouvrage comme celui-ci, en nous bornant à ajouter que la tendance caractéristique de l'auteur à simplifier les questions en les généralisant s'y manifeste déjà au plus haut degré. Une des propositions nouvelles qu'il contient l'a particulièrement accrédité auprès des savants, et elle a conservé le nom de *Théorème de Carnot*. L'auteur ne se contente pas de démontrer l'inconvénient des changements brusques de vitesse; il arrive à l'expression mathématique de la perte de force vive occasionnée par de tels changements, facilitant ainsi dans la pratique le calcul de l'effet des machines. Pour l'appréciation de cette découverte, nous devons renvoyer à l'*Histoire des mathématiques* de Bossut, ouvrage classique en ces matières, et à la *Biographie de Carnot* par M. Arago¹.

M. Arago fait à cette occasion une remarque fort ingénieuse sur l'analogie que l'on pourrait presque toujours signaler entre les théories scientifiques et les règles de conduite de leurs auteurs. Il est certain que Carnot, s'efforçant de démontrer le danger des changements brusques en mécanique, est bien le même Carnot, peu partisan des perturbations violentes en politique, et n'ayant recours au mode révolutionnaire que quand la voie réformatrice lui semble tout à fait impraticable.

Si le domaine de la science spéciale est interdit ici, on ne trouvera pas déplacée, peut-être, la citation d'une réflexion philosophique qui termine l'*Essai sur les machines*. Après avoir présenté comme des vérités purement expérimentales les deux lois qui lui ont servi de point de départ, l'auteur poursuit :

¹ Bossut, tome II, p. 200. — Arago, p. 22.

« Les sciences sont comme un beau fleuve, dont le cours est facile à suivre lorsqu'il a acquis une certaine régularité. Mais si l'on veut remonter à sa source, on ne la trouve nulle part, parce qu'elle est partout ; elle est répandue en quelque sorte sur toute la surface de la terre. De même, si l'on veut remonter à l'origine des sciences, on ne trouve qu'obscurité, notions vagues, cercles vicieux, et l'on se perd dans les idées primitives. »

VIII

L'année 1783, pendant laquelle Carnot composa l'*Éloge de Vauban* et l'*Essai sur les machines*, fut pour lui une époque de grande activité intellectuelle. Il suivait avec ardeur les progrès de la science, qui produisit alors la décomposition de l'eau et l'invention des aérostats. Cette dernière découverte l'intéressa et l'occupa tout particulièrement. En 1782, à l'occasion d'un Mémoire sur le vol des oiseaux, l'Académie des sciences avait déclaré que l'homme ne parviendrait jamais à se soutenir dans les airs. Deux frères, fabricants de papier à Annonay, lui donnèrent bientôt un éclatant démenti : le 5 juin 1783, MM. Montgolfier élevèrent leur ballon à six mille pieds ; et Lalande, secrétaire perpétuel de l'Académie, ayant trop d'esprit pour leur garder rancune, ajoute naïvement au récit du fait : « Nous nous dîmes tous : « Cela doit être ; « comment n'y a-t-on pas pensé ? » L'histoire de l'œuf de Colomb se reproduit tous les jours.

Quelques mois après, le même Lalande fit insérer dans le *Journal de Paris* une lettre relative aux globes aérostatiques, lettre dans laquelle, tout en exprimant

l'opinion que l'on ne parviendrait jamais à les diriger, il invitait néanmoins les personnes qui s'occupaient de recherches sur ce sujet à faire parvenir leurs observations à l'Académie des sciences. Carnot, étant du nombre, prit l'invitation pour lui et adressa à la savante compagnie, le 17 janvier 1784, un Mémoire détaillé sur les ballons. Il établit dans ce Mémoire qu'un globe aérostatique est d'autant plus facile à mouvoir qu'il est plus volumineux, puisque le nombre des hommes qu'il peut porter est proportionnel à sa capacité, c'est-à-dire au cube de son diamètre, tandis que la résistance qu'il éprouve est seulement proportionnelle à sa surface, c'est-à-dire au carré de ce même diamètre. Les forces mouvantes croissent donc plus rapidement que les résistances. Il en conclut qu'un aérostat de grande dimension pourrait être mis en mouvement par les hommes qui le monteraient. Examinant ensuite par quels moyens on peut accroître la puissance de ces hommes, il rejette les rames, les ailes et les voiles, et il propose un appareil de roues, qui ont de l'analogie, si je ne me trompe, avec celles dont M. Lennox voulait armer, il y a quelque vingt ans, son fameux navire aérien. Mais c'est la chaleur, selon Carnot, qui, produisant par sa force de dilatation un mouvement de systole et de diastole dans le ballon, doit donner l'impulsion à ces roues.

« Remarquez en passant, messieurs, dit-il, combien de bras on épargnera dans les manufactures, lorsqu'on connaîtra mieux la mécanique du feu. Je crois être fondé à prédire qu'avant une dizaine d'années elle produira des révolutions étonnantes dans les arts. »

Cette dernière observation pourra frapper le lecteur, lorsqu'il se rappellera qu'en 1784 la machine à va-

peur, récemment perfectionnée par Watt, n'avait pas encore reçu ses grandes applications aux arts industriels.

« La machine à feu, écrit plus loin Carnot, fournit un principe moteur très-puissant, et l'on peut aussi facilement appliquer ce principe à mouvoir des rames et des roues que des balanciers et des pistons. »

Quelque temps auparavant, le marquis de Jouffroy avait fait sur la Saône une expérience très-décisive de navigation à vapeur, sans pouvoir fixer l'attention publique, et sans obtenir pour sa découverte le brevet qu'il sollicitait. Paris n'entendit parler des bateaux à vapeur qu'en 1805, et le premier pyroscaphe se montra sur l'Hudson en 1807. Nous verrons plus tard que Carnot fut du petit nombre de ceux qui apprécièrent dès son début la belle invention de Fulton.

Carnot terminait la lettre dont nous venons de faire l'analyse, en déclarant que le succès de la navigation aérienne lui paraissait si peu douteux, qu'il se féliciterait d'être choisi pour l'un des constructeurs et des conducteurs de la machine, si l'on voulait en faire l'expérience.

Plus tard, sans doute, cette assurance de jeune homme dut lui paraître téméraire. Cependant il ne désespéra jamais d'une heureuse issue. « C'est l'enfant qui vient de naître ! » s'était écrié Franklin en voyant la première ascension des aérostats. J'ai souvent entendu mon père, dans ses causeries, répéter que lorsqu'on serait parvenu à s'élever et à s'abaisser sans consommer son gaz ni son lest, problème dont la solution n'avait rien que de vraisemblable, il ne s'agirait plus que de faire une étude expérimentale des courants de l'atmosphère pour y naviguer avec presque autant de certitude que sur l'Océan.

La plupart des savants qui se sont occupés sérieusement d'aéronautique sont arrivés à des conclusions analogues, particulièrement Guyton de Morveau, qui semble avoir eu sur ce sujet les idées les plus sages et les plus pratiques. La correspondance des frères Montgolfier nous apprend qu'après avoir songé à plusieurs instruments de direction, et les avoir écartés, ils ne fondaient plus guère d'espérance que sur les observations atmosphériques. Joseph écrivait à son frère Étienne : « Je ne vois de moyen efficace de direction que dans la connaissance des différents courants d'air, dont il faudrait faire une étude; il est rare qu'ils ne varient suivant les hauteurs. »

Cette voie était sans doute la bonne. Les navigateurs ont longtemps pratiqué la mer sur de frêles embarcations avant de bâtir ces citadelles et ces palais flottants qui la dominent aujourd'hui. L'imparfaite montgolfière aurait également servi à étudier le milieu dans lequel fonctionneront plus tard des machines perfectionnées, et l'on posséderait, dès à présent, une carte des vents qui sillonnent l'océan aérien. Déjà certains courants sont bien connus; il serait facile d'en tirer parti pour se familiariser avec le régime de l'air, et former des matelots à la pratique de la nouvelle locomotion. Mais les ballons n'ont été que des jouets, des machines à spectacles; ils n'ont pas rapporté des espaces où ils s'élèvent une expérience fructueuse, une observation profitable au but qu'il s'agit de chercher¹.

¹ Ce but ne semble-t-il pas devoir être singulièrement rapproché aujourd'hui par les importantes recherches du capitaine américain Maury sur les courants de la mer? Leur correspondance avec ceux de l'atmosphère ne laisse-t-elle pas entrevoir la possibilité de grouper ces faits sous des lois générales?

La lettre de Carnot à l'Académie des sciences fut envoyée par elle à Meunier, l'un de ses membres les plus illustres, qui avait eu, dès 1775, le pressentiment de l'aérostat, puisqu'il avait calculé la force ascensionnelle d'une sphère vide abandonnée dans l'atmosphère. Meunier, officier du génie comme Carnot, eut avec lui des conférences, et goûta plusieurs de ses idées. Celle qu'il finit par adopter consistait dans de grandes roues, portant des palettes dirigées obliquement, et semblables à celles des moulins à vent. Il ne prétendait d'ailleurs en faire emploi que pour se placer dans des couches de l'atmosphère où l'action du vent serait favorable. Meunier avait de plus imaginé un moyen de monter et de descendre à volonté, en plaçant son globe plein de gaz hydrogène à l'intérieur d'un autre globe, de manière à ce que l'intervalle compris entre les deux enveloppes pût contenir de l'air atmosphérique. De grands soufflets et des soupapes, manœuvrés par l'équipage, auraient servi à introduire ou à rendre libre une certaine quantité de cet air, selon que l'on aurait voulu augmenter ou diminuer le poids total de la machine.

Des études faites en commun sur un sujet qui les intéressait également, amenèrent entre les deux jeunes savants une étroite liaison; la sympathie de leurs caractères y contribua sans doute aussi.

Meunier serait arrivé bien haut, si sa carrière n'eût pas été fatalement interrompue. Dumouriez paraît avoir eu de grands motifs de haine contre lui, car il le peint dans ses *Mémoires* sous les couleurs les plus odieuses, et consacrant un long chapitre aux travaux de Cherbourg, il ne prononce pas même le nom de l'admirable ingénieur qui les a dirigés; en revanche, il parle beau-

coup de lui-même, et s'attribue une large part dans ces travaux. Meunier sut se faire apprécier des étrangers comme de ses compatriotes. Enfermé dans Mayence, en 1795, il y trouva une mort héroïque, et le roi Frédéric-Guillaume s'écria : « La France perd un grand homme ! » L'armée prussienne transforma son feu de siège en une salve d'honneur au moment où nos soldats déposaient sous le bastion de Cassel le corps du général qui avait intrépidement défendu cette forteresse.

La lettre de Carnot sur les aérostats, demeurée dans les papiers de son ami, passa entre les mains de Guyton de Morveau, puis dans celles de Prieur (de la Côte-d'Or). Elle n'a jamais été imprimée ; mais on doit croire qu'elle fut connue par M. Granville, auteur anglais d'une notice sur la vie de Guyton de Morveau, puisqu'il la cite à l'occasion de la première ascension aérostatique de ce savant à Dijon. Nous nous félicitons d'avoir pu faire connaître cette pièce, que M. Arago regrettait de ne point retrouver dans les archives de l'Académie.

IX

Les campagnes de la guerre de Sept Ans, cette haute école militaire de l'Europe sous le professorat du grand Frédéric, avaient excité parmi nos jeunes officiers une admiration immodérée pour la tactique prussienne. Le comte de Guibert se distinguait entre tous par son enthousiasme. Dans sa jeunesse, il avait servi comme aide de camp de son père en Allemagne, et tout imbu des principes du héros, il avait écrit des panégyriques passionnés de ses savantes lignes. L'ingénieur d'Arçon

plaida contre lui la cause de l'ordre de bataille en colonnes; il opposa au *système de la guerre moderne* et à l'exemple du roi de Prusse, le *système de la guerre nationale* et les opinions du chevalier de Folard¹. La polémique s'échauffa : d'un côté l'attaque en colonne serrée était proclamée plus conforme à la vivacité du caractère français que les fronts symétriquement alignés. Nos bataillons, disait-on, prennent naturellement cette disposition simple, en masses impulsives; on ajoutait qu'elle épargne le sang des hommes en décidant rapidement le sort des combats. De l'autre côté, tout au contraire, on alléguait que la colonne offrant plus de prise à l'artillerie, rend les luttes plus meurtrières; on vantait les lignes étendues parce qu'elles laissent plus de champ aux grandes manœuvres. Chacun citait ses héros anciens et modernes : Épaminondas et Gustave-Adolphe, César et Turenne. Comme tout est mode et manie chez nous, on vit bientôt la querelle de l'*ordre mince* et de l'*ordre profond* occuper les esprits, à peine reposés de celle des *Gluckistes* et des *Piccinistes*. Cependant la victoire de la discussion aurait pu rester au système prussien, si un argument décisif n'était survenu : l'expérience des guerres de la Révolution².

M. de Guibert avait aussi rapporté de l'école de Frédéric un grand dédain pour les fortifications, dédain que ses adversaires prétendaient expliquer par un défaut d'études approfondies sur cette branche de la science militaire. Personne n'oserait faire une telle supposition en parlant du roi de Prusse lui-même; mais

¹ Folard disait avec cet orgueil naïf qui ne messied pas aux créateurs : « Moïse était un grand homme; il avait deviné une colonne. »

² Qui se serait douté que ce vieux débat pût être renouvelé de nos jours ? Il n'y a donc jamais rien de définitif !

n'aurait-il pas puisé l'antipathie qu'on lui attribue pour les places fortes dans le souvenir de la résistance que certains remparts avaient opposée à ses conquêtes? Ce qui permettrait de le croire, c'est que lorsqu'il ne songeait plus à s'approprier le territoire d'autrui, mais à conserver le sien, il ne négligeait pas d'y bâtir des forteresses. Devenu *anti-Machiavel*, il se prononça hautement en leur faveur.

Quoi qu'il en soit, M. de Guibert, dans son *Essai général de tactique*, où il traitait les ingénieurs un peu cavalièrement, leur rappelant que leur nom dérive d'*engin* et non pas de *génie*, avait jeté l'interdit sur les lignes de villes fortes et les camps retranchés. Nommé rapporteur du conseil de la guerre, il sut entraîner dans son système ce conseil, où siégeait pourtant le chef même du corps des ingénieurs, M. de Fourcroy.

Enfin, en 1788, par son influence, un *Recueil de mémoires sur la trop grande quantité de places de guerre qui subsistent en France* fut officiellement publié. Ces mémoires étaient annoncés comme *Extraits des manuscrits de feu le maréchal de Vauban* : on mettait le projet de destruction des citadelles sous le patronage de celui qui en avait construit un si grand nombre. Dans le fait, très-peu d'articles de ce recueil appartiennent à Vauban, et, selon la remarque de l'historien du corps du génie (M. Allent), ces articles ne sont point le fruit d'une pensée systématique : écrits pendant la guerre désastreuse de 1701, ils avaient pour objet de conseiller à Louis XIV une économie rendue indispensable par les circonstances.

Sous prétexte aussi d'une économie d'hommes et d'argent, mais au fond pour augmenter l'armée active, il fut résolu que plusieurs de nos places seraient dé-

mantelées ou abandonnées aux prompts ravages du temps.

L'empereur d'Allemagne avait appliqué, en 1782, une pareille mesure à ses États de Flandre et de Brabant. Il voulait, dit encore M. Allent, « ne laisser à ses peuples aucun asile dans leurs révoltes. » Qu'arriva-t-il ? Ce pays n'offrit point d'obstacle à notre invasion en 92, une campagne suffit pour le conquérir ; tandis que la France, ayant heureusement résisté à cet imprudent exemple, ses villes de Lorraine et de Flandre arrêtaient les Autrichiens et les Prussiens au début d'une guerre qui menaçait notre indépendance nationale.

Le système de défense de nos frontières n'était pas l'œuvre du hasard ou du caprice ; il avait été créé par l'expérience de deux siècles et le génie de nos plus grands hommes de guerre. Les forteresses y avaient été distribuées de manière à former un ensemble. Le désastreux projet de les ruiner souleva dans les cœurs patriotes des alarmes dont quelques ingénieurs se rendirent les interprètes.

M. de Guibert retrouva sur ce terrain son ancien adversaire d'Arçon, qui le réfuta avec une extrême véhémence.

D'Arçon avait un nom déjà fait dans la science, nom que les batteries flottantes de Gibraltar, malgré leur insuccès, venaient de populariser ; il occupait un grade élevé dans l'armée ; de plus il était intimement lié avec M. de Fourcroy, chef du corps du génie : il pouvait se permettre bien des choses.

Mais on vit entrer aussi dans la lice, contre le très-puissant rapporteur du conseil, un simple capitaine, sans protection et sans nom. Carnot se permit (août

1788) d'adresser au ministre, comte de Brienne, un travail qui fut imprimé l'année suivante sous ce titre :

Mémoire présenté au conseil de la guerre au sujet des places fortes qui doivent être démolies ou abandonnées, ou examen de cette question : — Est-il avantageux au roi de France qu'il y ait des places fortes sur les frontières de ses États ?

L'auteur s'abstient du ton agressif et des personnalités qui déparent souvent le factum de d'Arçon ; mais il est d'accord avec lui sur le système le plus convenable à la défense du territoire français.

Tous deux s'appuient sur l'étude du caractère national, essentiellement mobile, sujet aux découragements comme aux enthousiasmes, passant en un moment de l'héroïsme à la panique ; ils pensent qu'à nos soldats convient peu la guerre en rase campagne, avec ses vagues hypothèses où se perd l'imagination, avec ses fronts alignés et ses *stagnations flegmatiques*, pour employer le langage de d'Arçon ; tous deux se souviennent qu'une seule défaite peut ruiner un empire : Arbèles, Pharsale, Vouillé, Hastings, Prague en fournissent le témoignage ; qu'un pays dénué de villes de guerre est à la merci de l'ambition de ses voisins : la Pologne en présente un triste exemple ; tous deux se disent que les Français ont souvent succombé dans de grandes batailles, mais que leur histoire est pleine de services décisifs rendus par les places fortes : Calais arrêta pendant une année entière Édouard et son armée ; Orléans fut le boulevard sauveur de la France après la désastreuse journée d'Azincourt ; Charles-Quint, presque constamment victorieux en pays découvert, vint échouer devant Metz et devant Marseille ; sans nos forteresses de Flandre et d'Alsace, qui donnèrent à Villars le temps

de préparer son triomphe de Denain, comment nous serions-nous relevés de Ramillies et de Malplaquet? Tous ces exemples sont tirés de notre histoire; en voici de plus modernes qui lui appartiennent aussi, malheureusement à un titre différent : le conquérant de l'Égypte alla briser sa fortune contre les murailles de Saint-Jean-d'Acre, le conquérant de l'Espagne contre celles de Cadix; tandis que chaque pierre de Saragosse coûtait la vie à un de nos soldats : « Les places fortes, dit Montecuculli, sont les ancres sacrées qui sauvent les États. »

Les deux écrivains dont nous traduisons la pensée songent aussi au péril des libertés publiques en présence des armées considérables et des généraux en chef. Or, les villes fortifiées diminuent l'importance des corps militaires, qui deviennent trop souvent des instruments d'oppression; et voilà pourquoi Machiavel, le grand fauteur du despotisme, s'exprime chaudement contre elles. « Les places fortes, dit à son tour Montesquieu, sont redoutées par les États despotiques. Ils n'osent les confier à personne, car personne n'y aime l'État et le prince. »

Carnot et d'Arçon, quoique ingénieurs, savent se préserver de la faute dans laquelle sont tombés souvent les meilleurs stratégestes, celle d'attribuer à leur arme spéciale une imprudente prépondérance. Ils ne regardent les forteresses que comme des accessoires, mais des accessoires indispensables; ils cherchent à combiner tous les moyens, et leur système conserve à l'infanterie le grand emploi qui lui appartient, surtout depuis les guerres de Louis XIV.

L'un et l'autre établissent les avantages d'une alliance des forces mobiles avec les forces inertes. Les

places de guerre servent de positions de sûreté et de magasins de ravitaillement; ce sont des pivots d'opérations, des points d'appui-sagement espacés, les cases d'un grand échiquier sur lequel s'exerce l'habileté des généraux, refusant, différant ou hâtant le combat; ce sont, en cas de revers, des abris où peuvent se réparer les défaillances, et d'où les forces renaissantes peuvent s'élancer de nouveau sur l'ennemi. L'impétuosité française est une qualité précieuse; mais il est de la nature de l'impétuosité d'avoir des intermittences : il faut donc à nos soldats des repos de corps et d'esprit.

La guerre ainsi entendue n'a rien, comme on le voit, de l'attitude passive; elle garde aux Français leur rôle assaillant, mais aux heures choisies; toutes ses opérations sont des détails offensifs. Les deux écrivains sont d'accord avec Folard et avec tous nos grands capitaines pour déclarer que c'est là notre triomphe.

« En vain, dit Carnot, au lieu de s'attacher à perfectionner ses qualités naturelles, à tirer parti de son intelligence et de sa vivacité, en vain essayera-t-on de courber le Français sous le joug de la discipline du Nord; on étouffera son génie particulier pour l'affubler d'un caractère factice, qu'il ne pourra soutenir dans l'occasion, et dans lequel il restera toujours inférieur aux peuples dont ce caractère fut emprunté. »

Nous appelons l'attention sur cette pensée; elle éclaire singulièrement le système de Carnot; on verra que partout il se pose ce problème : transformer la défense de manière à pouvoir y appliquer les qualités militaires d'un soldat essentiellement propre à l'attaque. « Le caractère national du Français est d'attaquer toujours, dira-t-il vingt ans plus tard dans son traité *De la dé-*

fense des places ; il gagne de l'audace en allant à l'ennemi ; il en perd s'il attend ; un rôle passif ne lui convint jamais. » Et il enseignera aux garnisons l'art de repousser l'assiégeant par une série de mouvements agressifs.

Les Français ont conservé la vivacité gauloise : s'ils furent battus à Ramillies, à Malplaquet, comme ils l'avaient été à Hochstet, c'est parce que, mal dirigés, ils permirent à leurs adversaires de prendre l'initiative.

Dans le mémoire que nous examinons, le jeune officier poursuivait sa tendance à combiner les spécialités de sa profession avec les hautes considérations politiques. Quelques citations peuvent résumer ses opinions sur la question de la guerre :

« La guerre est par excellence l'art de conserver ; l'art de détruire en est l'abus.

« Toute guerre juste, toute guerre qui mérite ce nom, est essentiellement défensive et le droit du plus faible.

« C'était sans doute pour qu'une maxime si simple, mais si facile à oublier au faite des grandeurs et de la prospérité, restât toujours présente au cœur des rois et des dispensateurs de leur puissance, que dans les siècles reculés le commandement des armées était uni au sacerdoce et à tout ce qu'il y a de plus respecté parmi les hommes.

« Aujourd'hui encore, les princes ne se déclarent point la guerre sans avoir pris Dieu à témoin de la justice de leur cause. Serait-ce pour braver l'Être suprême qu'ils emploieraient cette vaine formalité ? Serait-ce pour se jouer des peuples, auxquels ils doivent l'exemple des vertus et de la bonne foi, qu'ils invoque-

raient si pathétiquement, dans leurs manifestes, les lois de l'équité et de la religion naturelle?

« S'il est un pays en Europe dont l'intérêt particulier soit d'accord en ce point avec les principes de cette morale universelle, de cette grande politique qui considère toutes les nations comme les parties d'un même peuple, c'est sans doute la France. Dans quelle affreuse désolation ce royaume ne fut-il pas plongé toutes les fois qu'il voulut se livrer à l'ambition et à la manie des conquêtes? Que nous rapportèrent du fond de l'Allemagne ces brillantes armées envoyées pour les querelles d'autrui? Qu'en résulta-t-il, sinon que nos trésors ont enrichi des pays misérables par eux-mêmes, et que les champs de la Bohême et du Hanovre restent engraisés du sang de nos soldats? Quel trouble dans toute l'Europe et quels maux dans la France ne causa point la hauteur de Louis XIV? Les provinces qu'il a conquises coûtèrent quatre fois plus que s'il en avait acheté la souveraineté à prix d'argent; et si nous faisons encore une pareille acquisition, tous les revenus de l'État ne suffiraient pas pour payer les intérêts de la dette nationale. »

Jean-Baptiste Say a donné plus tard cette formule économique : « La guerre coûte plus que ses frais; elle coûte tout ce qu'elle empêche de gagner. » Carnot s'attache plus volontiers au point de vue moral; mais, comme il ne s'agit pas encore de réaliser le vœu des sociétés de la paix, il cherche simplement un moyen de constituer les armées, ainsi que nous le verrons tout à l'heure, pour la défense et non pour la conquête. Si tous les États organisaient leurs forces dans la même pensée, les guerres deviendraient rares.

Certes, on dut trouver ce langage nouveau dans la

bouche d'un jeune officier, qui ne pouvait attendre sa fortune que de son épée. Il ne craint de braver ni les préjugés de sa profession, ni la défaveur d'un peuple où chaque enfant rêve un uniforme et accompagne le tambour des battements de son cœur, où l'odeur de la poudre est un encens.

Poursuivons nos citations :

« Tous les efforts de la France doivent être, suivant Carnot, tournés vers la sûreté de ses frontières.

« Or on ne peut opposer à son ennemi que deux sortes de forces; les unes actives : ce sont celles qui agissent par elles-mêmes, c'est-à-dire les différents corps de troupes qui composent l'armée; les autres passives : ce sont les êtres inanimés que les hommes savent employer au succès de leurs opérations, principalement les fortifications naturelles et artificielles.

« De cet exposé simple, il suit qu'on doit employer les forces passives de préférence aux forces actives toutes les fois qu'elles peuvent être suppléées les unes par les autres, mais surtout dans le cas où le système de guerre défensive doit prédominer; car c'est user de machines pour économiser des bras, remplacer la force par l'industrie, et réduire l'ennemi à combattre des murailles et des masses de terre avec des hommes.

« A la vérité, ces forces passives n'ont aucune action spontanée; seules elles ne pourraient tenir lieu de forces actives; mais, unies à ces forces actives, elles en multiplient les effets; elles sont des points d'appui qui doublent leur énergie et mettent leur ressort en activité. »

Ceux-là même qui insistent sur l'inutilité des places fortes recommandent comme une des parties essentielles de l'art de la guerre de s'emparer des positions qui

assurent un avantage décidé à l'égard de l'ennemi, sans songer qu'ils tombent dans la plus évidente contradiction. Qu'est-ce, en effet, que se fortifier, sinon occuper à l'avance une de ces positions avantageuses dont la possession a été reconnue utile par l'expérience des guerres précédentes? Qu'est-ce que la construction d'une forteresse, si ce n'est la création d'une de ces positions, là où la nature n'en avait point fait, afin d'établir un équilibre de force entre les diverses frontières?

Carnot ajoute que les fortifications artificielles offrent même un avantage sur les fortifications naturelles (rivières, montagnes, etc.) : ces dernières deviennent des postes pour l'ennemi s'il parvient à nous y devancer ou à s'en emparer, tandis que le premier occupant d'une forteresse est toujours celui qui l'a établie; il est facile d'ailleurs de faire sauter une ou deux faces de bastions pour rendre une place inutile entre les mains de l'ennemi, si l'on est réduit à l'abandonner.

Carnot se prononce donc de la manière la plus absolue pour le maintien des places fortes, qu'il nomme des *monuments de paix*; il s'appuie principalement sur cette considération qu'elles permettent de diminuer considérablement l'armée permanente et de laisser aux travaux pacifiques et productifs la portion nombreuse et robuste que cette armée prélève chaque année sur la jeune population du pays.

Nous ne le suivrons pas dans les calculs par lesquels il démontre qu'un État qui a besoin de deux cent mille hommes pour sa sûreté en temps de paix, sans places fortes, peut en épargner la moitié s'il emploie des défenses artificielles. « Les armées permanentes, dit-il, énervent le royaume en minant la population, enlèvent

les cultivateurs à la campagne, corrompent les mœurs des villes, épuisent pendant la paix les ressources qu'on devrait ménager pour les temps de crise. » Il ajoute : « En supposant même qu'elles puissent rendre autant de services que les places, elles font payer ces services trente fois plus cher. Depuis qu'on a posé la première pierre de la première forteresse du royaume jusqu'à nos jours, ces monuments, auxquels la France dut tant de fois son salut, n'ont pas coûté autant que la seule cavalerie depuis vingt-six ans qu'elle n'a pas tiré l'épée. »

A ces considérations économiques, beaucoup d'autres viennent se joindre. « Mais la principale aux yeux de l'humanité, s'écrie l'auteur, c'est que lorsqu'on perd une forteresse on perd seulement l'ouvrage des hommes, au lieu qu'en perdant une bataille on perd les hommes eux-mêmes. »

Ses idées s'étendent d'ailleurs bien au delà du simple maintien des places fortes; il voudrait réformer le régime militaire tout entier.

On sait si cela était nécessaire : un avancement sans règle, où l'hérédité, la faveur et la vénalité entraient à peu près seules en concurrence; un mode de recrutement qui avait presque absolument éloigné les volontaires, et n'amenait plus que des gens sans vocation; telles étaient les causes du spectacle qu'offrait alors l'armée : incapacité dans les chefs, démoralisation parmi les inférieurs. Les soldats tenaient si peu à leur drapeau que pendant les premières campagnes de la guerre de Sept Ans, on avait compté cinquante mille désertions à l'ennemi. Quelques améliorations introduites successivement, et particulièrement par l'ordonnance de 1788, qui réservait au moins certains droits à

l'ancienneté, étaient loin d'avoir rendu excellent notre état militaire. Il fallait le restaurer par la base. La pensée de créer une armée vraiment nationale préoccupait vivement Carnot; il dépose incidemment dans son Mémoire l'ébauche du système qu'il avait conçu.

Des trois cent mille hommes qui constituent les troupes françaises, il voudrait qu'en temps de paix un tiers seulement fût en permanence. Mais ce tiers, suivant lui, ne devrait pas être toujours composé des mêmes individus. Tous passeraient successivement dans la partie active pour y faire le service et s'y former à la discipline : « c'est-à-dire que ce corps de cent mille hommes, toujours sur pied, serait une espèce d'école militaire, où chacun des trois cent mille soldats de l'armée irait à son tour; et lorsqu'au bout d'un an ou dix-huit mois, il serait suffisamment instruit, on le renverrait chez lui achever le temps de son engagement, à la condition de se présenter si le pays en avait besoin. »

Quant à l'objection banale qu'il faut, pour former un soldat, plus qu'un an ou dix-huit mois, l'auteur y répond en invoquant l'expérience :

« Les troupes nationales du roi de Prusse ne sont assemblées que six semaines par an. Nous l'imitons en tout, excepté en ce qu'il a de mieux et en ce qui convient le plus au génie de notre peuple. Sans doute, les soldats anciens sont très-précieux; mais un soldat ancien est celui qui a fait la guerre. Celui qui n'a fait que pirouetter sur une esplanade pendant huit ans est aussi nouveau que celui qui pirouette depuis six semaines. »

Pour faciliter les levées militaires et en améliorer la composition, Carnot pense qu'on devrait affranchir les paroisses de la milice, et leur remettre sur les imposi-

tions une somme pareille à ce qu'il en coûte annuellement pour les recrues, en les chargeant de faire elles-mêmes ces recrues :

« Obligées de remplacer à leurs dépens les sujets qui manqueraient par mort ou par désertion, elles seraient intéressées à n'en choisir que de bonnes mœurs et de bien constitués; et sans doute elles se piqueraient de n'envoyer que des hommes qu'elles pourraient avouer pour leurs enfants. » — Il demande aussi que les paroisses soient autorisées à engager des hommes mariés : « Ces soldats ne se sépareraient de leurs familles que pour le temps de leur instruction, et ils mettraient dans leurs conditions qu'en cas de mort on prendrait soin de leurs femmes et de leurs enfants... Le sort d'une armée composée de pères de famille n'intéresserait-il pas le patriotisme bien plus qu'une troupe de célibataires et de gens on ne peut plus mal choisis, pour la plupart? »

En résumé :

« Supprimer la milice et tous les désordres qu'elle entraîne après elle; rendre pendant la paix soixante-dix mille hommes à l'agriculture et aux arts; ménager pour la guerre un corps formidable de troupes nationales choisies et disciplinées, toujours existant, toujours prêt à se porter où l'exigent les besoins de l'État; rendre la levée du soldat douce, facile, économique; l'attacher à sa condition par le bien-être; n'exiger de lui que le quart au plus du service auquel on l'astreint aujourd'hui; mettre nos frontières en sûreté contre les plus grands revers de la fortune; et cela sans augmenter les dépenses du département de la guerre, mais au contraire en les diminuant de beaucoup, et en soulageant le peuple; convertir les forces destructives en

forces conservatrices; étendre progressivement en Europe ce système salubre, par la prépondérance que donnera toujours la grandeur du royaume, lorsqu'on voudra substituer le vrai pouvoir aux petites intrigues de cabinet; ouvrir enfin la voie à cette paix universelle, si désirée par Henri IV : voilà ce qu'on oserait à peine espérer d'un renversement total des usages et des préjugés reçus parmi nous; et tels seraient néanmoins, si la passion du bien public ne m'abuse, les effets que produirait un simple changement dans la fausse proportion qui existe aujourd'hui entre les forces actives et les forces passives de la France. »

Carnot termine ainsi son mémoire :

« O Louis XVI! c'est à vous qu'il appartient de remplir le vœu du grand Henri. Ce vœu n'est point une chimère : celui qui règne sur les Français peut tout lorsqu'il veut le bien. Déjà votre sceptre s'étend sur les puissances étrangères par la prudence et la modération; imposez-leur le devoir d'être heureuses : à votre voix, la douce paix descendra des cieux; elle se reposera sur la France; elle étendra ses ailes sur toutes les nations. Et qu'une telle paix, donnée par la justice et la bienfaisance, sera différente de cette paix d'épuisement et de faiblesse qui ressemble à l'abattement d'un malade après son délire, et dans laquelle les peuples restent engourdis par leur impuissance plutôt que maintenus par la prospérité! »

Il est facile de voir combien les idées du travail que nous venons de résumer offrent d'analogie avec celles que le temps et la réflexion ont aujourd'hui le plus accréditées. Bien que nos institutions militaires, produites par l'esprit de la Révolution, aient incontestablement

et notablement amélioré le moral de nos armées, on ne le consulterait pas sans utilité.

Un manuscrit original de ce mémoire est conservé au dépôt général des fortifications. J'en possède un autre qui présente avec celui-ci quelques variantes. Marchi en donne l'analyse dans son grand ouvrage italien : *Architettura militare*. (Roma, 1810, 6 vol.)

Le régime des milices et de l'enrôlement vénal ou forcé, déjà vivement critiqué par Turgot, fut dénoncé dans les cahiers des baillages et des sénéchaussées. Le 4 août, on le signala parmi les abus qui devaient disparaître de nos institutions. Il disparut en effet, mais deux ans plus tard, sur un rapport de M. de Lameth. (Décret du 4 mars 1791.) Toutefois l'Assemblée constituante n'osa pas achever son œuvre et rendre le service militaire, ou du moins son apprentissage, obligatoire pour tous les citoyens. Deux ans plus tard encore, les dangers de la patrie mirent de fait la nation entière sur pied; et pourtant, dans les lois qui vinrent ensuite régulariser l'état militaire, ce principe que « tout Français doit le service à son pays » n'eut, cette fois aussi, d'autre conséquence que de rendre tous les Français égaux devant les chances du hasard.

X

On a vu par quelques mots de nos citations, que Carnot donnait volontiers à sa pensée des allures indépendantes. Cette habitude ne devait pas tarder à amener pour lui des suites fâcheuses.

Le marquis de Montalembert, novateur ingénieux,

qui mourut en 1800—doyen des généraux français et doyen de l'Académie des sciences, s'était posé comme un réformateur de l'art de fortifier. Il prétendait rendre les frontières des États impénétrables, au moyen d'un ensemble de grandes lignes permanentes, soutenues par des forteresses ; et ces forteresses à leur tour imprenables par des casemates à plusieurs étages à l'épreuve de la bombe, et destinées à recevoir de puissantes batteries. Ces batteries, à l'abri des coups de l'assiégeant, pouvaient vomir contre lui le feu le plus vif et le plus soutenu. Vauban, sur la fin de sa carrière, voulant essayer de restituer à l'art de défendre les places un peu de l'énergie qu'il lui avait enlevée par ses perfectionnements dans l'art de les attaquer, avait recommandé et pratiqué lui-même l'emploi des casemates, toujours comme un accessoire cependant, et qui fut délaissé après lui. Montalembert essayait d'en faire le principe fondamental des constructions défensives.

L'auteur de ce système, auquel il donnait le nom de *fortification perpendiculaire*, à cause de la direction du tir de ses batteries, n'appartenant point à l'arme du génie, l'esprit de corps éleva des objections sans nombre contre ses idées. Montalembert obtint cependant du ministre de la guerre, prince de Montbarrey, qu'un fort ou château de bois, casematé selon ses plans, serait construit dans l'île d'Aix, à l'embouchure de la Charente. Ses adversaires s'empressèrent de déclarer que la commotion des premiers coups de canon disloquerait les assemblages et renverserait tout l'édifice, où d'ailleurs, selon eux, les canonniers ne manqueraient pas d'être étouffés par la fumée. Ni l'une ni l'autre de ces prophéties ne se réalisa : l'expérience, faite en présence d'un grand nombre d'officiers français et étrangers,

réussit au delà de toute attente. Le commandant de la province, M. Voyer d'Argenson, qui dans le principe avait traité les casemates de Montalembert d'invention chimérique et ruineuse, écrivit en ces termes au ministre, en lui transmettant le procès-verbal des faits :

« Vous apprendrez, sans doute avec satisfaction, que l'épreuve du fort en bois de l'île d'Aix a obtenu un plein succès.

« On a vu cinquante-six pièces de canon du calibre de trente-six et onze du calibre de douze, exécutant pendant deux heures un feu successif, un feu par salves de batteries, et un feu par salves générales, toutes à la fois, sans que la fumée ait opposé aucun obstacle à sa durée, et sans qu'on ait ressenti le moindre ébranlement. Les canonniers, les officiers, les spectateurs, personne n'a éprouvé la plus petite incommodité. L'on ne peut faire, en ce genre, une expérience plus forte et plus décisive. »

Mirabeau, à qui rien n'échappait, parle d'expériences analogues qui se faisaient en Allemagne vers le même temps (*Monarchie prussienne*).

Toutefois, ceux qui avaient condamné d'avance la théorie de Montalembert, ne se rendirent point à l'évidence. Leur jugement, il faut le croire, était dicté par une pensée patriotique : la France, dont tous les postes fortifiés avaient été construits d'après l'ancien système, passait aux yeux de l'Europe, comme à ses propres yeux, pour le pays le mieux défendu à ses frontières; pouvait-on permettre de troubler cette précieuse sécurité?

Un autre sentiment, moins aisément justifiable, s'opposait à l'adoption des idées nouvelles.

Le corps du génie était alors dirigé par un *premier inspecteur général des fortifications*, homme instruit,

laborieux, zélé, dont les travaux méritèrent l'éloge de Condorcet; mais qui, « manquant de lucidité dans l'esprit, » subissait au plus haut degré les préventions du métier, enracinées chez lui par un grand âge. La fidélité aux traditions est une vertu, sans doute, pour un chef, qui doit savoir résister aux imprudentes innovations; mais il ne faut pas qu'elle dégénère en hostilité à tout progrès. Or M. de Foureroy, chargé du dépouillement des portefeuilles de Cormontaigne, était sorti de leur étude persuadé (il le déclarait hautement) que l'art de fortifier les places, poussé par ce célèbre ingénieur au suprême perfectionnement, n'était plus désormais susceptible d'en recevoir aucun. Sa religion professionnelle se fondait sur ce double axiome : la science des fortifications est infaillible, et M. de Cormontaigne est son prophète.

Ainsi disposé, il était naturel que M. de Foureroy jetât l'interdit sur la réforme et se mit à la tête de ses adversaires. Ceux-ci, en dépit des démonstrations et des expériences, eurent assez de crédit auprès du ministre pour faire ranger l'idée de Montalembert dans la classe des rêveries dont les bureaux de la guerre sont encombrés. Puis, invitant l'opinion publique à ratifier leur sentence, ils en exposèrent les motifs dans un *Mémoire sur la fortification perpendiculaire présenté à l'Académie des sciences* (1786). Cet ouvrage, annoncé comme rédigé par plusieurs officiers du génie, avait effectivement pour auteur M. de Foureroy, aidé par le major Grenier, en retraite depuis longtemps, et par M. de Frescheville, officier beaucoup plus jeune, chargé seulement des calculs et des dessins. Chacun reconnut tout d'abord la main qui avait dû tracer de pareils mots : « Toute nouveauté proposée en fortification est une preuve de l'i-

gnorance de son auteur, parce que tout est trouvé dans ce grand art. »

Lorsque parut l'*Éloge de Vauban*, M. de Montalembert, déjà aigri par l'injustice, et prévenu contre tout ce qui sortait de la plume d'un ingénieur, ayant trouvé dans ce livre quelques phrases un peu vives sur les destructeurs du corps du génie, eut le tort de s'en formaliser. Elles ne s'appliquaient pas le moins du monde à l'inventeur de la fortification perpendiculaire, que Carnot ne connaissait pas encore. L'antipathie que le jeune capitaine manifestait en toute occasion pour le pédantisme et la routine aurait dû, d'ailleurs, lui concilier la bienveillance d'un novateur. Cependant Montalembert publia, sous le voile de l'anonyme, une édition de l'*Éloge de Vauban*, accompagné des notes les plus injurieuses pour son auteur¹. Non content de cela, persuadé que Carnot avait pris part à la rédaction du *Mémoire* des officiers du génie, il le désigna nominativement dans une réponse véhémement à ce mémoire (1787).

Carnot, dans l'intervalle, avait porté son attention sur les idées de M. de Montalembert. L'*Art défensif supérieur à l'offensif* : ce titre seul avait de quoi le séduire. Mais, pour se livrer à la séduction, il fallait savoir vaincre les préjugés de l'esprit de corps ; il fallait s'affranchir des traditions de l'école ; il fallait, ce qui est plus difficile encore, oublier des personnalités dont Montalembert, absolu comme le sont les inventeurs, ne s'était pas fait faute. Carnot eut toute la bonne foi et toute l'abnégation nécessaires pour cela. Il eut en outre le courage d'oser dire tout haut sa pensée. C'était quelque chose, comme on va le voir :

¹ *Éloge de Vauban*. Ouvrage enrichi d'observations par un amateur, 1786.

Sur le corps du génie pesait un gouvernement si despotique qu'un officier ne pouvait rien imprimer au sujet de sa profession qui n'eût passé sous les yeux des chefs. Carnot se rendit coupable d'une infraction de ce genre : il adressa à M. de Montalembert une lettre apologétique de son système, et exigea que cette lettre fût publiée. M. de Montalembert la plaça, en effet, en tête d'une édition nouvelle de sa *Réponse au Mémoire sur la fortification perpendiculaire*.

Nous allons reproduire en entier la lettre de Carnot, parce qu'elle est le premier document de sa querelle avec les chefs du corps du génie ; et aussi parce que certaines expressions y témoignent de l'indépendance, disons si l'on veut de la crânerie, avec laquelle le jeune capitaine ne craignait pas de traiter les titres nobiliaires en parlant à un grand seigneur :

« Mon général,

« Je ne reviens pas de l'étonnement que m'a causé la note qui me concerne, insérée page 10 de votre ouvrage. Je m'y trouve accusé de vous avoir donné des qualifications offensantes au dernier degré ; et je suis d'autant plus sensible à cette accusation extraordinaire que, si elle était fondée, j'aurais méconnu les premiers devoirs de l'honnêteté, de la décence, et les égards infinis que tout militaire doit à un officier général aussi recommandable, sentiment dont en mon particulier je suis véritablement pénétré.

« Vous n'ignorez pas, mon général, le peu de ménagement avec lequel certains auteurs ont traité les officiers du génie. J'aurais pu, j'aurais dû peut-être mépriser leurs invectives et m'abstenir d'y répondre ; mais

du moins, en récriminant, je ne me suis permis aucune personnalité, et si j'avais été assez inconsideré pour le faire, vous n'en auriez sûrement pas été l'objet.

« J'ai si peu voulu dénigrer votre ouvrage, mon général, que je ne le connaissais pas encore. Il paraissait, à la vérité, sous le nom d'un officier général et d'un membre de l'Académie des sciences ; mais comme ces titres n'annoncent ordinairement guère plus de mérite réel, chez un homme de qualité, que ceux de due ou de cordon bleu, ce ne pouvait être une raison bien forte, ignorant alors que vous faites une exception honorable pour vous et pour les corps célèbres dont vous êtes membre.

« Je l'ai lu depuis, cet ouvrage si estimable, si plein de génie; je lui ai rendu justice toutes les fois que l'occasion s'en est présentée, et je ne cesserai de la lui rendre toutes les fois qu'elle se présentera, n'ayant rien tant à cœur que de connaître la vérité et de voir briller la lumière, de quelque part qu'elle vienne.

« Maintenant que vos casemates sont connues et éprouvées, la fortification va prendre une nouvelle face et devenir un art nouveau. Il ne sera plus permis de fortifier sans elles, ni d'employer les revenus de l'État à faire du médiocre quand on peut faire du bon ; à vous seul en sera l'honneur ; il est impossible qu'on vous le conteste. Il est certain que vous avez résolu le problème longtemps et inutilement cherché, de procurer des feux couverts en grand nombre et faciles à exécuter ; problème le plus important de l'architecture militaire. Mais il faut laisser à la vérité le temps de se faire jour ; il faut qu'on puisse examiner, discuter, séparer ce qui est excellent d'avec ce qui a besoin de nouvelles méditations. Vous seriez-vous flatté, mon général, qu'on re-

noncerait en un instant et sans peine à des méthodes pratiquées depuis longtemps et transmises par les maîtres de l'art, pour adopter des principes qui les renversent de fond en comble? Vous-même y regarderiez de près, et peut-être pourriez-vous changer bien des choses à vos projets, s'il était question de les exécuter. Laissez donc un peu mûrir les idées, et qu'il vous suffise pour le moment d'être bien convaincu que votre théorie ne peut tarder à devenir la base de notre système défensif.

« Si vous avez cru voir, mon général, des ennemis et des détracteurs dans tout ce qui porte le nom d'officier du génie, vous avez été trompé. Quoique ce corps n'ait point l'avantage de vous posséder, nous ne croyons pas en avoir moins le droit de vous compter parmi ses plus illustres membres. Quiconque étend nos connaissances, quiconque nous fournit de nouveaux moyens d'être utiles à notre pays, devient notre confrère, notre chef, notre bienfaiteur; et loin qu'il excite notre envie, nous partageons sa gloire et sommes fiers de ses talents. Croyez, mon général, que c'est le sentiment le plus universel d'un corps qui fait profession de sacrifier son temps et sa vie à l'État; croyez qu'il n'est aucun de nous qui n'apprit avec le même plaisir, de M. le marquis de Montalembert, à bien fortifier les places, que du brave d'Essé¹ ou du chevalier Bayard à les bien défendre.

« Je suis avec le plus profond respect, mon général,

« CARNOT,

« Capitaine en premier au corps royal du génie. »

On peut signaler dans cette lettre l'expression d'un

¹ André de Montalembert, seigneur d'Essé et de Panvilliers, défendit Landrecy, en 1543, contre toutes les forces de l'Empereur, et ce prince,

engouement qui se dissipa plus tard ; mais Carnot conserva toujours une haute opinion de la valeur de M. de Montalembert, malgré certaines bizarreries de caractère dont il eut parfois à souffrir de sa part ¹.

Montalembert, d'ailleurs, en répondant à son admirateur, prit soin de désavouer ses attaques contre l'*Éloge de Vauban*.

Quelque mesuré que fût le ton de Carnot dans sa lettre, et quoiqu'elle ne contint aucune allusion blessante pour le corps du génie, la hardiesse du jeune militaire qui osait se séparer des opinions officielles alarma contre lui la colère de ses supérieurs. On chercha l'occasion de le perdre : sa cassation fut sollicitée. Ce parti fut néanmoins jugé trop violent. Tout ce qu'on put obtenir du ministère fut une lettre de cachet. Encore fallut-il lui donner pour prétexte une querelle de rivalité suscitée à Dijon par un projet de mariage de Carnot avec une demoiselle de cette ville, querelle qui avait eu quelque éclat. Le capitaine du génie fut embastillé au château de Béthune.

Pendant ses séjours à Dijon, Carnot, accueilli dans la famille du chevalier de B***, très-intimement liée avec la sienne, avait conçu pour une des filles de la maison une affection à laquelle cette jeune personne

après trois mois de siège, fut obligé de le lever. D'Essé commanda avec un égal succès les armées du roi en Écosse. Il fut enfin chargé de la défense de Thérionaine, où il périt sur la brèche le 12 juin 1553.

¹ Voici, au sujet de Montalembert, la dernière énonciation de sa pensée :

« Un amour-propre mal entendu lui a suscité des adversaires qui, au lieu de s'attacher à montrer simplement l'abus qu'il avait fait de son principe, ont attaqué le principe lui-même. M. de Montalembert a certainement rendu un service important à la fortification, en ramenant les idées sur les feux casematés, qu'on regardait avant lui comme impraticables en grand, tandis que le contraire est prouvé. » (*De la défense des places fortes*, 3^e édit. m-4, p. 235.)

n'était pas demeurée insensible. Leur mariage était convenu, et l'époque presque fixée, quand M. de B^{***}, changeant d'avis, voulut donner sa fille à un officier d'infanterie, plus favorisé de la fortune¹. Carnot apprend cette nouvelle; et sur-le-champ, sans congé, il part de sa garnison, en Artois, accourt à Dijon, et provoque en duel son rival. Il y avait là, sans doute, un fait répréhensible, et que la sévérité militaire ne pouvait excuser; mais les ennemis de Carnot en profitèrent avec empressement pour faire tomber sur lui des rigueurs excessives.

Victime d'un acte arbitraire, le prisonnier, du fond de son cachot, rédigea un Mémoire pour se plaindre d'avoir été condamné sans qu'on l'eût entendu, sans qu'il sût même de quel attentat on l'accusait. Ce Mémoire, où il dévoilait avec énergie le complot tramé contre lui, n'arriva point sous les yeux du ministre de la guerre, M. de Puységur. Mais il ne suffisait pas au jeune officier de se justifier devant ses supérieurs hiérarchiques; son cœur avait une autre exigence : il adressa à sa marraine, femme très-distinguée, qu'il chérissait et dont l'opinion lui était précieuse, un écrit explicatif de sa conduite, rédigé, m'a-t-on dit, avec effusion; cet écrit, malheureusement, ne s'est point retrouvé².

¹ Mademoiselle de B^{***} s'est mariée plus tard, mais non pas à la personne à laquelle son père l'avait destinée. Elle est morte, il y a déjà bien des années, en exprimant le regret de n'avoir pu partager l'existence de l'ami de sa jeunesse, si traversée de peines que l'eussent faite les événements.

² Madame Tiffet, d'une famille alliée à la nôtre, était une personne accomplie. Objet de grandes passions, que sa réserve irréprochable avait condamnées au silence, elle conservait dans un coffre secret, vu seulement par quelques amis, les riches offrandes que des adorateurs demeurés inconnus lui avaient adressées. Je ne l'ai vue que dans un âge très-avancé;

Sur ces entrefaites, le prince Henri de Prusse, faisant un nouveau voyage en France, désira visiter nos places de guerre du Nord, construites par Vauban ; M. de Puysegur voulut donner au prince un guide capable de lui faire apprécier les ouvrages du maître ; il désigna Carnot. Nécessité fut alors de lui dire que l'officier auquel il destinait cet honneur se trouvait sous les verrous ; le ministre se fit apporter le Mémoire justificatif du capitaine du génie, et sur sa lecture rapporta l'arrêt surpris à sa religion.

La mise en liberté de Carnot fut un sujet de réjouissance pour la ville de Béthune, où il était fort aimé. On le fêta dans un banquet ; il y eut le soir des illuminations : la résistance à l'oppression se manifestait déjà sous mille formes.

Quelques biographies expliquent autrement la disgrâce éprouvée par Carnot. « Le vrai motif de cette persécution, dit l'un d'eux, c'est qu'il avait pris hautement la défense des sous-officiers et soldats du régiment de Champagne (cavalerie), en garnison à Hesdin, vexés pour cause de patriotisme, lors de la première de toutes les affaires militaires qui précédèrent la Révolution. »

Ceci est tout simplement un anachronisme, le fait dont il s'agit étant postérieur à la détention de Carnot. Mais ce qui est exact, c'est son intervention dans cette circonstance :

Le régiment de Royal-Champagne, ou du moins les soldats et sous-officiers de ce régiment, avaient donné le premier exemple d'un pacte fédératif avec la milice citoyenne, malgré l'opposition de leurs chefs et celle de

elle portait encore les traces de sa splendide beauté d'autrefois, et ce grand air de dignité personnelle qu'inspire le sentiment de toute supériorité.

la municipalité d'Hesdin. L'Assemblée nationale, dans un sentiment contraire, les en félicita, et le ministre la Tour-du-Pin, ayant ordonné de faire partir le régiment, l'Assemblée suspendit cet ordre, qui avait le caractère d'une punition. A cette cause d'irritation s'en joignirent d'autres, qu'il serait trop long de rapporter, mais qui se trouvent exposées dans les *Révolutions de Paris* de Prudhomme. On renvoya sans jugement trente-six cavaliers avec des cartouches jaunes, et un jeune officier, M. d'Avoux, qui les avait soutenus, fut mis au cachot dans la citadelle d'Arras.

Carnot aussi plaida leur cause avec vivacité, ce qui ne contribua pas à le remettre en faveur.

L'intervention de l'Assemblée nationale dans les différends entre les soldats et leurs chefs, et l'habitude que prenaient les premiers de chercher recours auprès d'elle, attestaient les progrès de l'idée civique dans l'armée; mais c'était aussi, il faut bien le dire, une cause de désordres et de désorganisation. Partout les amis de la Révolution voulaient faire fraterniser l'armée avec la milice bourgeoise, tandis que ses adversaires nourrissaient entre ces deux forces publiques une mésintelligence utile à leurs desseins. De cette opposition d'efforts naissaient des conflits et nécessairement un grand relâchement de la discipline militaire.

Quelques biographes de Carnot ont parlé de prétendues humiliations qu'il aurait essuyées de la part du ministre de la guerre Brienne, et qui l'auraient jeté dans les rangs des ennemis de la cour. Jomini répète cette erreur, sans y ajouter foi, car il dit aussitôt après : « C'est la nature de ses études et les exemples séduisants de l'antiquité qui le rendirent républicain. » L'*Éloge de Vauban* et ses autres écrits du même temps

prouvent surabondamment, en effet, que les opinions de Carnot n'avaient pas attendu, pour se former, l'excitation d'un mécontentement personnel.

Nous croyons donc avoir assigné aux persécutions exercées contre lui leur véritable cause. On en ajoutera, si l'on veut, une seconde, également étrangère à la politique : le jeune capitaine venait de faire imprimer et d'envoyer au conseil de la guerre sa réfutation du projet d'abandon des places fortes. Or, ce projet avait pour auteur, comme on le sait, le rapporteur même du conseil, M. de Guibert, *officier général investi de la confiance exclusive du principal ministre*¹. On n'attaque pas sans danger un tel adversaire. Le sort de Carnot dépendait plus directement, il est vrai, de M. de Fourcroy, chef du corps du génie; mais voici comment le caractère de M. de Fourcroy est dépeint dans les notes de service d'un officier qui l'avait eu sous ses ordres (le général Filley).

« Le commandement haut et dur, un peu trop de politique et d'ambition, et *un talent tout particulier pour se procurer des protections.* »

Serait-il téméraire de chercher dans cet ensemble de circonstances et de renseignements l'explication de certaines complaisances et de certaines sévérités?

Quelle que puisse être cette explication, nous devons noter qu'il n'y est pas fait la moindre allusion dans une pièce assez importante datée de Béthune, le 28 septembre 1789, et adressée par Carnot à l'Assemblée nationale. Cette pièce a pour titre : *Réclamation contre le régime oppressif sous lequel est gouverné le*

¹ C'est ainsi que le désigne d'Arçon dans ses *Considérations militaires et politiques*.

corps du génie. Inspiré sans nul doute par son aventure personnelle, l'auteur n'y raconte pourtant son incarcération qu'incidemment, très-brièvement, comme un exemple à l'appui de griefs exposés dans l'intérêt général du corps.

Il y sollicite la création d'un comité d'officiers élus par leurs pairs, et chargé de discuter librement toutes les idées nouvelles relatives à l'art des fortifications. Revenant à cette occasion sur le système de Montalembert, il signale un grand avantage des batteries couvertes proposées par cet ingénieur : le service de l'artillerie pouvant s'y faire avec peu de danger, comme dans l'entre-pont d'un navire, serait, dit-il, aisément confié aux habitants mêmes des villes attaquées, c'est-à-dire à la garde nationale; de sorte que l'armée permanente tout entière resterait disponible pour tenir la campagne.

Le citoyen se montre encore ici inséparable du militaire.

Carnot, dans sa polémique en faveur de Montalembert, n'eut pas seulement à lutter contre le mauvais vouloir de ses chefs; il eut pour adversaires presque tous ses camarades. D'Arçon, son allié dans la question des places de guerre, prit en main la cause du corps du génie contre l'inventeur de la fortification perpendiculaire, et mit à le combattre autant de violence que de persistance. Montalembert rentra plusieurs fois en lice, et chaque fois, irrité par la résistance, il exagéra les défauts de son système. D'Arçon lui répliqua. Les deux antagonistes continuèrent leur bataille jusque pendant la Révolution, ne s'épargnant pas les railleries et les invectives. Cependant Carnot eut le bonheur, non pas de les réconcilier, mais, après les avoir préservés

tous deux des orages de cette époque, de pouvoir les employer tous deux, quoique nobles, au service de la République.

Quant à lui-même, déployant l'énergie et la ténacité qui appartiennent aux convictions impérieuses, il ne se laissa ni ébranler dans ses opinions favorables aux idées de Montalembert, ni détourner dans le devoir qu'il s'était imposé de les répandre et de les affirmer. Au mois d'octobre 1789, il écrivait de nouveau à M. de la Tour du Pin, ministre de la guerre, cette lettre d'un style un peu insolite. Je dois dire toutefois que le texte original me manque, et que je la traduis mot pour mot sur un recueil allemand¹ :

« Au moment où vous allez tracer, d'accord avec les membres de l'Assemblée nationale, une nouvelle constitution pour notre pays, je dois vous communiquer une observation de la plus haute importance. Elle consiste dans la nécessité de faire éprouver par un comité les nouvelles théories de l'art de fortifier. Le système du général de Montalembert mérite avant tout cette distinction. On connaît, monsieur, vos préjugés contre ce système; mais c'est un motif de plus pour croire que vous observerez l'impartialité la plus grande dans le choix des membres du tribunal chargé de le juger, et que vous y donnerez toute votre attention. Au nom de la patrie que vous servez, j'ose vous dire qu'averti maintenant, vous vous rendriez coupable d'un crime si vous négligiez des moyens propres à la défense du royaume, si vous n'épargniez pas annuellement à l'État trente millions et la moitié de son armée, et si vous ne faisiez pas remarquer à l'Assemblée nationale toute

¹ *Die Zeitgenossen*. Les Contemporains, article biographique sur Carnot.

l'importance de ces mesures. Je n'ai pas attendu la révolution actuelle pour admettre une doctrine si importante au bien de l'État ; je suis jusqu'à présent le seul des officiers du génie qui l'approuve publiquement. »

On conçoit aisément, d'après notre récit et nos citations, pourquoi Carnot, déjà capitaine en 1783, était encore simple capitaine en 1791, lorsqu'il entra à l'Assemblée législative.

Plusieurs autres mémoires sur l'organisation militaire et sur celle du corps du génie en particulier, furent encore adressés par Carnot au ministre de la guerre, mais avec des résultats peu satisfaisants, ce qui semble attesté par le ton de cette lettre, écrite à Montalembert dans un jour de découragement¹ :

« Saint-Omer, le 1^{er} mai 1791.

« Il y a plus d'un an que je ne vous ai point écrit ; l'espérance de voir se terminer notre organisation militaire m'a toujours tenu dans l'incertitude. Enfin la voici ; mais il en ressortira peu d'avantage pour la propagation de votre théorie : preuve nouvelle qu'il est plus facile de réformer de fond en comble la constitution d'un royaume que de vaincre l'esprit de secte d'une poignée d'individus. Pour ce qui me concerne, je ne puis changer ma conviction, parce qu'elle est fondée sur la raison. Je me suis, il est vrai, attiré une foule d'ennemis, ce qui me chagrinerait fort si je pouvais me croire dans l'erreur, ou si je n'avais depuis longtemps renoncé à tout projet d'ambition.

« Avec la puissance invincible de la vérité, il s'en est fallu de peu que vous ne gagniez votre procès.

¹ Comme la précédente, cette lettre est traduite du recueil allemand : *Die Zeitgenossen*.

Comme homme de bien, mon général, contentez-vous de cette gloire pendant votre vie, et attendez de la postérité la juste appréciation qui vous est due. Soyez assuré qu'aucun intérêt ni aucune passion ne sauraient me déterminer à trahir une conviction que j'ai avouée publiquement, et si le destin fait que j'obtienne jamais quelque influence, je promets de ne l'employer qu'à faire triompher la raison et la justice. »

L'étendue que nous avons donnée à l'exposé de cette polémique semblera, nous l'espérons, justifiée par son importance dans la vie de Carnot. D'ailleurs, on n'en trouverait guère que la trace dans les publications militaires d'une époque plus récente : les préjugés de profession se sont très-effacés, et l'on est arrivé sur toutes ces choses à des appréciations beaucoup plus calmes.

XI

Tout en songeant aux perfectionnements généraux de l'organisation militaire, Carnot ne négligeait pas la partie technique de son métier d'ingénieur, et nous avons de sa main de nombreux devis de travaux, faits à Béthune en 1788 particulièrement. Mais de telles occupations ne pouvaient suffire à l'activité d'un esprit comme le sien. Aussi le trouvons-nous parmi les jeunes hommes qui saluaient avec enthousiasme l'ère des grandes réformes, et qui, pleins d'espoir dans l'Assemblée constituante, s'empressaient de lui adresser le fruit de leurs réflexions.

Comme exemple de cette fécondité juvénile, nous citerons, quoiqu'il repose évidemment sur des évaluations exagérées, un projet relatif aux biens ecclésiastiques qui venaient d'être mis à la disposition de l'État

(loi du 2 nov. 1789). Ce projet est daté du 2 avril 1790, et rédigé sous forme de *Mémoire à l'Assemblée nationale sur le rétablissement des finances*.

L'auteur propose, non pas de vendre les biens du clergé pour payer les dettes de l'État, mais de payer les dettes de l'État avec ces biens même en nature.

« Supposons par exemple, dit-il, que je possède un contrat de cinquante mille livres sur le roi : il me sera donné en payement un bien ecclésiastique ou une terre du domaine en valeur de cinquante mille livres à dire d'experts. Je ferai connaître à ma municipalité les biens ecclésiastiques ou domaniaux qui sont à ma convenance. Sur ma requête, les officiers municipaux en feront faire l'estimation par des jurés, et d'après leur dire, il m'en sera délivré une quantité équivalente à la somme qui m'est due. L'acte sera ensuite ratifié par les assemblées de district et de département, après quoi l'État se trouvera libéré envers moi, et nul ne pourra me troubler dans ma possession.

« Voici les avantages qui me semblent résulter de ce système :

« 1° L'État serait tiré de crise à l'instant, ayant à payer de moins cette année deux cent cinquante millions, montant des intérêts de sa dette ; les acheteurs auraient en échange les fruits de l'année 1790, dont la récolte est assez prochaine, et dont cependant le produit ne peut entrer au trésor royal que dans près d'un an, si la régie en est conférée aux administrations locales ;

« 2° La dette nationale serait éteinte, par conséquent la banqueroute impossible et la confiance rétablie ;

« 3° Le clergé serait dépossédé sans aucun espoir de retour ;

« 4° Les charges de judicature et autres pourraient être remboursées sans difficulté;

« 5° Les assignats, contrats et papier-monnaie quelconques, pouvant être convertis en biens-fonds, reprendraient crédit jusqu'à leur anéantissement total;

« 6° Enfin, on éviterait la baisse excessive et subite des biens-fonds, qui aura lieu nécessairement si l'État met en vente à la fois une grande quantité de ces biens.

« Je ne vois aucune objection solide contre ce système; car si l'on dit que l'État, en remboursant une dette dont les intérêts vont à deux cent cinquante millions, se prive en même temps d'un revenu annuel de même somme, je répondrai : 1° Que cela n'est pas exact, puisque parmi les biens à vendre se trouvent beaucoup de bâtiments qui ne rapportent rien; 2° Qu'on diminuera ainsi prodigieusement pour la suite les embarras des diverses administrations locales, embarras qui entraînent à la longue des négligences, des abus et des pertes considérables; 3° que l'État se trouve dans le cas d'un particulier qui, ayant de grands biens, aurait aussi de grandes dettes; or, tout le monde convient qu'en pareil-cas il est plus avantageux de céder une partie de ses biens pour acquitter ses dettes, que de conserver de vastes possessions grevées. *Qui s'acquitte s'enrichit* : jamais proverbe ne fut plus vrai, surtout lorsqu'il est question d'un grand propriétaire qui ne peut régir par lui-même; 4° en acquittant le capital de la dette, on obvierait à l'inconvénient de cette circulation forcée outre mesure, par laquelle la masse des impôts est recueillie chaque année de tous les points du royaume, pour passer par la filière du trésor royal et se répandre de nouveau dans

les campagnes. L'acquittement de la dette équivaut à un revirement de parties infiniment avantageux à la libre circulation de l'argent...

« Je finirai par observer que l'État gagnerait à peu près cinq milliards à l'arrangement que je propose; car il est probable que la valeur totale des biens du clergé est au moins de dix milliards, et la dette nationale s'élève à la moitié au plus. »

XII

Si l'analyse des premiers travaux de Carnot a pris tant de place dans nos pages, c'est que ceux qui les ont suivis les ont fait à peu près oublier; c'est surtout parce qu'il nous importait de montrer que cette phase de sa vie est l'introduction logique de tout le reste. Après avoir connu ce jeune homme animé par la passion du bien public, franchement ennemi des abus et des privilèges, ardent pour les innovations qui promettaient un heureux avenir au peuple, nul ne s'étonnera de le voir s'élancer dans la lice ouverte au patriotisme, et vouer à la politique la même énergie qu'il avait déployée dans les recherches et dans les luttes de la science; ses opinions étaient dès lors tellement formées, que dans deux occasions, où une destitution menaçait de briser sa carrière, il n'hésita pas à les manifester:

Dans les premiers jours d'août 1790, des militaires de la garnison de Nancy, qui croyaient avoir à se plaindre de la gestion de leurs intérêts, demandèrent à leurs chefs une reddition de comptes. Mal accueillis dans leur réclamation, ils écrivirent à l'Assemblée nationale, et lui envoyèrent une députation. Les lettres furent in-

MANIFESTATIONS POLITIQUES.

terceptées, et les députés mis en prison par ordre du ministre de la guerre. L'Assemblée se montra envers ces soldats pleine de sévérité. Un officier général, chargé de les faire rentrer dans le devoir, accomplit sa mission avec violence; sa vie fut menacée; l'insubordination devint complète. Le peuple prit parti pour les militaires insurgés; on se battit. Cependant la rébellion fut vaincue au prix de beaucoup de sang.

Le régiment suisse de Châteaueux était surtout compromis dans cette malheureuse affaire. Ce qu'il en restait après le massacre fut livré à une justice militaire prompt et terrible : vingt-sept soldats furent pendus, quarante et un condamnés aux galères. Plus tard un décret de l'Assemblée législative rendit ces derniers à la liberté.

Cet événement émut toute la France. Les Parisiens se rappelaient que le régiment de Châteaueux, au 14 juillet, en refusant de tirer sur eux, avait facilité leur victoire. De vives controverses s'élevèrent sur la conduite du gouvernement et sur les droits civiques des militaires. Carnot plaida très-hardiment la cause de ceux-ci.

En prenant leur parti, il ne s'inspirait pas seulement, comme beaucoup d'autres, du sentiment révolutionnaire : il était aussi déterminé par une conviction réfléchie, dont nous retrouverons plus tard l'expression dans un discours à l'Assemblée législative sur les limites de l'obéissance militaire.

L'affaire de Nancy ne pouvait pas d'ailleurs et ne devait pas être jugée au point de vue étroit de la discipline. Au point de vue politique, les soldats adressant

¹ Le fait fut contesté plus tard par Dupont de Nemours dans une lettre à Pétion; mais on le tenait généralement pour vrai.

leurs réclamations à l'Assemblée, gardienne des droits de tous les citoyens, et s'insurgeant parce qu'on les repoussait sans examen, représentaient la Révolution; M. de Bouillé, au contraire, le général royaliste, envoyé pour réprimer leur mouvement, représentait l'ancien régime, résistant aux droits nouveaux.

La seconde circonstance à laquelle nous avons fait allusion est relative à la fuite du roi. Lorsque cette nouvelle parvint dans la ville qu'il habitait, Carnot déclara publiquement que, selon lui, l'Assemblée devait considérer cet acte de Louis XVI comme une abdication, et que la facilité avec laquelle on avait gouverné en son absence montrait assez la possibilité de constituer la France en république. Ces paroles ont été rapportées par des auditeurs qui avaient été surpris de leur nouveauté et alarmés de leur audace.

A Paris on l'eût été beaucoup moins : les Constitutionnels, réunis chez un de leurs chefs, M. de la Rochefoucauld, mirent tout simplement en délibération la déchéance de Louis XVI et l'abolition de la royauté. A la même occasion, Fox exprima, pour la France qu'il aimait, le vœu de la voir en république; mais, contraste curieux, à la même occasion aussi, dans le salon de madame Roland, les Girondins ayant pour la première fois parlé de république, Robespierre, présent à la conférence, accueillit cette idée avec ironie.

Cependant le nom de Carnot, jusqu'en 1792, ne se trouve pas mentionné dans les annales de la Révolution. Quelques biographes, ainsi que nous l'avons dit, se sont autorisés de ce silence pour le compter au nombre des émigrés. Ces biographes pouvaient fort bien ignorer l'attitude politique prise par un simple officier dans sa garnison, et, ne s'expliquant pas sans doute comment

un républicain zélé aurait pu demeurer inactif pendant les premières scènes révolutionnaires, ils ont trouvé naturel de le mettre en contradiction avec lui-même. Mais, s'ils avaient étudié l'esprit de Carnot, positif et réfléchi autant que son âme était ardente, ils auraient aisément compris qu'à l'approche des grands événements que tout le monde prévoyait, il avait dû sentir le besoin de se recueillir dans l'étude et la méditation. Son respect et son amour pour la patrie ne lui auraient pas permis de la servir dans une fonction nouvelle, sans s'y être préparé aussi sérieusement qu'il l'avait fait pour la profession militaire; mais, lorsqu'il jugea ses forces proportionnées à la tâche, il accepta avec confiance le mandat des électeurs du département qu'il habitait depuis son entrée au service.

Avant d'observer ses pas dans cette voie nouvelle, accompagnons-le encore une fois au pays natal.

XIII

Depuis que la nécessité de se créer des carrières diverses avait dispersé les fils de Claude Carnot, il ne s'était pas écoulé une seule année sans qu'ils se fussent trouvés ensemble à un rendez-vous de famille. Les avocats venaient en vacances et les officiers en congé, ceux-ci voyageant à bidet lorsqu'ils portaient de garnisons différentes, ou, lorsqu'ils pouvaient aller de compagnie, achetant une petite voiture qu'ils revendaient en arrivant. Il n'y a pas très-longtemps qu'il existait encore dans le pays quelques vieilles carioles auxquelles on assignait cette origine.

Tous reprenaient alors avec bonheur les habitudes de

cette maison chérie, où l'esprit de tradition conservait religieusement l'heure, la place et la forme de chaque chose, où de vieux serviteurs accueillaient comme leurs propres enfants les maîtres qu'ils avaient portés dans leurs bras. Aujourd'hui même que des jeunes femmes et une génération nouvelle ont pris possession de tout cela, l'esprit traditionnel, routinier, si l'on veut, mais respectable, n'a point abdiqué son empire ; il dispute le terrain pied à pied aux envahissements du confort moderne.

Le manoir domestique est le conservateur des liens de famille. Que de frères, séparés souvent par leurs devoirs et par leurs intérêts, deviendraient étrangers les uns aux autres, s'ils n'avaient cet aimant commun vers lequel leurs désirs les ramènent toujours ! Les hommes faits, comme les jeunes gens, quittent avec joie la vie bruyante ou affairée, des hôtels somptueux ou des scènes passionnées, pour quelques jours de vacances dans une maisonnette, au milieu des plaisirs simples et des sentiments calmes. Là, c'est un animal aimé qui vous reconnaît et vous caresse ; ici des arbres que vous avez vu planter, la branche où s'attachait votre balançoire, la lisière de bois où vous avez abattu votre première pièce de gibier, la charmille sous laquelle vous avez promené vos délicieuses rêveries de jeunesse, le banc où s'asseyait votre grand-père au soleil, la fenêtre où votre mère cousait pour réparer vos petites destructions : tout est si plein de souvenirs d'innocence, que l'on rougirait de souiller un tel sanctuaire par de mauvaises pensées.

Nous vivons dans un temps où les jouissances du présent sont absorbantes, où l'on ne songe guère à l'avenir, et point du tout au passé. La propriété n'a de

valeur aux yeux que par son produit; on défriche le bois qui ombrageait la famille; on transforme en usine la maison patriarcale; on vend les épaulettes de son père et la robe de noces de sa mère, pour en retirer de l'or et de la soie; on mettrait sans scrupule le pied sur leur tombe pour se hausser de quelques centimètres.

Certes, nous n'entendons pas que le respect du passé entrave le progrès, que la terre demeure couverte de toutes les pierres que les vieilles générations ont amoncelées : il faut que l'homme nourrisse ses enfants de son corps, comme il les anime de son esprit. Soyons donc de notre siècle : préférons la cheminée calorifère à la cheminée au grand manteau, sous lequel nos aïeux s'asseyaient, plus enfumés que chauffés; préférons même (dussions-nous être rebelles à une fantaisie éphémère) de moelleux coussins aux fauteuils de cuir ou de bois anguleux, et, pour notre usage, les meubles modernes à l'antique bahut : il y a présomption favorable au nouveau, bien que la mode adopte parfois le médiocre et le pire. Mais ne nous laissons pas entraîner à regarder ce monde comme une grande hôtellerie où l'on change de chambre tous les jours, sans écrire son souvenir dans aucune. Les existences se greffent les unes sur les autres, et la tradition se transmet par des objets matériels comme par l'esprit. Conservons la religion des pénates; ne laissons pas s'éteindre le foyer domestique; son feu est sacré. Efforçons-nous, au contraire, de réaliser pour toutes les familles ce qui ne fut jusqu'ici qu'un bienfait exceptionnel; désirons à chacune d'elles un manoir où les enfants puissent s'entourer des souvenirs de leurs pères.

Et ne craignons pas, en marchant dans cette ligne, de contrarier une autre tendance qui invite les peuples

à la fraternité universelle. Les affections doublent leur force en se multipliant. Soyons assurés que les meilleurs frères et les meilleurs fils sont aussi les meilleurs patriotes, et que les meilleurs patriotes sont les meilleurs hommes.

Les réunions de la famille Carnot à Nolay n'étaient pas seulement une époque de réjouissances intimes : partout à la ronde on célébrait l'arrivée de ces braves jeunes gens, qui promettaient de devenir la gloire du pays. Ils retrouvaient des camarades d'enfance et se replongeaient avec ivresse dans un heureux passé. Les parties de chasse et de campagne se succédaient journellement, et j'ai encore entendu vanter l'adresse des deux officiers, qui abattirent plusieurs fois l'oiseau au tir de l'arquebuse dans les fêtes du voisinage.

Cependant l'entrevue de 1788 fut attristée : on y pleurait la mort d'une bonne mère. Elle fut aussi plus solennelle que de coutume : le grand orage politique approchait, et des pressentiments profonds agitaient les âmes. A la fin du repas d'adieux, présidé par le chef de la famille, avant de se séparer, les six fils de Claude Carnot et leur sœur cachetèrent une bouteille de vieux vin, la déposèrent dans un placard, et convinrent entre eux qu'elle ne serait ouverte qu'en présence de tous et pour fêter une nouvelle réunion.

Mais celle-ci devait être la dernière. Ils se séparèrent, chacun appelé par les devoirs de sa profession. La fortune a dispersé leurs enfants et leurs petits-enfants plus qu'ils ne le furent eux-mêmes. Le sentiment patriarcal n'est cependant pas éteint parmi eux, et ils tournent souvent leurs regards vers le berceau de la famille.

C'est à cette époque intermédiaire de sa vie, époque

de calme avec un tonnerre grondant au loin, époque d'étude et de rêverie, que Carnot composa quelques stances sous ce titre : *Adieux à mon printemps*. Un critique allemand les a rapprochées de la fameuse ode de Schiller sur l'*Ideal* ; c'était leur faire beaucoup trop de gloire. Les deux poèmes n'ont qu'un point de ressemblance : ils ont été écrits au même âge ; ils sont le fruit d'un même épanchement intime¹.

Voici les *Adieux à mon printemps* :

Sur son fuseau perfide,
Déjà les doigts de la parque homicide
De mon printemps rapide
Ont filé les beaux jours.
Ses ailes inconstantes
Emportent les fleurs brillantes,
Les grâces semillantes,
Les folâtres amours.

Adieu, charmante ivresse,
Adieu, desirs, adieu, vive tendresse,
Aimable enchanteresse
Qui captivais mes sens.
Adieu, douces chimères,
Toujours vaines, toujours chères,
Promesses mensongères,
Délicieux tourments.

O toi, nature sage,
Nas-tu donc point, en formant ton ouvrage,
Pour le déclin de l'âge
Réserve de bonheur ?
Viens, amitié sensible,
Viens, de ton charme paisible,
Remplir, s'il est possible,
Le vide de mon cœur.

Carnot avait environ trente-six ans. Il appelait l'ami-

¹ Schiller dit de son œuvre : « C'est un cri de la nature, sans art, et presque sans forme, trop individuel pour être jugé comme poésie. L'auteur s'est soulagé d'un poids qui l'oppressait plutôt qu'il n'a obéi à un besoin de création. »

tié à remplir *le vide de son cœur*. Un sentiment plus tendre se chargea de ce soin.

Son frère Carnot Feulins, après avoir parcouru avec succès les grades inférieurs, était devenu comme lui capitaine du génie. Il était, en 1790, en garnison à Saint-Omer. Admis dans les meilleures maisons de la ville, il fut présenté dans celle de M. Jacques Dupont, honorable citoyen, qui avait été directeur des établissements militaires de l'Ost-Frise pendant la guerre de Sept Ans, et qui reçut en 1792 une pension de l'État à titre de récompense nationale. M. Dupont avait trois filles, distinguées par leur beauté et par leur éducation. Carnot Feulins plut à la seconde et l'obtint en mariage. Son frère aîné vint lui servir de témoin et représenter leur père à la cérémonie. On chantait encore dans ce temps-là aux repas de noces ; il chanta des couplets improvisés pour la circonstance et pleins de sensibilité, qui se sont conservés dans la famille.

A quelques mois de là, Carnot l'aîné fit une chute assez grave et se blessa à la jambe. Son frère se rendit aussitôt près de lui, et, afin qu'il ne manquât d'aucun soin, il le fit transporter à Saint-Omer dans la maison de son beau-père, où s'était installé le jeune ménage. Carnot y devint en effet l'objet des attentions les plus délicates. L'aînée des demoiselles, excellente pianiste, employait son talent à le distraire, et, afin de lui faire garder un repos ordonné par le médecin, elle apprit le jeu de tric-trac que le malade aimait. De son côté, pour reconnaître tant de bontés, et pour occuper ses loisirs, il lui faisait des couplets, que sa jeune infirmière mettait en musique. Enfin, quand la cure fut terminée, un nouveau mariage était arrangé : Carnot épousa Sophie Dupont le 17 mai 1791. La troisième sœur fut

mariée quelque temps après à M. Collignon, commissaire des guerres sous l'ancien régime et inspecteur aux revues sous la République¹. La double alliance des deux frères Carnot avec deux sœurs tendrement unies resserra plus que jamais leurs liens d'amitié; leurs familles n'en formèrent qu'une seule, et lorsque ma mère nous fut enlevée, notre excellente tante s'efforça de la remplacer. Aujourd'hui cette vénérable femme, qui conserve à près de quatre-vingt-dix ans toute sa vivacité de cœur et d'esprit et toute la fraîche amabilité de la jeunesse, voit grandir ses arrière-petits-enfants; seule survivante d'une génération éteinte, qu'elle représente

¹ Il y avait aussi un fils, qui mourut jeune, et pour lequel on avait acheté une charge de *commissaire des guerres au département de Normandie*, car tout se vendait alors.

Ceci vient de me donner occasion d'ouvrir les livres de comptes de mon grand-père, et j'y copie cet article que sa date rend caractéristique :

« Du 4 août 1789,

« Par un décret de ce jour de l'Assemblée nationale, toutes les seigneuries étant supprimées sans indemnité, je perds celles de la mairie de Burques et de Canteleu, ainsi que la haute justice de Moringhem. »

Plus loin on lit encore :

« 16 mai 1791,

« Reçu en assignats le remboursement de mon office de conseiller secrétaire du roi. 80,000 liv.

Je n'avais payé cet office que. 72,500

« BÉNÉFICE. 7,700 liv.

« Reçu également le remboursement de l'office de commissaire des guerres, acheté pour mon fils. 70,000 liv.

Je l'avais payé. 76,000

« PERTE. 6,000 liv. »

Si l'on en juge par cet exemple, les titulaires d'offices remboursés n'auraient pas eu trop à se plaindre. C'est pour tirer cette conséquence que nous avons fait la citation.

parmi nous, rien n'égale le respect et l'affection dont elle est entourée¹.

Carnot Feulins n'était pas seulement un militaire recommandé par sa bravoure et ses talents; c'était un homme du monde vraiment séduisant. Il avait vécu à Strasbourg dans une société brillante, qu'animait la présence du prince Maximilien de Bavière, futur roi, alors colonel du régiment d'Alsace au service de France. On désignait Feulins dans ses garnisons par ce titre : *le bel ingénieur*. Son organe plein et sonore, son élocution facile, l'appelaient aux succès de la tribune. Il devint président de la Société populaire de Saint-Omer, puis électeur et président du corps électoral du département; enfin il fut élu le premier député du Pas-de-Calais à l'Assemblée législative.

Son frère, aimable aussi dans le monde, où l'avait suivi cette épithète de *gentil*, obtenue par son enfance, avait des habitudes de cabinet qui l'isolaient davantage; il était moins répandu et moins connu que Feulins. Lui aussi, cependant, présida la Société populaire dans sa ville de garnison, fut nommé électeur et député.

De ce moment, Carnot l'aîné et Carnot le jeune (c'est ainsi qu'on les distingua) appartiennent à l'histoire politique de la France. L'*Almanach historique et critique des députés*, recueil fort peu bienveillant pour la nouvelle Assemblée, leur consacra ces lignes : « Même profession, même grade, même talent, même génie; ils ont toutes sortes de ressemblances, et, s'ils diffèrent entre eux, ce n'est que par l'âge et par la figure². »

¹ J'écrivais ceci en 1854.

² On a souvent confondu les deux frères, et attribué à l'un ce qui appartenait à l'autre. La *Table des procès-verbaux de la Chambre des représentants des Cent-Jours*, publiée en 1844, désigne un seul personnage du

Si ces deux frères n'eussent pas été avant tout des hommes de conviction, au lieu de monter sur la brèche pour soutenir leurs opinions républicaines et de s'exposer aux fatigues, aux chagrins, aux malheurs qui ont abrégé la vie de l'aîné, ils se seraient renfermés dans leur carrière militaire commencée avec éclat; tous deux vraisemblablement seraient parvenus au sommet de la hiérarchie, et auraient figuré parmi les hauts dignitaires de l'Empire et de la Restauration. C'est un autre lot qu'ils ont choisi : pauvres, proscrits, mais récompensés par l'estime publique, ils n'ont jamais regretté leur vie de sincérité et de dévouement.

nom de Carnot, à la fois comme pair de France et comme représentant. Des documents officiels rédigés avec cette négligence font cependant foi pour l'histoire.

CARNOT A L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

1791-1792

I

Je comparerais volontiers un pays en révolution à nos grandes cuves de vendange : dans la cuve des passions, tout s'agite, de la surface au fond, depuis le vin le plus généreux jusqu'à la lie la plus immonde; mais la fermentation purifie et ennoblit la liqueur.

La France nous a donné ce spectacle : nous avons vu se mêler dans son sein les éléments les meilleurs et les plus mauvais dont se composent l'homme et la société; et de ce chaos, tour à tour affreux et sublime, qu'est-il enfin sorti? Une notion plus juste et plus élevée des droits de l'individu, de ceux des nations et de la solidarité universelle.

On a peine à concevoir le nombre et l'importance des faits accumulés dans la vie d'un seul peuple en si peu de temps. Jamais années ne furent plus remplies; aussi que de volumes écrits pour les raconter! Et cependant l'histoire de cette fertile période reste toujours

à faire. L'héritage de la Révolution, disputé, gaspillé, usurpé, désavoué aussi par tant de bénéficiaires qu'il a enrichis, n'a pas cessé d'être en litige. A quel moment l'historien aurait-il pu tenir la balance du juge?

La Révolution est comme les colosses d'Égypte, ou comme les immenses toiles de Rubens : vus de trop près, ceux-là n'offrent que des entassements abrupts ; celles-ci des hardiesses de pinceau qui nous troublent. Considérez-les à distance, les détails se fondent et s'harmonisent ; plus le spectateur s'éloigne, et mieux l'ensemble devient appréciable à ses yeux.

L'instinct populaire semble pourtant n'avoir pas eu besoin de cette épreuve : les principes de la Révolution se sont immédiatement incarnés dans la nation française. Alarmée par de funestes excès, trompée par de perfides tacticiens, aveuglée par les mirages de la gloire militaire, elle a pu dévier momentanément ; mais rien ne l'a découragée, ni les souffrances ni les vains tâtonnements ; et, quoiqu'elle n'ait pas réalisé un seul instant son idéal, elle ne l'a jamais abandonné. Toutes les fois qu'elle s'est levée pour détruire un pouvoir ennemi, sa première pensée, son premier cri, ont été un retour vers la formule républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité. Nous avons vu, au 24 février, ces mots, demeurés gravés au fond de la mémoire nationale, reparaître avec une promptitude qui semblait tenir du miracle, sur les édifices publics, spontanément, comme si les bras de tout un peuple y eussent travaillé.

Que nous dit-elle, en effet, cette admirable formule ? Elle nous dit que la Révolution a créé des droits nouveaux, des intérêts nouveaux, des sentiments nouveaux, un corps et une âme pour une France régénérée ; la Révolution, c'est notre seconde mère.

Aussi la France aime sa Révolution ; mais elle l'aime moins encore peut-être à cause du bien qu'elle en a recueilli pour elle-même qu'en reconnaissance du progrès que lui doit le monde. Généreuse France ! elle ne croit jamais sa tâche accomplie quand les autres peuples ne participent pas aux avantages qu'elle a conquis. Les hommes d'État qui ont voulu la détourner de cette voie lui prêchaient l'infidélité à ses traditions nationales ; ceux qui ont raillé ses élans chevaleresques et cherché à la rendre égoïste l'outrageaient dans ses plus nobles instincts.

La France aime tant sa Révolution, que pour la défendre elle s'est volontairement soumise à la dictature du Comité de salut public. Le peuple français était alors comme un soldat en présence de l'ennemi, qui ne murmure point contre l'obéissance passive et la sévérité des lois militaires.

Elle aime tant sa Révolution, qu'elle a supporté avec une admirable fermeté les maux de la guerre, ceux d'une disette et d'une crise monétaire. C'est dans le même sentiment que la brave population de Paris disait en 1848 : « Nous avons trois mois de misère à offrir à la République. »

Interrogez l'esprit populaire : vous verrez que la lutte des partis, qui presque seule a fixé l'attention de nos historiens dramatisés, n'est pas ce qui l'a frappé le plus, lui. Étranger à cette mêlée des passions et des ambitions personnelles, la Révolution lui apparaît dans ses faits généraux : l'affranchissement du travail, l'abolition des privilèges, la division de la propriété, la défense du sol national ; sous tous ces mots une seule chose : la liberté.

Quand nous nous plaçons avec lui à ce noble point

de vue, les révolutionnaires de toutes les dates semblent réconciliés : Constitutionnels, Girondins, Montagnards. Au lieu d'épouser leurs vieilles disputes, nous aimons à étudier leur œuvre collective, dont le caractère est si profondément marqué, qu'en dépit de toutes les réactions jalouses de la dénaturer, les Français sont restés, à travers l'Empire et la Restauration, le peuple le plus démocratique de l'Europe. Alors les architectes successifs de ce grand édifice, ces hommes que les circonstances ont faits ennemis, forment à nos yeux un cortège unique; ils nous apparaissent comme ces personnages des bas-reliefs antiques, marchant à la suite les uns des autres, la face tournée du même côté.

Je me suis dit bien des fois qu'une histoire de la Révolution française écrite dans ce sentiment serait un bon livre.

C'est que notre Révolution n'est pas l'œuvre d'un parti; elle est l'œuvre de la raison humaine, représentée ce jour-là par le peuple français.

Il ne faut que du bon sens maintenant pour comprendre cette idée philosophique; il fallait une singulière hardiesse d'esprit de la part d'un étranger, jeté au milieu de nos tempêtes sociales, pour s'exprimer comme le fit le poëte danois Baggesen, dans une lettre dont nous demandons la permission de traduire un passage. Cette lettre est datée de Paris, le 30 juillet 1794, deux jours après la mort de Robespierre :

« Moi aussi, j'ai éprouvé maintes fois la tentation de ramener tous ces grands faits à l'unité épique, en les concentrant sur la personne d'un héros; j'ai cherché ce héros tour à tour en la Fayette, en Mirabeau, en Roland, en Vergniaud, en Robespierre; mais bientôt l'épopée est devenue trop grande pour souffrir un rôle do-

minant. Retire-toi, Satan ! me suis-je écrié ; et j'ai cessé d'attacher à aucun personnage particulier un intérêt véritablement puéril. L'acteur de ce magnifique drame est invisible : c'est le *genus humanitatis* élevé à de colossales proportions, qui emprunte les traits de mortels visibles pour se manifester à des yeux mortels. Mais, parmi ceux qui reçoivent cet honneur de l'incarnation, le simple soldat qui tombe au cri de *Vive la République !* le matelot qui, de la dernière batterie de son navire submergé, lance encore le tonnerre ; le brave ouvrier dont les sueurs coulent jour et nuit pour forger le fer libérateur de son pays, représentent aussi bien ce génie à mes yeux que Robespierre lui-même. »

Il suffit de pénétrer un peu dans l'histoire de notre Révolution pour reconnaître, en effet, que les individus et les assemblées ont rarement donné l'impulsion ; ils l'ont presque toujours reçue. La puissance exercée par certains hommes venait bien moins de leur propre valeur qu'elle ne leur était communiquée par le mouvement général. Cela est si vrai, que tous ceux qui ont compté sur leur force individuelle pour résister à ce mouvement ont été brisés comme roseaux.

Parcourez les cahiers du tiers état, ceux de Paris surtout : ce sont des mandats impératifs ; le mérite des représentants est de leur avoir obéi. Ils contiennent la Déclaration des droits, la Constitution de 91 et les décrets du 4 août ; tout se trouve dans ces cahiers, jusqu'au nom d'*Assemblée nationale*, dont l'invention n'appartient ni à M. Legrand ni à l'abbé Sieyès.

La réunion des trois ordres avait été réalisée dans la session des états du Dauphiné, un an avant la séance du jeu de Paume.

Quand la Constituante abolit les privilèges féodaux,

le peuple avait déjà livré aux flammes les archives des châteaux qui conservaient ces privilèges.

Quand la Convention promulgua la république, la destruction de la monarchie était déjà un fait accompli, moralement depuis la fuite à Varennes, effectivement depuis le 10 août. Le lendemain de ce jour, le peuple avait brisé toutes les statues des rois, et l'Assemblée législative, en ne prononçant que la suspension de Louis XVI, était demeurée en deçà de l'opinion publique, qui demandait sa déchéance.

Quand la Convention décréta l'enrôlement de tous les citoyens en état de porter les armes, c'est que les délégués des assemblées primaires étaient venus insister pour cette grande mesure de salut public.

Enfin lisez les innombrables adresses envoyées à la Convention : vous verrez que presque toutes les décisions énergiques de cette assemblée ont été sollicitées, provoquées, forcées quelquefois, par l'énergie de la nation. La terreur elle-même n'a fait que répondre à un cri universel d'alarme et de colère.

Cette action des masses prenant l'initiative, foulant aux pieds tout ce qui résiste, est un phénomène de l'ordre révolutionnaire. Le progrès, par bonheur, n'affecte pas habituellement des allures aussi fougueuses. Ce mot fameux, formule saisissante de la souveraineté populaire : « Il y a quelqu'un qui a plus d'esprit que Voltaire, c'est tout le monde, » ne devient vrai qu'en temps de révolution. En temps normal, Voltaire a réellement plus d'esprit que tout le monde. Quelques hommes supérieurs, êtres marqués du sceau divin, intelligences clairvoyantes, cœurs audacieux, sont frappés du rayon avant-coureur ; leur voix, qui publie la bonne nouvelle, demeure longtemps sans écho, méconnue, souvent étouffée par le

ridicule ou le martyr : venir trop tôt, c'est une erreur, comme venir trop tard ; c'est un crime aux yeux de la société, car c'est un désordre. Mais de telles considérations n'arrêtent point les glorieux téméraires, les heureuses témérités. Un jour enfin, la minorité ayant convaincu la majorité, l'armée s'ébranle ; elle entraîne ses chefs trop prudents, et les historiographes qui viennent à la suite, découvrant les traces des précurseurs, relèvent leur mémoire de l'oubli ou de la réprobation.

Aux époques révolutionnaires, le peuple trouve en lui-même son excitation. Nous parlons d'une de ces époques, et nous constatons que les assemblées politiques ont joué à l'égard du peuple un rôle modérateur, traduisant ses vœux impatients en décrets, en constitutions, en établissements d'utilité générale. Les luttes parlementaires sont des épisodes dramatiques, dont les uns ont accéléré, d'autres contrarié momentanément le progrès. Le peuple français, au milieu de bien des écarts, animé cependant de passions supérieures à celles des partis, fidèle à ce sentiment de fraternité universelle qui forme la base de son caractère, songeait avant tout à répandre sur l'humanité les bienfaits de son émancipation.

La Constituante, la Législative, la Convention, autant d'étapes, autant de relais disposés sur la route. Mirabeau et Sieyès, Condorcet, Brissot, Robespierre, autant de conducteurs plus ou moins habiles, plus ou moins dangereux ; chacun d'eux fait faire au char quelques tours de roue ; il en est qui tombent et que la roue écrase. Le char avance à travers mille obstacles ; il renverse ici celui qui a voulu l'arrêter, là celui qui l'avait bien dirigé la veille, mais qui le dirige mal aujourd'hui ; il avance toujours.

Retournez-vous pour mesurer le chemin parcouru ; comparez la France de l'ancien régime à la France sortie des bras de la Révolution, ses lois, ses mœurs ; versez des larmes sur les victimes d'une aveugle résistance ; glorifiez les martyrs du progrès ; vouez une part de reconnaissance à tous les hommes qui ont coopéré, ne fût-ce qu'un jour, à ce grand travail, vous qui jouissez de ses fruits.

« Quand je revis ma patrie (en 1800), dit la Fayette dans ses *Mémoires*, j'éprouvai l'émotion d'un cultivateur qui, à la suite d'un long ouragan, retrouverait plus de semences levées qu'il ne l'aurait espéré. »

Si je me suis laissé aller à exposer longuement ce que j'aimerais à trouver dans une histoire de la Révolution, c'est parce que je sentais en moi un écho des pensées de mon père. Je voulais, afin que l'homme politique fût bien compris, peindre, tel qu'il le jugeait, le milieu dans lequel nous allons tout à l'heure le voir agir. J'ai essayé précédemment d'expliquer l'homme privé par l'intérieur de famille où il avait puisé ses impressions.

Eh bien ! le jugement de Carnot sur la Révolution était précisément celui que le bon sens dictait aux masses ; il se résumait en un mot : Émancipation ! Dès son entrée dans la vie publique, ce but lui semble nécessaire, légitime, saint ; les réformes les plus radicales doivent y conduire. Mais, homme d'ordre essentiellement, Carnot croit d'abord à la possibilité d'un progrès pacifique, et se montre sincèrement disposé à y travailler. Lorsque des révoltes opiniâtres rendent inévitable l'emploi de la force, il marche d'accord avec les Montagnards, ne s'abstenant que des actes qui bles-

sent ses sentiments d'humanité; puis, l'œuvre de destruction accomplie, l'ordre étant devenu à ses yeux le premier besoin pour consolider la République, il s'efforçait de rallier les partis au nom de la modération. — « Je vous croyais un Brutus, » lui dit-on. — « Quand il le faut, » répond-il.

Une autre conviction, qu'il a fréquemment exprimée, c'est que l'immense majorité du peuple français a voulu la Révolution, et qu'elle s'y est associée, tantôt par son consentement, tantôt par son initiative. Cette conviction, il la formula un jour en termes rudes et absolus qui s'éloignaient de son langage habituel, mais qu'expliquent très-bien des circonstances impérieuses; c'était une réponse aux dénonciateurs du Comité de salut public : « Il ne s'agit pas de savoir si ce qu'on a fait vous semble bien ou mal, mais si le peuple le voulait. » Parole sérieuse dans sa bouche, car personne ne fut moins que lui sujet à ce travers, souvent et justement réprouvé, de prendre pour des manifestations générales les démarches de quelques badauds, se constituant de leur seule autorité les interprètes d'une nation.

De Maistre porte le même jugement sur les dispositions de la France; après avoir énuméré ses griefs contre la Révolution, il s'écrie : *La nation est coupable de tout!* Mais là où le catholique royaliste trouvait un motif d'anathème, le philosophe républicain puisait une confiance qui ne lui laissa jamais aucune hésitation : il se sentait en communion avec le peuple français.

Est-ce à dire qu'il fermât les yeux sur ses infirmités morales; qu'il ne vît pas la confusion des idées à son comble, et souvent une souveraineté brutale troubler la rue au lieu de s'exercer avec la majesté et la sûreté de la loi dans la salle du scrutin? Les premiers jours de la Ré

volution, si pleins d'aspirations généreuses, eurent eux-mêmes de fort tristes revers. Au lieu du naïf empressement avec lequel on devait croire que les nouveaux émancipés jouiraient de leurs droits politiques fraîchement acquis, l'ignorance et l'indifférence éloignèrent des collèges électoraux des populations entières. Le docteur Bollmann, qui passait à Strasbourg en 1792, raconte que sur huit mille citoyens actifs, il ne se présenta que quatre cents votants; à Paris, il n'y en eut que dix mille sur soixante mille; dans plusieurs sections, on eut de la peine à réunir un nombre suffisant d'électeurs.

Une vieille société ne se transforme pas sans troubles, sans déchirements; elle ne fait pas en un jour l'éducation d'une nouvelle jeunesse, et la pratique de la liberté demande un apprentissage. Certes, d'ailleurs, les nations ne sont pas infailibles; on les trompe et elles se trompent; elles se trompent : témoin le Brabant, soulevé contre Joseph II, sous prétexte de liberté, quand celui-ci voulait, trop brusquement, le dégager des liens d'un clergé dominateur. Le peuple combat parfois pour des préjugés contre celui qui veut l'éclairer; pour l'esclavage contre celui qui veut l'affranchir.

Ce n'est donc pas une tâche facile que celle de servir le peuple : elle exige des ouvriers courageux. Plus la foule manque de lumières et s'égare dans de mauvaises voies, plus elle a besoin du dévouement de ceux qui peuvent la guider. Elle les en récompense mal, elle les en punit quelquefois; elle repousse des amis sévères pour suivre d'effrontés charlatans qui la flattent; rien de tout cela n'est sans exemple. Mais plaignons ceux qui ne savent pas aimer le peuple malgré ses défauts et le servir malgré ses ingraturités.

II

La plupart des historiens jugent comme une faute, à laquelle ils attribuent de grands malheurs, la résolution prise par l'Assemblée constituante d'interdire à ses membres l'entrée de celle qui devait la continuer. L'éloignement des citoyens que deux années d'études, d'expériences et de luttes avaient initiés aux affaires et à la tribune, privait certainement d'une force considérable le nouveau Corps législatif. Avec ses pouvoirs très-limités et son personnel composé d'hommes étrangers les uns aux autres pour la plupart, pour la plupart inconnus au pays, il allait se trouver en présence de redoutables complications. Sans doute, l'œuvre de la Constituante ne pouvait pas avoir des interprètes plus fidèles que ses auteurs eux-mêmes; ils eussent apporté à la conservation de cette œuvre un amour paternel. Mais c'est là précisément ce que pouvaient craindre ceux qui, placés au point de vue révolutionnaire, appelaient de leurs vœux une politique plus hardie dans ses innovations. La Constituante, quelques services qu'elle eût rendus, était déjà tellement dépassée par le mouvement général, que l'influence de ses coryphées, profondément discrédités, aurait été peut-être une entrave plus qu'un appui. Cette assemblée si belle mourait d'épuisement; elle le sentait; ses adieux furent tristes, son départ peu regretté. L'ostracisme qu'elle avait prononcé sur elle-même ne faisait sans doute que prévenir le jugement électoral. Mais s'il écarta quelques hommes d'élite qui auraient heureusement représenté

sa noble tradition, on peut le regretter. Admirons toutefois qu'un peuple à peine naissant à la vie publique ait pu produire en si peu de temps plusieurs générations d'orateurs et d'hommes d'État. La puissante exaltation de l'époque explique seule un tel phénomène.

Les tendances de l'opinion n'étaient point douteuses ; la composition de la nouvelle assemblée en faisait foi : les électeurs en avaient repoussé tous les membres des anciennes classes privilégiées. Aussi la cour, dédaigneuse de ces avocats, de ces savants, de ces petits officiers, investis du rôle de législateurs, pauvres diables qui se rendaient à leur poste « en parapluies et en galoches, » affecta-t-elle de les traiter avec une absence d'égards qui dépassait les limites de l'impolitesse. On s'efforçait de leur créer des pièges d'étiquette, dans lesquels beaucoup d'entre eux ne manquaient pas de tomber ; et alors la morgue des valets de cour se donnait carrière jusqu'à l'insulte. L'Assemblée, de son côté, défendit sa dignité avec hauteur, avec aigreur, premier froissement dont rien n'effaça l'impression. Ajoutons, car cela est vrai, que les Constituants témoignèrent généralement des dispositions peu bienveillantes pour le corps politique dont ils n'avaient pas voulu faire partie, et qu'ils ne tâchèrent point de diminuer les embarras de leur héritage.

Or ces embarras étaient grands : l'Assemblée constituante avait commencé sa carrière au milieu d'un concert d'enthousiasme qui semblait universel. Elle avait pu parler au nom de la philosophie et n'invoquer que le droit ; mais à l'heure où elle se retirait, des oppositions acrimonieuses avaient eu le temps de s'organiser ; l'Assemblée législative, obligée de lutter contre des intérêts passionnés, était réduite à passionner les

intérêts contraires. Les premiers réformateurs se montraient donc injustes envers leurs successeurs, en s'en prenant à eux de ce que leur idéal ne se réalisait pas comme ils l'avaient conçu.

La cour dissimulait peu ses haines antirévolutionnaires, et Louis XVI n'était que trop disposé à les partager. Ses inclinations auraient pu le porter au bien; ses habitudes d'économie et la régularité de ses mœurs faisaient espérer qu'il effacerait le scandale du règne précédent; mais sa jeunesse avait été livrée aux influences d'une éducation opposée au penchant du siècle; nature inerte et vulgaire, qui se trahissait par des gestes gauches, un ton bourru, un regard myope, terne et vague, un rire presque imbécile, des propos souvent grossiers; il était trop au-dessous de la tâche que le progrès des esprits avait préparée et qui aurait pu devenir si belle. Élevé par son précepteur et par son père dans les pratiques d'une dévotion puérile et dans les maximes de l'absolutisme monarchique, habitué à considérer comme acte d'irrégion toute atteinte aux privilèges cléricaux, comme acte d'usurpation toute restriction du pouvoir royal, il avait sur ces deux points un parti pris, que son entêtement rendait inébranlable, sans aucune énergie morale pour le soutenir hautement. Prenait-il quelque initiative, c'était dans un esprit étroit et rétrograde, pour ordonner au Parlement de poursuivre Raynal, dont une page l'avait offusqué, pour envoyer à Saint-Lazare Beaumarchais, auteur d'une chanson contre l'archevêque, tandis que sa femme et son frère (d'Artois) jouaient étourdiment à Trianon le *Figaro* dont il avait interdit la représentation à Paris. A mesure qu'on lui faisait faire un pas dans le sens de la Révolution, il tentait un mouvement en arrière : à

peine les états généraux sont-ils réunis à sa voix qu'il fait approcher des soldats pour les dominer ou les dissoudre; il feint d'être d'accord avec les députés, et recherche secrètement dans les archives du parlement les formules usitées pour les protestations de la couronne contre les actes des états. Puis, changeant de batteries, le voilà qui se met à sanctionner systématiquement tous les votes de l'Assemblée, afin de se faire considérer comme en captivité; et il laisse en même temps sa cour braver l'opinion publique dans ce qu'elle a de plus vif et de plus délicat (cocardes nationales foulées aux pieds). Sa vie se passait en oscillations perpétuelles; chaque jour il se repentait des concessions de la veille; et, selon l'instinct des êtres faibles, à défaut de courage il avait recours à la ruse, au mensonge, à la corruption. Les règles jésuitiques de son éducation ne lui interdisaient pas ces moyens, un confesseur levant au besoin ses scrupules et effaçant les remords de son âme¹.

L'Assemblée constituante avait donné à Louis XVI une insigne marque de confiance, en supposant qu'après avoir été vaincu par le peuple, il aurait assez d'élevation de cœur pour recevoir sincèrement des mains de ce peuple un pouvoir jusqu'alors regardé par lui comme émané de Dieu seul. Louis XVI, qui d'abord avait déclaré la Constitution impraticable, et s'était enfui devant elle, sembla rétracter cette opinion : il publia son acceptation *réfléchie et motivée*, et prêta un serment solennel au milieu de l'enthousiasme et des réjouissances. Puis, mettant à profit quelques heures

¹ Louis XVI apparaît ainsi dans les documents royalistes contemporains. Plus tard, l'intérêt du parti lui dicta un tout autre langage. Le contraste est frappant.

de calme, qui succédèrent à l'établissement de la loi nouvelle, il s'efforça de susciter des entraves à l'Assemblée chargée de la mettre en application.

Si le roi avait réussi dans sa tentative d'évasion, en protestant contre les décrets revêtus de sa propre signature, la situation eût été difficile sans doute, car les ennemis de la Révolution seraient allés se grouper autour de sa personne; mais du moins elle eût été franche, et les deux camps bien séparés. D'ailleurs, le peu d'instants qu'avait duré l'absence de la royauté avaient fourni contre elle quelques-uns de ces arguments qui ne manquent pas de frapper le bon sens populaire: les affaires publiques s'étaient expédiées, les affaires privées n'avaient point éprouvé de ralentissement; il s'était même fait une adjudication d'un domaine clérical fort au-dessus de l'estimation; les promenades et les théâtres avaient été fréquentés comme de coutume.

La capture de Louis XVI fut peut-être un malheur. Son retour à Paris et son serment à la Constitution, prêté avec une apparence de sincérité, donnèrent à l'Assemblée les embarras et les dangers d'un pouvoir exécutif conspirant contre la loi, tandis que ses partisans fomentaient les discordes civiles ou allaient implorer les secours de l'étranger, pour prêter main-forte au despotisme ébranlé.

III

C'est en présence de ces coupables manœuvres qu'un jour Carnot, membre de la nouvelle Assemblée, laissa tomber de la tribune ces sévères paroles :

« La nation est là, qui veut la liberté, qui veut l'é-

galité, qui veut la Constitution tout entière, et qui ne souffrira pas que, ni par le fait des armes, ni par les voies obliques d'une politique tortueuse, un seul mot en soit effacé. »

Lorsque, vingt-cinq ans plus tard, le général Foy faisait entendre à la Chambre des députés un langage presque identique et devenu célèbre, lui aussi adressait son avertissement à un pouvoir accusé de trahir sa propre Charte.

Ce n'est pas que Carnot regardât comme une œuvre parfaite la Constitution de 91, mélange des anciennes traditions monarchiques avec les nouvelles tendances républicaines, sorte de duel organisé, dans lequel un des champions devait succomber. Mais l'Assemblée législative, dont il faisait partie, avait prêté serment à cette Constitution ; elle avait pour mission de la mettre en pratique et non de la changer. Nous trouvons Carnot, au début de sa vie politique, ce que nous le verrons constamment, esclave du devoir et plein de respect pour la légalité. La Constitution de 91 reposait d'ailleurs sur des principes favorables à la liberté, et le mot de république, quoique déjà très-répandu (nous savons que Carnot n'avait pas été des derniers à le prononcer), ce mot n'avait pas fait son apparition dans les débats parlementaires.

Parmi les révolutionnaires les plus audacieux, il en est fort peu qui, dans l'origine, ne se fussent contentés d'une réforme de la monarchie.

Sieyès, royaliste constitutionnel dans son fameux pamphlet de 1788, soutint encore, trois ans plus tard, une polémique contre le républicain Thomas Payne.

Marat était royaliste aussi en 89 et en 91 : « J'ignore, dit-il, si les contre-révolutionnaires nous forceront à

changer la forme du gouvernement; mais je sais bien que la monarchie très-limitée est celle qui nous convient le mieux aujourd'hui. »

Danton, dans une lettre adressée au président de l'Assemblée électorale de Paris, le 1^{er} février 1791, déclare : « Qu'il signalera son attachement à la nation, à la loi et au roi, et son dévouement éternel au maintien de la Constitution. »

Brissot fut un des premiers à professer en France le républicanisme. Eh bien! voici son langage en juillet 1792 : « S'il existe des hommes qui tendent à établir une république sur les ruines de la Constitution, le glaive de la loi doit frapper sur eux comme sur les partisans de Coblenz. »

Cette déclaration de foi servit de texte à Saint-Just dans son rapport contre les Girondins. Saint-Just pourtant avait aussi préconisé le pacte monarchique dans une publication de la même époque¹. Pétion, Collot-d'Herbois, Bourdon, Robespierre entreprirent d'en faire le catéchisme aux enfants. Robespierre, pendant la session de l'Assemblée législative, rédigea un écrit périodique sous ce titre, qui ne semble pas admettre un double sens : *Le Défenseur de la Constitution*. Voici d'ailleurs le langage de son prospectus : « La majorité de la nation veut se reposer sous les auspices de la Constitution nouvelle, dans le sein de la liberté et de la paix. » L'auteur proteste de son éloignement pour la république, et ne veut pas, dit-il, pactiser avec ceux qui conspirent contre la monarchie. Robespierre, aux Jacobins, le 2 mars 1792, se proclamait encore royaliste par raison.

¹ *Esprit de la révolution et de la constitution de France*, par L. L. de Saint-Just, électeur au département de l'Aisne, Paris, 1791.

Pour ma part je crois à la sincérité de ces hommes.
« Nous n'étions peut-être pas dix républicains en 1789, » déclare Camille Desmoulins.

Cela est parfaitement vrai, s'il s'agit de doctrines arrêtées. Quant à des républicains de tendance, il y en avait à peu près autant que de jeunes gens ayant traduit leurs classiques. Camille lui-même ne l'était guère autrement.

L'exemple des Américains avait exercé aussi de grands entraînements.

Mais la république comptait peut-être ses partisans les plus nombreux parmi les âmes honnêtes que repoussait le triste spectacle de la monarchie dégénérée¹.

« Le parti républicain se formait insensiblement et n'existait pas, » dit Bailleul dans sa réponse aux *Considérations* de madame de Staël.

La vérité c'est que sur la question de gouvernement les esprits étaient flottants; ils l'étaient beaucoup moins sur celle des réformes civiles, que les discussions philosophiques avaient préparées de longue main. Ce n'est pas pour abolir la royauté que la France s'est soulevée, c'est pour changer l'ensemble de son régime social. Mais, arrivée à un certain terme de son œuvre, elle a reconnu que l'existence de la monarchie, même transformée en simple magistrature héréditaire, n'était point compatible avec un progrès démocratique sérieux; elle a d'abord essayé d'amoindrir l'obstacle, puis elle l'a écarté.

¹ Le marquis d'Argenson se rend leur interprète dans ses *Mémoires* :

« Le républicanisme gagne chaque jour les esprits philosophiques. On prend en horreur le monarchisme par démonstration. Des esclaves seuls, des eunuques aident de leur fausse sagesse le monarchisme. »

L'idée s'est développée avec les événements; elle a grandi avec les possibilités d'application.

En révolution, on va toujours au delà du but que l'on s'était fixé. Il s'établit un courant universel; on pousse, on est poussé, on s'excite mutuellement; l'honneur du mouvement ne saurait être attribué à personne en particulier.

Les esprits sincères passent par trois phases successives. Tant qu'ils demeurent dans le domaine de l'utopie, leurs aspirations sont illimitées. Dès que la réalisation commence, et que ses difficultés leur apparaissent, ils deviennent plus circonspects; ce serait l'instant favorable au bon accord si l'on savait le saisir. Mais l'ébranlement s'accroît; on se divise : les uns résistent, souvent de bonne foi; d'autres s'alarment au bruit de leurs propres pas; d'autres, enfin, s'élancent en avant, plus réfléchis, plus déterminés, ou plus enivrés.

En écrivant l'histoire des esprits sincères, je pensais à celle de Carnot. Il entra à l'Assemblée législative, moins empressé de réaliser son idéal républicain qu'il ne l'avait été simple citoyen, sans responsabilité. Convaincu dès lors que des formes de gouvernement très-imparfaites sont pourtant susceptibles d'atteindre un certain degré de libéralisme, il travailla à perfectionner celles qui existaient par une pratique républicaine. Incapable d'aucune restriction mentale, il fut du petit nombre des hommes politiques de ce temps qui prirent au sérieux la Constitution, au moins comme un passage utile, et qui virent avec peine déverser l'ironie sur la prestation du serment. D'accord dans sa conduite avec les démocrates les plus ardents, qui ne hâtaient pas alors la chute du trône, il s'efforçait seulement de res-

treindre l'action de la royauté partout où elle pouvait enrayer la Révolution.

Au moment dont nous parlons, la Constitution fournissait un terrain de combat ; mais elle n'inspirait d'attachement ni d'un côté ni de l'autre. La cour y voyait la destruction des droits monarchiques, qu'elle prétendait rétablir dans leur intégrité par la force ou par la ruse ; elle la faisait attaquer et ridiculiser dans ses journaux. Le parti populaire n'y trouvait pas des garanties suffisantes, et les *Amis de la Constitution* (les Jacobins) travaillaient activement à sa ruine.

Peut-être que l'Assemblée législative, en témoignant tant de déférence à ce pacte déjà suranné, ne répondait pas bien au sentiment révolutionnaire qui avait présidé à son élection. On accuse cette Assemblée d'avoir pris trop à la lettre le rôle simplement législatif que la Constituante lui avait assigné ; reproche mérité, je le veux bien, mais qui s'attache ici à un scrupule respectable en tout temps. Les acclamations par lesquelles la France avait salué ses institutions nouvelles retentissaient encore ; et si déjà on était parvenu à l'en dégoûter, peut-être la faute en est-elle moins aux révolutionnaires qu'aux royalistes, dont les cabales ou les agressions démontraient chaque jour davantage l'impossibilité d'un accord avec eux.

IV

Nous avons cité des paroles de Carnot sur la Constitution de 1791. Ce n'étaient pas les premières qu'il prononçait de la tribune : il y avait déjà exprimé ses défiances à l'égard du pouvoir exécutif, et dit anathème

aux Français qui allaient amener les étrangers contre leur patrie. Ces Français se comparaient fièrement à de preux chevaliers, comme si le preux chevalier, à leurs yeux, ce fût le connétable et non point Bayard. N'éprouvaient-ils pas d'ailleurs quelque honte à voir le descendant du grand Condé copier de la vie de ce héros la page que son fils, dans un sentiment d'exquise délicatesse, en avait fait déchirer par la muse de l'histoire¹?

Ces seigneurs et ces gentilshommes, s'alliant aux ennemis de la France pour vider leur querelle, agissaient dans l'esprit de leurs devanciers, que l'histoire nous montre passant au service de l'étranger, ou le faisant intervenir dans la guerre civile, sans scrupule, selon leurs passions ou leurs intérêts. Rien ne prouve davantage combien cette caste participait peu aux aspirations du siècle, aux grands efforts de la nation pour se constituer. L'émigration avait commencé dès le lendemain du 4 août : ce n'est donc pas la crainte des proscriptions qui chassait ces premiers fugitifs; c'est bien la haine des réformes. Leur départ fut, selon l'expression fameuse de Lemontey, *une transpiration naturelle de la terre de la liberté*. Le citoyen maltraité dans son pays s'éloigne en jetant derrière lui un regard plus triste que colère; tout autrement, les contre-révolutionnaires s'imposaient entre eux l'exil, sous peine de flétrissure : « L'honneur est à Coblenz ! » disaient-

¹ Le fils de Condé, voulant faire peindre la vie de son père pour la galerie de Chantilly, et ne pouvant se résoudre à omettre quelques faits de guerre accomplis malheureusement sous un drapeau ennemi, eut, dit-on, l'ingénieuse pensée de représenter la Muse de l'histoire occupée à arracher de son livre des feuillets sur lesquels on lisait : *secours de Cambrai; secours de Valenciennes; retraite devant Arras*.

ils. Quelques-uns résistèrent à l'entraînement ; mais il fallait la fermeté d'un la Tour d'Auvergne pour répondre, comme le fit celui qui portait ce beau nom, aux sollicitations de ses nobles camarades : « Quand toute l'armée émigrerait, je ne la suivrais pas. » Railleries, séductions, menaces, promesses, distributions d'argent, rien n'était négligé. Des bureaux d'émigration embauchaient ouvertement pour la guerre fratricide. Les exhortations officielles de Louis XVI à ses parents et à ses amis, au lieu d'arrêter le mouvement, semblaient l'encourager. Le bon sens public n'était pas dupe de ces hypocrites démonstrations, et ceux auxquels elles s'adressaient, loin de les prendre au sérieux, n'y faisaient que des réponses dilatoires ou ironiques : tantôt ils montraient mystérieusement des lettres du roi qui rétractaient ses dépêches ostensibles ; tantôt ils déclaraient tout haut que les princes étaient munis des pleins pouvoirs de leur frère, ou bien que, las de ses faiblesses, ils avaient résolu de le détrôner et de constituer une régence.

L'opinion de Carnot sur la conduite de la cour et des royalistes ne pouvait hésiter : « Il est constant, écrit-il dans un fragment inédit, que les princes et les émigrés ont fait une guerre atroce à leur patrie. Était-ce avec l'assentiment du roi, ou contre son assentiment ? Si c'était avec son assentiment, Louis XVI était parjuré et traître, puisqu'il employait à combattre son pays les moyens qui lui avaient été confiés pour le défendre. Si c'était contre son assentiment, les princes et les émigrés étaient doublement coupables de haute trahison envers la France et envers leur roi lui-même. » — « Vous trouvez là, dit-il dans une note destinée à l'un de ses biographes, l'explication de mon vote contre Louis XVI. »

Les rassemblements armés aux frontières devenant

chaque jour plus nombreux et plus menaçants, Brissot porta, le 20 octobre, à la tribune la question des émigrés. Le 31, l'Assemblée décréta que Louis-Stanislas-Xavier, frère du roi, serait censé avoir abdiqué son droit à la régence, s'il ne rentrait dans le délai de deux mois; puis la discussion s'ouvrit sur l'ensemble de l'émigration. Dans la séance du 8 novembre, Carnot prit la parole :

« La Constitution, dit-il, n'a pas exigé que vous ayez des preuves légales pour mettre un homme en état d'accusation ; si telle avait été sa pensée, elle aurait fait de vous un tribunal. Il suffit que vous ayez une conviction morale pour rendre un décret d'accusation. Or, qui de vous doute que les princes français, qui se mettent à la tête de la révolte armée, ne soient coupables ?

« Quiconque abandonne la mère patrie pour aller lui chercher des ennemis à l'étranger est un traître contre lequel on ne saurait trop sévir. Les princes sont dans ce cas : ils ont perdu le beau nom de Français, dont ils devraient plus que jamais s'honorer aujourd'hui. »

Carnot proposait en conséquence de mettre en accusation, pour l'exemple, les frères du roi, ses cousins et quelques autres personnages politiques importants.

L'Assemblée généralisa cette mesure de sévérité : elle déclara suspects de conspiration tous les Français en état de rassemblement au delà des frontières, et passibles de la peine capitale ceux qui persisteraient dans la même attitude au 1^{er} janvier suivant.

Le roi refusa de sanctionner ce décret, comme il refusa un peu plus tard d'approuver un autre décret contre les prêtres réfractaires qui fomentaient le désordre dans les départements de l'Ouest et du Midi. Cette résistance augmenta le soupçon de ses intelli-

gences secrètes avec ceux qui faisaient la guerre à la Révolution.

C'était un acte du nouveau plan de campagne que les amis et les ministres de Louis XVI avaient conseillé, et qu'ils ont dévoilé plus tard à l'histoire. Ce plan consistait à faire périr la Constitution par sa pratique même, en usant du *veto* législatif contre toutes les mesures de salut, et en prétextant l'impuissance chaque fois que le pouvoir exécutif serait appelé à s'employer utilement¹. Tous les jours la presse, la tribune et les clubs signalaient cette conduite criminelle, et exaspéraient contre ses auteurs l'indignation publique.

La motion faite précédemment par Carnot, ayant pour objet une mise en accusation, était de celles que la Constitution n'avait point assujetties à la sanction royale. Reprise successivement par plusieurs députés, elle fut renvoyée aux comités diplomatique et de surveillance, et adoptée sur des rapports de Gensonné et de Grangeneuve, le 1^{er} janvier, terme du délai fixé pour la rentrée des émigrés.

V

Les patriotes se défiaient donc autant du gouvernement lui-même que de l'étranger. C'est cette défiance qui inspira Carnot lorsque, à l'occasion de quelques

¹ « Le roi, comme un musicien habile, doit toucher l'instrument qui lui est confié, et à force d'en tirer de faux accords, bien prouver qu'il est mauvais, et en dégoûter la France. Voilà à quoi se réduit et doit se réduire l'esprit du gouvernement au moment où nous sommes. »

(Conseils donnés à Louis XVI par l'intermédiaire de M. de Laporte, intendant de la liste civile [ouvrage inédit de M. le comte de Rivarol]. Paris, 1820.)

troubles dont Perpignan avait été le théâtre (des officiers étant accusés d'avoir voulu livrer la ville aux ennemis), il proposa de démolir sa citadelle, inutile pour la défense, tandis qu'elle offrait à un pouvoir mal intentionné des moyens d'oppression sur les habitants.

Des murmures éclatèrent dans l'Assemblée : « Je n'aurais pas cru, ajouta Carnot, qu'en proposant à des Français de 1792 la destruction d'une bastille, je fusse aussi mal accueilli. Il y a vingt et un ans que je fais le service militaire dans le génie ; je ne parle point en aveugle. Si j'ai apporté un sentiment dans cette Assemblée, c'est surtout l'amour de la liberté, la haine des tyrans. Je demande la destruction de toutes les bastilles du royaume. »

À ces mots, les témoignages de mécontentement ayant redoublé, l'orateur s'écria : « Les Français de 92 ne ressembleraient-ils pas aux Français de 89 ? »

Le lendemain, Carnot fit distribuer à ses collègues les développements de l'opinion qu'ils avaient interrompue.

« Une citadelle, dit-il, est un poste fortifié près d'une ville qu'il commande, qu'il peut foudroyer à chaque instant... »

Le but des citadelles dans l'origine fut sans doute, en effet, de dominer les cités par la terreur ; aussi inspiraient-elles aux populations urbaines une haine qui survécut au régime féodal, et qui se manifesta souvent par des réclamations ou par des voies de fait. Les états de Bretagne demandèrent à Louis XIII « la démolition des forteresses qui ne servaient pas à la défense de leur province ; » et quand cette mesure fut étendue à tout le royaume, elle trouva les habitants des villes et des campagnes disposés à lui prêter leurs bras démolisseurs.

« Si vous m'aviez permis d'expliquer ma proposition,

dit Carnot, vous auriez compris que je ne demande pas le rasement total des citadelles; je voudrais seulement démanteler la partie de leurs remparts qui est tournée contre l'intérieur de la ville. Cette séparation détruite, la citadelle n'est plus qu'une portion de la ville même. Or la partie des remparts dont il s'agit ne peut visiblement nuire qu'aux citoyens, et nullement à ceux qui viennent les attaquer... Une citadelle est une monstruosité dans un pays libre, un repaire de tyrannie contre lequel doivent s'élever l'indignation des peuples et la colère des bons citoyens... Voilà, mes collègues, ce que c'est qu'une citadelle; voilà les vérités que vous n'avez pas voulu entendre. Eh! comment aurais-je été appuyé? Je suis militaire, je parle peu, et je ne veux être d'aucun parti. »

VI

Ces derniers mots étaient parfaitement exacts : les deux frères Carnot avaient évité tout engagement qui eût pu gêner la liberté de leurs résolutions.

Presque tous les nouveaux députés se faisaient agréger à l'une des sociétés qui dirigeaient l'opinion publique. Celle des Jacobins, surtout, était si puissante que Dumouriez, nommé ministre des affaires étrangères, le jour même de son entrée en fonction alla s'y coiffer du bonnet rouge, et l'y « enfoncer jusqu'aux oreilles, » suivant son expression; Dumouriez, général en chef victorieux, se crut encore obligé d'y paraître; il n'y avait guère de popularité sans cela.

Carnot et son frère, arrivant à Paris, suivirent le courant et s'inscrivirent au club des Jacobins, bien

éloigné d'être alors ce qu'il devint quelques mois plus tard. Ils allèrent assister à l'une de ses séances. Stanislas Girardin la présidait, cet élève de Rousseau qui, après avoir siégé à l'extrême gauche de l'Assemblée, finit par s'enrôler dans le parti de la résistance, et fut rayé de la liste des Cordeliers et des Jacobins. On sait que chez ces derniers la philosophie de Jean-Jacques dominait.

L'admiration de Carnot pour le grand écrivain était certainement un des motifs qui l'avaient amené. Le président fit un discours, dont le but était de prouver qu'il ne pouvait y avoir de bons citoyens, d'énergiques patriotes, hors de la société des Jacobins. Carnot Feulins demanda aussitôt la parole, et répondit avec vivacité que les principes de morale universelle professés par la Société lui paraissaient irréprochables; mais qu'elle semblait faire de l'énergie et du patriotisme l'apanage d'un trop petit nombre de Français, si elle ne reconnaissait pas l'existence de ces vertus en dehors de son sein. Il ajouta que quant à lui il croyait donner une preuve suffisante de courage en déclarant devant une association si puissante qu'il n'en ferait jamais partie.

En effet, ni l'un ni l'autre des deux frères ne reparut aux Jacobins; ils s'abstinrent de toute fréquentation des clubs et autres sociétés politiques. Ce n'était pas de leur part indifférence ou hésitation : ils marchaient résolument avec le côté gauche de l'Assemblée; mais ils réservaient avec force l'indépendance de leurs jugements et de leurs actes.

L'opinion de Carnot était généralement peu favorable aux clubs : d'accord avec Rousseau dans la pensée qu'ils agitent plus qu'ils n'éclairent, s'il voyait en eux de puissants agents de démolition, il ne croyait pas qu'on dût les recommander comme pouvant être, pour

un gouvernement établi, d'utiles auxiliaires. Ces compagnies, où l'on se surexcite mutuellement, subissent trop souvent la fascination de certains esprits orageux, maladifs, ou celle de quelques ambitieux qui s'en servent comme de leviers pour peser sur le pouvoir et se créer une influence qu'ils ne sauraient obtenir directement. C'est donc tantôt la paix publique, tantôt la liberté qu'elles mettent en péril.

Il était impossible que des réunions de ce genre ne se formassent pas au début de la Révolution, pour occuper les esprits ardents que cette grande fournaise avait échauffés et qui voulaient répandre leur activité au dehors. C'était d'ailleurs l'exercice d'un droit incontesté. Aussi voyons-nous les clubs apparaître dès les derniers mois de 1789.

Jacobins et Cordeliers ne songèrent d'abord qu'à tempérer la monarchie; bientôt ils travaillèrent à la renverser. Leurs débats rendirent des services en formant des orateurs pour nos assemblées législatives, comme aussi en excitant la passion révolutionnaire quand elle était le grand besoin. Mais ils devinrent des embarras dès que la situation prit une certaine fixité.

Lorsque les cadres de l'État donnent accès à tous les citoyens par la voie d'une élection régulière et libre, c'est dans ces cadres que chacun doit chercher sa place. La présence permanente des congrégations politiques semble une protestation contre l'État : elle suppose des idées et des intérêts collectifs étrangers aux siens; c'est alors l'unité nationale elle-même qui se trouve menacée.

Deux hypothèses peuvent se réaliser; et elles se réalisèrent l'une et l'autre, dans le cours de la Révolution, avec un égal dommage :

Une lutte s'établit entre des sociétés rivales d'influence (sans être même opposées de principes). C'est ce qui arriva : les Jacobins et les Cordeliers marchèrent d'abord ensemble ; on pouvait faire partie des deux réunions à la fois. Plus tard elles s'anathématisèrent et se proscrivirent. Doppet, dans ses *Mémoires*, rappelle que ce fut un Jacobin (Collot-d'Herbois) qui ferma le club des Cordeliers, et un ancien Cordelier (Legendre) qui ferma les Jacobins.

Ou bien une congrégation acquiert décidément la prépondérance ; elle absorbe tout. Le gouvernement conventionnel n'échappa point à ce danger : il vint un moment où les Jacobins formèrent un réseau qui couvrait toute la France et enlaçait les pouvoirs officiels.

Presque tous les révolutionnaires, importants ou obscurs, chauds ou modérés, furent affiliés aux Jacobins : Mirabeau, Sieyès et Barnave, Vergniaud, Roland et Condorcet, Rœderer, Chénier et Grégoire. Sur aucune liste on ne trouve le nom de Carnot.

Dans le cours de sa carrière publique, mon père ne s'est inféodé à aucun parti ; il n'a surtout embrassé les querelles d'aucune coterie ; il a joint librement ses efforts à ceux des hommes qui, à chaque époque, lui ont paru le mieux interpréter le sentiment national. S'il a conservé une physionomie à part dans l'histoire de notre Révolution, c'est à cela qu'il le doit.

Très-concentré dans la vie de famille, il eut peu de liaisons personnelles à l'Assemblée législative, et presque toutes avec des Girondins, rapprochés de lui par leurs goûts et leurs études. Cependant il ne se fit jamais présenter chez Roland : le ton un peu pédant qui régnait dans sa maison ne lui plaisait pas. Ceux de ses collègues qu'il affectionna particulièrement étaient Du-

cos et Condorcet : Ducos, jeune, enthousiaste, aimant et cultivant la littérature; Condorcet, le philosophe de la Révolution, le disciple et le compagnon de Turgot, l'exécuteur testamentaire de d'Alembert, dévoué à la science parce qu'il l'était à l'humanité, violent presque dans la passion du bien public. Carnot trouva aussi dans cette Assemblée, et retrouva plus tard à la Convention, Prieur (de la Côte-d'Or), son compatriote, son camarade au corps du génie, pratiquant avec ardeur comme lui les mathématiques et leurs accessoires. Ce triple lien détermina entre eux celui d'une amitié qui ne s'est jamais démentie, ni dans la vie publique ni dans la vie privée.

VII

Tandis que les deux Carnot, dont nous avons parlé presque exclusivement jusqu'ici, suivaient leur carrière agitée, que faisaient les autres frères, demeurés au pays natal?

L'aîné, devenu avocat au parlement de Dijon, exerçait son état au milieu de la considération générale; il était l'un des syndics de sa compagnie. Précepteur de trois de ses frères l'un après l'autre, il les avait dirigés dans l'étude du droit; les deux premiers l'avaient quitté pour s'établir avocats, l'un à Châlon, le second à Nolay; le troisième était encore sous son aile quand la Révolution éclata.

Nous copions ce passage dans des *Mémoires* rédigés par ce frère aîné pour l'intimité de sa famille, et qui n'en sont point sortis :

« Plus à portée que bien d'autres de reconnaître les abus de l'ancien régime, parce que je voyais de près le

parlement et la noblesse, et que j'avais chaque jour sous les yeux, dans les procès, la preuve de ces abus, je devins très-chaud partisan de la Révolution, et j'ai toujours persisté dans cette manière de voir ; ce qui ne m'a pas empêché de blâmer les excès auxquels cette Révolution s'est laissé entraîner. »

L'auteur de ces *Mémoires* donne quelques détails intéressants sur les débuts de la crise en Bourgogne. A Dijon on s'arma et l'on s'empara de la ville avant même que parvint la nouvelle de la prise de la Bastille ; fait remarquable, qui vient à l'appui de ce que nous avons dit sur l'initiative révolutionnaire des populations. Une garde nationale s'étant formée spontanément, Joseph Carnot fut appelé par le vœu de ses concitoyens au commandement de la première compagnie ; puis ceux-ci firent de lui l'un des dix membres du Comité municipal, et ce Comité réussit à maintenir l'ordre dans la ville, au milieu de l'effervescence populaire qu'entretenaient les changements à vue exécutés dans Paris.

En 1790, Joseph Carnot devint commissaire de la Fédération. Ce fut, raconte-t-il, un capucin qui se chargea de l'instruction des jeunes volontaires, et il y procéda en habit de son ordre, l'épée à la main. Chacun sait le beau rôle que joua le bataillon de la Côte-d'Or dans nos armées républicaines.

Nous ne suivrons pas plus loin en ce moment Joseph Carnot, dont les *Mémoires* nous fourniront quelques renseignements sur d'autres époques. Nous avons seulement voulu montrer que sur un théâtre plus restreint il marchait d'accord avec ses frères, auprès desquels nous allons retourner.

Nous les avons laissés sur les bancs de l'Assemblée législative.

VIII

Carnot l'aîné faisait partie du Comité d'instruction publique, du Comité diplomatique et du Comité militaire. Dans ce dernier particulièrement, il ne tarda pas à prendre une grande autorité. Il paraissait à la tribune lorsque des questions relatives à la guerre étaient soumises à l'examen de l'Assemblée, rarement dans d'autres circonstances; son élocution était facile, claire, sobre de mots, quelquefois vive, jamais emportée. Carnot Feulins, plus chaleureux dans sa parole et dans son geste, doué d'un bel organe et d'une extrême élégance de manières, se serait fait une renommée d'orateur si sa carrière parlementaire eût été plus longue. Les deux frères se trouvèrent quelquefois divisés d'opinion sur des objets secondaires : ils votèrent alors en sens opposé; mais ces dissidences loyales n'altérèrent pas un moment leur amitié. Depuis leur arrivée à Paris, ils vivaient sous le même toit et dans la plus étroite intimité, d'abord place du Carrousel, ensuite rue Saint-Florentin, n° 2 (actuellement n° 17), au coin de la rue Saint-Honoré.

Une question de principes infiniment grave, celle de l'obéissance militaire, fut soulevée à l'occasion d'un règlement de police et de discipline, dont le ministre Narbonne était l'auteur. Carnot l'aîné prit part à la discussion, et, bien que l'on fût à la veille d'une déclaration de guerre, il en aborda hardiment la partie morale et politique la plus épineuse. Il soutint cette opinion que l'obéissance passive ne doit être exigée qu'en face de l'ennemi (sans discipline, en effet, point d'armée);

mais que le soldat employé à l'intérieur, comme *troupe de police*, redevient garde national, et ne doit plus être assujéti qu'aux lois communes, c'est dire à une obéissance raisonnée. Il lui paraissait plus facile et moins dangereux d'avoir à punir celui qui n'aurait point obtempéré à un ordre régulier, que de mettre en jugement un chef pour un acte illégal, dont l'exécution aurait eu déjà peut-être des résultats funestes pour l'État :

« On me dit que les chefs seuls sont responsables. Je voudrais savoir à quoi aurait servi la responsabilité de Bouillé, si, au mois de juillet 1791, les troupes eussent obéi à ses ordres ; celle de Breteuil, si, en juin 1789, l'armée du Champ de Mars lui eût accordé une obéissance aveugle ? En un mot, je ne conçois pas comment on a osé, dans ce temple de la liberté, vous proposer à la fois et le principe de l'obéissance passive, et celui des triomphes militaires, les deux plus puissants moyens de détruire la liberté. »

En faisant la part des justes défiances qu'inspiraient le pouvoir exécutif de 1792 et les dispositions antirévolutionnaires d'un grand nombre d'officiers, il reste, dans l'opinion que nous venons de rapporter, les bases d'une théorie sur la discipline militaire. D'après cette théorie, le commandement, absolu dans certaines situations, serait réduit pour les autres aux proportions de toute supériorité hiérarchique.

Le militaire ne cesse pas d'être citoyen. Nous savons que la doctrine contraire est professée par ceux qui voient dans le soldat une bouche à feu facile à manœuvrer, puisqu'elle vire et tire à la parole. On a dit qu'il fallait refuser au soldat même le vote électoral, sous prétexte que sa profession est incompatible avec l'in-

dépendance nécessaire pour exercer ce droit. Je ne veux pas m'arrêter sur cette pensée qui frappe tant de personnes de minorité, presque de dégradation. Si elle était vraie, il n'y aurait qu'une chose à dire : hâtez-vous, par respect pour la dignité humaine, de changer les conditions d'existence d'une semblable profession.

Si le militaire ne cesse pas d'être citoyen, il ne saurait lui être interdit de se demander de quel côté est la justice. C'est une vertu, sans doute, que la soumission de notre raison devant une raison supérieure qui nous inspire confiance; mais cette vertu n'exige point que l'homme se dépouille du noble attribut que Dieu lui donna pour le distinguer de la brute; qu'il renonce à l'exercice de sa pensée, qu'il abdique sa propre conscience. Une telle abdication serait le comble de l'impiété. D'Orthez n'a-t-il point immortalisé son nom par une magnanime désobéissance¹?

On a si bien senti tout cela que l'on a tâché souvent d'établir de subtiles distinctions, de deviner des circonstances qui échappent à toute prévision, afin de tracer, pour chacune d'elles, des limites, toujours fort délicates, à l'autorité des chefs. Les docteurs catholiques eux-mêmes, si partisans qu'ils soient de la soumission aux supérieurs, lui reconnaissent néanmoins certaines bornes : saint Thomas déclare indiserète et coupable l'obéissance qui s'étendrait « à tous les ordres »; il fait formellement cette réserve qu'un chef de soldats n'a le droit de commander qu'en ce qui in-

¹ Il est prouvé maintenant, dit-on, que sa fameuse réponse appartient au baron de Gordes, gouverneur du Dauphiné. Ces revendications, auxquelles on s'adonne beaucoup aujourd'hui, satisfont la curiosité et l'équité, mais elles ne changent pas l'histoire.

téresse le service militaire ; pour tout le reste l'homme, suivant lui, relève immédiatement de Dieu. Mais jusqu'où s'étend ce qu'on appelle le *service militaire* ?

La loi de discipline proposée par Carnot serait très-simple et très-facile à expliquer au soldat, étant déterminée par sa position même : en présence de l'ennemi, obéissance aux chefs ; devant les citoyens, liberté du citoyen. Est-ce autre chose que la dictature des circonstances extraordinaires, admise par tout le monde en politique, et qui ne blesse la dignité de personne ?

Robespierre ne siégeait pas à l'Assemblée législative ; mais il était journaliste : il traita la question dans sa feuille un peu plus tard, à l'occasion des malheureux événements de Mons et de Tournay, et il adopta une opinion qui se rapproche de celle de saint Thomas plus que de celle de Carnot :

« Il y a deux disciplines militaires, dit-il en se résumant, l'une est le pouvoir absolu des chefs sur *toutes* les actions et *toute* la personne du soldat ; l'autre est leur autorité légitime circonscrite dans ce qui touche au service militaire. La première fait des militaires autant de serfs destinés à seconder aveuglément les caprices d'un homme ; l'autre en fait les serviteurs dociles de la patrie et de la loi ; elle les laisse hommes et citoyens. La première convient aux despotes, la seconde aux peuples libres ¹. »

La conclusion palpable du système de Carnot, c'est que le soldat de profession ne doit pas être employé dans les troubles civils, contre des manifestations plus ou moins sérieuses de l'opinion publique. A la garde

¹ Sur la nécessité et la nature de la discipline militaire. (Voir *Le Défenseur de la Constitution*, n° XI, mai 1792.)

nationale seule appartient ce droit. Mais la logique ne s'arrête pas là : une armée permanente aura toujours, quoi qu'on fasse, le caractère d'une corporation particulière, corporation dont la force organisée et concentrée peut décider du sort du pays. N'est-il pas à craindre qu'au lieu de se contenter d'être le bras de la nation, elle prétende en devenir la tête? Et une pareille prétention n'est-elle pas également dangereuse, soit que l'armée suive un chef, qui peut être un ambitieux ou un traître, soit qu'elle use du droit de délibérer? La logique conclut donc à la suppression des armées permanentes, à leur transformation en milice citoyenne, faisant, selon les besoins, le service intérieur ou le service à la frontière, et soumise, selon ces conditions, soit au droit commun, soit au droit exceptionnel. Si l'on veut bien se rappeler le premier Mémoire de Carnot, adressé en 1788 au conseil de la guerre, on y trouvera déjà les éléments de cette transformation, qu'il ne tarda pas à proposer d'une manière plus directe et plus explicite.

Il a été souvent affirmé que les réformes opérées dans l'armée sous l'influence de l'esprit nouveau y avaient troublé l'ordre, affaibli le personnel, détruit la discipline. Bouillé va se charger de répondre au dernier reproche : « Il n'y a jamais eu plus de discipline militaire, et une discipline plus rigoureuse que chez les peuples libres ; témoin la République romaine et la République française. » (*Mémoires.*) A ce témoignage, auquel le nom de son auteur prête une valeur très-originale, ajoutons celui d'un officier étranger, acteur et historien de la campagne de 1792 :

« On a accusé les gardes nationaux d'insubordination ; c'est à tort : leur subordination n'est plus à la

vérité, comme autrefois, l'ouvrage du bâton ; mais elle est précisément ce qu'elle doit être chez un peuple libre : aucun ne tremble plus devant l'officier ; celui-ci ne jure plus avec insolence ; chacun de soi-même suit la règle militaire. Sans cet esprit, comment auraient-ils pu soutenir les fatigues de la guerre ? Mais ils sentent qu'ils doivent leur liberté à leur obéissance aux lois et à leurs chefs, et cela leur suffit. N'avons-nous pas sur ce point, comme sur tant d'autres, assez expié notre crédulité aux assertions des émigrés ? »

IX

Depuis le 27 août 1791, la France était sous le coup des menaces lancées du château de Pilnitz par les despotes européens. L'un des frères de Louis XVI avait assisté au congrès, pour stimuler la nonchalance, philosophique, disait-on, de Léopold. Frédéric-Guillaume de Prusse montrait plus de décision, ou plus de chaleur sanguine ; Gustave de Suède, posé en paladin du droit monarchique, n'était qu'impatience ; Catherine de Russie se hâtait de terminer sa guerre avec les Turcs, afin de pouvoir disposer de ses forces ; le gouvernement anglais, ne se trouvant pas encore prêt à combattre, affectait une neutralité qu'il devait bientôt changer en agression haineuse, malgré l'éloquence de Fox, malgré la noble protestation des lords Derby, Stanhope, Lansdowne, Lauderdale, consignée sur les registres parlementaires.

L'hostilité des vieilles monarchies était naturellement

¹ Campagne du duc de Brunswick contre les Français en 1792. par un officier prussien. Traduit de l'allemand. Paris, an III de la République.

acquise à la France révolutionnaire; celle de l'Angleterre contrastait avec l'histoire d'un peuple qui avait donné à l'Europe l'exemple de l'affranchissement politique. Mais il semblait que toutes les rancunes amoncées par des siècles de rivalité se fussent résumées dans l'âme de l'homme d'État qui régissait alors ce pays, au point d'y étouffer les sentiments de justice. Son implacable acharnement contribua beaucoup à donner aux rencontres des deux nations un caractère de violence. L'Angleterre a le droit de regarder Pitt comme un grand ministre; mais le cri passionné qui, de la tribune conventionnelle, l'appela un jour l'*ennemi du genre humain*, laissera un écho dans l'histoire.

L'orage s'était formé pendant l'Assemblée constituante, qui en légua tous les dangers à ses successeurs, sans aucune mesure de prévoyance pour les conjurer : tout entière à ses convictions sur la justice de son œuvre, elle semblait n'avoir pas compris qu'en brisant en France les traditions du passé, elle devait soulever les inquiétudes agressives de l'Europe monarchique.

Les documents authentiques ne manquent pas plus que les aveux particuliers pour décharger la Révolution française du reproche d'avoir pris l'initiative de la guerre. Ses ennemis, du moins, avaient eu soin d'accumuler les griefs qui devaient la rendre inévitable. La Convention a livré à la publicité des preuves qui éclairent ce fait surabondamment.

Le chef même de la catholicité excita les princes hérétiques et schismatiques à combattre un peuple qui appartenait à son Église. Grégoire, dans son *Histoire des libertés gallicanes*, raconte que lorsqu'on transféra en France les archives du Vatican, la correspondance

de Pie VI révéla son entente avec nos ennemis. Ces archives enseignèrent à la même occasion un curieux détail des mœurs ultramontaines : quand les papes trouvent dangereux de blâmer ouvertement les actes qui leur déplaisent, ils se contentent de déposer dans leurs propres cartons une protestation occulte, se réservant de la faire valoir en temps et lieu.

Il ne règne guère plus d'incertitude sur les véritables intentions des coalisés. Certes, l'animosité des cours absolutistes contre la Révolution française n'avait rien d'équivoque : lorsque cette révolution éclata, l'alarme donnée par elle aux intérêts dynastiques suspendit aussitôt les divisions de l'Autriche et de la Prusse, qui étaient alors à leur comble. Le prince de Kaunitz, ministre de l'empereur, disait des Jacobins : « Ce sont des insectes malfaisants qu'il faut tuer avec de la patience. » D'autres voulaient les tuer plus vite ; mais tous étaient d'accord pour tuer, ils ne différaient que sur la façon. Cependant la question de police européenne ne les préoccupait que secondairement : ils entendaient au moins prélever les frais de la guerre, en arrachant quelques provinces frontières à la reconnaissance du monarque restauré ; des négociations furent même entamées entre la Prusse et l'Autriche, pour assurer à la première de ces puissances une compensation en Pologne des conquêtes que l'autre pourrait faire sur notre territoire ; et lorsque les généraux de la coalition prirent possession de Valenciennes, de Condé et d'autres villes, ce ne fut pas au nom du roi de France, ce fut au nom de l'empereur d'Allemagne, qui les déclarait incorporées à la Belgique. « C'est un fait assez évident pour qu'il n'y ait aucune imprudence à l'énoncer, que la coalition en voulait à l'intégrité de la France. » Cet aveu, daté de

1796, est d'un homme qui fut alors mêlé à la diplomatie¹.

Les émigrés eux-mêmes, malgré leurs illusions, s'aperçurent bientôt qu'on ne travaillait pas pour eux. Au lieu de les rassembler en un corps important, on les répartit entre trois divisions de l'armée envahissante; quelques officiers de capacité et de résolution, qui se trouvaient parmi eux, furent laissés inactifs sur les derrières, et le prince de Condé ne put pas obtenir de faire une tentative sur Landau : on lui dit que le plan des alliés n'était pas que l'émigration française occupât aucune place de l'Alsace.

Il est vrai que Louis XVI, redoutant les extravagances de ses amis, qui compromettaient sa liberté et peut-être sa vie, redoutant aussi les prétentions qu'ils afficheraient s'il leur était donné de jouer un rôle décisif dans la restauration de son pouvoir, avait lui-même envoyé Mallet du Pan en Allemagne, pour régler avec les cabinets étrangers la marche d'une guerre entreprise dans ses intérêts, et il recommandait expressément de tenir les émigrés sur l'arrière-plan.

En France, la question de la guerre agitait naturellement tous les esprits.

Un parti politique la demandait hautement, celui des Girondins; ils sentaient leur influence grandir par elle; et Dumouriez, le ministre, les secondait, ayant pour lui-même l'ambition qu'avaient les Girondins comme parti².

¹ De Maistre, *Considérations sur la France*.

² Circonstance piquante : Pozzo di Borgo, le futur diplomate de la Sainte-Alliance, alors engagé avec les Girondins, fit, pour le comité des douze, où ils dominaient, un rapport très-vif, tendant à engager la France dans une guerre contre les ennemis du genre humain.

L'opinion publique inclinait évidemment dans le même sens. La France avait une noble foi dans sa cause.

Les Jacobins aussi auraient désiré une grande guerre de propagande ; mais ils étaient retenus par leurs défiances, dont Robespierre se faisait l'interprète fort éloquent dans les clubs. Comment ne pas nourrir de telles défiances, lorsqu'on voyait nos forces militaires dirigées par ceux-là mêmes que le triomphe de l'ennemi promettait de rétablir dans leur pouvoir ? Car c'était bien, en effet, sur le triomphe de l'ennemi que comptaient les adversaires de la Révolution : « Nous amènerons le gouvernement français à déclarer la guerre, » promettait Calonne.

Le ministre Louis de Narbonne affectait de présenter notre situation sous les couleurs les plus satisfaisantes. Ce n'était pas un traître que l'on pût soupçonner de mentir dans des intentions criminelles ; c'était un homme léger, mais chevaleresque, souriant à l'idée de conduire une campagne qui donnerait de l'importance à l'armée et populariserait la royauté modérée, en flattant l'orgueil national par quelques succès. Mais il eût reculé devant un grand conflit, capable de remuer les États dans leurs fondements.

Quant à Louis XVI, vacillant comme à son ordinaire, il finit par céder aux suggestions de son entourage, à celles de la reine surtout. La reine ne dissimulait pas dans son intimité ; elle calculait d'avance les étapes du vainqueur étranger sur le territoire français, et fixait à un mois de là le jour de la délivrance¹.

Carnot, à aucune époque, ne fut ami de la guerre :

¹ *Mémoires de madame Campan*, sa femme de chambre, t. II, p. 250.

nous l'avons vu déplorer ses excès lorsque, jeune officier, il ne pouvait attendre que d'elle sa fortune; nous le verrons la faire à regret quand la direction des armées lui donnera une immense autorité; mais, dans le moment solennel dont nous parlons, il sentait instinctivement qu'entre le monde ancien et le monde nouveau, entre la France représentant les droits des peuples et l'Europe monarchique représentant le droit divin, un choc était inévitable. C'est du moins ce qu'il est permis d'inférer de cette page, écrite par le plus intime confident de sa pensée :

« En présence des dispositions manifestement hostiles des puissances étrangères, la guerre seule pouvait consolider la Révolution. L'Assemblée était convaincue que, pour l'avoir trop redoutée, la Constituante avait mis le nouvel ordre de choses en péril.

« Il est difficile qu'un grand peuple, placé au milieu de l'Europe, puisse soudainement changer la nature de son gouvernement, sans qu'il en résulte un ébranlement général, et sans que ce peuple fasse sentir le poids de sa puissance à ceux qui seraient tentés de mettre obstacle à ses vues. La liberté se conquiert rarement sans la force des armes. Notre Révolution avait besoin de ce dernier sceau, et l'Assemblée législative ne saurait être blâmée d'avoir mis toute son énergie à le faire apposer. La nation sut enfin qui elle avait à combattre : ce ne fut plus contre des ennemis secrets, mais avoués au dehors et au dedans, qu'elle put diriger ses moyens d'attaque et de répression. »

Ces citations sont puisées dans un écrit de Carnot Feulins, rédigé vers 1824 et demeuré inédit; son manuscrit est intitulé : *Les trois premières Assemblées nationales, jugées d'après leurs actes.*

La guerre fut donc déclarée solennellement, le 20 avril 1792; elle le fut à la presque unanimité, au milieu d'un enthousiasme général, et les émigrés, de leur côté, s'en réjouirent, se disant entre eux que *les imbéciles législateurs avaient donné dans le panneau.*

X

Le désaccord des généraux sur l'opportunité et sur le plan des opérations, leurs hésitations, leurs indécisions, pesèrent sur les débuts de la campagne : elle s'ouvrit par des revers, qui semblaient confirmer les espérances des ennemis de la Révolution.

Le 29 avril, le général Théobald Dillon sort de Lille avec deux mille hommes d'infanterie et mille chevaux, pour distraire l'attention des Autrichiens et empêcher la garnison de Tournay de porter secours à celle de Mons, qui devait être attaquée le même jour par Biron. Il rencontre près de Baisieux l'ennemi, au nombre de neuf cents hommes. Le général, fidèle au plan convenu de ne pas combattre en ce moment, donne l'ordre de la retraite. Aussitôt des escadrons, qui étaient chargés de couvrir l'infanterie, au lieu de s'acquitter de leur devoir, se précipitent tumultueusement au milieu d'elle et mettent le désordre dans ses rangs, comme dans ceux de l'artillerie. La route est encombrée de bagages et de chariots brisés; puis, sans qu'il ait été brûlé une amorce, des cris de : *Sauve qui peut! nous sommes trahis!* retentissent, inspirés par la frayeur, ou plus vraisemblablement par des intentions perfides, car en même temps les mêmes moyens étaient employés pour mettre en déroute l'armée de Biron, sortie de Valen-

ciennes¹. Le général Dillon et le colonel du génie de Berthois s'efforcent vainement de calmer les esprits ; ils sont accusés de trahison et entraînés par leurs propres soldats jusqu'à Lille, où on les massacre avec toute la férocity qu'excitent la vengeance et la peur.

Un exemple aussi fatal pouvait amener des catastrophes ; il devint le signal de violentes récriminations entre les partis que la question de la guerre avait mis en présence :

Le maréchal Rochambeau, qui s'était montré opposant à une guerre agressive, fut attaqué par les Girondins, comme ayant compromis ce premier mouvement ; ils lui attribuaient au moins de l'imprudence et des plans mal conçus.

De leur côté, les Feuillants reprochaient aux Girondins leur ardeur à engager une campagne révolutionnaire, et aux Jacobins leurs prédications d'indiscipline, qui, disaient-ils, avaient perdu les soldats français.

Les Jacobins, eux, voyaient justifiées leurs défiances à l'égard des chefs que l'on avait laissés à la tête de l'armée. Marat écrivait dans son journal avec son cynisme ordinaire : « Il y a plus de six mois que j'avais prédit que nos généraux, tous bons valets de la cour, trahiraient la nation, qu'ils livreraient la frontière. Mon espoir est que l'armée ouvrira les yeux, et qu'elle sentira que la première chose qu'elle ait à faire, c'est de massacrer ses généraux. »

Quant aux royalistes, ils jubilaient, triomphant dans leurs prévisions et leurs espérances.

¹ On lit dans un rapport du général autrichien d'Happoncourt au maréchal Bender : « Les nôtres tirèrent aux environs douze coups de canon, et l'armée ennemie, avant que notre infanterie ait pu faire une seule décharge, et avant que la cavalerie ait été assez avancée pour l'atteindre, prit la fuite. »

L'affaire de Tournay devait encore augmenter le dédain des étrangers pour nos jeunes soldats et leur admiration pour leurs vieilles phalanges¹.

Carnot, chargé de faire une enquête sur ces tristes événements, avait une tâche délicate. Il ne fallait pas fournir un nouvel aliment à l'irritation des partis ; il fallait se garder surtout de propager la défiance et le découragement, en donnant appui aux soupçons de trahison. Pénétré de sa mission, tous les efforts du rapporteur tendirent à rassurer les soldats, en leur faisant envisager le désastre du 29 avril comme un résultat de leur propre aveuglement ; puis il essaya de concentrer l'intérêt sur les victimes d'une affreuse erreur. Cela n'était pas non plus sans difficultés ; car Dillon et de Berthois, de même que le général d'Aumont, qui commandait à Lille, appartenaient à la classe naguère privilégiée, maintenant odieuse, et plusieurs de leurs proches avaient émigré.

Il y réussit cependant, à force de tact et de prudence, réhabilita deux braves officiers, et obtint que des pensions fussent accordées à leurs familles. La situation particulière où se trouvait l'une d'elles lui donna lieu de faire un récit attachant, de peindre les angoisses d'une

¹ Un des grands poètes lyriques de l'Allemagne (Bürger), que les premiers élan de notre Révolution avaient enthousiasmé, adressa à cette occasion aux Français un *chant de reproche* plein d'indignation et d'amertume : « Vous vous êtes enfuis comme des gredins et vous avez cru cacher votre lâcheté en égorgant vos chefs. Ah ! mon cœur s'était enflammé pour vous, trompé par votre fausse grandeur ; même contre la patrie d'Illermann j'aurais voulu devenir votre Tyrtée. Mais celui qui ne sait pas mourir pour la liberté mérite les chaînes de l'esclavage ; vous méritez que les nobles et les prêtres vous chassent à coups de fouet de vos propres foyers. »

Il est juste pourtant de dire qu'un bataillon de volontaires parisiens, qui servait dans le corps de Biron, fit preuve de la plus grande fermeté au milieu de cette déroute et ramena à bras un canon ennemi dont il s'était emparé.

malheureuse femme dont l'enfant nouveau-né traversait sur les bras de ceux qui le portaient au baptême la place où l'on égorgeait son père.

Le testament de Théobald Dillon, tracé, comme par un sinistre pressentiment, la veille même de sa mort, fut écouté par l'Assemblée avec une pieuse attention :

« Je fais ici mon dernier testament, et telles sont mes dernières volontés, que je recommande à la religion de mes parents et à l'amitié qu'ils m'ont toujours témoignée. Je n'ai pas eu le temps d'épouser Joséphine de Vœville, quoique ce fût mon intention, et qu'elle mérite de moi à tous égards les sentiments avec lesquels je meurs. Elle est mère de mes trois enfants : Auguste, Édouard et un, né d'aujourd'hui même. Je lui laisse tout ce que j'ai, tout ce à quoi je pourrai avoir droit par la suite. Je demande pour eux l'amitié de mes sœurs, et je compte que si quelque forme peut manquer à cette pièce, on y suppléera, bien entendu après que toutes mes dettes auront été payées. Je finis en recommandant mon âme à Dieu et ma mémoire à mes sœurs. »

« Notre Constitution, messieurs, ajouta Carnot après cette lecture, ne considère le mariage que comme un contrat civil ; elle a voulu nous rapprocher de la nature autant que cela peut se concilier avec l'ordre social. Or, quel contrat fut jamais plus sacré que celui qui exprime, je ne dis pas les dispositions de fortune d'un homme qui touche au terme de sa vie, mais les dernières affections de son cœur, ses derniers élans vers ceux qu'il aimait, les dernières paroles qu'il adresse à ce qu'il ent de plus cher ? Le crime des assassins doit-il retomber sur d'innocentes victimes ? Non, messieurs ; l'équité, la philosophie, la nature s'y opposent. Vous acquitterez la dette nationale envers les

enfants de Théobald Dillon et envers leur mère infortunée¹. »

Les bruits qui couraient sur les circonstances de l'événement auraient fourni au rapporteur une occasion facile de caresser les passions populaires : le signal du *sauf qui peut* avait été donné par les dragons de la colonelle générale, corps où dominait l'aristocratie ; on prétendait avoir reconnu sous des déguisements plusieurs émigrés et un curé de Lille, prêtre réfractaire. Ce dernier avait été, disait-on, pendu par le peuple, et l'inventaire de ses poches avait fourni les preuves de son crime. Carnot se contenta de signaler la trahison, en promettant que les traîtres n'échapperaient point aux rigueurs de la loi. Son langage était fait pour apaiser les esprits, non pour les irriter, à l'exemple de presque tous les journaux du temps qui racontaient ces incidents tragiques.

Plus tard, on a voulu signaler une contradiction entre la sévérité de Carnot pour les meurtriers de Dillon et l'indulgence qu'il avait témoignée aux révoltés de Nancy. Dans l'un et l'autre cas c'est l'application de son sentiment sur la discipline militaire. Les soldats de Dillon se trouvaient en présence de l'ennemi : Carnot condamne énergiquement leur insubordination. Les soldats de Châteaueux réclamaient comme citoyens : Carnot aurait voulu que l'on respectât à leur égard les privilèges civiques. Cette doctrine lui paraissait en harmonie avec le principe de la *résistance à l'oppression*, écrit dans la Déclaration des droits.

Cependant il s'abstint de prendre part à l'ovation.

¹ La pension accordée par l'Assemblée à Joséphine de Viefville irrita la bile de Robespierre. Il se plaignit au club des Jacobins que la maîtresse de Dillon eût été traitée comme la veuve de J. J. Rousseau.

qui fut décernée aux soldats de Châteaueux revenant du bagne : il lui répugnait de glorifier un fait de guerre civile, même dans la personne de ceux qu'il croyait injustement condamnés.

Parcille modération dans l'autre circonstance : lorsqu'on voulut aller au delà de ce qu'il avait lui-même proposé, lorsqu'en traduisant devant une cour martiale les militaires qui avaient abandonné leur poste de bataille, on prétendit remonter à la complicité morale, et charger les accusateurs publics d'informer contre toute personne suspectée d'avoir provoqué ce crime par des discours imprimés ou affichés, Carnot demanda la question préalable : il refusait d'ouvrir la porte à une espèce d'inquisition, qui pourrait s'étendre jusque sur le droit d'émettre sa pensée.

XI

Depuis les déplorables affaires de Mons et de Tournay, les colères du peuple contre la cour avaient redoublé; on la jugeait complice de ces malheurs. Tout, d'ailleurs, dans l'attitude des Tuileries, était de nature à soulever l'irritation et la défiance. La *garde constitutionnelle*, qui remplaçait l'ancienne *maison militaire du roi*, était devenue une menace permanente pour les libertés publiques, grâce aux soins que le ministre Dellestart et la reine en personne avaient donnés à sa composition. Aux termes de la loi, elle devait se recruter, partie dans la garde nationale et partie dans la troupe de ligne; mais les officiers et soldats venus de l'armée, et triés avec calcul parmi les plus chauds contre-révolutionnaires, prenaient à tâche de rendre le service intolérable à leurs camarades issus d'une autre origine.

A mesure que l'un de ceux-ci, poussé à bout, venait à donner sa démission, il était remplacé par un sujet dévoué; beaucoup n'étant pas même dans les conditions réglementaires. De cette manière on avait peu à peu formé un corps des éléments les mieux disposés à une agression contre la liberté : « Le roi était content des sentiments de cette troupe, » dit madame Campan. C'étaient des gentilshommes de province, surtout Bretons et Vendéens; c'étaient de jeunes prêtres fanatiques, auxquels on faisait en secret quitter la soutane pour l'uniforme; c'étaient des aventuriers, des spadassins. Dumouriez, ministre alors, et qui devait savoir la vérité, plus sévère encore, les appelle des chevaliers d'industrie et des coupe-jarrets; le marquis de Ferrières leur donne les mêmes noms. C'est de là que sortit Pâris, l'assassin de Lepéletier Saint-Fargeau. D'ailleurs, au lieu de se renfermer dans le chiffre de dix-huit cents hommes, fixé par la loi, ils avaient presque atteint celui de six mille.

Avec cette cohorte dévouée, avec les Suisses, retenus à Paris malgré le vœu de la Constitution et les décrets législatifs, avec l'armée de la Fayette, qui prenait le parti de la cour en haine des Girondins et des Jacobins, celle-ci pouvait tenter un coup de main contre les députés. Voilà ce qu'on craignait et ce qu'on voulut prévenir. Le danger de la situation fut signalé par Bazire et Carnot Feulins; celui-ci (rangé pourtant parmi les modérés, depuis que, répondant à une dénonciation de Fauchet contre les ministres, il avait constitutionnellement demandé que l'on séparât leur cause de celle du roi), proposa à l'Assemblée de se déclarer en permanence, comme la précédente l'avait fait pendant la fuite de Louis XVI à Varennes. Cette permanence est

nécessaire, dit-il, *pour éclairer les projets des conspirateurs*. La motion, accueillie avec chaleur, est adoptée à la presque unanimité. On décide que le maire de Paris viendra chaque matin faire un rapport sur l'état de la capitale.

Le lendemain, en effet, Pétion trace un tableau assez alarmant de la situation. Bazire prend la parole; il prouve que la Constitution a été violée dans le recrutement de la garde, que cette garde est un danger public. Carnot Feulins en demande la suppression provisoire. L'Assemblée ne se contente pas de cela : elle vote le licenciement du corps, et la mise en accusation de son chef, le duc de Brissac. Carnot Feulins, qui semble prévoir le triste sort de ce vieillard (il fut massacré à Versailles), sollicite, sans l'obtenir, qu'on veuille bien l'entendre avant de l'accuser. Les gardes nationaux sont chargés de faire le service au château, comme ils le faisaient avant l'établissement de la garde du roi; ils occupent tous les postes.

Le premier mouvement de Louis XVI fut de refuser sa signature au décret; mais Dumouriez lui montra le danger d'une telle résistance. Toutefois, la garde, licenciée ostensiblement, continua de toucher sa solde en secret. On n'ignorait pas, d'ailleurs, que l'ancienne maison militaire du roi s'était reformée à Coblenz, que les émigrés recevaient des subventions de la liste civile, que les frères de Louis XVI contractaient en son nom des emprunts *de guerre*, en leur donnant pour hypothèque les revenus de la France. Tous ces faits, plus ou moins vaguement connus de la population, la tenaient dans une extrême anxiété.

Derrière le cabinet girondin, qu'il avait nommé pour déférer en apparence aux opinions de l'Assemblée,

Louis XVI entretenait un conseil intime, chargé de le contrecarrer secrètement. De là des tiraillements perpétuels. Le 4 juin, Servan, l'un des ministres girondins, poussé à bout par tant de perfidies, proposa spontanément à l'Assemblée, et fit décider la formation d'un camp de vingt mille volontaires nationaux, appelés de tous les départements, pour servir de garde à la capitale contre les ennemis extérieurs et intérieurs. Carnot Feulins appuya ce projet.

Il faut se faire une juste idée de cette situation compliquée : le roi, aussi faible qu'il est faux, n'ose pas, comme le voudrait son entourage, déclarer ouvertement la guerre à la Révolution ; il soudoie des écrits calomnieux contre les députés et prodigue devant ceux-ci des assurances de dévouement à la Constitution. Il n'attend son salut que des triomphes de l'étranger sur la France.

En face de lui, l'Assemblée, qui le connaît et le juge, passe son temps à déjouer ses ruses ; mais elle voudrait encore éviter une rupture éclatante, tandis que les partis irrités et alarmés lui reprochent comme une lâcheté, presque comme une trahison, ces ménagements politiques.

La corde est chaque jour plus tendue ; la reine donne un nom outrageant à la nouvelle armée : *vingt mille brigands pour gouverner Paris*. Le roi rejette le décret qui l'institue, et renvoie brutalement ses ministres. L'Assemblée aussitôt déclare qu'ils emportent les regrets de la nation.

De ce moment cesse la comédie des concessions réciproques : on peut prévoir une lutte décisive ; chacun s'y prépare de son côté, la cour, les monarchiens, les Girondins, les Jacobins. Un incident, où l'imprévu

semble dominer, bien qu'il fût annoncé depuis plusieurs jours, va hâter la crise.

XII

Le 20 juin, anniversaire de la séance du jeu de Paume, tout Paris s'ébranle pour célébrer et renouveler le fameux serment. On veut planter un mai pour en perpétuer la mémoire. Tout le monde connaît ces rondes méridionales qui entraînent des populations entières. Le flot roulant recrute sur son chemin une multitude fascinée par l'exemple, par le bruit, par le tourbillon. C'est un peu comme une farandole que se forment, dans les grandes villes, ces rassemblements dont l'action est souvent très-différente de ce que méditaient les premiers groupes. Il faudrait n'avoir pas assisté aux scènes de 1848, pour ne savoir expliquer que par des manœuvres préméditées bien des événements de l'autre Révolution. .

Le 20 juin donc, le Parisien se met en marche, sans trop savoir où il va, oubliant sa misère (elle était grande), curieux, non pas hostile, enjoué plutôt, d'humeur gauloise; il vide des bouteilles en route, entre à l'Assemblée pour présenter une pétition, entre aux Tuileries pour exposer ses griefs au roi. Celui-ci fait bonne contenance devant la raillerie, la menace et la grossièreté de beaucoup de ses visiteurs, devant l'insulte de quelques-uns. L'un d'eux lui tend un bonnet rouge, auquel Louis XVI attache lui-même une cocarde; puis il le met sur sa tête, aux cris de *Vive le roi! vive la nation!* Après avoir séjourné plusieurs heures dans les appartements, sur les instances du maire de Paris, sur-

venu un peu tard, et des députés envoyés par l'Assemblée, un peu tard aussi, l'émeute se dissipe, sans avoir rien fait qu'une promenade à travers le parlement et le château.

On a cherché dans les précédents de notre histoire des analogues de cette journée : Marcel, couvrant la tête du dauphin de son chaperon rouge et bleu, pour le sauvegarder contre la multitude irritée qui avait envahi son palais ; les cabochiens, forçant le roi, son fils et sa cour de coiffer le chaperon blanc, signe de ralliement de l'insurrection qui demandait une réforme de l'État¹. Ces comparaisons sautent aux yeux ; mais les cabochiens du 20 juin n'avaient point les passions sanguinaires de ceux du quinzième siècle : « Pas un citoyen n'a reçu une blessure au milieu de cette grande fermentation, » dit le rapport du maire de Paris. Quant au vaste mouvement de 1556-1558, il offre avec les premiers jours de notre Révolution des ressemblances plus sérieuses que celle-là.

Nous avons vu les frères Carnot, en défiance de la cour, prendre une part active aux mesures destinées à restreindre le pouvoir monarchique, sans chercher à avilir une autorité fondée sur la Constitution. Ils n'étaient ni l'un ni l'autre partisans des scènes tumultueuses, et ne se réjouirent pas de celle du 20 juin. Leur disposition, après cette journée, semble plutôt avoir été d'apaiser les dissensions et de rétablir une meilleure harmonie entre le Corps législatif et le roi.

Voici quelques preuves des intentions pacifiques que nous leur supposons :

Louis, dans un message à l'occasion de la fête com-

¹ On voit que les trois couleurs trouvaient dans leurs traditions des motifs pour s'unir sur le même drapeau.

mémorative du 14 juillet, ayant exprimé le désir d'aller au milieu de l'Assemblée recevoir le serment des Français accourus de tous les départements au Champ de la Fédération, Cambon éleva une chicane sur ces mots : *recevoir leur serment*. Carnot ne s'arrêta point à une objection que justifiaient peut-être les roueries de la cour; il donna l'explication la plus naturelle possible de l'expression employée par le roi.

C'était le 5 juillet. A la séance du 7, lorsque, sur une parole conciliatrice du même Carnot, que l'Assemblée avait applaudie, Lamourette, par l'onction évangélique de sa voix, par sa belle figure et sa bonne renommée, détermina dans l'Assemblée un mouvement généreux d'accord et d'oubli, les deux frères adoptèrent cette pensée avec toute la sincérité de leur âme. Bazire (qui avait de bons élans) et Carnot Feulins proposèrent de mander à la séance du soir les corps administratif et judiciaire, pour les inviter à propager cet exemple d'union.

L'émotion fut vraie, quoi qu'on en ait dit, et la scène attendrissante. Le roi vint lui-même dans l'Assemblée, et fut accueilli avec beaucoup de faveur. Ce coup de théâtre fut-il, comme on l'a prétendu, ménagé par la cour, dans le désir d'interrompre une discussion (sur les dangers de la patrie) où ses intrigues étaient mises au grand jour? Cela est difficile à comprendre, un rapprochement des partis ne pouvant guère lui être profitable. Il est vrai qu'elle venait d'inspirer une mesure, encore inconnue de l'Assemblée, qui ne pouvait manquer d'y détruire bientôt l'harmonie : la veille de la séance, le directoire du département, agissant sur l'ordre du roi, avait suspendu de leurs fonctions, comme complices des désordres du 20 juin, le maire de Paris

Pétion et le procureur de la commune Manuel, deux personnages très-populaires. L'éclat de ce coup n'eut lieu qu'après la réconciliation Lamourette : l'irritation des esprits fut ravivée et les partis furent remis en présence, avec le ressentiment d'avoir été trompés.

Il importait qu'un tel conflit fût jugé en faveur du peuple. Il le fut le lendemain, sur un rapport de Muiraire : Pétion se vit immédiatement réintégré, Manuel un peu plus tard. Nouveau triomphe pour Pétion, nouvelle défaite pour la cour. L'histoire, d'ailleurs, tend à disculper le maire de Paris de toute intervention directe dans l'émeute de juin, et l'accuse simplement d'insouciance à l'égard des avanies éprouvées par Louis XVI.

L'arrivée des Marseillais, le 30 juillet, fut l'occasion d'une scène de violence. Un banquet avait été préparé pour eux aux Champs-Élysées ; soit par une fatale coïncidence, soit par une combinaison perfide (dont les deux partis se renvoient le reproche), les gardes nationaux de la section royaliste des Filles-Saint-Thomas, avec des officiers suisses et d'anciens gardes du corps, se réunissaient au même lieu et en même temps. Des disputes s'élevèrent, le sang coula, l'alarme se répandit en ville.

XIII

C'est à ce moment, le 31 juillet, que l'on reçut de Soissons, où se trouvaient réunis huit mille fédérés, des nouvelles de nature à exaspérer plus que jamais les âmes, déjà si disposées à la défiance. Une députation de citoyens de cette ville vint se plaindre à la barre que les fédérés manquaient d'armes, d'habillements, d'ef-

fets de campement et d'approvisionnements de bouche ; une dénonciation portait que des substances pernicieuses avaient été mêlées à leur pain : on y constatait la présence d'une certaine quantité de verre pilé. Soixante volontaires avaient déjà succombé, disait-on, et le nombre des malades s'élevait à plus de huit cents.

Comme le camp de Soissons s'était formé contrairement au *reto* du roi, par des soldats députés des provinces les plus ardentes, les soupçons savaient à qui se prendre : on sollicita contre le ministre d'Abancourt et contre les bureaux de la guerre un décret d'accusation, heureusement ajourné jusqu'à ce que des commissaires eussent fait une enquête. Ces commissaires, nommés séance tenante et par appel nominal, à haute voix, furent Lacombe Saint-Michel, Carnot l'aîné et Gasparin : « Premier et mémorable exemple de l'envahissement du pouvoir exécutif par la législature ! » s'écrie Matthieu Dumas en racontant la chose.

Cependant cet historien est obligé de convenir que le résultat n'eut rien que de satisfaisant, grâce au choix des commissaires.

Le lendemain de leur départ, une scène bruyante éclata dans l'Assemblée. La salle fut envahie par une foule d'hommes et de femmes, ériant « Vengeance ! vengeance ! on empoisonne nos défenseurs. » L'orateur de cette multitude parut à la barre : « Législateurs, dit-il, ce ne sont point des plaintes, ce sont des cris, des hurlements, que nous poussons vers vous : on empoisonne nos frères, nos pères, nos enfants, nos amis. Si du moins ces malheureux étaient morts pour la patrie ! Mais, en se sacrifiant pour nous tous, ils meurent par le poison. Qu'ils se déclarent donc, ces lâches homicides, et nous les combattrons. Ah ! si nous n'avions pas

eu tant de patience; si, dès le commencement de la Révolution, nous les eussions exterminés jusqu'au dernier, la Révolution serait achevée, et la patrie ne serait pas en danger. C'est à vous que nous demandons vengeance. Si nous ne comptons pas sur vous, je ne réponds pas des excès où notre désespoir pourrait nous porter : nous péririons dans les horreurs de la guerre civile, pourvu qu'en mourant nous entraînions avec nous quelques-uns des lâches qui nous assassinent. »

Vergniaud, qui présidait la séance, répondit : « Citoyens, l'Assemblée partage votre douleur. Les expressions de votre désespoir ont été jusqu'à son cœur. Elle a envoyé à Soissons des commissaires dont le patriotisme est connu; ils nous feront connaître les attentats que vous dénoncez. »

Un courrier extraordinaire fut expédié à Soissons, porteur d'une dépêche qui révélait l'anxiété de l'Assemblée. Voici le contenu de cette dépêche, tout entière de la main de Vergniaud, et datée du 2 août, à minuit :

« On a rendu compte, messieurs et chers collègues, à l'Assemblée nationale, d'un forfait atroce, commis à Soissons, de l'empoisonnement de nos frères fédérés par la distribution d'un pain où l'on avait mêlé de la poussière de *verre*. Elle vous expédie un courrier extraordinaire, et je vous prie, en son nom, de l'instruire sans délai de tous les détails de cet horrible événement, des renseignements que vous vous serez procurés sur les coupables, et des moyens que l'on aura pris pour les mettre sous le bras vengeur de la justice. On répand ici que soixante victimes ont succombé à l'activité funeste du poison. L'indignation et la douleur sont à leur comble, et nous sommes tellement environ-

nés de perfidies, que nous n'osons pas nous flatter qu'il y ait de l'exagération dans le bruit qui court. Arrachez-nous le plus tôt possible à cette cruelle incertitude ; montrez-nous la vérité, quelque horrible qu'elle puisse être, et concourons ensemble par notre zèle à venger la nation du plus noir des attentats commis sur ses défenseurs. Je suis avec des sentiments fraternels, messieurs et chers collègues,

« Votre frère et ami,

« VERGNIAUD, président.

« DUCOS, TRONCHON, secrétaires. »

La vérité des faits aurait pu facilement échapper à des esprits prévenus ou malveillants ; ils auraient pu la présenter en termes ambigus, propres à redoubler de menaçantes conjectures. C'eût été un moyen de plaire aux clubs et de flatter les passions dominantes. Les délégués de l'Assemblée procédèrent autrement : ils examinèrent le lieu où se faisait la manipulation du pain ; c'était une ancienne église. Ils remarquèrent des vitraux brisés, dont les éclats, en tombant, avaient dû se mêler aux farines ; et, dans une lettre lue à l'Assemblée le 3 août, dans un rapport communiqué le 4, ils réduisirent l'événement dont on avait fait tant de bruit aux proportions d'une polissonnerie d'enfants et d'une négligence.

Nous ne citerions pas cet acte, qui appartient à la loyauté la plus vulgaire, si sa date ne lui donnait quelque intérêt : la modération et la justice envers la cour n'étaient pas à l'ordre du jour entre le 20 juin et le 10 août.

C'est le 3 août seulement que le trop fameux mani-

feste du duc de Brunswick, déjà ébruité depuis plusieurs jours dans Paris, fut dénoncé à l'Assemblée par un message royal. Louis XVI l'avait dissimulé aussi longtemps que possible, ce qu'on lui reprochait d'avoir fait précédemment au sujet du traité de Pilnitz. Ce jour même, Pétion vint déposer, au nom de la ville de Paris, une demande de déchéance du roi. Le lendemain 4, la section Mauconseil déclara *qu'il était impossible de sauver la liberté par la Constitution*, et qu'elle abjurait son serment. Carnot, qui arrivait de Soissons, proposa les honneurs de la séance pour les envoyés de la section Mauconseil, en ajoutant qu'il fallait plaindre leurs égarements, mais l'excuser après tant de provocations¹. Le soir, Vergniaud, abondant dans le même sens, fit annuler comme inconstitutionnelle la délibération de cette section.

Ainsi, jusqu'au dernier moment, Carnot, attentif à prévenir une crise violente, s'efforce de calmer les passions irritées, sans laisser entamer la Constitution. Mais quand la crise sera déclarée, quand le navire populaire sera lancé dans la tempête, il n'hésitera pas à faire partie de l'équipage.

XIV

La situation de la France vis-à-vis de l'Europe était des plus critiques.

Les trônes d'Espagne et de Naples appartenaient à la maison de Bourbon ; l'Autriche était gouvernée par un neveu de Marie-Antoinette, jeune homme qui venait de

¹ J'écris ceci d'après une note qui a toutes les apparences de l'exactitude. Cependant le *Moniteur* n'en dit rien.

faire son apprentissage politique aux conférences de Pilnitz ; la Russie avait recouvré sa liberté d'action en terminant sa guerre contre les Turcs ; l'Angleterre était doublement aiguillonnée par son vieil esprit de rivalité et par des questions d'intérêt ; toute l'aristocratie européenne, blessée par la Révolution française, voyait encore ses haines attisées par les frères de la même caste que cette Révolution avait dispersés hors du territoire ; elle comprenait sa solidarité, comme autrefois les nobles de Brabant et des Flandres, qui étaient accourus en aide à ceux de France pour les défendre et les venger de la jacquerie. Enfin, les armées envoyées contre nous étaient précédées par une renommée de supériorité qu'appuyait un passé très-récent.

Nous ne pouvions leur opposer que des masses de jeunes enrôlés, pleins d'ardeur, mais peu disciplinés, à peine équipés. Pour comble, certaines autorités, influencées par le royalisme, érèaient au recrutement des obstacles de tous genres ; le directoire de Paris en fut positivement accusé par Cambon et par Carnot.

Notre effectif était, d'ailleurs, bien loin d'atteindre le chiffre fixé par les décrets ; et quant aux officiers, dès le mois d'octobre 1791, le ministre de la guerre du Portail accusait parmi eux trois mille huit cent soixante-quatre désertions, la plupart suivies d'émigration. Le vide continuait à se faire d'une manière effrayante : on citait des régiments, comme celui de Royal-Allemand, qui avaient en entier passé à l'ennemi avec armes et bagages.

Aussi, lorsqu'après trois semaines de délibérations, le président de l'Assemblée, Aubert Dubayet, au milieu d'un religieux silence, et devant les députés debout et découverts, prononça d'une voix solennelle ces paroles :

la Patrie est en danger ! chacun sentit au fond du cœur que ce n'était pas une simple formule, mais une terrible vérité.

A cet appel la nation se leva. Les bureaux d'enrôlements furent assiégés, les routes se couvrirent de volontaires ; ce fut un de ces nobles élans qui honorent un peuple et rachètent bien des faiblesses.

Je sais qu'il y eut des manifestations moins sérieuses dans leur forme : le Parisien, qui avait dansé sur les ruines de la Bastille, danse aujourd'hui le *Quadrille des dangers de la patrie*, comme il dansera plus tard au *bal des Victimes*. Est-ce indifférence ? Non, c'est de l'*humour* à sa façon. Du sein de cette frivolité vont sortir les *gendarmes à pied de Paris*, que nous verrons s'escrimer sur le champ de bataille de Hondsehoote, et les *canonniers de la Commune de Paris*, qui manœuvreront si bien leurs pièces sur celui de Wattignies. C'est du même milieu, c'est d'une révolution aussi, qu'étaient sortis, quatre siècles auparavant, les braves *archers parisiens* envoyés par Marcel au secours de leurs frères des campagnes.

L'enrôlement populaire, sous l'ancien régime, fournissait quelques soldats de vocation perdus dans une foule de paresseux, de vagabonds, de déclassés des villes. Ennobli cette fois par le patriotisme, il amena dans les rangs des hommes de cœur et de devoir, et les robustes habitants des villages, endurcis aux fatigues.

Par le licenciement de la garde constitutionnelle se trouvait brisé entre les mains de la cour l'instrument qu'elle menaçait d'employer contre la Révolution. Le comité militaire travailla activement et assez heureusement à la réorganisation de nos forces ; il s'agissait de

remanier les éléments de l'armée royale, pour en faire une armée nationale.

Dès que le ministre eut fait connaître pour la première fois le chiffre inquiétant des officiers émigrés, Carnot proposa de les remplacer par des sergents. Diverses motions furent présentées, les unes laissant toute latitude de choix au ministre, tandis que d'autres y mettaient des restrictions. « Puisque ces officiers se licenciaient eux-mêmes, dit Carnot Feulins, nous devons profiter de cette circonstance unique pour donner à l'armée des chefs patriotes : je demande que les places au choix du roi soient réservées à des gardes nationaux qui font le service des frontières. »

Ces propositions annoncent chez leurs auteurs un grand dégagement des préjugés de profession ; car les militaires surtout devaient redouter de voir les armées manquer de foi dans leurs nouveaux chefs, et de voir ces chefs se montrer très-inférieurs aux capitaines expérimentés des vieux bataillons allemands.

Ces appréhensions, fort naturelles, furent trompées par les résultats : les soldats obéirent avec autant de zèle que d'orgueil à des camarades de la veille, dont ils pouvaient devenir les égaux, le lendemain, en s'élevant eux-mêmes ; et les nouveaux porteurs d'épaulettes, fiers de la distinction qu'ils avaient obtenue, se montrèrent jaloux de la légitimer : il sortit de là non pas seulement d'excellents officiers, mais de grands généraux.

Les deux frères Carnot déployèrent dans ces circonstances une louable activité. Qu'on nous permette une énumération rapide et fort incomplète de leurs travaux :

Dès le mois de janvier 1792, le plus jeune, Carnot Feulins, développa, au nom du comité militaire, un

projet de loi sur le recrutement. « C'est alors, dit Matthieu Dumas dans ses *Souvenirs*, que, sous d'autres dénominations, on arrêta le principe devenu si fécond par la suite, et qui préside à la formation de notre armée. »

Quelques jours après la déclaration de la patrie en danger, le 20 juillet, selon Jomini (mais il se trompe, c'est le 17) le même Carnot Feulins fit décréter que l'armée serait portée au complet effectif de quatre cent cinquante mille hommes, tant en troupes de ligne de toutes armes qu'en bataillons de volontaires nationaux. Jomini donne sur ce décret et sur sa mise à exécution de grands détails qui rentrent dans son cadre spécial, mais qui nous feraient sortir du nôtre.

Dans cette même séance du 17 juillet, lecture avait été donnée d'une note adressée par le maréchal Luckner, note conçue dans les termes les plus propres à jeter l'alarme et le découragement. Carnot l'aîné, toujours empressé, au contraire, à soutenir l'esprit national, déclara que le langage du maréchal devant le comité militaire avait été fort différent, que notre frontière se trouvait couverte par de bonnes places fortes et par deux cent cinquante mille hommes très en état de tenir la défensive. Les paroles de Carnot relevèrent les cœurs, et l'on peut juger par les journaux du temps combien son opinion en ces matières faisait déjà autorité.

Carnot Feulins avait proposé le 5 janvier un système d'organisation de la gendarmerie nationale, renvoyé au comité militaire. Chargé lui-même d'exposer un projet de loi sur ce sujet, il le fit adopter dans la séance du 15 mars. Dans celle du 5 juillet suivant, son frère aîné fit décider la création de deux nouvelles divisions de gendarmerie, composées d'anciens soldats aux gardes

françaises. Après la dissolution de leur corps¹, ces militaires, que les Parisiens aimaient comme leurs compagnons d'armes du 14 juillet, avaient été d'abord incorporés dans la garde nationale soldée; puis, cette garde nationale ayant été licenciée², par suite de la loi constitutionnelle qui n'admettait plus de contingent soldé, en défaveur auprès du ministre, haïs par la cour qui voyait en eux les premiers déserteurs de sa cause, ils furent dispersés dans les régiments. Leur condition y était inférieure à celle qu'ils avaient eue dans l'ancienne armée, et ils se plaignaient des vexations que leur faisaient endurer leurs officiers. Beaucoup n'avaient pas accepté cette situation, et, demeurés dans la foule, leur oisiveté mécontente les mettait à la disposition de l'émeute. En les groupant, on s'assurait un corps dévoué à la révolution.

Le comité militaire ayant préparé un plan pour la formation des légions, Carnot l'ainé en proposa un autre. Le mélange de l'infanterie et de la cavalerie, un des caractères de la légion, a été préconisé par de grands hommes de guerre : Montecuculli et le maréchal de Saxe regrettent la séparation de ces deux armes. On s'efforçait de les réunir, pensée approuvée par Carnot le jeune et combattue par l'ainé, comme impraticable dans les circonstances pressantes où l'on se trouvait : « Puisque la guerre est déclarée, il faut la faire si fructueusement qu'elle soit terminée dans cette campagne, dit-il, et si vous créez les légions, elles ne pourront être employées dans cette campagne. » Il préférerait, comme plus prompte et moins dispendieuse, l'augmentation des troupes légères, infanterie. « Un esprit d'imitation

¹ Août 1789.

² Septembre 1791.

servile ne doit pas, ajouta-t-il, nous porter à prendre chez les étrangers des modèles qui ne conviennent ni à notre caractère ni à notre situation topographique. » Puis, par occasion, il proposa le renouvellement des compagnies franches, autrefois établies par le maréchal de Vauban. Ces compagnies, formées sur place et attachées aux villes de guerre, étaient une sorte de milice que sa connaissance des localités rendait précieuse dans une guerre défensive¹.

Le 25 mai, Carnot l'aîné fait un rapport sur les places fortes et les postes militaires, qui doivent être mis sur-le-champ en état de guerre. Le 16 juin, il en fait un autre sur l'armement de tous les citoyens actifs; on décrète, sur sa proposition, la distribution de trois cent mille fusils aux gardes nationales, particulièrement à celles des frontières.

Enfin, le 5 septembre, Carnot Feulins propose et fait voter un très-long décret ayant pour objet de régler l'organisation, la police et l'administration des camps destinés à la défense de Paris.

Toutes ces mesures n'étaient que trop justifiées par l'urgence du péril : « Il est une vérité qui doit paraître évidente à quiconque veut ouvrir les yeux, s'écriait Carnot l'aîné, c'est que les gouvernements qui nous entourent veulent tous notre destruction; c'est que ceux qui nous parlent d'amitié ne le font que pour mieux nous tromper; c'est qu'en ce moment nous n'avons plus d'autre politique à suivre que celle d'être les plus forts. »

¹ Le lecteur fera peut-être plus tard un rapprochement entre cette proposition, demeurée non avenue, et la création par Carnot d'un corps de miquelets à l'armée des Pyrénées (*légion des montagnes*), chargé de défendre la frontière. Il la rapprochera aussi de son opinion sur l'organisation de la garde nationale mobile en 1815.

XV

La France, attaquée par des forces redoutables, ne pouvait se sauver qu'en leur opposant une force invincible, la force morale; il fallait inspirer à la masse du peuple une confiance entière, une confiance exagérée même dans ses moyens de défense, afin qu'il les employât avec une suprême énergie.

Telle fut la pensée de Carnot lorsqu'il proposa la fabrication d'un grand nombre de piques pour armer les citoyens. La troupe régulière manquait elle-même de fusils.

Cette motion, improvisée d'abord le 24 juillet, à l'occasion d'un *Manuel des citoyens armés de piques*, offert à l'Assemblée par un ancien colonel de dragons (M. Scott), fut l'objet d'un rapport, dont Carnot lui-même avait été chargé par la Commission extraordinaire et le Comité militaire réunis.

« Si l'on veut, dit Carnot dans ce rapport, placer alternativement des piquiers et des fusiliers, comme autrefois (système du chevalier de Folard), les fusils qui pouvaient armer cent mille hommes pourront en armer le double, et ces deux cent mille hommes seront mieux armés que s'ils avaient tous des fusils. »

Carnot ne partageait pas l'opinion de ceux qui regardent la pique comme entièrement déchuë de son utilité depuis l'invention de la poudre à canon. Aussi, dans la discussion qui s'éleva, prit-il toutes ses autorités dans les temps postérieurs à l'usage des armes à feu. Il cita Montecuculli : « La pique est la reine des armes à pied ; » Luxembourg : « Je ne serai d'avis de

la supprimer que quand les ennemis n'auront plus de cavalerie; » Condé, Turenne, Folard, enfin le maréchal de Saxe : « Les mêmes raisons de négligence qui ont fait quitter tant de bonnes choses dans le métier de la guerre ont aussi fait abandonner la pique. » Il alléguait l'exemple des Français à Cérisoles, celui des Suisses à Dreux, à Novare, à Marignan, à Moncontour, celui des Anglais à Newbury, où la milice de Londres, armée de piques, demeura impénétrable aux troupes royales. Deux ans plus tard il eût pu ajouter l'exemple des Polonais sous Kosciuszko, pour prouver l'importance de la pique dans les guerres de peuples¹. Il rappelait la renommée qu'avaient acquise nos pères par leur adresse et leur impétuosité dans les combats à l'arme blanche, renommée que le rôle de la baïonnette entre les mains de leurs fils a si bien conservée. Ce n'était pas un moyen d'enthousiasme à dédaigner que celui de donner aux soldats français l'apparence extérieure des anciens peuples de la liberté, dans un temps où l'admiration de l'antiquité était si générale et si profonde.

Carnot, d'ailleurs, n'avait pas là une opinion de circonstance : dans les notes de son *Éloge de Vauban*, après avoir parlé de la révolution amenée dans la tactique par la substitution de la baïonnette à la vieille hallebarde, il ajoutait : « Je m'abstiendrai de prononcer là-dessus, parce que les avis sont très-partagés, et qu'il se trouve d'excellents militaires qui regrettent l'ancien usage. »

La pique ne fut supprimée, d'après l'avis de Vauban, qu'à la suite d'une solennelle discussion, dans laquelle

¹ « Les paysans armés de piques s'avancèrent avec une contenance tout à fait incroyable, et nos grenadiers jetèrent leurs armes et commencèrent à fuir comme des misérables. » (Lettre du général russe Tormasow).

il avait eu pour adversaire M. d'Artagnan (depuis maréchal de Montesquiou), et sa suppression fut déterminée par cette considération que l'on avait réussi à rassembler dans une même arme les propriétés des armes à feu et des armes d'hast.

Vauban était naturellement porté à dédaigner les armes d'hast, parce qu'il n'aimait pas en général ce qu'on appelait les coups de vigueur.

Mais les guerres de défense nationale imposent d'autres conditions. Napoléon en jugea ainsi, lorsqu'en 1814, il revint à l'idée de l'armement des citoyens avec la pique. Il écrivit de Nogent, le 21 février, à son frère Joseph : « Organisez la garde nationale. Que le ministre de la guerre envoie partout des piques. »

Une autre pensée encore dictait la proposition de Carnot : c'était celle de ranimer, par une industrie nouvelle, le travail des ateliers, et d'intéresser ainsi davantage la classe ouvrière à la chose publique. Et puis, à l'époque dont nous parlons, on croyait n'avoir pas le choix : les fusils manquaient, le temps manquait aussi pour en préparer ; il fallait mettre quelque chose entre les mains du soldat, ne fût-ce qu'un bâton, pour lui donner assurance et courage.

Un seul député contesta cette mesure au point de vue militaire. M. Laureau fit quelques observations sages sur l'inconvénient de changer la nature des armes, et par conséquent les manœuvres, pour ainsi dire en présence de l'ennemi.

Carnot reconnut avec bonne foi et abnégation d'amour-propre la valeur de l'objection, et il la développa lui-même dans son rapport. De nouveaux renseignements établirent d'ailleurs que la pénurie des armes à feu avait été fort exagérée par le ministre, et que,

moyennant de rapides efforts, on s'en procurerait assez pour les troupes employées à la défense des frontières. Carnot renonça donc à la partie de sa proposition qui regardait la création d'un corps de piquiers dans l'armée régulière; mais il insista d'autant plus sur une abondante fabrication de piques destinées aux citoyens, mesure qui fut adoptée par l'Assemblée.

Au point de vue politique, le projet de Carnot a été l'objet d'autres critiques : on s'est récrié contre la pensée de mettre des armes aux mains des prolétaires. Mais, selon le sentiment très-réfléchi de mon père, le peuple en désordre est seul redoutable pour la tranquillité publique. Organisez le peuple, qu'il sente sa responsabilité, et quand vous lui aurez donné ce témoignage de confiance, une parole grave et ferme suffira pour maintenir dans le devoir ceux qui seraient tentés d'abuser de leur force. Cette foi dans les bons instincts du peuple, que les expériences de la Révolution n'avaient point affaiblie, permit à Carnot, en 1815, de résister aux peurs et aux objections, et de pousser à l'armement des fédérés parisiens qui demandaient à combattre l'étranger.

L'intention de Carnot, en 1792, bien loin d'être anarchique, avait donc pour but de donner au peuple français le moyen de défendre et de consolider l'ordre adopté par la société nouvelle.

La garde nationale permanente est une institution de caractère moderne, qui ne doit être confondue ni avec les milices urbaines, entretenues dans des intérêts de sécurité locale, ni avec l'armement de la nation, extrême ressource dans les périls de la patrie. C'est un corps essentiellement politique, ayant pour mission le maintien de l'ordre et de la liberté générale. Son

service, trop assidu pour être imposé à tous les citoyens, se limite presque toujours, par la force des choses, dans cette classe aisée qui aime la liberté, qui sait en jouir, et qui, par conséquent, est disposée à la défendre; mais qui se croit à tort menacée dans ses intérêts, sitôt qu'elle voit la force entre les mains du grand nombre.

Carnot ne partageait point cette crainte, et il n'hésitait pas à distribuer des piques à tous les citoyens indistinctement, n'exceptant que les vagabonds. Cependant son projet était tout autre chose qu'une simple extension des cadres de la garde nationale : préoccupé avant tout, nous le savons, des dangers de la France, et persuadé que le patriotisme n'est pas un privilège de quelques-uns, il proposait à l'Assemblée de rendre effectif son décret d'armement universel : « Nous avons déclaré que la patrie est en danger, s'écriait-il, et nulle grande mesure n'a encore été prise; nous avons dit au peuple : Levez-vous! et il ne lui a été fourni aucun moyen de seconder son ardeur. »

L'inspiration de Carnot était empruntée aux sociétés antiques, où tous les citoyens libres devaient s'entretenir dans l'usage des armes, afin de se trouver prêts au jour nécessaire. L'armement des citoyens était à ses yeux la première condition d'une organisation militaire nationale :

« Partout où une section particulière du peuple demeure constamment armée, tandis que l'autre ne l'est pas, celle-ci devient esclave de la première, ou plutôt l'une et l'autre sont réduites en servitude par ceux qui savent s'emparer du commandement. Il faut, dans un pays libre, que tout citoyen soit soldat, ou que personne ne le soit. Mais la France, entourée de nations ambi-

tieuses et guerrières, ne peut évidemment se passer d'une force armée. Il faut donc, suivant l'expression de J. J. Rousseau, que tout citoyen soit soldat par devoir, aucun par métier. Il faut qu'à la paix, au plus tard, tous les bataillons de la troupe de ligne deviennent bataillons de la garde nationale; que les uns et les autres n'aient qu'un même régime, une même solde, un même habit; alors, vous épargnerez quarante millions par an; alors disparaîtra ce germe de division qu'on cherche à semer entre les soldats citoyens et les citoyens soldats; chaque corps nommera ses officiers, et l'on ne verra plus ceux-ci, vendus au pouvoir exécutif, passer à l'ennemi et trahir la patrie qui les a comblés de bienfaits. Ce vœu, j'ose le dire, est celui de la nation entière: il n'est personne qui ne sente que la liberté française ne peut s'établir de fait que par la chute de cette dernière colonne du despotisme.»

XVI

Un des épisodes qui contribuèrent le plus à rendre les partis irréconciliables fut la malheureuse intervention du général La Fayette dans les débats soulevés entre le peuple et la royauté. Ce rôle impolitique de médiateur, qu'il semblait s'être assigné, et qu'il poursuivit avec une persévérance et un courage dignes d'une meilleure pensée, le plaça dans des positions bien souvent fausses, et fit d'un homme sincèrement dévoué à la cause de la liberté un embarras pour cette liberté dans les circonstances les plus décisives de sa vie. Au moment dont nous parlons, La Fayette, l'un des promoteurs de la Révolution, était devenu l'espoir des ennemis de cette Ré-

volution, et toutes les nuances du parti monarchique faisaient alliance autour de lui pour accomplir sous son couvert un revirement dans leur sens. Non content d'avoir daté de son camp, sous Maubeuge, une lettre presque menaçante à l'Assemblée, il quitta ses soldats pour venir régenter en leur nom le Corps législatif au siège de ses séances : inspiration aussi condamnable qu'imprudente, et parfaitement en désaccord avec ses propres doctrines politiques. On calomniait la vertu de La Fayette en lui attribuant la pensée d'abandonner la frontière pour marcher sur Paris ; à cette imputation, d'ailleurs, il a répondu : « Cela n'est pas vrai ! » Une dénégation suffit dans la bouche de certains hommes. Mais son projet, avoué plus tard, de recueillir dans son camp Louis XVI et les royalistes constitutionnels pour de là gouverner la France, et ses tentatives de séduction auprès de la garde nationale, devaient le rendre criminel aux yeux des patriotes. Aussi demandèrent-ils sa mise en accusation, que la majorité refusa. Ce vote, qui perdit la Législative dans l'opinion populaire, servit plus tard de *criterium* pour juger ceux de ses membres qui se présentaient comme candidats à la Convention. Il eut lieu à haute voix, et les deux frères Carnot opinèrent ensemble pour l'accusation. Cependant, des ennemis du plus jeune répandirent, dans le département du Pas-de-Calais, le bruit qu'il s'était séparé de son frère à cette occasion ; et lorsque les élections arrivèrent, Joseph Lebon en tira parti pour se faire nommer à sa place ; il alla plus loin : il menaça son rival malheureux de sa puissance proconsulaire, et Carnot Feulins ne lui échappa qu'en demandant un service actif aux armées.

L'absolution de La Fayette fut votée à une grande

majorité : quatre cent six voix contre deux cent vingt-quatre. Ce chiffre en faveur du royalisme, à la veille du 10 août, prouve quelles espérances on fondait sur cette journée, universellement prévue. La cour ne prenait pas la peine de cacher sa joie : « Loin de craindre une insurrection, dit le marquis de Ferrières, elle espérait en profiter pour se rendre maîtresse de Paris. » Le 10 au matin, quand on conseilla à la cour de se retirer dans l'Assemblée, la reine s'écria : « Fi donc ! » Et en quittant les Tuileries elle dit encore à ses femmes : « Nous reviendrons bientôt. »

Ceux qui préparaient le mouvement en sens contraire paraissent avoir été beaucoup moins certains de ses résultats, puisque Barbaroux proposait à ses amis, en cas de revers, de transporter la Révolution en Provence, et que Robespierre et Marat y acceptaient un asile avec eux.

Si les partis à l'intérieur se trompaient sur leurs propres chances de succès, les émigrés se trompaient bien davantage, et par contre-coup trompaient les étrangers sur l'état moral de la France. A les entendre, les armées coalisées ne rencontreraient sur la route de Paris que des villes empressées à ouvrir leurs portes et des paysans venant au-devant de leurs libérateurs avec des bouquets et des cris de joie. « C'est l'affaire d'une promenade » disait Calonne. « C'est une promenade militaire » répétait Brunswick. Le roi de Prusse donnait des fêtes prématurées en l'honneur de ses victoires futures, et le roi de Suède parlait déjà des trophées qu'il enverrait à Stockholm pour y imposer silence à l'opposition.

En vain l'historien Archenholz, dans son journal, prédisait-il sagement les difficultés de l'expédition,

montrant les probabilités d'une défaite. En vain le comte de Gorani, Italien plein de sens et de cœur, adressait-il au duc de Brunswick deux lettres pour le désabuser sur les illusions dans lesquelles l'entretenaient les émigrés; en vain lui déclarait-il que le peuple français, sincèrement attaché à sa Révolution, saurait bien la défendre; en vain lui disait-il: « Votre entrée en France, monseigneur, loin de faire tomber les Français aux pieds de Louis XVI, ne pourrait que précipiter le détronement de ce prince. »

George Forster, le savant voyageur, écrivait de Mayence, au mois d'août 1792 :

« Vous aurez reçu par M. Fischer le manifeste du duc de Brunswick. Si quelque chose décide les *enragés* de ce côté-ci du Rhin, c'est la preuve que de l'autre côté on n'est pas moins *enragé*. En vérité, si l'on s'était proposé d'exciter les Français à la défense, on n'aurait pas pu s'y prendre mieux. Maintenant il faut pour leur honneur qu'ils se battent en désespérés, et c'est ce qu'ils feront. »

Et puis :

« Le pauvre roi joue un mauvais jeu. Les menaces de l'étranger n'assurent pas sa vie. »

Puis encore :

« Les émissaires de l'étranger font à Paris tout ce qu'ils peuvent pour amener la déposition du roi ; on espère par là décider l'armée en faveur de la coalition, et se frayer le chemin de Paris. Quant à la vie de Louis XVI, ils y attachent si peu d'importance qu'ils ne lui ont pas même envoyé leur manifeste officiellement... Quel bruit ne ferait-on pas en Europe, si l'on pouvait dire des Français qu'ils ont déposé ou, mieux encore, qu'ils ont tué leur roi ! »

Dès le mois de décembre 1790, le prince de Condé avait proposé de marcher sur Lyon, « quoi qu'il pût arriver au roi. »

L'archiduchesse Christine écrivait à sa sœur la reine de France : « Qu'importe qu'il périsse, si nous triomphons ! »

Le même sentiment avait dû inspirer les paroles de Cazalès à l'Assemblée constituante : « Que le roi périsse, sauvons le royaume ! »

On peut admirer ce sacrifice d'un homme aux principes monarchiques ; nous ne nous opposons pas même à ce qu'on le trouve héroïque et romain dans les deux premiers exemples ; mais ne faudrait-il pas admirer aussi le cri du Jacobin : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! »

XVII

Notre intention est de laisser de côté les événements, quelque importants qu'ils soient, auxquels la biographie de Carnot n'est point mêlée, ou sur lesquels nous ne possédons aucun renseignement nouveau. C'est pourquoi nous avons à peine parlé de la journée du 20 juin. Carnot ne fut pas moins étranger aux préparatifs de celle du 10 août, œuvre de tous les partis à la fois, décidés à en venir aux mains pour sortir d'un état de tension intolérable. Les piques et les poignards s'aigui-

¹ Cette analogie n'a point échappé à l'allemand Elsner (*Denkwürdigkeiten*, p. 114). Il fait à la même occasion une remarque fort naturelle : « Comment les émigrés français, et après eux toute l'aristocratie européenne, furent-ils aveuglés par la présomption au point de croire qu'ils triompheraient aisément d'une force qui venait de leur inspirer assez de terreur pour les chasser hors du pays ? »

saient en même temps. L'impossibilité du règne de Louis XVI avec la conservation de la liberté au dedans et la sûreté au dehors, se démontrait chaque jour davantage. Ce fut un noble, le comte de Kersaint, le courageux Kersaint, sacrifié plus tard pour avoir défendu la vie du roi, qui le premier demanda (dès le 23 juillet) sa déchéance du pouvoir, comme n'ayant pas proposé la guerre contre la Sardaigne, dont les hostilités étaient imminentes. La déchéance était provoquée par des pétitions de tous les points de la France; les quarante-huit sections de Paris avaient agité cette question, et quarante-sept l'avaient résolue d'une manière affirmative; des placards menaçants couvraient les murs; tout annonçait une insurrection formidable; et la cour, singulièrement abusée sur ses forces, croyait vaincre sans peine l'explosion de la fureur publique.

Le 10 août, à la pointe du jour, la population remplit les rues. Quelques heures après la famille royale était contrainte d'aller chercher un asile dans le sein de l'Assemblée, occupée à discuter, avec une affectation de calme, sur l'abolition de la traite des nègres.

Elle y fut reçue froidement, sans approbation ni murmure. Vergniaud présidait: « Sire, dit-il à Louis XVI, vous pouvez compter sur la fermeté de l'Assemblée. Ses membres ont juré de mourir en soutenant le droit du peuple et des autorités constituées. »

Le roi se trouva pendant quelque temps, ainsi que les siens, confondu à la barre avec une foule irritée qui réclamait sa mise en accusation; Carnot Feulins m'a raconté qu'un homme lui toucha l'épaule, et s'adressant au président s'écria: « Nous demandons la tête du tyran que voici. »

On fit placer le roi successivement à côté du prési-

dent, puis au banc des administrateurs ; mais, sur cette observation, tant soit peu formaliste en pareille circonstance, que les députés ne pouvaient délibérer, lui présent, Carnot Feulins proposa de le faire entrer avec sa famille dans la tribune destinée aux rédacteurs du journal le *Logographe*, et placée derrière le fauteuil du président. La jeune fille de Louis XVI pressait les mains de Carnot Feulins dans les siennes, en lui disant : « Merci, merci, monsieur Carnot, vous êtes notre sauveur. » Carnot l'aîné avait été, dans la journée du 20 juin, l'un des commissaires envoyés au château pour protéger la famille royale menacée, et sans doute cette circonstance avait gravé ce nom dans la mémoire de l'enfant.

Un témoin oculaire, Prieur (de la Côte-d'Or), m'a dit avoir vu Louis XVI, dans la loge du logographe, debout, appuyé sur un fusil qu'il avait pris des mains d'un soldat, et frémissant de rage. Il ne changea d'attitude que pour demander à manger.

Un autre témoin, l'Allemand Bollmann, raconte ceci : « Nous trouvâmes moyen, mon ami et moi, de nous introduire dans la salle ; le roi avait l'air d'un homme qui ne sait où il en est, abasourdi et sans énergie (*betäubt und kraftlos*). La reine, pleine de hauteur et de dignité, ne manifestait au dehors que du regret pour ses enfants, du dédain pour l'Assemblée, point de souci pour elle-même. »

Cependant, les assiégeants et les assiégés des Tuileries ignoraient également le départ du roi. La lutte, qui n'avait plus de motif, redoublait de vivacité ; le bruit de la mitraille et de la fusillade retentissait autour de l'Assemblée ; quelques balles même pénétrèrent par les fenêtres ; des coups assaillirent la porte : on crut un moment qu'elle allait être forcée ; l'officier qui comman-

daît la garde entra précipitamment dans la salle avec cette nouvelle alarmante. Aussitôt les députés se levèrent au cri de *Vive la liberté!* et les tribunes leur répondirent par celui de *Vive l'Assemblée nationale!* Les chances du combat semblèrent longtemps balancées, et nul ne pouvait prévoir quel serait le vainqueur, ni jusqu'à quel excès il porterait l'ivresse du triomphe. La résolution suivante fut prise : « L'Assemblée nationale décrète qu'elle met sous la sauvegarde du peuple de Paris la sûreté des personnes et des propriétés; elle charge vingt de ses membres de se transporter sur les lieux de rassemblement, de communiquer au peuple le présent décret, et d'employer tous les moyens de persuasion pour ramener le calme. »

Carnot l'aîné fut du nombre de ces commissaires, dont les uns devaient se rendre aux Tuileries, les autres à l'Hôtel de Ville, précédés d'huissiers et de gardes de l'Assemblée. Arrivés sur la place du Carrousel, ils furent en butte à un feu roulant qui partait des fenêtres du château, et dispersés par les agitations de la foule, il leur fut impossible de remplir leur mission. Le peuple se pressait autour d'eux en disant : « Nous ne souffrirons pas que vous alliez exposer votre vie aux coups des assassins; votre place est à l'Assemblée; c'est là que nous irons vous défendre. » Cependant Carnot, entraîné par son ardeur, était parvenu au plus fort de la mêlée; ses tentatives pour pacifier les esprits le rendirent suspect aux plus forcenés, qui déjà menaçaient sa vie, lorsqu'un des assistants le reconnut et prononça son nom. Aussitôt le danger se changea pour lui en ovation : un groupe de défenseurs l'entoura, formant un rempart impénétrable, et cette garde d'honneur le reconduisit jusque dans le sein de l'Assemblée. Son

frère, envoyé à l'Hôtel de Ville, venait aussi de rentrer.

Cette scène témoigne que la popularité, même en temps de révolution, n'est pas toujours le prix de l'exagération démagogique.

A ce moment le peuple se pressait en foule à la barre de l'Assemblée, amenant des prisonniers qu'il y déposait comme dans un asile sacré. Au milieu de la plus grande exaltation, alors que la vie des représentants était souvent en péril, le Corps législatif lui-même fut respecté comme une autorité légitime. On apportait aussi des meubles, de l'argent, des portefeuilles pleins d'assignats, de la vaisselle, des bijoux, enlevés aux Tuileries, où le désordre et le carnage n'avaient été accompagnés d'aucun vol, ou du moins d'aucun vol impuni, les insurgés faisant eux-mêmes une police sévère et une justice implacable. On avait également vu les meurtriers de Foulon rapporter au comité des électeurs tous les objets de prix trouvés sur leur victime. C'est là un des traits caractéristiques de la population de Paris : à chaque tempête, il semble que le flot bouillonnant jusqu'au fond ramène à la surface le vieil élément gaulois avec sa turbulence et ses emportements, tel que le peint César, mais sans que le limon de l'improbité parvienne à le troubler.

Beaumarchais, dans l'histoire de ses terreurs paniques, raconte l'invasion de sa maison pendant cette chaude journée d'août :

Une populace de trente mille âmes, dit-il, parcourait ses greniers, ouvrait ses armoires, piochait son jardin. « Quelques-uns disaient, au grand regret des brigands qui se pressaient là par centaines : « Si l'on ne trouve rien ici qui se rapporte à nos recherches, le premier qui détournera le moindre des meubles, une

« paille, sera pendu sans rémission, puis haché en morceaux... » Enfin, après sept heures de la plus sévère recherche, la foule s'est écoulée aux ordres de je ne sais quel chef. Mes gens ont balayé près d'un ponce et demi de poussière; mais pas un binet de perdu... Une femme au jardin a cueilli une giroflée; elle l'a payée de vingt soufflets; on voulait la baigner dans le bassin des peupliers. »

Quand une bande armée pénétra dans la galerie d'Apollon au Louvre, où le célèbre aérostier, Charles, avait formé un cabinet de physique, celui-ci se nomma et montra, attaché au plafond, le globe que la population parisienne avait vu avec enthousiasme s'élever dans le Champ de Mars; les furieux s'arrêtèrent aussitôt, respectèrent Charles et l'applaudirent.

XVIII

La famille royale assistait à la destruction de la royauté; elle ne quitta l'Assemblée que pour la prison du Temple.

Le décret de suspension du roi fut légalement motivé sur ce que Louis XVI ne s'était point opposé *par un acte formel* aux agressions d'une guerre faite en son nom à l'indépendance nationale, et sur ce qu'il avait *rétréci son serment* en réunissant dans son palais des soldats étrangers, en subventionnant des libelles dirigés contre l'ordre établi, crimes prévus par la Constitution. « Il ne pouvait plus régner du moment que son sceptre était avili, » dit Carnot dans un fameux *Mémoire* adressé à Louis XVIII en 1814.

Cependant la victoire du peuple à Paris pouvait de-

meurer sans fruit ; elle pouvait même être suivie d'une réaction, si l'assentiment des armées ne venait la sanctionner :

La nuit même, l'Assemblée élut au scrutin douze commissaires, qui devaient se diviser en trois groupes et se rendre aux armées. Les trois premiers nommés, Coustard, Carnot l'ainé et Prieur (de la Côte-d'Or) eurent pour destination l'armée du Rhin ; leur mission s'étendait de Bitsche et Landau jusqu'à Besançon. Ils partirent dès le lendemain.

Pendant leur absence, des événements néfastes s'accomplirent à Paris :

Les progrès effrayants de l'ennemi sur le territoire national avaient poussé jusqu'au délire l'exaspération du peuple contre les hommes qu'il soupçonnait d'appeler l'invasion étrangère. Tout à coup le bruit se répand que cinquante mille Prussiens et trente mille Autrichiens ont pénétré en Champagne, que Longwy et Verdun sont tombés en leur pouvoir (cette dernière nouvelle ne fut vraie que quelques jours plus tard), qu'ils marchent à grands pas vers la capitale. Paris voit déjà l'ennemi à ses portes, et avec lui la violence et le pillage. On raconte en même temps que l'examen des papiers de Louis XVI vient de prouver son crime et de révéler l'entente des conspirateurs royalistes avec l'étranger.

« Citoyens, dit une proclamation de la Commune, aujourd'hui même, à l'instant, que tous les amis de la liberté se rangent sous les drapeaux. Allons nous réunir au Champ de Mars. Qu'une armée de soixante mille hommes se forme sans délai, et marchons aussitôt à l'ennemi, ou pour tomber sous ses coups, ou pour l'exterminer sous les nôtres. »

Des cris s'élèvent : nos ennemis les plus dangereux ne sont pas en Champagne, ils sont à Paris dans les prisons ; cette nuit, quand les volontaires seront partis, ils en sortiront pour exercer leurs vengeances et livrer la ville aux Prussiens. Marchons à la frontière, mais ne laissons pas nos familles exposées à leurs coups.

Tel est le résumé de la clameur publique. On s'effraye, on s'irrite ; les fédérés courent aux prisons, où se trouvent renfermés des acteurs du 10 août, des émigrés rentrés pour servir la contre-révolution, des conspirateurs signalés ; mais aussi, en grand nombre, des personnes que leurs opinions seules ont rendues suspectes. L'Assemblée, le ministère, la Commune, la garde nationale restent impassibles ; les détenus sont égorgés. « Aucune puissance humaine n'aurait pu l'empêcher, » répondit Pétion à Robespierre, qui lui demandait compte de son inaction.

Nous qui savons jusqu'à quel point le délire de la peur peut aveugler les esprits et étouffer les sentiments de justice et d'humanité ; nous qui avons vu en juin 1848 des hommes de mœurs paisibles fusiller des prisonniers sans défense, au nom des dangers de la famille et de la propriété, nous n'aurions pas besoin d'une autre explication pour les meurtres de septembre.

Mais la lumière ne se fera peut-être jamais sur ces actes détestables. On ignore même s'ils ne furent pas accomplis par quelques scélérats seulement : *A peine cent !* dit Meillan dans ses *Mémoires* ; *pas deux cents !* dit Louvet dans sa fameuse motion contre Robespierre ; *pas trois cents*, dit l'auteur d'une relation très-exagérée de la scène (Marcandier). Et combien eut-elle de spectateurs ? *Pas le double !* Si cette version était admise il ne resterait à choisir qu'entre deux hypothèses : ou

l'œuvre appartient à ceux qui ont voulu faire triompher la Révolution par la terreur, ou elle appartient aux adversaires de la Révolution qui ont voulu la compromettre par des excès.

Les grands crimes politiques demeurent souvent de grandes énigmes historiques. Les partis se les reprochent avec colère; mais alors même qu'on en peut accuser leurs passions, on ne saurait sans injustice en accuser leurs principes : les principes de la Révolution ne sont pas plus responsables des meurtres de septembre, que ceux de l'Évangile ne le sont de la Saint-Barthélemy. Si une noble femme, au pied de l'échafaud, a pu s'écrier : « O liberté ! que de crimes on commet en ton nom ! » les bûchers élevés au nom de la religion ont pu bien des fois entendre de semblables plaintes dans la bouche des martyrs.

Mon père, qui m'a souvent parlé des journées de septembre avec l'horreur qu'elles inspirent à tout le monde, ne croyait pas qu'elles eussent été délibérées et combinées; il ne croyait pas surtout, comme on l'a souvent répété, comme Napoléon le disait à Sainte-Hélène, qu'elles eussent augmenté l'énergie des volontaires et sauvé la Révolution.

Mais les crimes des individus ou des gouvernements ne nous dispensent pas de nos devoirs envers le pays. C'était le sentiment de Carnot; aussi ne le vit-on pas, comme d'autres révolutionnaires de la première heure, s'éloigner et s'abstenir en présence du danger national.

XIX

Nous avons dit que douze commissaires avaient été envoyés aux départements pour y faire connaître la nouvelle situation politique, recueillir les vœux et les plaintes des citoyens, vérifier l'état des places fortes et de leurs approvisionnements, des corps de troupes et des détachements. C'était la première fois que les représentants d'une assemblée politique paraissaient dans les camps. Le sort de la Révolution dépendait de l'accueil qui leur serait fait. C'est pourquoi on les avait investis de grands pouvoirs : ils étaient autorisés à suspendre les plus hauts fonctionnaires civils et militaires, à les remplacer provisoirement et à les mettre au besoin en arrestation.

Trois d'entre ces commissaires, Antonelle, Kersaint et Peraldy, envoyés à l'armée que commandait La Fayette, furent emprisonnés, par ordre de ce général, dans le château de Sedan. La Fayette avait tracé à son action révolutionnaire un cercle qu'il ne voulait point dépasser : il refusait de reconnaître la légitimité des mesures prises par l'Assemblée ; persistant dans un dévouement chevaleresque, auquel on ne répondait que par la défiance et la haine, il voulut tenter une réaction en faveur du roi constitutionnel. Mais ses soldats, malgré l'affection qu'ils lui portaient, n'acceptèrent pas de le suivre dans une entreprise que l'approche de l'ennemi eût rendue hautement criminelle envers la France.

Le général, après avoir toutefois pris les dispositions nécessaires à la sûreté de son armée, et évitant généreusement de compromettre tous ceux qui pouvaient

encore ne pas l'être, se vit obligé de passer la frontière, accompagné de quelques officiers dévoués à sa personne. Les coalisés violèrent à son égard le droit des gens et le retinrent prisonnier, satisfaits de pouvoir punir en lui l'un des auteurs de cette révolution qu'ils prétendaient étouffer. La Fayette demeura fidèle à lui-même, et alla confesser dans les cachots de la Prusse et de l'Autriche les croyances de sa vie.

Les commissaires délégués à l'armée du Rhin étaient menacés du même sort que ceux dont nous venons de parler. La situation de l'Alsace rendait leur tâche difficile. On se défiait de Strasbourg, et ce n'était pas sans motif : le général La Morlière, qui commandait cette place, était un vieillard de quatre-vingt-six ans, dont on ne pouvait attendre aucune énergie. Le maire, Dietrich, excellent administrateur, mais ambitieux et de principes vacillants (c'est du moins ainsi que le peint Biron dans sa correspondance confidentielle), inclinait fort au feuillantisme, et plusieurs fois il avait été dénoncé aux Jacobins pour des persécutions dirigées contre les patriotes. Il exerçait d'ailleurs une influence très-méritée et comptait de nombreux partisans. Les autorités de la ville, réunies sous sa présidence, avaient résolu à la pluralité des voix, par un arrêté portant toutes les signatures, mais sur lequel chacun avait pu librement consigner son opinion particulière, qu'à l'arrivée des représentants de l'Assemblée, on s'emparerait de leurs personnes. La proposition de livrer la place aux Autrichiens avait même été débattue. Enfin, des cris de *Vive le roi* avaient été poussés au camp de Wissembourg.

C'est là pourtant, à l'armée du Rhin, commandée par Biron, que se rendirent tout d'abord les commis-

saïres, accompagnés de leur collègue Ritter, Alsacien, que l'Assemblée leur avait adjoint. Ils y arrivèrent le 15 au soir, et, après une conversation avec eux, Biron écrivit à Custines : « Ils ont les pouvoirs les plus étendus et me paraissent disposés à en faire l'usage le plus modéré. »

Le général accueillit les commissaires avec une extrême courtoisie, et les assura de l'absolu dévouement de son armée à la cause de la liberté.

L'immense majorité se montrait, en effet, disposée à reconnaître les actes du nouveau pouvoir exécutif. Le corps des officiers ayant été réuni, on fit l'appel nominal, et chaque un fut invité à manifester son adhésion personnelle. Le général donna la sienne sans réserve et sans hésitation. Après lui quelques officiers, entre autres le prince Victor de Broglie, chef de l'état-major, et le duc d'Aiguillon, maréchal de camp (les meneurs de la résistance) voulurent élever des objections, faire des restrictions; ils eurent la conduite de La Fayette. Sommés de s'expliquer catégoriquement, ils déclarèrent leur obéissance; puis ils cherchèrent de nouveau à l'éluder dans une profession de foi écrite.

Carnot et ses collègues s'efforcèrent de les amener par la persuasion à d'autres sentiments; mais, soit que leur amour-propre fût trop engagé, soit que, prenant ces ménagements pour des preuves de faiblesse et d'hésitation, ils espérassent entraîner l'armée, ils demeurèrent inébranlables. Leur suspension fut prononcée; mais aucun d'eux ne fut inquiété dans sa personne ou sa liberté. Il en eût été surtout à Carnot et à Prieur de sévir contre deux officiers du génie, leurs camarades, qui se trouvaient au nombre des récalcitrants, Caffarelli du Falga et Rouget de l'Isle (capitaine employé à Hu-

ningue). Carnot prit à part le premier, avec lequel il était lié ainsi que son frère Feulins, et tenta vainement de le conquérir au nouveau gouvernement. Il s'adressa ensuite au second : « Nous forcerez-vous, lui dit-il, à destituer pour cause d'incivisme l'auteur de la *Marseillaise*? » L'orchestre militaire jouait en ce moment, par ordre de Carnot, cet hymne, composé précisément pour l'armée de Biron, nouveau et déjà célèbre. Enfin, pour épuiser tous les moyens de conciliation, et pour laisser aux opposants le temps de la réflexion, un second appel fut demandé. Ils persistèrent dans leur insoumission et quittèrent le service. Les délégués de l'Assemblée eurent quelque peine à les soustraire au ressentiment de la population et des soldats.

Carnot consignait dans son rapport à l'Assemblée l'expression du regret que lui avait causé cette scène, et voulant en adoucir les effets, il ajouta, parlant de Caffarelli : « Cet officier jouit d'une réputation distinguée pour son mérite personnel, et même pour ses principes philosophiques et son patriotisme. »

Caffarelli ne tarda pas à reprendre son rang dans l'armée, dont il est devenu l'un des généraux les plus illustres ; et loin d'en vouloir à Carnot, qui avait rempli dans cette occasion un pénible devoir, il lui sut gré d'avoir procédé avec tant d'indulgence, et demeura son ami. Il n'en fut pas de même de Rouget de l'Isle : son caractère irascible et éhagrin lui inspira contre Carnot une longue animosité. Pauvre tête politique ! Après avoir été opposant au 10 août et réactionnaire à la suite du 9 thermidor, ils'avisa de devenir républicain vers la fin de l'Empire, et choisit le moment où Napoléon était attaqué par l'Europe entière pour lui jeter à la face des rimes injurieuses. Il fit pis encore : il devint le flat-

teur du czar et des Bourbons restaurés. Ses concitoyens, plus généreux, ne se sont rappelé de sa vie que la *Marseillaise*: ils l'ont chantée à genoux sur sa tombe. L'exemple de Rouget de l'Isle nous a dicté ailleurs cette réflexion : « Il n'est pas juste de faire la part de l'individu trop exclusive, même dans les œuvres individuelles. Les grandes circonstances font naître les grandes productions, et les grandes circonstances sont dues à l'action des masses. Un homme médiocre peut devenir alors la voix d'un peuple, parce que c'est du peuple même qu'il reçoit l'inspiration. »

Du camp de Biron, les commissaires de l'Assemblée se rendirent à celui de Kellermann, à Lauterbourg; où ils ne recueillirent que des acclamations. L'armée de Custines, à Landau, ne se montra pas moins enthousiaste de la Révolution. Cependant le colonel et le lieutenant-colonel du 2^e régiment de chasseurs, MM. Joseph de Broglie et Villautroy, firent une résistance qui provoqua leur suspension. Le second fut remplacé par Houchard, aide de camp de Custines. L'emploi du premier demeura provisoirement vacant, son successeur désigné par le général en chef étant parent de l'un des commissaires (Coustard), et celui-ci s'opposant par délicatesse à sa promotion.

Coustard, le collègue de Carnot et de Prieur dans cette mission, était un ancien mousquetaire, lieutenant des mâtchaux de France, qui avait embrassé chaudement le parti de la Révolution; mais que l'on accusa de s'être laissé regagner par le royalisme. Il suivit la voie des Girondins, et périt sur le même échafaud que Philippe-Égalité. C'était un homme très-bravé; il se conduisit bien en Alsace et donna plus tard de grandes preuves d'audace et de résolution dans la Vendée.

Les commissaires s'étaient empressés d'envoyer Biron séjourner à Strasbourg, point central de son commandement, afin qu'il y suppléât à l'insuffisance du vieux La Morlière. Sa présence et les premiers succès obtenus auprès de l'armée du Rhin par les mandataires de l'assemblée avaient changé les dispositions de cette ville. Les habitants, précédés de leurs autorités et le maire à leur tête, allèrent au-devant des représentants. On tira le canon, les cloches sonnèrent, les femmes jetèrent des fleurs sur leur passage; on cria : « Vive la liberté ! vive l'égalité ! » Dietrich sollicita de Carnot un entretien particulier, dans lequel il s'engagea à ramener la totalité des citoyens aux opinions de l'Assemblée, pourvu qu'on lui laissât quelques jours de préparation, et que son revirement n'eût pas une apparence trop brusque. Carnot entra volontiers dans ses vues. Mais bientôt une irritation menaçante se manifesta dans la ville contre ceux qui avaient projeté d'arrêter les représentants. Carnot reconnut que sa présence et celle de ses collègues ne réussiraient pas à protéger la vie de Dietrich et des autres signataires de la fameuse résolution, si l'on ne calmait point ce peuple en courroux par un appareil de sévérité, et en brisant des fonctionnaires dont il avait droit de se défier. En conséquence, les autorités de Strasbourg furent convoquées dans la grande salle de l'hôtel de ville, et là, prenant la parole d'une voix solennelle : « Nous sommes instruits, dit Carnot, que l'ordre d'arrêter les commissaires de l'Assemblée nationale, à leur entrée dans Strasbourg, a été signé par un certain nombre de personnes appartenant au conseil municipal. Secrétaire, faites connaître cet ordre et les noms de ses auteurs. »

La lecture achevée, Carnot prononça, au nom du gouvernement, la destitution des signataires; puis il

ajouta : « Nous invitons ceux qui demeurent membres du Conseil à le compléter eux-mêmes, le plus promptement possible, en remplissant les vides qui viennent d'y être faits. »

Ce petit coup d'État, dicté par un sentiment d'humanité et par une sage politique, reçut l'approbation de ceux-là même qu'il frappait, en détournant de leurs têtes un danger plus grand. L'ordre se trouva rétabli sans qu'aucune violence eût été commise, et Dietrich y contribua en déclarant se soumettre à un décret de l'Assemblée nationale qui le mandait à sa barre.

Nous avons écrit cet épisode d'après un récit de Prieur, témoin et acteur de ces différentes scènes. Vérification faite des documents, il s'est trouvé dans ce récit quelques erreurs peu importantes : d'un état général des suspensions de fonctionnaires, prononcées par les envoyés de l'Assemblée pendant leur mission, déposé le 21 septembre, il ressort qu'à Wissembourg trois personnes seulement avaient été l'objet d'une pareille mesure : Victor Broglie, Caffarelli et Briche, lieutenant adjoint à l'état-major. La suspension de Rouget de l'Isle fut postérieure de quelques jours. Le général Richelieu d'Aiguillon ne figure pas du tout sur ce tableau, quoiqu'il ne se fût pas fait faute, dans sa correspondance, de parler des *sottises* de l'Assemblée. Nous lisons, en effet, dans un rapport de Biron : « M. d'Aiguillon n'a pas été suspendu par messieurs les commissaires, quoiqu'il semblât partager les opinions de M. V. Broglie, ne les ayant pas exprimées de la même manière. » Le général ajoute : « Il est assez sujet à prendre les intrigues des autres pour sa propre opinion, et je ne serais pas étonné que quelques réflexions le ramenassent à de meilleurs principes. »

Une chose nous frappe dans le dépouillement de ces correspondances : c'est la sollicitude indulgente dont les officiers réfractaires sont l'objet. Tout le monde, par exemple, s'occupe de Caffarelli : le ministre de la guerre s'inquiète de savoir s'il serait disposé à prêter serment au nouvel ordre de choses. « C'est un excellent patriote, répond le général, mais mal entouré ; » il conseille de ne rien exiger de lui en ce moment d'irritation, afin de ne pas compromettre l'avenir d'un bon officier.

Quant à Victor de Broglie, il exprime lui-même à l'un de ses chefs, le général d'Harambure, le regret que son refus d'adhésion ait été rendu public, déclarant que « tout homme sage doit attendre de la Convention nationale la solution des grandes questions du moment. » Victor de Broglie alla servir comme volontaire dans les rangs de la garde nationale ; il figura même comme orateur de la section des Invalides à une séance de la Convention, le 9 mars 1793. La position de son père, qui occupait un grand commandement dans le corps des émigrés, ne lui fit pas tort cette fois ; mais elle contribua certainement à le perdre plus tard, lorsqu'il comparut devant le tribunal révolutionnaire.

Une des principales difficultés de la tâche confiée aux commissaires de l'Assemblée était dans la conduite à tenir avec le gouvernement helvétique ; car la lutte des Suisses contre la population parisienne, au 10 août, rendait pénible et délicate l'attitude respective des deux pays. D'une part, la diète avait adressé à l'Assemblée de vives représentations au sujet de ces événements ; le bruit se répandait que les cantons étaient sur le point de traiter avec l'empereur pour le passage de ses troupes, et qu'ils joindraient leurs forces aux siennes pour chasser les Français de l'évêché de Bâle ; le résident autrichien,

disait-on, avait obtenu d'eux qu'ils donneraient des ordres pour que leurs régiments au service de la France n'opposassent aucun obstacle aux armées de Sa Majesté, et l'on assurait que des officiers de Steiner avaient promis de livrer Landau aux émigrés. Le voisinage de nos soldats et des soldats impériaux sur l'extrême frontière pouvait à chaque instant amener des violations de territoire et des prétextes de rupture, si l'on en cherchait.

D'autre part la défiance publique exigeait le licenciement immédiat des régiments suisses au service de la France, malgré l'opposition de plusieurs généraux (de Kellermann surtout) : cette bonne troupe, formant près de quatorze mille hommes, leur paraissait indispensable dans un temps où l'émigration désorganisait l'armée; ils redoutaient l'inexpérience des nouvelles levées, composées en partie d'enfants, à peine encore armés, à peine même vêtus¹.

Le 16 août, Clavière, ministre de la guerre par intérim, avait écrit au maréchal Luckner :

« L'Assemblée va rendre un décret pour le licenciement des Suisses. Quoique je croie ces soldats incapables de se livrer à des mouvements dangereux, j'ai pensé qu'il serait imprudent de les laisser dans les places où ils forment la majorité de la garnison. Distribuez-les selon que la prudence vous l'indiquera. »

En conséquence, le maréchal donna des ordres pour opérer les mutations suivantes :

¹ Biron cependant estime les volontaires nationaux, qu'il appelle *une excellente espèce d'hommes*. Mais son humanité ajoute : « Ils sont tous nus; il sera barbare et impraticable de les faire servir dans la mauvaise saison. » La correspondance confidentielle de Biron le montre lui-même sous un jour intéressant, juste et modéré, avec un sincère patriotisme, digne de faire oublier le duc de Lauzun. Est-ce que les sentiments de l'ère nouvelle avaient transformé ce roué de la monarchie?

Le régiment de Castella sera transféré de Metz à Verdun; Sonnenberg, de Sarrelouis à Marsal; Châteaueux, de Bitche à Toul; Steiner, de Landau à Sarreguemines; Vigier, de Strasbourg à Blamont.

Ces déplacements furent vivement critiqués par les généraux Biron et Custines. Celui-ci, dans sa correspondance avec son collègue, va jusqu'à dire : « Remarquez bien cette échelle de gradation. De telles dispositions sont un crime, ou la preuve de l'incapacité la plus complète. »

Incapacité? sans doute. Crime? Il existe, en effet, quelques documents accusateurs, particulièrement le *Mémoire de Lally-Tolendal au roi de Prusse*, connu seulement après la mort du vieux maréchal, étranger par conséquent à sa condamnation, mais qui tend à la légitimer. Comment, toutefois, voir un traître sérieux dans l'auteur de tant de tergiversations, si l'on ne savait que la ruse et la faiblesse marchent souvent de compagnie? Voici Luckner qui dénonce La Fayette comme lui ayant fait *des propositions horribles*; le voilà qui approuve son ami *La Fayette* d'avoir fait arrêter les commissaires de l'Assemblée, et il appelle le 10 août *un accident arrivé à Paris*. Demain, il donnera en pleurant toutes les adhésions qui lui seront demandées, s'excusant de tout sur son ignorance de la langue française. Il écrit au ministre de la guerre pour lui annoncer que le régiment de Châteaueux refuse de quitter Bitche malgré ses ordres, et il ajoute avec anxiété que si ce régiment livrait passage à l'ennemi, il se verrait lui-même séparé de l'armée du Rhin, comme il l'est déjà de l'armée du Nord. Il a toujours, dit-il, refusé de prendre la responsabilité des grandes opérations, ne l'acceptant que pour les objets de détail; il demande des ordres précis, qu'il exécutera ponctuellement.

Les commissaires ne semblent pas avoir cru à une trahison de sa part. Ils se bornèrent à obtenir pour lui, du conseil exécutif, une position moins difficile. Ce changement fut même opéré avec des ménagements infinis : le maréchal, d'abord appelé à Paris, fut envoyé au camp de Châlons *pour donner des conseils aux généraux*. A cette occasion on lui conféra le titre de *généralissime*, et l'on augmenta ses appointements, ce qui, dit-on, eût suffi pour le consoler même d'une disgrâce.

Cela fait, les représentants se hâtent de changer la distribution des régiments suisses.

Cependant, le ministre de la guerre, ayant envoyé l'ordre d'attaquer le passage de Pierre-Pertuis, les commissaires prennent sur eux d'en suspendre l'exécution. « Ce serait, écrivent-ils, une violation de territoire qui justifierait des représailles. » Ils se bornent à faire bloquer le défilé par un cantonnement sur le territoire français.

Et les députés de la république de Bienne leur témoignent une profonde reconnaissance de cette réserve, en protestant de leur fidélité aux engagements d'alliance et de neutralité. Ils ne se contentent pas d'écrire : le lendemain ils viennent trouver les commissaires au quartier général de Delémont.

Ceux-ci adressent une lettre à l'Assemblée le 28 août : « Les députés de Bienne arrivèrent ici hier à la nuit. Nous nous expliquâmes de part et d'autre avec la franchise qui convient aux représentants des peuples libres. N'ayant aucune instruction particulière de l'Assemblée nationale, et n'étant pas à portée d'en attendre, nous trouvâmes la règle de notre devoir en nous attachant aux principes si hautement manifestés par la France depuis qu'elle vit sous le régime de la liberté. »

« Ces députés nous ont promis de faire connaître à leurs co-États la loyauté de nos intentions. Ils nous ont assuré que le peuple suisse est généralement porté pour nous, la coalition des familles en possession du gouvernement nous étant seule défavorable. Selon eux, quoique les nouvelles de France leur parviennent par des voies peu fidèles, et quoique notamment on ait répandu le bruit qu'au 10 août les Parisiens ont tiré les premiers, les Suisses cependant ne sont pas très-indisposés contre nous, et verraient sans peine le licenciement de leurs régiments. « Nos compatriotes, disent-ils, savent fort bien « que dans le cas où la France serait victorieuse, leur liberté n'aurait rien à craindre, tandis que, dans le cas « contraire, ils n'auraient pas les mêmes garanties de la « part de l'Autriche. » Ils nous ont confirmé l'efficacité de cette mesure, dont il a été parlé sans doute à la commission extraordinaire, qui consisterait à renvoyer dans leur pays, avec des bienfaits, les Suisses que l'Assemblée nationale a recueillis dans son sein et sauvés, afin qu'ils publiassent partout la générosité de la nation française. »

Je veux encore citer les paroles par lesquelles Carnot terminait la relation de cet entretien, à cause de leur conformité avec sa conduite postérieure au Directoire : « Nous croyons pouvoir assurer qu'on peut, avec des moyens doux, gagner entièrement l'affection de ce peuple paisible ; mais que toute violence ou précipitation par lesquelles on voudrait le pousser à des mouvements extraordinaires pourrait l'aliéner sans retour. »

La mission des représentants s'accomplit donc avec un entier succès. Carnot en rendit compte à l'Assemblée dans une série de lettres, au sujet desquelles l'un des commissaires, Prieur (de la Côte-d'Or), me dit : « Toutes

ces lettres sont de votre père, quoiqu'elles portent nos signatures collectives. L'Assemblée les envoya par des courriers extraordinaires aux quatre-vingt-trois départements, pour servir de modèles et d'objets d'émulation ; cela, avec d'autant plus de raison que les autres missions du même genre manquèrent absolument leur but. »

Notre récit complète celui de ces lettres, dont il s'écarte en quelques détails secondaires, rectifiés par Prieur lui-même.

Carnot, en revenant, s'arrêta à Dijon, et la ville se mit en fête. On eut l'attention de lui donner pour garde d'honneur une compagnie des grenadiers de la milice civique, que commandait son frère aîné. C'était le 30 août, veille des élections générales. Carnot, d'ailleurs, n'avait point de candidature en Bourgogne ; il fut élu, absent, par le département du Pas-de-Calais, son premier député à la Convention.

Toutes les espérances de la patrie se tournaient vers ces nouveaux représentants, qui allaient arriver munis de souverains pouvoirs. Cependant l'Assemblée législative ne perdait pas ses dernières heures dans l'inaction :

La conduite de Carnot à l'armée du Rhin avait doublé son importance politique. Lorsqu'il revint à Paris, il était gravement malade et crachait le sang. Toutefois, le jour même de son arrivée, il fut adjoint à une grande commission, où figuraient Cambon, Gensonné, Kersaint, Romme, Vergniaud. Chacun des quarante-huit membres dont se composait cette commission dut aller porter à l'une des sections de Paris, et faire proclamer solennellement le décret qui mettait la sûreté des personnes et des propriétés sous la responsabilité du conseil général

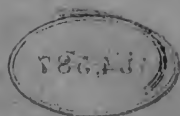
de la Commune, de la municipalité et de la garde nationale. Cette même commission était chargée d'accélérer les départs de troupes vers les différents camps formés en avant de la capitale, et de veiller à la mise en état de défense des hauteurs qui la couvrent.

Le surlendemain (5 septembre), la présence de Carnot au camp de Châlons, rendez-vous général des volontaires, fut jugée tellement nécessaire par la commission, qu'il surmonta ses douleurs et se mit en route.

Il s'agissait d'organiser cette armée de conscrits, qui, un mois plus tard, rejetait l'étranger au delà de nos frontières.



1709 434587



PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR, RUE DE SEINE, 18

EUGÈNE PELLETAN

ŒUVRES COMPLÈTES

PROFESSION DE FOI DU XIX^e SIÈCLE

1^{re} édition. 1 vol. in-8. 5 fr. 50

HEURES DE TRAVAIL

2 beaux volumes in-8. 7 fr.

LES DROITS DE L'HOMME

1 beau volume in-8. 5 fr. 50

LES ROIS PHILOSOPHES

1 beau vol. in-8. 5 fr. 50

LA NAISSANCE D'UNE VILLE

1 beau vol. in-8. 5 fr. 50

DÉCADES

DE LA MONARCHIE FRANÇAISE

2^e édition. 1 vol. in-16. 50 c.

LE MÊME OUVRAGE. 3^e édition. revue et augmentée. 1 fort vol. in-8. 5 fr.

HISTOIRE

DES TROIS JOURNÉES DE FÉVRIER 1848

1 vol. in-8. 1 fr. 50

LES MORTS INCONNUS

LE PASTEUR DU DÉSERT

2^e édition. 1 vol. in-18 Jésus. 1 fr. 50

LE MONDE MARCHE

2^e édition. 1 vol. in-18 Jésus. 1 fr. 50

MÉMOIRES

DE LORENZO D'APONTE

Poète vénitien, collaborateur de Mozart

TRADUITS DE L'ITALIEN PAR M. C. D. DE LA CHAVANNE

ET PRÉCÉDÉS D'UNE LETTRE DE M. A. DE LAMARTINE

1^{er} beau vol. in-8. — Prix : 5 fr.

HISTOIRE POLITIQUE

DE LA

REVOLUTION DE HONGRIE

— 1817-1849 —

PAR

DANIEL IRANYI ET C. L. CHASSIN

2 beaux vol. in-8. — Prix : 10 fr.

ŒUVRES COMPLÈTES

DE

EDGAR QUINET

LE PASTEUR

D'UNE ÉTUDE PAR C. L. CHASSIN

Onze vol. — Chaque vol.

Édit. in-8 - 6 fr — Édit. in-18 - 3 fr. 50







